



HAL
open science

**Le passé de l’Afrique à la radio, Mémoire d’un continent
(RFI) : pour une histoire de la coopération
radiophonique franco-africaine à travers une émission de
1964 à nos jours**

Jonathan Landau

► **To cite this version:**

Jonathan Landau. Le passé de l’Afrique à la radio, Mémoire d’un continent (RFI) : pour une histoire de la coopération radiophonique franco-africaine à travers une émission de 1964 à nos jours. Histoire. 2012. dumas-00839173

HAL Id: dumas-00839173

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00839173v1>

Submitted on 27 Jun 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LANDAU-WELINSKI Jonathan
Master 2 Histoire et audiovisuel spécialité « Histoire et radio »
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

LE PASSÉ DE L'AFRIQUE
À LA RADIO :
MÉMOIRE D'UN CONTINENT (RFI).
POUR UNE HISTOIRE
DE LA COOPÉRATION RADIOPHONIQUE
FRANCO-AFRICAINE À TRAVERS UNE
ÉMISSION DE 1964 A NOS JOURS.

Mémoire de master 2 sous la direction de Pascal ORY
Année 2011 / 2012

Je souhaite remercier Pascal Ory pour avoir dirigé et encouragé ce mémoire et pour avoir su me réorienter quand il le fallait ainsi que toutes les personnes j'ai pu rencontrer qui, d'une manière ou d'une autre, ont manifesté de l'intérêt pour ce mémoire et m'ont aidé dans mes recherches : Marine Beccarelli, Jean-Pierre Chrétien, Élisée Coulibaly, Françoise Delignon, Florence Descamps, Jean-Noël Jeanneney, Elikia M'Bokolo, Félix Paties, Guy Robert, Jacqueline Sorel, Catherine Sournin, Philippe Sainteny et Inès Taieb.

« La voie la plus courte, pour aller vers l'avenir, est celle qui passe par l'approfondissement du passé »

Aimé CESAIRE

« L' Afrique a besoin de se souvenir pour agir »

Ibrahima Baba KAKÉ¹ (1964)

« L'histoire de l'Afrique s'est toujours transmise par l'intermédiaire du son »

Jacqueline SOREL² (1978)

« La radio (...) est seule capable de faire appel à l'imaginaire des auditeurs. Et l'histoire répond parfaitement à ce besoin permanent de l'homme »

Bernard SCHOEFFER³ (1982)

« Mémoire d'un continent est une référence dans la coopération entre organismes de radiodiffusion dans sa volonté de renforcer l'unité culturelle fondamentales des peuples d'Afrique »

Djibo KA⁴ (1985)

1 Historien de l'Afrique et producteur de *Mémoire d'un continent* de 1971 à 1994.

2 Chargée de production de *Mémoire d'un continent* de 1970 à 1993.

3 Ancien directeur du service Coopération de RFI.

4 Ministre de l'Information du Sénégal sous Abdou Diouf. (1981-2000).

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Avertissement : Nous emploierons souvent dans cette étude le diminutif de « *Mémoire* » pour parler de l'émission *Mémoire d'un continent*.

ACCT : Agence pour la Coopération Culturelle et Technique
 AEF : Afrique Équatoriale Française
 AOF : Afrique Occidentale Française
 BDS : Bloc Démocratique Sénégalais
 CEDEAO : Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest
 DAEC : Direction des Affaires Extérieures et de la Coopération
 EPHE : École Pratique des Hautes Études
 EHESS : École de Hautes Études en Sciences Sociales
 EVE : Émissions Vers l'Étranger
 FEANF : Fédération des Étudiants d'Afrique Noire Française
 FESMAN : Festival Mondial des Arts Nègres
 FESPACO : Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou
 FM : Modulation de Fréquence
 IFAN : Institut Fondamental d'Afrique Noire
 OCAM : Organisation Commune Africaine et Malgache
 OCORA : Office de Coopération Radiophonique
 OIF : Office International de la Francophonie
 ORTS : Office de Radiodiffusion Télévision Sénégalaise
 OUA : Organisation de l'Unité Africaine
 OULG : Organisation de l'Unité pour la Libération de la Guinée
 PANAF : Festival Panafricain
 PDG : Parti Démocratique de Guinée
 RCA : République Centrafricaine
 RDA : Rassemblement Démocratique Africain
 RDC : République Démocratique du Congo
 RFI : Radio France Internationale
 SORAFOM : Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-Mer
 TSF : Téléphonie Sans Fil
 UE : Union Européenne
 UEAC : Union des États de l'Afrique Centrale

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE :

LE PATRIMOINE AFRICAIN SUR BANDE MAGNÉTIQUE
FRANÇAISE (1964-1974)

DEUXIÈME PARTIE :

MÉMOIRE D'UN CONTINENT, « ÉMISSION PHARE DE LA
COOPÉRATION » (1974-1995)

TROISIÈME PARTIE :

MÉMOIRE D'UN CONTINENT AUJOURD'HUI (1995-2012)

CONCLUSION

INTRODUCTION

Présentation

Une « référence au sud du Sahara⁵ » : tels sont les mots choisis par Guy Robert (Comité d'Histoire de la Radiodiffusion) pour qualifier *Mémoire d'un continent*. Cette émission de radio, qu'on peut aussi appeler magazine ou série historique, est diffusée aujourd'hui sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) une fois par semaine ; son objet, affiché dès les origines, est d'enseigner l'histoire africaine des origines de l'humanité à nos jours, de rendre compte des avancées de la recherche à ce sujet et, autant que faire se peut, de présenter l'Afrique comme une terre renfermant une « mémoire ». Au demeurant, elle est très peu connue des auditeurs français ; inversement, elle fait autorité en Afrique et jouit d'une aura considérable au sein de RFI. Sa longévité est pour beaucoup dans sa renommée : cela fait maintenant quarante-trois ans (1969-2012) en effet que *Mémoire d'un continent* diffuse ses programmes à destination de toute l'Afrique où l'on parle français. Peu d'émissions peuvent se vanter d'avoir vécu aussi longtemps. L'exemple du cinquantenaire *Masque et la Plume* sur France Inter (1955-1989) est souvent cité⁶ mais si l'on voulait établir une comparaison plus précise, il nous faudrait plutôt évoquer les deux émissions d'histoire les plus connues du service public : *La Tribune de l'histoire* (France Inter) qui a duré quarante-six ans (1951-1997) et *Les Lundis de l'Histoire* (France Culture), qui a soufflé cette année sa quarante-troisième bougie. Dans la mesure où *Mémoire d'un continent* est aujourd'hui installée depuis presque quinze ans dans une formule qui lui sourit toujours, on voit mal ce qui pourrait l'empêcher de battre, elle aussi, des records de longévité, c'est-à-dire de passer le cap des quarante-six années d'existence.

Données et enjeux historiographiques

L'histoire de *Mémoire d'un continent* ne fut jamais abordée en tant que telle. Ce mémoire entend à cet égard lancer une dynamique. L'émission s'inscrit dans bon nombre de thématiques liées à la radio, à l'Afrique, à l'historiographie africaine ou encore à la francophonie ; mais elle fait surtout partie d'un système qui, à plus forte raison, aurait pu titiller la curiosité des chercheurs : il s'agit de la coopération. Il faut cependant comprendre de quelle coopération nous parlons. Dans cette étude, il sera principalement question de celle que RFI a engagée avec les radiodiffusions de

⁵ Guy ROBERT, *Le vent qui souffle dans la boîte, de la coopération radiophonique aux coulisses de RFI*, Paris, L' Harmattan, collection « Mémoires du XXe siècle », 2001, p. 147.

⁶ Voir Daniel GARCIA, Jérôme GARCIN, *Le Masque et la plume*, Paris, éditions Les Arènes, 2005.

l'Afrique Noire francophone du milieu des années soixante-dix au milieu des années quatre-vingt-dix, bien que l'initiative remonte aux années cinquante. Cette coopération s'est traduite sous de multiples aspects et a mobilisé autant d'argent que d'activités en tout genre. Grâce aux travaux de Guy Robert, et notamment *Le vent qui souffle dans la boîte, de la coopération radiophonique aux coulisses de RFI* (2007), le seul ouvrage existant sur la question de la coopération, nous essayerons d'étudier les ressorts de cette dernière et surtout celle, plus spécifique, qu'a pu entreprendre la petite équipe de *Mémoire d'un continent* avec les talents des radios et des universités de l'Afrique subsaharienne⁷.

Il ne faudrait pas voir la coopération radiophonique de RFI comme un système clos sur lui-même et tout à fait étranger aux autres formes de coopération. Ce terme renvoie en fait à des réalités périphériques hétéroclites et déterminantes.

1. La coopération : un vaste système

1.1. France-Afrique ou Françafrique ?

Dans ce mémoire, nous allons parler d'une coopération radiophonique et intellectuelle : en un mot, culturelle. Balayer cependant d'un revers de la main l'autre coopération, celle qui désigne la politique globale d'aide de la France aux pays africains en voie de développement, soit la Coopération avec un grand « c », serait une erreur si l'on veut bien comprendre les tenants et les aboutissants des relations contemporaines Nord/Sud. Bien que les carences historiographiques sur la Coopération soient réelles, comme nous allons le voir, elles ne doivent pas pour autant nous inciter à négliger la question. Bien au contraire, la dimension politique, idéologique, économique et financière de la coopération des années soixante à nos jours – le mot rentre dans le *Robert* en 1967⁸ – permet de resituer la coopération radiophonique dans une grille de lecture beaucoup plus profonde qu'il n'y paraîtrait au premier abord. Entendons-nous bien, la coopération radiophonique est un phénomène à part au sein de la Coopération : notre sujet touchant cependant à l'histoire de l'audiovisuel extérieur, il nous paraissait impossible, sinon dommageable, de ne pas relier ce phénomène à la grande histoire des relations internationales contemporaines.

La Coopération désigne un ensemble de relations bilatérales ou multilatérales menées entre

7 Il sera principalement question de cette partie du continent dans cette étude : il est coutume en effet de séparer le Maghreb de l'Afrique au sud du Sahara pour des raisons qui tiennent à la géographie, à l'histoire et à la culture. Cette démarcation demeure pertinente pour notre sujet, même si certains chercheurs ont souligné sa « faible pertinence » pour la raison suivante : le Sahara a toujours été une zone d'échanges et de relations tout à fait considérable (Sophie DULUCQ, Colette ZYTNIKI, *Décoloniser l'histoire ? De l'histoire coloniale aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, 2003, p. 170).

8 Jean de la GUÉRIVIÈRE, *Les fous d'Afrique, histoire d'une passion française*, Paris, éditions du Seuil, collection « L' Histoire Immédiate », 2001, p. 284.

des États sur la base d'échanges économiques et d'aide au développement : elle est accordée le plus souvent à un ou plusieurs pays pauvres par un ou plusieurs pays riches. En France, cette coopération est particulièrement importante, au point de constituer pour certains « une sorte de spécialité française⁹ » ; elle s'y opère, en effet, dans tous les secteurs : militaire, politique, économique, culturel et humain. À l'intérieur de ces secteurs figurent plusieurs types d'initiatives extrêmement variées qui ont toutes la particularité d'être dirigées majoritairement vers les parties du continent africain anciennement colonisées. Cela représente dix-neuf États sur cinquante-quatre, soit plus de la moitié du continent en superficie. Depuis l'« année de l'Afrique¹⁰ » (1960) où, rien qu'au mois d'août, pas moins de neuf pays de la Communauté franco-africaine créée deux ans auparavant par le général de Gaulle prennent leur indépendance – Sénégal, Niger, Tchad, Dahomey (Bénin actuel), Haute-Volta (Burkina Faso actuel), Côte d'Ivoire, Congo-Brazaville (Congo actuel), République Centrafricaine, Gabon¹¹ –, le continent noir est devenu, sur la base d'accords régulièrement signés, le deuxième marché de la France après l'Union Européenne¹² ainsi qu'une terre d'investissements dont l'importance a dépassé celle observée durant toute la période coloniale¹³. Aussi, lorsque le professeur David Mboupta dit de la période des indépendances africaines « qu'elles signent un pacte nouveau dans les relations entre la France et l'Afrique¹⁴ », il sous-entend que la colonisation, telle qu'elle s'est construite depuis la Seconde Guerre Mondiale – Union Française (1946), autonomie interne (loi Defferre, 1956), Communauté franco-africaine (1958) – a laissé la place en 1960 à ces solides accords de coopération, signés même quelques fois avant les indépendances effectives.

Paradoxe ? Incohérence historique ? La coopération entre la France et l'Afrique est-elle si ambiguë qu'elle symbolise pour certains un nouvel impérialisme occidental ? On peut facilement épouser une vision critique des relations franco-africaines depuis l'« ère Foccart », cibler les intérêts de la France à vouloir pérenniser des relations qui n'ont, *a priori*, plus lieu d'être. Certains parlent même d'un « pré carré africain », expression qui désigne les États du continent où l'on parle français – que celui-ci soit langue officielle ou côtoie d'autres langues – et où la présence de l'Hexagone est toujours manifeste de manière plus ou moins profonde. Ces pays sont tous ceux cités ci-dessus ; il faudrait rajouter également le Maroc et la Tunisie (anciens protectorats français dont l'indépendance fut accordée en 1956), la Guinée-Conakry (Guinée actuelle, un pays atypique sur lequel nous reviendrons plus en détails), le Cameroun et le Togo (deux anciennes colonies

9 Jean-Marie DOMENACH, Yves GOUSSAULT, « Les coopérants et la coopération » in *Esprit*, n°7-8, juillet-août 1970, p. 1.

10 Elikia M'BOKOLO (prés.), « Afrique Noire : la marche vers l'indépendance », *Mémoire d'un continent*, Radio France Internationale, 27/12/09.

11 Voir carte 1, p. 24.

12 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique*, Paris, Stock, 1995, p. 637.

13 Jean-Pierre DOZON, « Une décolonisation en trompe-l'œil » in Pascal BLANCHARD, Nicolas BLANCEL (dir.), *Culture post-coloniale 1961-2000, Traces et mémoires coloniales en France*, Paris, éditions Autrement, collection Mémoires / Histoire, 2005, p. 196.

14 David MBOUPTA, « La mentalité française à travers la coopération France-Afrique », site de *Mondes Francophones*, 2009.

allemandes), l'Algérie (ancien département français) et Djibouti (indépendant en 1977)¹⁵. Tous ces pays sont restés liés à la France d'une manière ou d'une autre, à des degrés divers et selon diverses phases historiques. La deuxième moitié du XXe siècle correspond donc à une nouvelle histoire entre la France et le continent africain¹⁶. Il faut rappeler en dernier lieu que certains pays qui, autrefois, ne furent pas colonisés par la France, c'est-à-dire les anciennes colonies belges (République Démocratique du Congo, Rwanda, Burundi) ou portugaises (Guinée-Bissau, Cap-Vert, Guinée Équatoriale, Angola, Mozambique), bénéficient également de relations convenues avec la France à l'heure d'aujourd'hui : certains d'entre eux font partie de l'OIF (Office International de la Francophonie) et l'armée française s'y est quelques fois permise des interventions notoires (Guinée-Bissau, 1998). La Coopération est donc devenue une affaire qui dépasse les cadres et les frontières anciennement tracés par l'Histoire et la colonisation.

Est-ce une façon de ne pas vouloir « lâcher » intégralement l'Afrique ? De faire en sorte que ce continent ne dispose que d'une « indépendance surveillée » (Claude Wauthier¹⁷), d'une « décolonisation en trompe-l'œil » (Jean-Pierre Dozon) ? Répondre à ces questions ne fait pas partie de nos objectifs premiers. Il nous faut plutôt prendre en considération le fait que cette politique africaine est avérée d'un point de vue institutionnel : elle est contenue dans un ministère de la Coopération créé par le général de Gaulle en 1959 et procédant directement de l'effacement du ministère de la France d'Outre-Mer, lui-même ex-ministère des Colonies. De Gaulle a dès le début souhaité que ce ministère devienne un « grand ministère¹⁸ ». Il le fut très vite : dès 1960, 20 mille experts furent sollicités ; en 1963 un rapport¹⁹ formulait les règles de cette « nouvelle idéologie de la décolonisation », pour reprendre une expression de Yves Lacoste²⁰ ; enfin, en 1970, la France devint la première exportatrice mondiale de coopérants²¹. L'indépendance accordée à ce ministère fut toutefois plus compliquée à mettre en œuvre : soigneusement entretenue par Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, elle fut remise en cause par François Mitterrand qui décida en 1981 de subordonner son action à celle du ministère des Affaires Étrangères. Malgré l'effort du premier ministre Chirac qui le rendit à nouveau indépendant en 1986, le ministère de la Coopération fut définitivement rattaché au quai d'Orsay en 1999. Il est aujourd'hui dirigé par un ministre de second plan qui travaille pour celui des Affaires Étrangères et Européennes.

Le ministère de la Coopération attirera notre attention dans notre deuxième partie car il jouit

15 Voir carte 1, p. 24.

16 Jean-Pierre DOZON, « Une décolonisation en trompe-l'œil », p. 196.

17 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique*.

18 Jean de la GUÉRIVIÈRE, *Les fous d'Afrique, histoire d'une passion française, op. cit.*, p. 286.

19 Dit « rapport Jeanney ».

20 « L'aide : idéologies et réalités », in *Esprit*, n°7-8, juillet-août 1970, p. 201.

21 Stéphane HESSEL, « De la décolonisation à la coopération », *Ibidem*, p. 10.

d'un rôle fondamental dans notre étude : il est l'institution qui fournissait à RFI le budget nécessaire pour qu'elle engage ses propres initiatives de coopération radiophonique avec l'Afrique. Sans le budget du ministère de la Coopération, *Mémoire d'un continent*, à l'instar de beaucoup d'autres émissions de RFI reposant sur la coopération radiophonique, n'aurait jamais pu engager de si riches contacts avec l'Afrique subsaharienne et initier toutes les manifestations qui l'ont rendue célèbre ; d'où cette parenthèse sur l'histoire de ce ministère et de cette politique d'aide au développement qui, au passage, ne fut écrite par aucun historien : on peut bien citer un numéro de la revue *Esprit*, mais celui date déjà de 1970 ! À l'époque, la Coopération est perçue par l'intelligentsia comme une « mystique de la lutte contre le sous-développement²² ». Depuis, peu de chercheurs se sont intéressés à ce sujet. La Coopération offre pourtant des perspectives de comparaison avec l'histoire de la colonisation et de la décolonisation en Afrique tout à fait intéressantes. Bien sûr, les historiens de l'Afrique contemporaine ne manquent pas dans leurs ouvrages d'évoquer les relations entre les États africains et l'État français : pour Elikia M'Bokolo par exemple, le fait de considérer l'Afrique de ce siècle dernier comme un continent « convoité²³ » en dit long sur l'appétit qu'elle a pu susciter avant et après les indépendances. Toutefois, aucun historien n'a pris à bras le corps cette question au point de lui consacrer un ouvrage²⁴. Ceux qui s'y sont intéressés sont plutôt des journalistes – Claude Wauthier, Antoine Glaser –, des politologues ou anthropologues – Jean-François Bayart²⁵, Achille Mbembe²⁶, Jean-Pierre Dozon – ou des écrivains de tout poil – Mongo Beti, Boubacar Boris Diop – qui, sans être spécialistes de la question, pensent qu'elle est révélatrice de bien des ambiguïtés. Du côté français, cette problématique a suscité un regain d'intérêt dans les années quatre-vingt : la politique socialiste à l'égard de l'Afrique amena en effet les observateurs à se poser des questions sur le sens même de la Coopération : devait-elle varier selon les gouvernements ou était-elle devenue une sorte de dogme ? Jean-François Bayart fait partie de ces observateurs et ce qu'il constatait en 1984 est toujours d'actualité : « aucun chercheur français ne suit systématiquement les relations entre son pays et les États subsahariens²⁷ ». Du côté africain cette fois, on peut reconnaître aux intellectuels d'avoir re-débatu de cette question grâce au sursaut général opéré au lendemain du discours de Nicolas Sarkozy à Dakar en juillet 2007²⁸. Mais globalement, ce rendez-vous manqué entre les historiens et la Coopération ne permet pas à ceux qui

22 Jean-Marie DOMENACH, Yves GOUSSAULT, « Les coopérants et la coopération », *op. cit.*, p. 3.

23 Elikia M'BOKOLO, *L'Afrique au XXe siècle, un continent convoité*, Paris, Éditions du Seuil, 1980, 393 p.

24 Hormis un groupe de chercheurs de Paris 7 qui réfléchit exclusivement sur ces questions. Nous avons hélas découvert trop tardivement l'existence de ce groupe pour en parler autrement qu'à travers cette note de bas de page. Que ceux qui sont concernés par ce groupe scientifique ou le connaissent reçoivent les excuses de l'auteur.

25 *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984, 149 p.

26 Ses nombreux articles sur la post-colonie, concept qu'il a lui-même contribué à faire connaître, parus dans des revues comme *Politique Africaine* ou *Esprit*.

27 Cité par Laidi ZAÏKI, « La politique africaine de François Mitterrand » in *Politique Étrangère*, 1985, vol. 50, n° 1, pp. 256-258.

28 *L'Afrique répond à Sarkozy*, Paris, éditions Philippe Rey, 2008, 537 p.

s'y intéressent de bénéficier d'une grille de lecture autre que critique, voire polémique, de ce système – bon nombre d'observateurs, d'associations et de journalistes se sont en effet accordés à réunir sous les termes bien connus de « néocolonialisme », de « Françafrique²⁹ » ou d' « État franco-africain » (Dozon) une France, celle des grandes firmes capitalistiques et des énarques, qui fait le lit de l'élite africaine, elle-même totalement acquise aux intérêts de la cinquième puissance mondiale.

1.2. Mémoire d'un continent et la francophonie

La Coopération, rappelons-le, s'est longtemps nommée « Coopération culturelle et technique ». Cette appellation est quasi-similaire à la notion contemporaine de francophonie. Outre le constat qui consiste à dire que 200 millions de personnes parlent français à travers le monde³⁰, la francophonie demeure, en matière d'éducation, de médias ou de recherche, le socle de la politique culturelle française à travers le tiers-monde. Son objectif est simple : faire progresser l'usage du français, devenu « non plus un objectif, mais un outil de développement à part entière » (Yves Tavernier³¹). Il faut rappeler qu'autrefois le français était vu par Jules Ferry comme la seule langue possible d'instruction et d'éducation³² : à dire vrai, l'idéologie actuelle de la francophonie n'est pas très éloignée des idées de Ferry, le caractère exclusif et impérialiste en moins. La coopération culturelle bénéficie en tout cas d'une longue tradition coloniale : missionnaires et laïques avaient déjà entrepris, au travers de la construction d'écoles, d'églises ou de bibliothèques, une politique destinée à (sur)valoriser la culture française.

C'est lors de la conférence de Niamey, au Niger, en 1970, que prend pied la Francophonie, en tant que système politique et philanthropique, à travers la création de l'ACCT (Agence de Coopération Culturelle et Technique), l'ancêtre de l'OIF. C'est ainsi que la francophonie tire ainsi l'essentiel de sa légitimité en Afrique : ses figures tutélaires se confondent avec les grandes figures politiques de ce continent – Dioiri Hamani, Léopold Senghor, Félix Houphoët-Boigny, Habib Bourguiba, Abdou Diouf³³, Boutros Boutros-Ghali – de même que les plus grands pays francophones en termes d'habitants sont africains – la République Démocratique du Congo,

29 Cf François-Xavier VERSCHAVE, *Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998, 378 p.

30 Chiffres officiels du rapport 2008-2010 du secrétariat général de l'OIF.

31 Cité par Gabrielle PARKER, « Francophonie et universalité : évolution de deux idées jumelles » in Pascal BLANCHARD, Nicolas BLANCEL (dir.), *Culture post-coloniale 1961-2000, Traces et mémoires coloniales en France*, Paris, éditions Autrement, collection Mémoires / Histoire, 2005, p. 237.

32 Gabrielle PARKER, « Francophonie et universalité : évolution de deux idées jumelles » in Pascal BLANCHARD, Nicolas BLANCEL (dir.), *Culture post-coloniale 1961-2000, Traces et mémoires coloniales en France*, op. cit. p. 229.

33 « La colonisation avait fait du français une langue d'aliénation. Les indépendances l'ont lavé de ce péché originel » in Ntolo KAZADI, *L'Afrique afro-francophone*, Aix-en-Provence, Institut d'Études Créoles et Francophones, collection « Langues et développement », 1991, p. 81.

l'Algérie, la Côte d'Ivoire. Si l'on compare ces réalités au rôle joué par la radio en Afrique, on constate que le lien est tangible : c'est elle, entre autres, qui permet au français de se stabiliser en Afrique³⁴. En ce sens, RFI détient un rôle premier puisqu'elle est longtemps restée la seule radio d'expression française à irriguer toutes les parties francophones du continent - avant qu'elle ne soit concurrencée par la radio d'origine gabonaise Africa n°1 (1981). Aussi, selon certains sondages, le français est aujourd'hui considéré par une petite partie des ressortissants africains comme une langue... africaine ! Il ne faut pas se leurrer cependant : même dans des pays comme la RDC, le français ne reste parlé que par une minorité citadine et éduquée³⁵.

Si le magazine *Mémoire d'un continent* peut être très clairement vu comme un objet œuvrant pour la francophonie en Afrique, c'est d'une part parce qu'il émet dès ses débuts dans tous les pays d'Afrique francophone – sauf un, la Guinée, nous verrons pourquoi plus loin –, d'autre part parce qu'il utilise le français comme outil de connaissances sur l'Afrique : autrement dit, il fait le pari que le français, ancienne langue du colonisateur, peut servir les intérêts intellectuels et culturels de l'Afrique des indépendances. Léopold Sédar Senghor (1906-2001), qui fut à la fois à l'origine de l'idée de négritude et de francophonie, concevait que les deux notions – « fruits d'un même humanisme, celui des races qui se réveillent à leur complémentarité³⁶ » – devaient se rejoindre pour constituer le socle de toute politique culturelle africaine. En ce sens, *Mémoire* puise-t-elle ses sources dans la philosophie de la négritude ? C'est une question à laquelle nous tenterons de répondre.

En termes historiographiques, le constat pour la Francophonie est à peu près le même que celui pour la Coopération : outre des ouvrages intéressés – les nombreux rapports de l'OIF –, des essais pour ou contre la Francophonie – pour l'écrivain zaïrois Lye Yoka, ce système est un instrument de pouvoir comme un autre³⁷ – ou les ouvrages des linguistes en la matière, l'historien de la Francophonie n'existe pas à ce jour ; la question est le plus souvent insérée dans une logique littéraire que dans une logique d'histoire culturelle. L'ouvrage de la linguiste congolaise Ntole Kazandi, *L'Afrique afro-francophone* (Aix, 1991) et les articles de la chercheuse britannique Gabrielle Parker offrent, certes, des perspectives historiques intéressantes mais ce que l'historien du culturel pourrait nous enseigner au sujet de la francophonie se situerait tant au niveau de son histoire propre qu'à celui des débats, des interrogations et des conflits qu'elle a pu provoquer au cours du XXe siècle : est-elle ou non un instrument de domination culturelle ? La francophonie

34 *Ibidem*.

35 *Ibidem*, p. 164.

36 Cité par Gabrielle PARKER, « Francophonie et universalité : évolution de deux idées jumelles », in Pascal BLANCHARD, Nicolas BLANCEL (dir.), *Culture post-coloniale 1961-2000, Traces et mémoires coloniales en France*, op. cit. p. 229.

37 Lye M. YOKA, « Francophonie : l'alibi et le doute », op. cit., p. 527.

reste en effet et avant tout une passion française, de la même manière que l'Afrique a pu l'être pendant longtemps.

1.3. Radio France Internationale : une certaine philosophie de la coopération

Au sein même de RFI, la coopération a longtemps désigné les échanges physiques et intellectuels menés pendant plus de vingt ans sous l'égide du « service de Coopération Radio France Internationale » comme il se nommait officiellement. Les grandes lignes de ce dialogue Nord/Sud n'ont jamais cessé d'être théorisées par les différents directeurs de la station – de Pierre Schaeffer à Jean-Paul Cluzel en passant par Hervé Bourges³⁸. Sur le plan physique, ces échanges concernaient de la documentation, des bandes magnétiques, des cassettes, des livres, des émissions toutes faites ou des extraits d'émissions. De ce fait, les radios publiques malienne, sénégalaise, gabonaise, congolaise, tchadienne etc. pouvaient soit développer des programmes autonomes inspirés de ceux de la radiodiffusion française, soit reprendre ceux qu'elle leur envoyait et les diffuser sur leur antenne – en français ou traduits en langue locale lorsqu'elles en avaient les moyens, question primordiale dès lors que l'on parle du tiers-monde –, soit encore, dans le meilleur des cas, envoyer elles-mêmes des programmes originaux à destination de la radio française – lui « renvoyer l'ascenseur » en quelque sorte. Mais ce travail d'échange était également plus vaste : colloques, formations organisées par les producteurs³⁹ ou journalistes français à l'intention des Africains en formation, reportages effectués sur place etc. Le budget de la coopération a ainsi permis de faire naître pendant un temps une véritable union qui a profité en priorité aux radios africaines mais dont RFI pouvait bien sûr percevoir un intérêt certain.

Du point de vue de l'histoire culturelle, la coopération radiophonique et celle de *Mémoire d'un continent* en particulier renvoient prioritairement à la notion de circulation : circulation des objets, des personnes, des idées. Si l'on prend maintenant, tel quel, cet objet particulier qu'est une émission de radio, on peut dire qu'elle rentre dans le schéma classique de tout objet de l'histoire du culturel : création/médiation/transmission. Toute émanation de l'esprit se définit en effet par ses enjeux, son succès, son ou ses public(s), ses retombées et ses évolutions ; c'est particulièrement vrai d'une émission de radio qui, « de l'émission à la réception, met en jeu l'outil, le message, le médiateur et les publics⁴⁰ ». Ça l'est encore davantage pour les programmes de RFI dans la mesure

38 *Décoloniser l'information*, Paris, éditions Cana, 1976 (livre épuisé) ; *Les cinquante Afrique*, Paris, éditions du Seuil, 1979 (avec Claude WAUTHIER) ; *De mémoire d'éléphant*, Paris, Grasset, 2000 ; *L'Afrique n'attend pas*, Paris, éditions Actes Sud, 2010.

39 En radio, le terme de « producteur » désigne ceux qui créent des programmes et fabriquent des émissions. Il s'oppose au terme de réalisateur qui s'occupe de mise en forme sonore du programme, de sa « mise en ondes » comme disent les professionnels.

40 Christian DELPORTE cité par Philippe POIRRIER, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Points, coll. « L'Histoire en débats », 2004, p. 173.

où aucune autre radio française, diffusion à l'international oblige – chose faite intégralement à partir de 1975 lorsque RFI devient RFI –, ne détient un auditorat si important et si réactif – à tel point que le courrier des auditeurs a, depuis, fait l'objet d'un ouvrage⁴¹. Ainsi, la fonction sociale des émissions de RFI est considérable mais ne peut être perçue que par un vrai travail de terrain. Cet aspect social est décuplé par la coopération qui, selon l'avis de ceux qui ont participé de ce phénomène, est une histoire très riche qui reste toujours à écrire⁴².

C'est à Pierre Schaeffer (1910-1995), lorsqu'il était directeur de la SORAFOM – Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-Mer, 1954-1962 –, la radio financée par le ministère de la France d'Outre-Mer, que l'on attribue la paternité de la coopération radiophonique⁴³. Il a en effet, le premier, contribué à ce que les radios africaines s'émancipent de la métropole coloniale. Plus connu pour sa carrière de compositeur, il est donc également considéré comme un pionnier de l'esprit de décolonisation. Ce legs schaefferien explique bien des choses essentielles pour qui veut comprendre les tenants et les aboutissants de la future ligne de RFI. La SORAFOM, dont nous venons de voir que ses dates correspondent à celles de la guerre d'Algérie, est un exemple parmi d'autres des différents noms qu'a pu revêtir la station depuis 1931. C'est en effet lorsqu'elle est à l'apogée de son empire colonial que la France décide de se doter d'un outil de téléphonie sans fil destiné aux Français expatriés dans les colonies. Le Poste Colonial consiste donc d'abord à créer un lien entre la « mère-patrie » et ses « enfants » éparpillés dans le monde. C'est la raison pour laquelle les enjeux diplomatiques et politiques de cette radio ont toujours été sensibles. La radio publique internationale symbolise en effet, presque à elle seule, cette « voix de la France à l'étranger » si chère à Pompidou.

La station ne prend donc son nom actuel qu'en 1975, suite à la loi sur l'éclatement de l'audiovisuel qui fait d'elle la cinquième chaîne du groupe Radio France. On peut aussi la surnommer à partir de là « radio ondes courtes », les ondes dites courtes ayant une portée de plusieurs milliers de kilomètres ce qui permet aux émissions, par le biais d'antennes de taille réduite, d'être entendues hors des frontières à l'intérieur desquelles elles sont émises et notamment dans des endroits très reculés comme on peut en trouver à l'intérieur du continent africain. À l'époque où les créateurs de *Mémoire d'un continent* réfléchissent au projet, c'est-à-dire au milieu des années soixante, la radio se nomme Office de Coopération Radiophonique (OCORA). Ce nom avait été adopté en 1962, année significative où la France perd son ultime colonie. Après la guerre d'Algérie, les relations avec l'Afrique avaient été refondées, et ce également sur le plan radiophonique. La France n'était plus chargée de « développer » les radios en Afrique, elle devait

41 Marie J BERCHOU, *RFI et ses auditeurs, « Chers émetteurs... »*, Paris, éditions L' Harmattan, 2001, 223 p.

42 Guy ROBERT, « Des dramatiques au sud du Sahara » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°98, oct-déc. 2008, p. 144.

43 Citons le mémoire de Guylaine VIVARAT, *Pierre Schaeffer et la radio d'outre-mer (1953-1957)* soutenu à Paris X-Nanterre et dirigé par Philippe LEILLAIN et Sylvie DALLET (1998).

« coopérer » directement avec elles. Autre exemple, quand *Mémoire d'un continent* est sur les *startings-blocks* en 1969, la radio se nomme Direction des Affaires Extérieures et de la Coopération (DAEC), nom toujours calqué sur celui du ministère mais aussi de la structure administrative qui gère la chaîne. Aujourd'hui – nous nous situons avant le projet de fusion RFI-France 24 au sein de l'Audiovisuel Extérieur de la France –, RFI est une société d'État fonctionnant sur fonds publics et n'ayant plus de liens avec son ancienne maison-mère Radio France (ex-ORTF). Son principal actionnaire est donc le ministère des Affaires Étrangères et son budget, bien qu'organisé par la station elle-même, est régulièrement contrôlé par des représentants des pouvoirs publics (Assemblée Nationale, Sénat) et par un contrôleur d'État relevant de Bercy, ce dernier ayant un regard permanent sur les finances de la société.

Sur les quatre ouvrages cités dans notre bibliographie qui traitent de manière plus ou moins directe de RFI, deux ont été écrits par des journalistes (Frédéric Brunquell, free-lance, et Jacqueline Papet, permanente de la société), l'autre par un ancien administrateur de la « station-monde » (Guy Robert⁴⁴). Les informations que nous avons pu tirer des ouvrages de Papet et Robert sont incontournables mais assez fragiles car il ne s'agit pas d'analyses extérieures. Tel n'est pas le cas du travail de Marie J. Berchoud : mais l'auteure, étant spécialisée en sémiotique et se concentrant uniquement sur le courrier des auditeurs, reste ancrée sur la question de la réception. Du reste, mis à part les articles précieux contenus dans la revue à l'usage des professionnels de RFI *Multiplex* (créée en 1978 par Guy Robert⁴⁵) et ceux contenus dans les *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* (comité crée par Jean Clavel, Jacques Magne et Robert Prot), nous n'avons pu que constater un « trou » concernant RFI⁴⁶ ; à l'instar de Jean-François Bayart, ce que disait Jean-Noël Jeanneney en 1984 reste d'actualité :

Radio France Internationale serait un joli sujet d'étude ; il serait utile de considérer quelles ont été les règles qui l'ont fondée, quelles ont été l'évolution de ses ambitions, de ses moyens, comment fonctionne à l'intérieur de cet ensemble, de cette famille, les pouvoirs, les décisions etc. (...). Les liens de RFI à l'intérieur d'elle même, avec Radio France, avec le monde ambiant, avec le gouvernement, avec ceux qui font son budget, ce sont des sujets passionnants⁴⁷.

44 Plus précisément animateur de programmes, cadre principal de production et enfin administrateur en chef.

45 Guy ROBERT, *Le vent qui souffle dans la boîte, de la coopération radiophonique aux coulisses de RFI*, op. cit., p. 195.

46 La thèse de doctorat de Roger NOUMA, *Radio France Internationale, instrument de la présence française à l'étranger* (1990, Lille 2) ne nous était pas connue au moment de la rédaction de ces pages. Que son auteur reçoive nos excuses.

47 Discours d'ouverture de Jean-Noël Jeanneney, Président de Radio France, lors du 15e anniversaire de l'émission *Mémoire d'un continent*, Dakar, 18 décembre 1984.

Cette phrase de Jeanneney est extraite d'un discours prononcé dans un contexte loin d'être anodin pour nous : il s'agit du discours d'ouverture prononcé lorsqu'il était cumulativement PDG de Radio France et de RFI à l'occasion du quinzième anniversaire de *Mémoire d'un continent* fêté en grande pompe à Dakar en compagnie des historiens qui participaient régulièrement au magazine, des directeurs de radiodiffusions africains ou encore de personnalités politiques comme Djibo Ka – une phrase de son discours figure en ouverture de notre mémoire, page 3. Ce que suggère Jeanneney en 1984 va, dans un sens, porter ses fruits mais les analyses produites ultérieurement – des articles, principalement – traiteront majoritairement du secteur lié à l'information, au journalisme et au « direct » de la radio. Or, le secteur lié à la coopération est différent et concerne les magazines, c'est-à-dire les émissions pré-enregistrées et à dominante culturelle ou intellectuelle : une partie du problème qui capte beaucoup moins l'attention⁴⁸. C'est la raison pour laquelle les interviews de Jacqueline Sorel (annexe n°2, page 223), qui fut longtemps membre active de la coopération, et d'Elikia M'Bokolo (annexe n°1, page 218) sont capitales : elles nous ont permis non seulement d'y voir plus clair dans ce système et pourront également servir de base à quiconque voudra se lancer dans l'histoire de ce département radiophonique dont les actions ont été menées de part et d'autre de la Méditerranée.

En fait, l'histoire de RFI est doublement intéressante. Du fait de son statut unique, elle est ancrée, une fois n'est pas coutume, dans deux champs historiographiques : l'histoire de la radio en France et l'histoire de la radio en Afrique. Il faut en effet replacer cette radio dans le paysage français, car elle émet depuis 1975 depuis Paris, mais il est tout aussi capital, si ce n'est plus, de la replacer dans le paysage africain : voir la place qu'elle occupe là-bas, l'originalité qu'elle peut tenir, l'intérêt qu'elle peut susciter, le succès qu'elle peut engendrer, succès qui va d'ailleurs de pair avec celui maintes fois vérifié de la radio en tant que telle, premier média en Afrique ; voir aussi les effets socio-culturels qu'elle peut provoquer, les bouleversements qu'elle peut contribuer à faire éclore dans les représentations mentales ; voir enfin les rapports qu'elle peut entretenir avec les radios locales, qu'elles soient internationales, nationales ou régionales, le rôle qu'elle peut continuer à tenir au XXI^e siècle, les enjeux qu'elle prétend encore atteindre pour faire des sociétés africaines des sociétés au fait de l'actualité mondiale. C'est dans cette perspective que le regretté spécialiste des médias en Afrique Noire André-Jean Tudesq eut la bonne idée de travailler. De fait, ses ouvrages⁴⁹ nous ont énormément servi et constituent encore une référence pour qui veut étudier le « boom » des radios en Afrique à la fin du XX^e siècle – avant lui, seul le musicien camerounais

48 Constat partagé aussi bien par Jacqueline Sorel (voir page 223) que par Guy Robert ou encore Philippe Sainteny, ancien directeur des programmes du direct.

49 *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, Paris, éditions Khartala, 2002, 315 p ; *Les médias en Afrique*, Lonrai, Ellipses, 1999, 312 p.

Francis Bebey s'était intéressé à la question en... 1963⁵⁰ ! Aujourd'hui, ces thèmes sont entretenus et enrichis par une équipe scientifique basée à Bordeaux. Dans son ouvrage le plus connu, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, Tudesq cite *Mémoire d'un continent* à deux reprises en ce qu'elle constitue, à ses yeux, une véritable référence en matière de coopération⁵¹. Plus globalement, le fait que Tudesq réserve une part importante à RFI dans ses ouvrages révèle bien l'importance de celle-ci sur le continent. N'est-elle pas pourtant aujourd'hui une radio à diffusion mondiale ? Certes, mais RFI a toujours considéré l'Afrique francophone comme son terrain d'influence privilégié et n'a jamais cessé de mettre les moyens (relais, émetteurs, publicité) pour que ses émissions jouissent d'un ample succès dans cette partie du monde ; d'où le surnom d' « Africaine » qui lui fut souvent attribué⁵² et le terme d' « africanophilie » que nous pourrions employer pour qualifier ses membres.

1.4. Oralité, historicité et historiographie

Ces trois notions baignent *Mémoire d'un continent*. Premièrement, il est évident qu'une émission qui offre un discours parlé sur l'histoire africaine – faire une émission de radio n'est pas écrire un livre – doit faire le lecteur se poser des questions sur les liens qui peuvent exister entre les nouvelles technologies modernes et les traditions orales africaines. Peut-on parler de *Mémoire* comme d'une « néo-oralité » africaine ? Nous tenterons de répondre à cette question. Deuxièmement, *Mémoire* se situe en droite ligne d'une tendance bien déterminée : elle s'inscrit de plein fouet dans un pan de l'histoire intellectuelle française qui va de la longue négation de la dimension historique de l'Afrique à l'affirmation nouvelle, au milieu du XXe siècle, de l'histoire africaine par une poignée de chercheurs engagés dans ce « combat » intellectuel – le mot n'est pas trop fort. En vulgarisant les connaissances par le biais de la radio, *Mémoire d'un continent* est partie prenante d'un mouvement de réhabilitation d'une certaine histoire : en ce sens, ses apports ont été importants dans la construction mentale des jeunes Africains au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. Aujourd'hui, les africanistes⁵³ considèrent l'implantation de l'histoire africaine en France dans le champ historique global comme constituant une histoire à part entière. Une revue comme *Afrique-Histoire* par exemple, lors de son lancement en 2003, n'a pu se passer dans son préambule

50 *La radiodiffusion en Afrique Noire*, Paris, éditions Saint-Paul, 1963, 191 p.

51 Pages 121 et 135 de ce livre.

52 Théophile VITTIN, « Le rôle politique de RFI » in Jean-André TUDESQ (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*, Rennes, éditions Apogée, p. 142-177.

53 Le terme n'est pas aimé de tous les chercheurs. Pour Jean-Pierre Chrétien par exemple, il renvoie à une vision trop marquée par l'ethnologie où l'Afrique serait inaccessible, exotique, abusivement traditionnelle, une vision qui voudrait dire que tout changement en Afrique serait venu de l'extérieur. Pour Charles-Didier Gondola, il renvoie à un monopole français exercé sur l'Afrique (cf *Africanisme : la crise d'une illusion*, Paris, L' Harmattan, 2007, 250 p.). Il vaut donc mieux parler dans notre étude des « historiens de l'Afrique ».

d'un regard rétrospectif sur l'africanisme⁵⁴. Même si l'on peut faire remonter l'idée selon laquelle l'Afrique a une histoire à plus loin qu'on ne pourrait l'affirmer – Sophie Dulucq a bien montré que la période coloniale n'était pas, envers l'Afrique, si « anhistoriciste » qu'on a bien voulu le dire⁵⁵ –, c'est au moment des luttes pour la décolonisation qu'on fait généralement partir le « réveil » de l'histoire africaine, soit les années cinquante-soixante. Ces thèses sont essentielles pour nous, non seulement parce que *Mémoire d'un continent* s'est depuis toujours entourée des plus grands historiens de l'Afrique, mais aussi parce qu'elle est souvent citée par ces derniers comme incarnant une étape importante dans le savoir historique, celle de la vulgarisation et de la médiatisation⁵⁶. L'émission participe ainsi à sa manière à la mission commune des scientifiques concernés : démontrer l'historicité de peuples dont on a longtemps dit qu'ils n'avaient pas d'histoire, faire « l'histoire des peuples sans histoire⁵⁷ ».

Procédés de recherche des sources

Les études sur la radio ne sont pas légion et pour cause : la tradition élitiste des historiens ayant longtemps considéré comme peu légitime le fait de l'étudier est restée tenace jusqu'à ce que Jeanneney n'ouvre un séminaire d'histoire de l'audiovisuel à l'IEP de Paris (1977) et, surtout, ne crée la loi du dépôt légal des archives audiovisuelles (1992). La réticence reste toutefois de mise : elle est due principalement à la difficulté récurrente de l'accès aux sources⁵⁸, et c'est encore plus vrai des historiens travaillant sur les radios en Afrique⁵⁹. En ce qui nous concerne, il faut bien avouer que notre étude ne brille pas par son accès aux sources : les archives de *Mémoire d'un continent* sont en effet encore inaccessibles dans leur grande majorité – sans doute plus pour très longtemps ! D'où le fait d'avoir dû diversifier notre approche et nos recherches. Voici un petit tour d'horizon des documents que nous avons pu nous procurer pour solidifier notre travail, nécessairement perfectible.

54 Jean-Pierre CHRÉTIEN, « Pourquoi l'Afrique, pourquoi l'Histoire ? » (éditorial) in *Afrique et histoire*, n°1, éditions Verdier, sept. 2003.

55 Sophie DULUCQ, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale*, Paris, éditions Khartala, 2009, 330 p.

56 Jean-Pierre Chrétien est celui qui a le plus rendu hommage à cette émission, par exemple dans l'article « Une crise de l'histoire de l'Afrique en langue française ? » disponible sur le site de la revue *Politique Africaine*, p. 141-149.

57 Henri MONIOT in Michel MATHIEN, *La médiatisation de l'histoire*, Paris, éditions Bruylant, collection « Médias, Sociétés et Relations Internationales », 2005, 400 p.

58 Philippe POIRRIER, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, Points, collection « L'histoire en débats », 2004, p. 172.

59 Etienne DAMOME, « La radio », *Réflexions sur les études de médias africains*, Réseau des Études Africaines en France, Bordeaux, 2006.

1. Internet

La toile, et le site de RFI en particulier, remarquable à bien des égards, fut le premier moyen pour nous d'obtenir des informations sur l'émission. Pour l'essentiel, il nous a permis d'écouter les émissions qui s'inscrivent dans une période allant du 31 octobre 2009 à aujourd'hui. De cette façon, nous avons pu nous faire une idée bien précise de la forme actuelle de l'émission, ses préférences en termes de musique, d'invité, de sujet, d'époque ou de région choisie, de nous familiariser également avec le ton et le style de Elikia M'Bokolo (photo page 238, annexe n°6), producteur attiré de la série depuis 1994 né au Zaïre (actuelle RDC, ex-Congo belge). Parallèlement, le site fourmille d'informations diverses toujours bonnes à prendre sur l'Afrique, son passé politique, ses liens avec la radio, ses problématiques actuelles au sein de la mondialisation etc.

2. Inathèque

Pour goûter d'autres sources intéressantes, c'est à l'Inathèque qu'il a fallu nous rendre. Nous y avons trouvé quelques contenus d'émissions entièrement résumés par des documentalistes, quelques archives de 2005, ainsi que toutes les émissions à partir de 2007. Mais ce sont surtout les archives écrites de l'Inathèque qui ont été pour nous déterminantes : celles que détient la revue *Multiplex*, des articles écrits par les agents de RFI, voire les acteurs de *Mémoire*, sur la genèse et l'histoire de l'émission, et celles contenues dans les *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion*, un comité à l'intérieur duquel certains membres (Guy Robert, Bernard Schoeffer) travaillaient auparavant à la SORAFOM, ce qui laisse entrevoir une connivence particulière entre la radio et les groupes de réflexion sur la radio. Les analyses trouvées ci et là dans cette deuxième revue, réflexions plus amples sur le média radiophonique en tant que tel, nous a permis d'apprécier notre sujet dans un plus grand ensemble et de le restituer à l'intérieur d'un milieu culturel éclectique.

Cependant, l'Inathèque ne nous a pas rendu, loin de là, tous les services du monde. En effet, comme le rappellent Agnès Callu et Hervé Lemoine⁶⁰, si le fameux dépôt légal de cette instance patrimoniale audiovisuelle est opérationnel depuis le 1er janvier 1995, il fonctionne en fait selon des modalités propres à chaque type de programme : autrement dit, chaque émission est responsable de son propre archivage. Ainsi, en ce qui concerne *Mémoire d'un continent*, nous avons amèrement constaté que les archives consultables ne couvraient que la période allant de 2005 à nos jours soit un peu plus de 15% de la durée de vie totale de l'émission, ce qui ne reflète pas évidemment la réalité d'une telle aventure radiophonique. Les autres archives existent mais constituent encore aujourd'hui

⁶⁰ *Le dépôt légal, les institutions partenaires (tome 2), Patrimoine sonore et audiovisuel français entre archives et témoignages, Guide de recherche en sciences sociales*, Paris, éditions Belin, 2004, p. 28.

la partie immergée de l'iceberg : à l'heure où nous parlons, le projet de don des archives de *Mémoire* de RFI à l'INA est toujours en voie de concrétisation et souffre de retards dus aux difficultés actuelles de RFI – le débat pour savoir si la station doit intégralement fusionner ou non avec France 24. La carence archivistique de *Mémoire* s'explique aussi par le fait que les programmes de RFI ne sont en réalité stockés que depuis 2002⁶¹. En effet, RFI, filiale de Radio France depuis 1982, est définitivement détachée du groupe fin 1986 (loi Léautaud) : par conséquent, elle bénéficie de la même loi récente d'archivage que celle des autres stations privées comme RTL, Europe 1 ou NRJ. Toutefois, lorsqu'on tente de hiérarchiser toutes les radios de France en nombre de programmes archivés consultables à l'INA, on s'aperçoit que RFI est en fait à la troisième place derrière France Info et France Inter⁶² juste devant Europe 1. De cela, nous en concluons que RFI a pour l'instant rattrapé son retard avec ses programmes-succès du temps présent mais pas encore avec ses programmes traditionnels comme *Mémoire d'un continent*. Le hasard fait cependant bien les choses : en 1996, France Culture entreprit de diffuser des programme nocturne composés de rediffusions de huit émissions de *Mémoire d'un continent* datant de 1970, soit l'époque où l'émission est animée alors par l'historien Jean-Pierre Chrétien. Pour nous, ce fut la seule occasion d'entendre la voix des anciens protagonistes de l'émission et, en prime, d'apprécier la manière avec laquelle on faisait de la radio à cette époque – différente par rapport à aujourd'hui, nul besoin de le souligner. C'est la raison pour laquelle ces deux années 1970-1971 feront l'objet d'une analyse conséquente dans cette étude.

3. Coffrets d'archives

Le troisième espace que nous avons dû interroger est d'ordre commercial. Depuis les années 2000, RFI, fière du potentiel historique des archives qu'elle n'a cessé de fabriquer, s'est associée avec l'INA pour lancer une politique de patrimonialisation à l'usage, non plus des chercheurs, mais du grand public – un moment important de son histoire injustement pris en compte pour le moment. Réunis dans des coffrets contenant souvent quatre à six CD, ces enregistrements ont fait l'objet de notre méticuleuse attention car, parmi les programmes de RFI dans lesquels les auteurs ont « pioché », figurent en premier plan ceux de *Mémoire d'un continent*. Le plus important de ces coffrets se nomme *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)* (Elikia M'Bokolo, Philippe Sainteny), une œuvre très remarquée lors de sa parution en 2003. Pas moins de 28 extraits – certes, sur 275 – de ce coffret proviennent de *Mémoire*. Ces 28 extraits se distinguent des autres archives en ce qu'ils

61 Jean-Noël JEANNENEY, *Une histoire des médias des origines à nos jours*, Paris, éditions du Seuil, collection « Points Histoire », 2001, p. 326.

62 France Inter : 802 225 programmes archivés ; France Info : 531 720 ; RFI : 499 217. source : Inathèque.

offrent à l'auditeur des interprétations rétrospectives émises longtemps après les événements par les acteurs de l'histoire africaine. Le reste des archives est composé d'interprétations « à chaud » des événements, des archives spécifiquement journalistiques donc. Les archives de *Mémoire*, elles, sont des remémorations *a posteriori*. Ces archives ont été identifiées, répertoriées et retranscrites par nos soins : nous avons fait figurer en annexe celles qui jouissent du plus grand effet historique à nos yeux (voir page 234-237).

4. RFI

Radio France Internationale est un centre archivistique à part entière : même si notre souhait d'écouter les anciennes archives de l'émission ne s'est pas accompli pour les raisons que nous avons évoquées ci-dessus, force est de reconnaître que les documentalistes et les anciens chargés de production de la radio mondiale ont entrepris des efforts remarquables pour nous permettre d'y voir plus clair. Qu'il nous soit donc permis ici de remercier une nouvelle fois Françoise Delignon, chef du service documentation de RFI, pour nous avoir envoyé les listes informatisées des émissions, et Jacqueline Sorel, ex-chargée de production de *Mémoire d'un continent*, pour nous avoir livré sa vision et ses souvenirs de l'émission (voir page 223) et fait don de ses archives personnelles⁶³ comprenant récits, photocopies d'articles de journaux, listes détaillées des émissions (invité, lieu de l'interview, lieu du reportage, thème, nom du présentateur) ainsi que plusieurs petites pépites comme le discours intégral de Jean-Noël Jeanneney prononcé en 1984 à Dakar.

PLAN

Ce mémoire se propose donc de retracer l'évolution d'une émission de radio atypique en prenant toujours soin de la mettre en relation avec des phénomènes historiques plus vastes axés autour du politique – histoire de l'Afrique après les indépendances, histoire des relations diplomatiques entre la France et ses anciennes colonies – et du culturel – histoire des intellectuels engagés pour la reconnaissance de l'histoire africaine, histoire de la radio, histoire des producteurs de radio. On peut dire, aussi, que notre lecture est à la fois diachronique et synchronique, comme les historiens ont coutume de le dire. On l'aura compris, ce mémoire n'a pas pour objet principal l'histoire de l'Afrique en tant que telle et tout souci d'exhaustivité en la matière est à rejeter. Notre souci est bien plutôt d'étudier ceux qui ont contribué à enrichir et à faire connaître l'histoire

⁶³ *Mémoire d'un continent, histoire d'une émission*, RFI, Paris, janvier 2011.

africaine⁶⁴. Le récent ouvrage de Florian Pajot (Toulouse II) sur Joseph Ki-Zerbo⁶⁵ nous semble symboliser une démarche que nous souhaiterions imiter : en retraçant l'itinéraire de ce grand historien, l'auteur évoque implicitement la manière avec laquelle l'Afrique s'est employée à réécrire son histoire et à se réapproprier sa culture après les chocs engendrés par la colonisation. Cette réappropriation est à peu près reconnue par tous les chercheurs et peut être résumée de la manière suivante :

Ce demi-siècle apparaîtra comme celui de la récupération par les Africains de leur histoire, c'est-à-dire de leur vocation à se faire entendre dans le concert de l'histoire universelle⁶⁶.

Nous, souhaiterions décrire un exemple de ce phénomène à travers une association inédite : association entre Africains et Français d'une part, mais aussi entre historiens et hommes de radio, entre intellectuels et techniciens, entre chercheurs sur l'histoire et acteurs de l'histoire. Toutes ces associations ont pour commun de mettre en relation des « fous d'Afrique » (Jean de la Guérvivière), des personnages divers dont le point commun est d'avoir un lien d'ordre sentimental, physique ou intellectuel plus ou moins direct avec le continent. En retraçant cette assimilation progressive de l'outil-radio pour une cause scientifique, il est facile de toucher du doigt le message qui sous-tend cette entreprise : les Africains, et les Noirs en général, ne sont pas et n'ont jamais été ces peuples paresseux, isolés et historiquement attardés que les Européens ont si longtemps décrit et dont certains continuent à conserver l'image. Aujourd'hui, dans une époque où la France se désintéresse de l'Afrique, tant politiquement en refermant ses frontières, qu'intellectuellement ou médiatiquement, l'actualité de *Mémoire* reste donc toujours sensible, elle qui fait en sorte que l'histoire africaine soit connue et reconnue et que la France regarde son histoire, coloniale en particulier, avec responsabilité et lucidité.

Notre première partie va couvrir la période allant de 1964 à 1974 : nous décrirons l'émission telle qu'elle s'est développée selon différentes formules originales et selon différentes visées : c'est le temps nécessaire pour que l'émission se trouve définitivement. La question qui va guider notre deuxième partie est la suivante : comment *Mémoire d'un continent*, confortablement installée à partir de 1974, parvient-elle à initier et rendre efficace une coopération bien spécifique avec

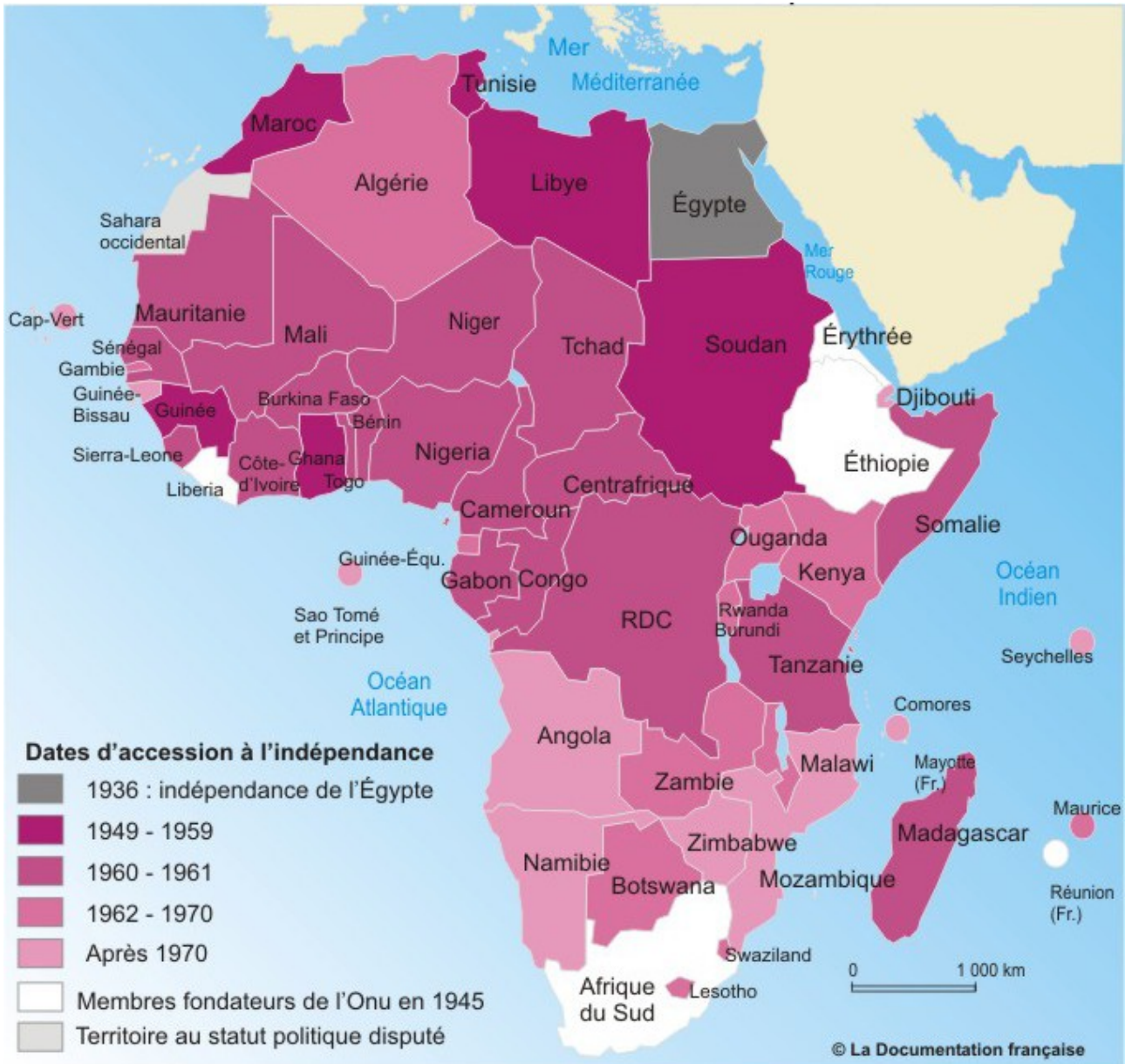
64 À supposer que l'histoire est à la fois vérité absolue – le passé en tant que tel, inintelligible dans sa totalité – et objet d'interprétations – la discipline historique, construction humaine, relative et perfectible.

65 Florian PAJOT, *Joseph Ki-Zerbo, itinéraire d'un intellectuel africain au XXe siècle*, Bordeaux, éditions l'Harmattan, coll. « Les grandes figures de l'Afrique », 2007, 196 p.

66 Jean-Pierre CHRÉTIEN, « Changement de regard des historiens, 1950-2000 : de la planète ethnographique aux défis du XXe siècle » in Michel SOT (dir.), *Étudiants africains en France (1957-2000). Cinquante ans de relations France-Afrique, quel avenir ?*, Paris, éditions Khartala, 2002, p. 137-146.

l'Afrique et ses intellectuels, ses radios et ses personnalités en tout genre tout en subissant le jeu diplomatique de la Guerre Froide, quand l'Afrique était un enjeu crucial des Blocs et la France partie prenante de ces calculs ? C'est ce paradoxe d'une émission qui, d'un côté, est engagée à fond pour faire parler le pluralisme et qui, de l'autre, ne peut être tout à fait détachée des relations inter-étatiques qu'il nous faudra éclaircir. Notre troisième grande partie prendra l'émission de 1995 à nos jours. À travers l'étude de cette nouvelle page qui s'écrit pour elle, dans un cadre nouveau, celui d'une mondialisation croissante faisant de l'Afrique un continent plus ouvert sur le monde et plus affirmé, mais également plus que jamais soumis aux clichés véhiculés par les médias et quelques fois entretenus par les politiques, il nous faudra expliquer dans quelle mesure on peut la voir comme le reflet d'une nouvelle vie universitaire franco-africaine, d'une sorte de panafricanisme intellectuel et de l'Afrique telle qu'elle se transforme. L'émission s'est en effet au cours de cette période adaptée à l'évolution de l'historiographie tout en s'ouvrant, dans son contenu et son contenant, à un monde extra-francophone voire extra-africain. Par conséquent, elle a pu gagner en légitimation en renouvelant, tout en le confirmant, le rôle bien spécifique qu'elle a su se construire depuis 1969. Nous verrons enfin en quoi elle peut être vue comme ayant laissé derrière elle des sources tout à fait considérables qui commencent à être jugées et exploitées comme telles par ceux qui veulent comprendre l'Afrique au XXe siècle : en ce sens, *Mémoire d'un continent* est d'ores et déjà devenue un patrimoine à part entière.

Carte 1 : l'Afrique des indépendances⁶⁷ (www.sopeonline.net)



Source : Documentation photographique n°8048

⁶⁷ Cette carte ne prend pas en compte les récentes évolutions, à savoir la partition du Soudan en deux États indépendants.

PREMIÈRE PARTIE :
LE PATRIMOINE AFRICAÏN SUR BANDE MAGNÉTIQUE
FRANÇAISE (1964-1974)

La première partie de cette étude est chronologique. Il nous faut expliquer l'évolution qu'a connue l'émission, de sa conception en 1964 à la forme particulière qu'elle a prise en 1974. Chaque stade de cette évolution s'explique aussi bien par le contexte socio-intellectuel que par des principes qui relèvent quasiment de la prise de conscience politique de la part de ses créateurs. En effet, les grands événements qui secouent le monde à ce moment-là ne doivent pas être vus comme étrangers à notre sujet : la fin de la guerre d'Indochine, la conférence de Bandung, le Congrès des Artistes Noirs, l'indépendance du Ghana, l'indépendance des colonies françaises, la fin de la guerre d'Algérie, la mort de Martin Luther King, mai 68, autant d'événements d'une portée gigantesque qui font les esprits se tourner vers d'autres modèles. Ainsi, de 1964 à 1974, l'émission s'est « africanisée » en ce sens qu'elle a choisi d'élire l'Afrique et les Africains comme sujet et comme destinataire : en ce sens, il s'agit de « donner un coup de pouce » à l'Afrique en voie de décolonisation, geste pionnier qui allait inspirer une révolution dans la manière de parler d'histoire africaine. On a souvent vu la radio comme suivant le train de la recherche et de l'écrit. Ici, elle anticipe sur l'écrit ; en ce sens, elle anticipe sur l'Histoire en même temps qu'elle lui rend inmanquablement service.

1. LES ANTÉCÉDENTS DE *MÉMOIRE D'UN CONTINENT* (1964-1969)

L'émission dont nous allons parler est le troisième avatar de plusieurs essais radiophoniques. Ces tentatives hétéroclites se rejoignent cependant sur une même visée culturaliste : permettre à l'Afrique de se relever de l'aliénation culturelle qu'elle a subie. Un message fort qui survient seulement quatre ans après l'indépendance des colonies françaises d'Afrique Noire.

1.1. *TERRE DE LÉGENDES* ET LE PATRIMOINE ORAL AFRICAIN (1964-1967)

1.1.1. L'héritage coopératif de la SORAFOM

Terre de Légendes fut lancée dans le courant de l'année 1964. Rappelons que L'OCORA, comme son ancêtre la SORAFOM, était une véritable agence de production radiophonique et non une station de radio telle qu'on peut l'imaginer. Elle n'avait donc pas de public à proprement parler : en revanche, elle fournissait du contenu radiophonique qu'elle envoyait ensuite aux radiodiffusions africaines. Au sein de ce contenu, il faut distinguer les éléments d'actualité et de journalisme pur – chroniques ou reportages – et les programmes culturels tels que *Terre de Légendes* : ces derniers étaient envoyés sur bande magnétique aux radios africaines qui les passaient ensuite sur leur propres antennes. L'OCORA était donc un système d'agence qui pouvait s'appuyer sur l'histoire de la SORAFOM, déjà importante.

Pierre Schaeffer, lorsqu'il en prit la direction, avait créé dans la foulée, avec l'aide de son ancien compagnon de la Résistance André Clavé, une école de formation radiophonique : le « Studio-École ». Adressée aux Africains et aux Français, elle proposait comme concours d'entrée une série d'épreuves éliminatoires très exigeantes⁶⁸. Les reçus, après une année de formation assez coûteuse mais exceptionnelle de par la nature des professeurs (Roland Dhordain, Pierre Desgraupes, etc.), partaient généralement encadrer les radios africaines ou créer de nouveaux programmes radiophoniques adaptés aux Africains à l'intérieur de ces radios⁶⁹. Cette école permit ainsi de faire émerger toute une génération de journalistes qui se distinguèrent ensuite au sein de prestigieuses

68 En 1957, sur 400 candidats, seulement 17 furent reçus.

69 Guy Robert est un de ces anciens élèves. Il a dirigé Radio-Tchad et crée des radios-clubs au Niger dans les années soixante. Il a raconté cette expérience dans son ouvrage déjà cité *Le vent qui souffle dans la boîte*. Cette expérience est pour lui non dénuée quelque fois de profondes interrogations : « Après trois ans de pratique, je percevais l'ambiguïté de cette formulation, m'interrogeais sur sa charge implicite. Ne procédait-elle pas d'une sorte de conditionnement mental, d'une vision béhavioriste, abusivement linéaire, qui tenait pour allant de soi un mode de relation unilatéral entre « émetteurs » et « récepteurs » ? » (p. 88).

fonctions dans les médias ou les gouvernements africains – pas forcément ceux de leur pays d'origine. À travers cette formation, la SORAFOM voulait gagner de nouveaux auditeurs, des paysans majoritairement, en incitant les diplômés à élaborer des programmes proches des préoccupations quotidiennes de ces derniers – agronomie, santé, administration. L'intention globale était de faire accéder ces auditeurs au statut de futur citoyen en les initiant aux valeurs françaises – nous étions toujours en période coloniale – de débat démocratique, de participation et de solidarité – tout cela à une époque où, dans l'Afrique rurale, les postes de radio n'étaient encore que le monopole des plus aisés⁷⁰. On est donc dans une logique d'aide à l'émancipation *via* l'éducation des masses ; sur ce point précis, Schaeffer pensait qu'il y avait un réel retard à combler :

Ce que nous n'avions pu faire en France à la Libération, un véritable service public adapté aux besoins des gens, ouvert sur la communication et la participation, nous pouvions le réussir en Afrique⁷¹.

La loi-cadre du ministre Gaston Defferre, lui aussi ancien résistant, n'est pas si loin. Cette mesure consistait en 1956 à amener, par étapes, les Africains vers l'autonomie administrative, à défaut d'une réelle indépendance – qui, de toutes façons, s'envisageait de plus en plus après la perte de l'Indochine, la conférence de Bandung (1955) et l'indépendance du Ghana (1957). Grâce donc au Studio-École, la période des indépendances d'Afrique Noire – meetings, discours, négociations, cérémonies – pût être méticuleusement suivie par de nouveaux journalistes africains qui, soutenus en matériel par la France, purent produire des reportages inédits, comme celui-ci réalisé dans l'ex-Bénin :

Minuit mois trois. On a beau être technicien de la radio, on est ému lorsqu'il s'agit de la proclamation de l'indépendance d'une république d'Afrique (...). Minuit moins deux, trente secondes. M. Hubert Maga va tout à l'heure proclamer l'indépendance totale et sans conditions de la République du Dahomey. Minuit mois deux minutes. Tout le personnel du conseil de l'Entente est là : j'aperçois le président Houphouët-Boigny (...) et, non loin des micros de la radiodiffusion, M. Hubert Maga qui n'a plus qu'une minute et trente secondes pour prononcer l'indépendance de la République du Dahomey⁷².

Cette vitalité journalistique est le fait d'une grande partie de l'Afrique, à tel point que le 23 mai 1960, une réunion pionnière des délégués de plusieurs radios des pays déjà indépendants (Ghana, Guinée, Libye, Égypte, Tunisie) se tint au Maroc : une Union Africaine de Radiodiffusion à

70 Sophia AOUINE (prés.), Elikia M'BOKOLO (part.), « L'objet de la RDC. Le poste de radio par Eliika M'Bokolo », *Les objets*, France Culture, 28/07/2011.

71 Pierre SCHAEFFER, *Les Antennes de Jéricho* cité par Frédéric BRUNNQUELL, *Fréquence monde. Du Poste colonial à RFI*, Paris, Hachette Pluriel Références, 2001, p. 114.

72 Archive disponible sur le site de Radio France Internationale.

laquelle étaient invités à se joindre tous les autres territoires africains vit le jour⁷³.

Pendant la période des indépendances des colonies françaises en Afrique, le travail d'agence et d'envoi de programmes originaux à l'intention des stations africaines fut donc légitimement poursuivi, à l'image de l'institutionnalisation de la Coopération sur le plan politique. La petite équipe basée à Paris, rue d'Amsterdam dans le IX^e arrondissement, et qui s'occupait de produire, d'organiser et d'envoyer des émissions de culture inspirées par et pour l'Afrique dans le cadre d'une coopération inspirée des idées de Pierre Schaeffer comprenait déjà la future « mère » de *Mémoire d'un continent*, Françoise Ligier, ainsi que Jacqueline Sorel, ancienne secrétaire littéraire de Pierre Schaeffer qui, en 1969, allait reprendre la gestion de l'émission. C'était, comme le raconte Guy Robert dans son ouvrage autobiographique, « un petit monde, une sorte de bastion à dominante schaeferienne et féminine, un noyau d'agents titulaires dont l'ouverture d'esprit, l'imagination, une certaine fantaisie et une capacité de travail inaltérable étaient les traits communs⁷⁴ ».

1.1.2. Indépendances et identité culturelle : des États africains demandeurs d'histoire ?

Un an avant le lancement de *Terres de Légendes*, en 1963, l'atmosphère festive dont pouvaient se parer les États africains fraîchement indépendants ne pouvait dissimuler certaines tensions politiques fortes. L'assassinat de Sylvianus Olympio au Togo, la guerre civile au Congo-Kinshasa ou encore la chute du président Fulbert Youlou au Congo-Brazzaville furent autant d'événements qui virent passer les Africains de l'euphorie à l'amertume.

Les tensions furent également d'ordre idéologique : ceux qui voulaient gouverner l'Afrique en préservant les frontières héritées de la colonisation et ceux qui voulaient détruire ces frontières pour rassembler les peuples africains se retrouvèrent à Addis-Abeba (Éthiopie) en 1963 pour une conférence sans précédents qui donna naissance à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)⁷⁵ – aujourd'hui Union Africaine. Même si cette réunion est une prise de position vis-à-vis du passé colonial et donc, dans un sens, une prise de position par rapport à l'Histoire, aucun des trente chefs d'État africains présents n'a parlé du thème de l'enseignement de l'histoire. Portés vers l'avenir, les dirigeants dessinèrent plutôt des objectifs d'ordre économique⁷⁶ : en témoigne, par exemple, la création de la compagnie panafricaine Air Afrique, sur laquelle nous reviendrons. À part peut-être

73 *Agendafrigue, Mémoire d'un continent*, Paris, Service Coopération Radio France Internationale, 1984.

74 Guy ROBERT, *Le vent qui souffle dans la boîte, de la coopération radiophonique aux coulisses de RFI*, op. cit., p. 71.

75 L'intangibilité et le respect mutuel des frontières héritées de la conférence de Berlin (1885) y fut reconnue au grand dam des fédéralistes et surtout des panafricanistes. La « personnalité nationale » des États africains fut donc authentifiée.

76 Guy ROBERT, « Mémoire d'un Continent : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique » in *Multiplax*, n° 25, avril 1984, p. 65-68.

Patrice Lumumba, premier premier ministre du Congo, qui, à la veille de sa mort (1961), avait aspiré de ses vœux à ce que se développe une histoire prise du point de vue de l'Afrique et Kwame Nkrumah, premier président du Ghana, qui avait permis aux historiens africains d'organiser leur premier colloque à Accra en 1962, force est de constater qu'à la veille du lancement de *Terres de Légendes*, les discours politiques africains n'étaient pas porteurs d'une conscience historique aiguë.

Pourtant, le désir d'une histoire renouvelée de l'intérieur correspondait, d'après Elikia M'Bokolo, à une demande sociale importante en Afrique. Les Africains voulaient, d'après lui, « retrouver une mémoire et vivre avec cette mémoire⁷⁷ ». En outre et d'un point de vue bibliographique, l'année 1963 correspond à celle où le premier agrégé d'histoire africain, Joseph Ki-Zerbo, publie son premier ouvrage, *Le monde africain noir : histoire et civilisation*, livre essentiel pour les générations postérieures. Le livre de Ki-Zerbo succède toutefois à un autre ouvrage, aux effets encore palpables aujourd'hui et écrit neuf ans plus tôt par le sénégalais Cheikh Anta Diop : *Nations, nègres et culture* (1954). C'est Diop qui, le premier, associa de manière explicite les théories scientifiques « blanches » sur l'Afrique et le système colonial⁷⁸. Mais ce qui nous intéresse réside dans les idées qu'il développait déjà au sujet du rapport des Africains avec l'histoire :

Beaucoup d'Africains pensent que fouiller dans les décombres du passé est une perte de temps devant les urgences de l'heure. Ce sont les plus atteints de l'aliénation culturelle. Ils voient l'assimilation comme une nécessité apparente. Or, le modernisme d'un peuple ne va pas sans sa quête d'un passé vivant⁷⁹.

Ce constat d'une Afrique peu soucieuse de son passé est contradictoire avec l'idée de M'Bokolo mais Diop parle au milieu des années cinquante en pleine lutte anticolonialiste ; dix ans plus tard, ses idées avaient perdu de leur vigueur : il avait en effet reconnu qu'un groupe de chercheurs africains indépendants avait, depuis, vu le jour⁸⁰. Mais il s'agit bien d'un groupe de chercheurs, c'est-à-dire de professionnels : ceux qui s'intéressent à la discipline historique et s'en emparent à bras le corps font partie, en réalité, d'un groupe très restreint. Il s'agit en majorité d'anciens étudiants originaires d'Afrique fortement marqués le Congrès des Artistes et Écrivains Noirs organisé à Paris, à la Sorbonne, en 1956 où des choses très fortes sur l'histoire avaient été dites. C'est, comme la surnomme Elikia M'Bokolo, la « génération de 1956 »⁸¹.

Que pensait-on de tout cela à l'OCORA ? « Dans mon entourage, nous dit Jacqueline Sorel,

77 Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1975, p. 23.

78 Cheikh Anta DIOP, « Préface à l'édition de 1954 » in *Nations, nègres et culture. De l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire aujourd'hui*, Paris, Présence Africaine, 1954, p. 6.

79 *Ibidem*.

80 Cheikh Anta DIOP, « Préface à l'édition de 1964 » in *Nations, nègres et culture. De l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire aujourd'hui*, Paris, Présence Africaine, 1954, p. 14.

81 « Historiens d'Afrique » in *Histoires, vues littéraires, Perspectives croisées*, chapitre 3, mars-mai 2006, p. 2-6.

nous nous intéressions beaucoup à l'Afrique et nous voulions que son histoire soit mieux connue des Africains. Notre démarche a donc été soutenue par notre direction et nos destinataires⁸² ». Faut-il en effet rappeler que durant les années soixante, les programmes d'histoire-géographie des collèges invitaient encore les petits Français à étudier l'Afrique sous le sceau des trois grandes « races⁸³ » ? Qu'à plus forte raison, en Afrique, les professeurs venus de France métropolitaine continuaient de rappeler à leurs élèves l'infériorité des Noirs⁸⁴ ? L'urgence d'un enseignement alternatif à l'égard de l'histoire du continent et de ses habitants se faisait donc sentir.

1.1.3. Conter les mythes africains à la radio : rupture ou continuité ?

De 1964 à 1967, l'Afrique subsaharienne fut soumise à un nombre impressionnant de coups d'États militaires : le maréchal Mobutu au Congo-Kinshasa, Jean-Bedel Bokassa en Centrafrique, Christophe Soglo au Dahomey, Aboubacar Sangoulé Lamizana en Haute-Volta ou encore Gnassingbé Eyadema au Togo. La page des régimes civils était en train d'être tournée. Il fallait donc pour la petite l'équipe de l'Office de Coopération Radiophonique rappeler que ces jeunes États en effervescence avaient une histoire longue et mouvementée, autant que celle qui était à l'œuvre ces années-là. Mais pour rappeler cette histoire, il fallait, comme ce qui se fait en Afrique, la raconter.

En allant puiser dans les ressources de la parole africaine, véritable « mémoire vivante de l'Afrique » (Amadou Hampaté Bâ), et en faisant le choix d'utiliser la radio pour diffuser des récits diffusés depuis des siècles par le bouche à oreille, l'équipe dirigée par Françoise Ligier s'apprêtait donc à endosser la fonction de « passeur d'histoires ». On doit donc comprendre ici l'histoire sous l'angle narratif : ce que voulut remettre à l'honneur *Terre de Légendes*, ce sont les récits et les épopées conservés par les griots, figures qui, en France, sont tantôt ignorées tantôt fantasmées. Le terme de griot, 100% français d'ailleurs – c'est-à-dire 100% colonial –, renvoie à une hiérarchie précise dans les sociétés mandingues (Afrique de l'Ouest) et désigne plusieurs statuts, du simple musicien (*gawlo*) au « maître de la parole » (*belentigui*). Aussi, les griots les plus prestigieux sont les garants de la validité des généalogies dynastiques de leur peuple.

Prenons l'exemple d'un numéro de *Terre de Légendes* de la première année 1964 : « La vie de Soudjata depuis les présages précédant sa naissance jusqu'à sa victoire définitive sur Sonmarou Kanté » (6 épisodes). Ces deux personnages, Soundjata et Sonmarou Kanté, figurent au premier rang du panthéon de la littérature orale africaine : au XIIIe siècle, l'un fut empereur du Mali, l'autre

82 Voir *Entretien avec Jacqueline Sorel (16/10/2011)*, annexe n°2, page 223.

83 Catherine COQUERY-VIDROVITCH, *Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique au Sud du Sahara de la Préhistoire à nos jours*, Paris, éditions La Découverte, 2011, p. 15.

84 Elikia M'BOKOLO, "Entre Kinshasa et Paris. Pour une égo-histoire des indépendances africaines", Aix-en-Provence, 18 janvier 2012, site de l'Université de Provence.

régna sur le royaume Sosso dans cette région d'Afrique qui recouvre la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée et le Mali actuels. La bataille qui les a vu s'affronter se serait déroulée en 1235 dans l'actuel Mali. Françoise Ligier pouvait bénéficier d'un ouvrage qui fait encore autorité sur la question : *Soundjata ou l'épopée mandingue* (1960) de l'historien guinéen Djibril Tamsir Niane (photo page 239, annexe n°6), un futur grand collaborateur de *Mémoire d'un continent* – 6 invitations de 1969 à 1994. Son ouvrage est parti d'une démarche encore osée pour l'époque : relativiser le rôle de l'historien africain rompu aux méthodes occidentales, redonner toute son importance au griot. Sa préface est, à cet égard, éloquente :

Ce livre est plutôt l'œuvre d'un obscur griot du village de Djeliba Koro (...) en Guinée. Je lui dois tout. Ma connaissance du pays malinké m'a permis d'apprécier hautement la science et le talent des griots traditionalistes du Mandingue en matière d'histoire (...). Autrefois, les griots étaient les conseillers du roi, ils détenaient les constitutions des royaumes par le seul travail de la mémoire (...). Ce sont eux qui, à défaut d'archives, détenaient les coutumes, les traditions et les principes de gouvernement des rois (...). L'Occident nous a malheureusement appris à mépriser les sources orales en histoire mais la parole des griots traditionalistes a droit à autre chose que du mépris⁸⁵.

L'ouvrage de Tamsir Niane lançait dans un sens le débat sur l'usage que l'on devait faire de la parole des griots : faut-il leur faire confiance en termes de rigueur historique⁸⁶ ? Les chercheurs les plus progressistes pensaient que leurs récits constituaient une source comme une autre à laquelle il fallait soumettre la critique traditionnelle de l'historien. Cette idée a globalement triomphé dans la communauté des chercheurs. On peut dire que Djibril Tamsir Niane a contribué à développer, en Afrique Noire, le fait de recueillir et de retranscrire la tradition orale⁸⁷. Il est très probable que Françoise Ligier se soit assez largement inspirée de *Soundjata ou l'épopée mandingue* pour construire ses six émissions : cette épopée regorge en effet de passages parfaitement adaptés à la radio, comme cet affrontement verbal entre Soudjata et Sonmarou Kanté prononcé jute avant leur affrontement physique :

- Arrête jeune homme. Je suis désormais roi du Manding ; si tu veux la paix, retourne d'où tu viens, dit Sounmaro.

- Je reviens, Sounmaro, pour reprendre mon royaume. Si tu veux la paix, tu dédommageras mes alliés et tu retourneras à Sosso, où tu es roi.

- Je suis roi du Manding par la force des armes ; mes droits ont été établis par la

85 Djibril Tamsir NIANE, *Soudjata ou l'épopée mandingue*, Paris, Présence Africaine, 1960, p. 6.

86 Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, op. cit.

87 Le Centre des traditions orales de Niamey au Niger est le plus bel exemple de ce mouvement. Le président Diori Hamani était un chef d'État très attentif à la vitalité culturelle de son pays ainsi qu'aux questions d'éducation par le fait oral ; la radio demeurait en ce sens particulièrement prise en compte. Nous en voulons pour preuve le témoignage de Guy Robert qui raconte dans *Le vent qui souffle dans la boîte* (p. 93) que lorsqu'il est devenu secrétaire général de l'Association des Radios-clubs au Niger en 1962, c'est le ministère de l'Éducation Nationale lui-même qui en a assuré la présidence.

conquête.

- Alors je vais t'enlever le Manding par la force des armes, je vais te chasser de mon royaume.
- Apprends donc que je suis l'igname⁸⁸ sauvage des rochers, rien ne me fera sortir du Manding.
- Sache aussi que j'ai dans mon camp sept maîtres forgerons qui feront éclater les rochers ; alors, igname, je te mangerai.
- Je suis le champignon vénéneux qui fait vomir l'intrépide.
- Moi je suis un coq affamé, le poison ne me fait rien.
- Sois sage, petit garçon, tu te brûleras le pied car je suis la cendre ardente.
- Moi, je suis la pluie qui éteint la cendre, je suis le torrent impétueux qui t'emportera.
- Je suis le fromager puissant qui regarde de bien haut la cime des autres arbres.
- Moi, je suis la liane étouffante qui monte jusqu'à la cime du géant des forêts.
- Trêve de discussion ; tu n'auras pas le Manding⁸⁹.

Cet extrait, qui ne manque pas d'humour, se rapproche fortement de ceux qu'on peut lire dans les livres sacrés des religions monothéistes. Prenons un autre numéro de *Terre de Légendes* : « La légende d'une sirène devenue reine sur les hauts plateaux malgaches ». Le titre même nous indique que la magie est un élément constitutif de cette première série radiophonique. Si certains penseurs africains plaideront bien plus tard pour une vision réaliste et sans fards de l'Afrique⁹⁰, il faut bien reconnaître que tous les peuples se construisent sur des histoires relevant de l'irrationnel – les dons des Bourbons ou les visions de Jeanne d'Arc montrent qu'en la matière, la France n'est pas en reste. L'histoire est une démonstration scientifique mais elle est aussi avant tout (re)construction littéraire. Ainsi, l'objectif de ce premier essai de radio n'est pas de prouver mais de faire rêver.

On peut rapprocher *Terres de Légendes* du concept de « néo-oralité » développé par Michel Laban⁹¹. Selon lui, cette nouvelle forme de littérature orale, qui peut se manifester aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent africain, consiste à utiliser les nouvelles technologies de communication (radio, télévision, disque, web...) pour réinterpréter le patrimoine oral africain. Le problème de cette démarche est la dénaturation du fait oral : en procédant dans un studio fermé, sans la présence des premiers intéressés, c'est-à-dire les griots eux-même, et sans la présence physique d'auditeurs, l'authentique interactivité qui peut se nouer habituellement entre le conteur et l'auditoire part en fumée⁹². La radio a en effet ceci d'étrange qu'elle s'adresse à tout le monde et à

88 Tubercule africain.

89 Djibril Tamsir NIANE, *Soudjata ou l'épopée mandingue*, op. cit., p. 112.

90 Achille MBEMBE : « Cessons de croire à une Afrique féérique et fantôme, mi-bucolique et mi-cauchemardesque, peuplée de paysans, (...) de sorciers et de griots, d'êtres fabuleux », « L'Afrique de Sarkozy », 01/08/2007, site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon.

91 Michel LABAN, « Afrique Noire (culture et société), littératures », *Encyclopédie Universalis*.

92 Le film du burkinabé Dani Kouyaté, *Keïta ! L'héritage du griot* (1995), illustre bien cette idée d'interactivité. Un griot y raconte l'épopée de Soudjata à un enfant qui descend en droite ligne de l'empereur. Celui-ci écoute, pose des questions, tente de savoir la

personne à la fois, contrairement aux griots qui parlent toujours dans un espace et pour un public donnés. À l'inverse, on pourrait voir l'utilisation du micro à grande échelle comme un prolongement logique de la tradition : *Terres de Légendes* contribuerait en fait à pérenniser le lien construit autour du verbe entre les deux rives de la Méditerranée, comme lorsque certains griots installés en France reviennent au pays raconter leurs histoires dans leur village originel ou continuent à exercer leur métier auprès de la communauté émigrée⁹³.

Si Michel Laban soutient donc que tout phénomène culturel doit être amené à subir des évolutions plutôt que de s'enfermer dans un « passéisme stérile », *Terre de Légendes* remplit à cet égard une fonction précise, celle de « moderniser » les récits oraux ou de réinterpréter le patrimoine oral *via* les nouveaux moyens de communication. En Afrique même, ce procédé fut plus tard réutilisé dans les radios nationales : on y conte, dans la langue vernaculaire, les œuvres du répertoire traditionnel. Cette pratique a même pu donner lieu à une certaine forme de vedettariat au Sénégal, au Mali ou au Burkina Faso⁹⁴.

1.1.4. Des Africains à la radio

Terres de Légendes fut loin d'être un exercice franco-français : la productrice en chef – on dirait aujourd'hui attachée de production –, Françoise Ligier, sut s'entourer, pour enrichir son projet, des Africains établis en France. Il ne s'agit pas ici de griots, mais d'artistes et de comédiens, dans un premier temps. Les comédiens de théâtre ou de cinéma ayant démarré leur carrière à la radio sont innombrables : c'est le cas de James Campbell avec *Terre de Légendes*, grande figure sénégalaise décédée en 2010.

Né en 1932, Campbell débarqua en France à l'âge de quinze ans et enchaîna les petites prestations jusqu'à connaître la renommée en 1966 avec la *Tragédie du Roi Christophe* d'Aimé Césaire⁹⁵. La pièce fit un triomphe au théâtre de l'Odéon puis au Festival Mondial des Arts Nègres à Dakar. Campbell se distingua dès le début de sa carrière par un rapport très étroit avec l'histoire : c'est sûrement la raison pour laquelle Françoise Ligier choisit de faire appel à lui. En 1964, il fomentait déjà de créer une association visant à raviver le souvenir, l'héritage et la mémoire du continent africain. Beaucoup plus tard, dans les années 2000, il militera pour que soit reconnu par l'opinion française le sacrifice des anciens soldats africains de la Première Guerre mondiale. On

suite et de hâter le propos du griot. Il se heurte systématiquement à la sagesse et la lenteur du verbe du griot qui ne manque pas de faire l'éloge de sa curiosité.

93 Jacques DERIVE, « Afrique Noire (culture et société), littératures », *Encyclopédie Universalis*.

94 Michel LABAN, *Ibidem*.

95 Lui, ainsi que son compatriote Doua Seck, fut interviewé en 1981 au Sénégal par Françoise Ligier au titre de de *Mémoire d'un continent* (émissions n°638-639)

peut donc en déduire que Campbell a toujours considéré son métier d'acteur d'une manière proche de celle d'un historien : « le combat contre l'oubli, dit-il, c'est d'abord une question de conscience morale : entre notre génération et les suivantes, il y a des choses qui n'ont pas été transmises, et dans le combat que nous menons, (...) la transmission, c'est l'arme du combat contre l'oubli⁹⁶ ».

On conçoit bien qu'un comédien comme Campbell, à la voix chaude et au jeu habité, puisse faire des merveilles à la radio. Françoise Ligier a cependant décidé de faire appel à la voix des auteurs eux-même, ce qui peut sembler plus étrange : en France en effet, prêter sa voix d'écrivain pour la radio n'est pas un exercice inconnu mais très peu s'y sont adonnés – on peut citer Jules Romains pour les *Hommes de bonne volonté* en 1952 ou Albert Camus pour *L'étranger* et *Caligula* en 1954⁹⁷. Cette frilosité est spécifiquement européenne. Dans les régions africaines, l'écrivain a une fonction différente parfaitement résumée par le poète mauricien Edouard Maunick : celle de « dire avant d'écrire⁹⁸ ». Et Maunick sait de quoi il parle car il a longtemps animé des émissions à RFI et à la radio mauricienne : il fut justement l'un des ces écrivains appelés par Françoise Ligier. Aux yeux de ce dernier, la radio constituait un prolongement logique de ses activités littéraires car, selon une tradition qui vaut autant pour le continent que pour ses satellites de l'Océan Indien, la littérature n'est pas faite pour être consommée à la lecture : elle doit être appréciée par le fait de la récitation orale. Cette littérature orale reste le mode d'expression privilégié dans ces régions.

Un autre écrivain africain particulièrement célèbre participa à *Terre de Légendes* ; il s'agit de Gérard Félix Tchicaya dit Tchicaya U Tam' Si (1931-1988), la « petite feuille qui parle pour son pays ». À l'instar de Maunick, Tchicaya avait commencé à la SORAFOM et avait été repéré par Pierre Schaeffer lui-même. Le rôle qu'il a joué à la radio est méconnu et demeurerait absent des biographies qui lui étaient consacrées jusqu'à ce que Joël Planque ne lève le voile sur ce point⁹⁹. Tchicaya fut en effet un acteur important de la coopération radiophonique : presque une centaine de ses contes ont été enregistrés en France, envoyés en Afrique, réceptionnés et retransmis sur les ondes africaines. « Après tout, j'appartiens à une civilisation de l'oralité, pourquoi donc me priverais-je de parler¹⁰⁰ ? », avait-il l'habitude de dire. Il avait même caressé l'espoir de se servir de cette expérience pour travailler à Radio-Congo, dans son pays d'origine, le Congo-Kinshasa¹⁰¹. Mais les choses ne se passèrent pas tout à fait comme prévu et au moment de l'indépendance, en 1960, Tchicaya partit pour une autre finalité, celle de rencontrer son idole politique : Patrice Lumumba.

96 Interviewé par Babacar Diop et Abdou Rahmane Mbengue pour www.africultures.com.

97 Et encore, nous ne citons ici que les enregistrements qui, par la suite, ont fait l'objet d'une parution sous forme de livre sonore.

98 Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY (dir.), *L'Afrique littéraire 50 ans d'écriture*, éditions RFI / INA, France, 2008 (3 CD).

99 *Le Rimbaud Noir : Tchicaya U Tam' Si*, Paris, éditions Moreux, collection « Archipels Littéraires », 2000, p. 85.

100 *Négritude et Poésie – Les grandes voix du Sud vol. 1, Léopold Sédar Senghor, Jacques Rabemanjara, Tchicaya U Tam' Si*, RFI / CulturesFrance / Frémeaux & Associés, 2007, 3 CD.

101 *Ibidem*.

En 1987, *Mémoire d'un continent*, fille de l'émission dans laquelle il fit ses débuts, l'interrogea sur cette décision :

En juin 60, coup de tonnerre ! C'est la réelle indépendance de l'Afrique qui commence. Commence vraiment pour moi une geste magnifique, celle de Patrice Lumumba. (...) Je pars. Je pars sans armes et bagages avec une passion contenue et parfois tonitruante. J'arrive à Kinshasa et rencontre l'homme le plus fascinant après mon père¹⁰², Patrice Lumumba. Ça va être trois mois de vie intense, les plus intenses de toute ma vie, d'août à octobre 60. Voilà ma grande aventure au Zaïre. A la fin de ce séjour, j'ai reçu un choc tel que j'ai été marqué pendant longtemps par cette période-là¹⁰³.

Tchicaya a toujours gardé une profonde estime vis-à-vis de Françoise Ligier et de l'équipe de la coopération radiophonique. Cela fait intervenir un élément important : l'aspect purement relationnel de cette histoire. En effet, les amitiés nouées à cette période entre producteurs français et artistes africains installés dans l'ancienne métropole coloniale se sont révélées profondes et ne doivent en aucun cas être négligées si l'on veut bien comprendre ce qui fait le « sel » de la coopération radiophonique : car, après deux guerres coloniales, l'époque était à la réconciliation, à la collaboration, à la réunion des intérêts dans un contexte de prospérité économique. Le rôle joué par les artistes africains à la radio ne relevait donc pas du folklorisme mais visait à s'emparer des moyens nécessaires pour fournir aux auditeurs africains des œuvres profondément ancrés dans le continent.

102 Jean-Pierre Tchicaya, premier député noir représentant la colonie du Moyen-Congo à l'Assemblée nationale française.

103 Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY (dir.), *L'Afrique littéraire 50 ans d'écriture*, op. cit.

1.2. AU REGARD DE L'HISTOIRE OU L'HISTOIRE THÉATRalisée (1967-1969)

Terre de Légendes se distinguait par un vocabulaire lyrique et par l'interprétation de contes relevant de l'imaginaire et du mythe. En 1967, décision fut prise de garantir l'authentification des connaissances. Françoise Ligier prit en effet le parti de présenter un passé aux prises avec le réel mais décida néanmoins d'instituer un mariage entre deux disciplines : le théâtre et l'histoire. Il faut rappeler que Françoise Ligier était l'épouse de Pierre Ligier, metteur en scène de théâtre quelque peu oublié aujourd'hui, et qu'elle a toujours éprouvé une passion profonde pour cet art, parallèlement à l'intérêt qu'elle avait pour l'Afrique. Autant au niveau de la littérature française, l'union entre le théâtre et l'histoire était consommée depuis longtemps ; autant au niveau de la radio française, elle avait été lancée seulement une dizaine d'années auparavant. Ligier allait donc tester un binôme inédit qui, plus tard, contribua grandement à la célébrité de RFI sur le continent africain.

1.2.1. Émission éphémère pour période propice

En matière de théâtre africain, les années 1960-1970 correspondent à une poussée qui s'est traduite par une dominante du théâtre historique ou épique¹⁰⁴. Dans une des pièces pionnières de cette décennie, *La Mort de Chaka* (1962), le malien Seydou Badian met en scène le fondateur de l'empire zoulou, véritable héros de l'histoire pré-coloniale africaine (1787-1828) maintes fois repris par les écrivains (Djibril Tamsir Niane¹⁰⁵, Tchicaya U Tam' Si¹⁰⁶). Dans la lutte qu'ils menèrent pour bâtir leur avenir, les peuples africains ressentirent en effet le besoin de se reconnaître dans les héros du passé ; c'est en cela que le théâtre épique tira son épingle du jeu¹⁰⁷. Il faut néanmoins rappeler que la vie théâtrale africaine fut bien plus féconde dans les territoires anglophones (Nigeria, Kenya) ou encore chez les auteurs de la diaspora comme Aimé Césaire : *Et les chiens se taisaient* (1958) et *La tragédie du roi Christophe* (1963) puisent leur trame dans l'histoire des esclaves dans l'espace afro-caribéen. À la veille du lancement de *Au regard de l'Histoire*, Césaire est justement, et sans conteste, le dramaturge noir le plus en vue de sa génération en France. On peut même dire que sa renommée était supérieure en France que dans certains pays africains – hormis le Sénégal¹⁰⁸ - car certains dirigeants avaient censuré *Le Roi Christophe* qui mettait en scène un despote dont la

104 Lylian KESTELOOT, *Histoire de la littérature négro-africaine*, Paris, éditions Karthala-AUF (Agence Universitaire de la Francophonie), 2001, p. 5.

105 *Chaka* (1971)

106 *Le Zulu* (1977).

107 Mario de ANDRADE cité par Guy Ossito MIDIOHOUAN, « Le théâtre négro-africain d'expression française depuis 1960 » in *Peuples Noirs, Peuples Africains*, n° 31, 1983, p. 54-78.

108 Triomphe au Festival Mondial des Arts Nègres (1966).

ressemblance avec de réels dictateurs n'était en rien fortuite¹⁰⁹.

Toutefois, et c'est un paradoxe, Aimé Césaire ne fut jamais invité par *Mémoire d'un continent*. Son nom est pourtant évoqué dans de nombreuses émissions, son influence certaine auprès de Ibrahima Baba Kaké et Elikia M'Bokolo, les futurs producteurs successifs, et ses pièces ont même quelques fois illustré certaines émissions. James Campbell, par exemple, a pu se faire un interprète régulier de ses œuvres, comme ici en 1971 lors d'une émission sur les rébellions esclavagistes :

Nous forçâmes les portes. La chambre du maître était grande ouverte. La chambre du maître était brillamment éclairée, et le maître était là, très calme... et les nôtres s'arrêtèrent ... c'était le maître ... J'entrai. C'est toi me dit-il, très calme... C'était moi, c'était bien moi, lui disais-je, le bon esclave, le fidèle esclave, l'esclave esclave, et soudain ses yeux furent deux ravets¹¹⁰ apeurés les jours de pluie ... je frappai, le sang gicla: c'est le seul baptême dont je me souviens aujourd'hui¹¹¹.

En matière « médiatisation de l'histoire¹¹² », et plus particulièrement de dramatisation de l'histoire à la radio, l'émission incontournable de cette époque est sans nul doute *La Tribune de l'Histoire*. Créée en 1950 par Alain Decaux et André Castelot, la série produite par l'ex-France Inter adopta le format dramatique en 1956. Paradoxalement, le style Decaux/Castelot correspond à une idée très moderne de la médiatisation de l'histoire. Lorsque Castelot dit par exemple de l'histoire qu'elle doit s'apparenter à un « spectacle¹¹³ », bien plus qu'à un « cours », il ne fait qu'anticiper une idée qui sera appliquée plus tard sur bien des programmes comme *2000 ans d'Histoire* (Patrice Gélinet), *Des racines et des ailes* (Patrick de Carolis) ou *Secrets d'Histoire* (Stéphane Bern) : le succès de ces dernières montre que Castelot avait vu juste. Même si le talent vulgarisateur de Alain Decaux ne manquera pas d'être félicité et pris en exemple par Ibrahima Baba Kaké, le style de *Mémoire d'un continent* sera toutefois très différent de celui de *La Tribune de l'Histoire* : en effet, Kaké ne conçoit pas l'histoire comme un « spectacle » mais plutôt comme un outil social. En outre, une différence radicale creuse irrémédiablement le fossé entre les deux émissions : une différence qui apparaît au grand jour lorsque Guy Robert pose à André Castelot la question de savoir si *La Tribune* a déjà parlé de l'Afrique dans ses émissions : « oh non, vous savez, parce que l'histoire

109 Jean-Louis JOUBERT, « La tragédie du roi Christophe, Aimé Césaire », *Encyclopédie Universalis*.

110 Insecte.

111 James CAMPBELL in Jean-Pierre CHRÉTIEN (anim.), Ibrahima Baba KAKÉ (invit.), « La traite », émission n°41, *Mémoire d'un continent*, DAEC, 1970 (rediff. France Culture, 1996).

112 Cf Michel MATHIEN, *La médiatisation de l'histoire*, Paris, éditions Bruylant, collection « Médias, Sociétés et Relations Internationales », 2005, 400 p.

113 Cité par Guy ROBERT, « André Castelot : « Je crois avant tout que l'Histoire est un spectacle » (entretien, 1983) » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°82, oct-déc. 2004, p. 160-190.

africaine n'est pas intéressante¹¹⁴ ! », répond-t-il. Il faut dire que les œuvres de André Castelot avaient été, pendant un temps, interdites de publication par le Comité National des Écrivains¹¹⁵.

1.2.2. Un parisianisme dérangeant ?

Pendant deux ans, *Au regard de l'Histoire* proposa donc des dramatiques mettant en scène les événements supposés réels de l'histoire de l'Afrique. Ces dramatiques, toutefois, contrairement à *Terres de Légendes*, furent majoritairement écrites par des auteurs français (Claude Mettra par exemple a fait partie de ces auteurs) : pour Guy Robert et Jacqueline Sorel, c'est là que le bât blesse. « Comment des auteurs français pouvaient-ils représenter les réalités psychologiques ou sociales d'une cour africaine au XVI^e siècle alors qu'ils n'avaient aucun contact direct avec l'Afrique ? », pense l'un¹¹⁶. « J'avoue avoir peu aimé ces dramatiques écrites par des Français connaissant mal le continent noir et qui faisaient parler le roi du Congo comme Louis XIV¹¹⁷ », écrit l'autre.

Ces jugements subjectifs posent toutefois une question de fond touchant à toutes les disciplines mettant en scène un « ailleurs » exotique comme l'Afrique : peut-on parler de ce continent de manière juste en étant d'origine parisienne, bretonne ou picarde ? En d'autres termes, les parcours de vie et les environnements jouent-ils un rôle déterminant ? Est-ce plus légitime pour un Martiniquais comme Césaire d'écrire *Une saison au Congo* que pour un Nantais, un Bordelais ou un Rochelais¹¹⁸ ? L'histoire des relations entre l'Occident et l'Afrique est une histoire dans laquelle la colonisation, bien qu'elle ait duré peu de temps à l'échelle de l'Histoire, a joué un rôle majeur : en ce sens, l'Afrique constitue un intérêt pour toutes les populations concernées par cette histoire, ceux nés dans l'ancienne métropole coloniale, ceux nés dans les anciennes colonies africaines comme ceux nés dans les anciennes colonies sucrières. Comme dit l'historienne Catherine Coquery-Vidrovitch, « il faut penser la colonisation française comme une histoire partagée avec les descendants des colonisés, comme un patrimoine commun de l'histoire de France non réduite à l'Hexagone¹¹⁹ ».

En fait, le problème soulevé par Guy Robert et Jacqueline Sorel vient, nous semble-t-il, de la matière théâtrale en tant que telle. Dans une pièce historique, l'Histoire ne fait-elle pas figure de

114 *Ibidem*.

115 Éléments biographiques rappelés par Pasal Ory au cours de notre soutenance.

116 Guy ROBERT, « Mémoire d'un Continent : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique » in *Multiplex*, n° 25, avril 1984, p. 65-68.

117 Jacqueline SOREL, « Témoignage sur la série de RFI *Mémoire d'un continent* », *Mémoire d'un continent, histoire d'une émission*, RFI, Paris, janvier 2011, p. 1.

118 Nous avons volontairement pris les villes portuaires qui, dans le passé, ont développé une activité particulièrement juteuse avec l'Afrique et dans les colonies sucrières grâce au commerce triangulaire.

119 In « Le tropisme de l'Université française face aux *post-colonial studies* » in Nicolas BLANCEL, Fabrice BERNAULT, Pascal BLANCHARD, A. BOUBEKER, Achille MBEMBE, Françoise VERGES (dir.), *Ruptures post-coloniales. Les nouveaux visages de la société française*, Paris, éditions La Découverte, 2010, p. 317-327.

source d'inspiration, de moyen destiné à délivrer un objet littéraire¹²⁰ plutôt que de constituer une fin en soi ? *A contrario*, l'historien exerce *a priori* un métier neutre : faut-il cependant le priver de sa subjectivité pour l'assimiler à une machine à « objectiver » le passé ? Le fossé qui sépare le dramaturge de l'historien est en fait loin d'être aussi profond. L'historien doit en effet être amené, tout comme l'artiste, à mettre en lumière ses objectifs et ses engagements personnels, à « expliciter en historien le lien entre l'histoire qu'il fait et l'histoire qui l'a faite¹²¹ » comme le dirait Pierre Nora. Pour Jean Devisse, archéologue de l'Afrique, il faut clairement distinguer la méthode propre de l'histoire et les niveaux d'interprétations relatifs à chaque historien. Sur le premier point, n'importe quel historien travaillant honnêtement peut, selon lui, « faire n'importe quoi sur n'importe qui », l'histoire étant une méthode universelle. Sur le deuxième point en revanche, ceux qui font partie du pays ou de la région dont ils écrivent le passé sont indéniablement avantagés par rapport aux autres car ils sont détenteurs de toute une sensibilité historique qui, quoi qu'on dise, n'a pas d'équivalent¹²². C'est la raison pour laquelle, *primo*, l'historiographie africaniste regorge d'ouvrages écrits par des historiens français, *deuxio*, que ces ouvrages n'ont jamais fait l'objet d'ignorances ou de rejets de la part des historiens africains dont le privilège naturel n'est parallèlement aucunement remis en question¹²³. L'histoire de l'Afrique, celle de l'Ouest par exemple, peut donc aussi bien profiter d'ouvrages scientifiques écrits par un Voltaïque – Joseph Ki-Zerbo – que par un Nigérien – Boubou Hama¹²⁴ -, un Breton – Yves Person¹²⁵ -, un Val-de-Marnais – Raymond Mauny¹²⁶ – ou un Parisien – Jean Suret-Canale¹²⁷. C'est sans doute moins vrai pour le théâtre où la sensibilité et l'intuition du dramaturge prennent le pas sur toutes les recherches documentaires qu'il aura beau fournir : c'est pourquoi le dramaturge africain qui parle de l'Afrique nous paraît jouir d'un atout plus important que l'historien africain qui parle de l'Afrique.

On pourrait pousser la réflexion encore plus loin. Selon l'écrivain béninois Guy Ossito Midiohouan¹²⁸, les premières manifestations de la littérature « négro-africaine » d'expression française ne sont pas à mettre au compte des poètes de la négritude, car à part quelques rares exceptions dont le *Cahier d'un retour au pays natal* de Césaire ceux-ci n'avaient rien publié avant 1945. En revanche, il existait bien avant la Deuxième Guerre mondiale, dans l'Afrique sous occupation française, une vie intellectuelle et littéraire très importante qui se manifestait à travers la prose et le théâtre. Il est donc inexact de situer les origines de la littérature négro-africaine en

120 Guy Ossito MIDIOHOUAN, « Le théâtre négro-africain d'expression française depuis 1960 » *op. cit.*

121 *Essais d'égo-histoire* cité par Marc RIGLET in « Paroles d'historiens, Pierre Nora », collection Grands Entretiens, INA.

122 In Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, *op. cit.*, p. 30.

123 C'est en tout cas l'esprit qui ressort de l'ouvrage cité ci-dessus où les plus grands spécialistes se prononcent sur leur métier.

124 *Contes et Légendes du Niger*, 1972.

125 *Samori, une révolution dyula*, 1968.

126 *Tableau géographique de l'Ouest Africain au Moyen Âge*, 1961.

127 *Afrique Noire Occidentale et Centrale*, 1958.

128 « Le théâtre négro-africain d'expression française depuis 1960 » *op. cit.*

France, comme il est souvent dit. Partant de ces idées, on pourrait dire que les poètes ou dramaturges de la négritude, si hâtivement élevés au rang de pionniers, ont nécessairement délivré dans leurs œuvres des visions de l'Afrique construites autour du souvenir (« Femme nue, femme noire (...) / J'ai grandi à ton ombre / La douceur de tes mains bandait mes yeux / Et voilà qu'au cœur de l'Été et de Midi / Je te découvre, Terre promise, du haut d'un haut col calciné¹²⁹ ») ou de l'imaginaire pur et simple (Césaire, Gontran Damas), bref des visions de l'extérieur qui n'ont d'ailleurs pas toujours rencontré l'adhésion la plus totale auprès des artistes africains (Sembène Oummane, Wole Soyinka) : que dire dès lors du décalage qui peut résulter d'auteurs français qui écrivent dans leur appartement parisien pour une agence radiophonique destinée à terme aux habitants d'une très large partie du continent africain ?

1.2.3. Suite et fin de la schizophrénie

Le choix de théâtraliser l'histoire prit fin dans le courant de l'année 1969. Le terme de « schizophrénie » est une manière pour nous de dire que l'Office de Coopération Radiophonique, dans sa volonté de rendre hommage à deux patrimoines de nature différente, l'historique et le théâtral, souffrait de diaphonie et, en fin de compte, se mordait la queue, à tel point que Françoise Ligier et Jacqueline Sorel, à la veille des années soixante-dix, partirent chacune dans deux directions différentes dans leur choix de programmes : le théâtre pour l'une, l'histoire pour l'autre.

Déjà, avant le lancement de *Au regard de l'Histoire*, Françoise Ligier avait l'idée, « son » idée, de créer un concours de théâtre en Afrique par l'utilisation de la radio, un concours qui mobiliserait les jeunes pousses africaines et dont les pièces seraient diffusées par le biais de la coopération radiophonique. Cette idée de concours se transforma en 1970 en une véritable émission intitulée le *Concours théâtral interafricain*, un projet à l'intérieur duquel *Au regard de l'histoire* constituait une première balise en ce qu'elle instituait le théâtre comme objet de radio à part entière. La sollicitation effective des énergies créatrices du continent fut donc finalement préférée aux auteurs de l'Hexagone : faut-il comprendre qu'il y avait carence en la matière en Afrique avant les années soixante-dix ? Sûrement pas : à l'époque coloniale, on incitait les élèves de la célèbre école supérieure d'administration William Ponty (Sénégal) à recueillir les légendes de leur pays pour les porter à la scène, ce qui permettait ainsi de toucher un public illettré¹³⁰. Même si ce théâtre se distinguait par un folklorisme haut en couleurs voulu par l'administration pour persuader le public des bienfaits de la colonisation, il est tout de même la preuve que ce genre a très tôt constitué un phénomène vivant et populaire en Afrique. Or, Ligier s'est basée, pour élaborer son projet, sur un

129 Léopold Sédar SENGHOR, *Chants d'ombre*, Paris, Seuil, 1956.

130 Jean-Louis JOUBERT, « Afrique Noire (culture et société), littératures », *Encyclopédie Universalis*.

constat négatif du théâtre africain :

Dépouillée de son passé, soumise à une acculturation contraignante et trop rapide, l'Afrique éprouve dans tous les domaines le besoin de s'exprimer et de s'affirmer. Malheureusement, les possibilités offertes aux artistes et aux écrivains demeurent souvent insuffisantes, surtout lorsqu'il s'agit des arts du spectacle exigeant la mise en œuvre d'importants moyens. Conscients de cette carence, les directeurs des radiodiffusions d'Afrique noire francophone et de Madagascar cherchèrent (...) si la radio ne pouvait pas *aider le théâtre africain à sortir du cercle vicieux dans lequel il leur paraissait enfermé*¹³¹ : manque de répertoire original freinant la création des troupes, manque d'interprètes freinant la conception d'œuvres originales etc¹³².

Le *Concours théâtral interafricain* serait donc né donc d'une demande des directeurs des radios africaines adressée directement à l'OCORA. D'après Thierry Perret (RFI), le vœu commun de ces directeurs consistait à remplacer, dans les grilles locales, des émissions françaises envoyées sur bande – *Les Maîtres du Mystère* par exemple, une dramatique policière très écoutée dans les années cinquante qui, en fin de compte, allait continuer à être envoyée en Afrique par le biais de l'OCORA – par des créations originales africaines¹³³. Mais selon Guy Ossito Midiohouan, le jugement de Ligier cité ci-dessus sur la situation théâtrale africaine est erroné. D'après lui, le véritable problème dont souffraient les auteurs résidait dans l'absence totale de liberté d'expression que leur soumettaient les dictatures totalitaires. En ce sens, le *Concours théâtral interafricain* consistait, selon lui, à retransmettre des pièces, certes écrites par des Africains soutenus en termes de publication et de diffusion par l'OCORA, mais soigneusement choisies par Paris pour leur « apolitisme », ceci afin de ne pas contredire les intérêts des régimes et ne pas briser de fécondes relations de coopération. Le *Concours*, tel qu'il allait s'épanouir, apparaît donc selon lui comme la consécration et la célébration du théâtre apolitique¹³⁴. Or, un auteur comme Sony Labou Tansi (1947-1995), récompensé par le *Concours théâtral interafricain* en 1973 et soutenu tout au long de sa carrière par Françoise Ligier, montre la relativité qu'on peut apporter à ce jugement dépréciateur : taxer en effet ce dramaturge congolais de produire des œuvres « apolitiques » serait bien hâtif lorsqu'on sait que beaucoup de ses pièces dénoncent les dictatures et l'arbitraire étatique¹³⁵.

Quoiqu'il en soit, la scission entre une émission d'histoire et une émission de théâtre fut effectivement consommée au cours de l'année 1969. À l'instar de *Mémoire d'un continent*, le *Concours théâtral interafricain* de Françoise Ligier allait suivre une voie indépendante qui allait

131 Souligné par nous.

132 Françoise LIGIER, « Le Concours théâtral interafricain » cité par Guy Ossito MIDIOHOUAN, « Le théâtre négro-africain d'expression française depuis 1960, *op. cit.*

133 Thierry PERRET, Gervais NITCHEU, « Françoise Ligier : musique, théâtre et littérature sur les ondes », MFI Hebdo, Service Pro Culture et Société, 08/12/2006, www.rfi.fr.

134 « Le théâtre négro-africain d'expression française depuis 1960 », *op. cit.*

135 Exemple : *La parenthèse de sang* (1980).

faire son succès : aujourd'hui, l'émission fait partie des annales de l'histoire de Radio France Internationale.

1.2.4. Les débuts hésitants de *Mémoire d'un continent*

C'est en mars 1969 que fut officiellement lancée *Mémoire d'un continent*. Néanmoins, les dramatiques, celle qu'écrivit Tchicaya pour la première émission par exemple¹³⁶, ne furent définitivement supprimées qu'en 1970. Est donc à l'œuvre, le temps de trente-deux émissions étalées sur neuf mois, une série mixte se caractérisant par l'arrivée en force de l'histoire en tant que « science » et une volonté toujours patente de théâtraliser celle-ci. Entre-temps, Françoise Ligier était officiellement devenue responsable des programmes culturels, littéraires et historiques de coopération avec l'Afrique et s'attachait, en ce sens, à mêler l'utile à l'agréable.

Le changement le plus important est lié à l'arrivée de Jean Devisse (1923-1996) au « poste » de responsable historique de la série. Agrégé d'histoire à la fin des années quarante, Devisse (photo page 238, annexe n°6) s'était spécialisé au départ, comme bien d'autres historiens de l'Afrique, dans l'histoire européenne¹³⁷. Ce n'est qu'à la suite de son séjour de cinq ans au Sénégal, en tant que professeur d'histoire médiévale à l'Université de Dakar (1958-1963), qu'il découvre l'Afrique et se convertit, tout comme son aîné Raymond Mauny, en archéologue spécialisé dans l'Afrique de l'Ouest. Ce changement de cap n'a pas fait dévier pour autant Devisse des trajectoires médiévistes qu'il s'était fixées : on peut s'en convaincre à travers un ouvrage tel que *Les assises du pouvoir. Temps médiévaux, territoires africains* (1994) qui lie, comme on le voit, ses deux passions. Pour Devisse, l'histoire de l'Afrique relevait tout bonnement de l'urgence ; parce qu'elle touche à l'histoire des « races » entre eux – le mot était encore employé –, elle se faisait particulièrement sentir dans un monde occidental qui se méprisait depuis longtemps vis-à-vis d'un continent que d'aucuns voyaient comme une terre marquée du sceau de la malédiction.

Ce continent a besoin aujourd'hui de retrouver les voies d'une identité culturelle qu'il n'a pas. *Il faut que les Africains aient la liberté (...) de restituer cette identité culturelle et que nous y coopérons de notre mieux avec humilité (...)*¹³⁸. En ce qui concerne le monde blanc tout entier, nous ne déracinerons pas de toute une série de préjugés culturels et raciaux de l'homme blanc à l'égard de l'Afrique et des Africains¹³⁹, tant que nous n'aurons pas fait une analyse spectrale totale, correcte, des moments où sont apparus tels ou tels phénomènes culturels dans la mentalité de tous les Blancs à l'égard des non-Blancs¹⁴⁰.

136 « Adam est-il africain », émission n°1, mars 1969.

137 Sa thèse porte sur Hicmar, archevêque de Reims au IXe siècle : on peut difficilement faire plus éloigné de l'Afrique.

138 Souligné par nous.

139 Cf son ouvrage *L'image du Noir dans l'art occidental, tome II, Des premiers siècles chrétiens aux Grandes Découvertes*, 1979.

140 Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, op. cit., p. 37.

C'est à Jean Devisse qu'on doit le titre de la série « Mémoire d'un continent » : élément moins anecdotique qu'il n'y paraîtrait et qu'il fallait rappeler car le terme de « mémoire » renvoie directement à une vision moderne de l'Afrique qui consiste à prendre en compte l'idée que les Africains vivent quotidiennement avec le souvenir des grands faits et des grandes figures qui ont marqué leur continent. Le problème était le suivant : cette mémoire était encore très largement incomplète¹⁴¹. En ce sens, le travail que les historiens devaient mener était capital pour que l'unité africaine soit totale, quoiqu'énorme. C'est pourquoi Devisse fut aussi celui qui permit à l'émission de se doter d'une rigueur scientifique imparable et d'une volonté de laisser la parole aux chercheurs, élément indispensable pour faire évoluer le plus efficacement possible les mentalités. Jean Devisse était en effet un personnage éminemment intéressé par les problèmes de vulgarisation et d'enseignement : son action au sein de *Mémoire d'un continent* doit être comprise de la même manière que celle qui, plus tard, le verra participer, dans le cadre de l'UNESCO, à la rédaction d'ouvrages d'histoire générale de l'Afrique, ou encore publier des manuels à l'intention des collèves, entreprise à laquelle il s'est attelé avec l'aide de Joseph Ki-Zerbo : « cela ne me donne pas le sentiment d'être exclu de cette histoire, disait Devisse lorsqu'il parlait de cette nouvelle génération d'historiens africains dont Ki-Zerbo faisait éminemment partie, mais le sentiment de la relativité des résultats que je peux y apporter¹⁴² ».

C'est vers les chercheurs et scientifiques français que Devisse s'est tourné dans un premier temps : notamment, pour le premier numéro, au paléontologue Yves Coppens. C'est lui qui eut la charge d'animer pendant trois quarts d'heure – un format qui n'allait se réduire qu'en 1995 – une émission intitulée « Adam est-il africain ? ». L'esprit, on le voit, est un tantinet subversif ; le cap, lui, est définitivement scientifique. À cette époque, Coppens n'avait pas encore découvert Lucy mais travaillait déjà au CNRS et au Muséum d'Histoire Naturelle. Sa carrière, commencée en 1956 à seulement 22 ans, l'avait déjà mené au Tchad, en Mauritanie, en Algérie, en Tunisie et en Éthiopie. Ces expéditions avaient débouché sur des découvertes inédites. En outre, la thèse centrale de ses travaux était déjà ébauchée : l'Afrique orientale abrite le berceau de l'humanité. Faire commencer la série par les origines africaines de l'homme, par l'africanité de l'humanité, dirions-nous, correspond donc au choix de « refonder l'Histoire à partir de la matrice africaine » comme a pu le dire Joseph Ki-Zerbo¹⁴³. C'est aussi faire le choix d'une émission chronologique : un parti pris simple, voire banal selon Jean-Pierre Chrétien, mais logique étant donné la fragile jeunesse des connaissances sur l'Afrique à ce moment-là – en 1962, Henri Moniot considérait que son histoire restait

141 *Ibidem*, p. 23.

142 *Ibidem*, p. 31.

143 *À quand l'Afrique ? Entretiens avec René Holenstein*, Paris, éditions de l'Aube, 2003.

« pratiquement à faire¹⁴⁴ ».

Les quatre numéros postérieurs de mars-avril 1969 développent le thème de la préhistoire : c'est le nom de Jean Leclant (1920-2011) qui revient le plus souvent dans les archives – 4 fois – un égyptologue parmi les plus réputés au monde. Tous ces noms, Yves Coppens, Jean Leclant, mais aussi Lionel Balout, Raymond Mauny ou encore Georges Balandier, doivent nous persuader du niveau d'excellence que *Mémoire d'un continent* a souhaité atteindre dès ses origines ; ce niveau ne sera jamais vraiment réévalué à la baisse. Les dialogues écrits pour amener un minimum de fiction constituent cependant, encore et toujours, la partie délicate de l'émission et sont qualifiés de « terriblement factices¹⁴⁵ » par Jacqueline Sorel qui les supprime définitivement en 1970 pour contribuer à lancer *Mémoire d'un continent* sur de nouveaux rails.

144 « Pour une histoire de l'Afrique noire » in: *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 17e année, n° 1, 1962. pp. 46-64.

145 Cité par Guy ROBERT, « Mémoire d'un Continent : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique », *op. cit.*

2. L'ÉMISSION DES AFRICANISTES (1970-1971)¹⁴⁶

Très vite, *Mémoire d'un continent* se fit un nom dans le petit milieu des chercheurs français travaillant sur l'Afrique : mais de qui s'agissait-il exactement ? En fait, en 1970, il n'y avait encore que très peu d'historiens de l'Afrique en tant que tels¹⁴⁷ mais des chercheurs divers qui prenaient le continent comme source inédite de réflexions et de recherches, quelle que soit la science humaine qui se rattachait à ce désir ; c'est pourquoi il semble plus juste de parler des « activités » africanistes plutôt que d'un africanisme généralisé, terme sans doute exagéré.

D'autre part, nous étions seulement dix ans après la fin de la colonisation : les intellectuels piqués par le virus de l'Afrique étaient empêtrés dans une époque où l'érudition « blanche » vis-à-vis des « Noirs » résonnait, d'après les termes de Jean de la Guérivière, bien davantage comme un « remède au trouble de conscience¹⁴⁸ » que comme une volonté purement scientifique. Ce « remède » était évidemment lié au complexe engendré par des siècles de racisme exprimé à l'égard des Africains : il consistait à remplacer l'humanisme démasqué du colonialisme par le nouvel humanisme de la coopération scientifique. L'Afrique Noire devenait ainsi le terrain de recherche d'une équipe restreinte mais plurielle où sociologues, ethnologues, historiens et linguistes de renom partaient traquer une vérité, qui ne faisait pas forcément l'éloge de la France, mais qui demeurait essentielle à rétablir, une vérité à laquelle la cheville ouvrière de l'émission qu'était Jean Devisse aspirait de ses vœux :

Dans le dialogue avec l'Afrique, il y a des sujets extrêmement brûlants qu'il ne faut pas hésiter à aborder. (...) Il faut aller à fond, il faut aller au bout, il faut aller jusqu'au moindre détail de l'analyse. Tout le monde doit le faire avec une très grande honnêteté et un très grand calme. Ni les uns, ni les autres, ne sommes responsables de nos ancêtres. Par conséquent, il y a des sujets qu'il est urgent d'aborder pour la naissance d'un esprit international historique. C'est vrai de la traite. C'est vrai des relations entre l'Islam et l'Afrique. C'est vrai pour bien d'autres questions qui apparaîtront peu à peu¹⁴⁹.

146 La période de *Mémoire d'un continent* dont nous allons parler correspond aux émissions qui furent par la suite rediffusées sur France Culture en 1996 en mode nocturne comme nous l'avons expliqué dans notre introduction (voir page 21). Elles bénéficient d'un développement assez long par rapport aux autres périodes qui s'explique par cet accès unique aux archives et non par une préférence qualitative. Il s'agit de 14 émissions sur 83 intitulées par ordre chronologique : « L' Afrique vue par les Européens », « Navigation sur les côtes occidentales », « Les comptoirs », « La traite » (2 émissions), « Le royaume de Congo » (2 émissions), « Afrique de l'Est et Portugal », « Le royaume de Monomotapa », « Mouvements antiesclavagistes anglais », « Lutte contre la traite », « Les colonies d'affranchis », « Explorations en AOF » et « Commerce au XVIIIe en AOF ».

147 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien (19/03/2012)*, annexe n°3, page 227.

148 *Les fous d'Afrique, histoire d'une passion française*, op. cit., p. 242.

149 In Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l' Afrique est-elle possible ?*, op. cit., p. 37.

2.1. UN CASTING POST-COLONIAL

C'est la diversité des acteurs de l'émission à ses débuts que nous souhaitons interroger ici. Cette diversité concerne aussi bien les métiers que les origines géographiques, sociales, économiques et culturelles des invités. Elle relève de l'Histoire et porte en elle l'héritage d'une colonisation qu'on pourrait qualifier de « douce », en écho à l'expression couramment usitée de décolonisation « douce » des territoires français en Afrique ; « douce » au sens où *Mémoire*, et c'est sa caractéristique la plus intéressante durant cette période, s'est faite la porte-voix des anciens acteurs de la colonisation qui avaient pris le parti d'apprécier l'Afrique sous l'angle historique et humain. L'émission apparaît alors comme une séance de dissection de l'histoire des relations entre l'Europe et l'Afrique faite par ceux qui ont participé de cette histoire ou furent intégrés dans cette histoire.

2.1.1. Jean-Pierre Chrétien : de la coopération enseignante à la coopération radiophonique

En 1970, Jean Devisse céda ses fonctions de responsable historique de l'émission à Jean-Pierre Chrétien le temps de 82 émissions. Celui-ci était âgé seulement de 31 ans mais un rapide coup d'œil sur sa biographie permet de comprendre ce changement. Comme tous les autres, Jean-Pierre Chrétien « ne connaissait rien à l'Afrique avant d'y aller¹⁵⁰ » mais, une fois n'est pas coutume, c'est l'Afrique orientale qui suscita son intérêt : en 1964, il partit enseigner l'histoire à l'École Normale des Instituteurs de Bujumbura au Burundi. Le pays était indépendant depuis seulement deux ans¹⁵¹. En cette année 1964, la Coopération prenait une forme adulte en Afrique : Chrétien fait en effet partie des 35 mille coopérants envoyés cette année-là sur le continent et des quelques centaines de milliers d'enseignants que cela comprenait, tous engagés sur la base du volontariat¹⁵². Jean-Pierre Chrétien n'est alors pas un cas isolé : au même moment, les historiennes de l'Afrique Claude-Hélène Perrot et Hélène d'Almeida-Topor étaient elles aussi parties enseigner, l'une à Abidjan, l'autre à Porto-Novo (Bénin)¹⁵³.

150 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien (19/03/2012)*, annexe n°3, page 227.

151 Le Burundi, avec le Rwanda, fait partie d'un territoire anciennement unifié nommé Ruanda-Urundi colonisé par l'Allemagne puis par la Belgique. L'indépendance des deux États ne fut effective que deux ans après la grande déferlante de 1960. Ceci s'explique par les difficultés ethniques que l'on connaît. En 1964, paraît-il, le Burundi indépendant ne figurait même pas dans le dictionnaire *Larousse* (Philippe CHRÉTIEN, « Mon frère, l'Afrique et moi » in Christine DESLAURIER, Dominique JUHE-BEAULATON (dir.), *Afrique, terre d'Histoire. Au cœur de la recherche avec Jean-Pierre Chrétien*, Paris, Khartala, 2007, p. 29).

152 Stéphane HESSEL, « De la décolonisation à la coopération » in *Esprit*, n°7-8, juillet-août 1970, p. 10.

153 Marie-Albane de SUREMAIN, « Histoire coloniale et/ou histoire de l'Afrique ? Historiographies de l'Afrique subsaharienne, XIXe-XXIe siècles » in Oissila SAAÏDIA, Laurick ZERBINI (dir.), *La construction du discours colonial, L'empire français au XIXe et XXe siècles*, Paris, éditions Khartala, 2009, p. 50.

Au Burundi, où la colonisation avait été particulièrement discriminante envers les Noirs, les enseignants natifs du pays se comptaient sur les doigts d'une main¹⁵⁴. Assigné donc de la mission de livrer à ces futurs instituteurs les méthodes « à la française » de l'enseignement de l'histoire, Jean-Pierre Chrétien découvrit un nouvel univers : « la coopération dans l'enseignement était une manière très formatrice de découvrir d'autres cultures, dit-il, et beaucoup d'autres historiens comme moi sont passés par cette étape : c'est grâce à ce service national qu'on a connu l'Afrique¹⁵⁵ ».

À l'instar de Jean Devisse, Jean-Pierre Chrétien se destinait en effet à une spécialité toute autre : l'histoire contemporaine de l'Allemagne. Dans les années cinquante, ses professeurs se nommaient Robert Fossier et Robert Boutruche¹⁵⁶ et ses compagnons d'agrégation Jean-Pierre Azéma, Michel Winock et Jean-Pierre Rioux¹⁵⁷. C'est donc bien à partir de cette année 1964 que l'itinéraire de Chrétien sortit littéralement du lot. S'intéresser à l'Afrique était encore perçu comme une bizarrerie par l'intelligentsia universitaire. « C'est un effort pour saisir dans son immensité et son obscurité obstinée le passé multiple, décevant et inorganisé de l'Afrique Noire », disait encore Fernand Braudel en 1972¹⁵⁸. Et pourtant, c'est lorsqu'il incorporait, à Bujumbura, des données relatives à l'histoire du continent noir et qu'il constatait le succès que cela générait auprès des élèves que Jean-Pierre Chrétien réalisa qu'il y avait là tout un domaine à exploiter. Par ailleurs, en 1965, paraissaient deux ouvrages fondamentaux : *La tradition orale* de Jan Vansina et *Décoloniser l'histoire* de Mohamed Sali. Dans le petit milieu qui s'intéressait à l'Afrique, ces deux livres révolutionnèrent les réflexes, méthodologiques d'une part, idéologiques de l'autre ; au même moment, Chrétien montait avec ses étudiants un collectif destiné à mettre en lumière l'histoire précoloniale du Burundi et développait, pour ce faire, la méthode si longtemps rejetée de l'histoire orale¹⁵⁹, seule capable de restituer l'ancien prestige de la région dite des Grands Lacs. Cette coopération de terrain que Chrétien construisait sur place se concrétisa, plus tard, en une coopération scientifique institutionnalisée entre le laboratoire parisien du CRA (Centre de Recherches Africaines, Paris 1) et le laboratoire d'histoire de l'Université de Bujumbura¹⁶⁰.

Une fois revenu en France, en 1968, Jean-Pierre Chrétien fit la connaissance de Jean

154 Christine DESLAURIER, Dominique JUHE-BEAULATON, « Jean-Pierre Chrétien, un historien dans son temps » in Christine DESLAURIER, Dominique JUHE-BEAULATON (dir.), *Afrique, terre d'Histoire. Au cœur de la recherche avec Jean-Pierre Chrétien*, op. cit., p. 8.

155 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien* (19/03/2012), annexe n°3, page 227.

156 Deux des principaux historiens français de la seconde moitié du XXe siècle, spécialistes du Moyen Âge occidental.

157 Tous trois grands spécialistes de l'histoire contemporaine de la France, de la IIIe République et de la Seconde Guerre Mondiale.

158 « Préface » in Joseph KI-ZERBO, *Histoire de l'Afrique Noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1978, p. 5.

159 Pour comprendre la longue assimilation de l'oralité dans le champ de l'historien au XXe siècle, voir l'ouvrage de Florence DESCAMPS, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001, 864 p.

160 Raymonde BONNEFILLE, « Histoire forestière et climatique au Burundi d'après l'analyse pollinique des tourbières » in Christine DESLAURIER, Dominique JUHE-BEAULATON (dir.), *Afrique, terre d'Histoire. Au cœur de la recherche avec Jean-Pierre Chrétien*, op. cit. p. 35.

Devisse. Ces deux-là partageaient deux croyances : celle de l'historicité de l'Afrique et celle des vertus de l'enseignement¹⁶¹. C'est donc tout naturellement qu'il lui succéda pour conseiller, mettre en place et animer le tout nouveau projet de la DAEC – Direction des Affaires Extérieures et de la Coopération, nouveau nom de l'OCORA depuis 1969. Toutefois, sa spécialisation sur le Burundi l'avait empêché, d'une part de connaître à fond l'histoire du reste du continent, d'autre part de tisser des liens avec les chercheurs travaillant sur les autres régions. C'est la raison pour laquelle Devisse ne s'effaça en fait qu'à moitié, car lui connaissait beaucoup mieux les partenaires possibles. Le manque d'historiens d'Afrique, on l'a dit, était en effet notable à cette époque : une exception française ? C'est ce que soutient par exemple Catherine Coquery-Vidrovitch. Pour elle, l'école de langue anglaise (les Britanniques mais aussi les Nigériens, les Kenyans, les Tanzaniens...) était en avance d'une génération¹⁶². C'est sans doute la raison pour laquelle Jean-Pierre Chrétien vint à Londres, fin 1970, interviewer pour *Mémoire d'un continent* l'historien Roland Oliver¹⁶³, fondateur de la prestigieuse revue *The Journal of African History*.

Quant à Jacqueline Sorel, l'« abeille industrielle » de la radio mondiale (Guy Robert), elle accéda à la gestion toute entière de l'émission, bien que tout à fait ignorante du passé de l'Afrique ; sa mission résidait ailleurs : contacter et recevoir les invités le mercredi, jour de l'enregistrement de l'émission, et surtout s'assurer que le contenu des programmes rentrait bien en adéquation avec les désirs des directeurs des radiodiffusions africaines qui, une fois qu'ils étaient en possession des enregistrements, les diffusaient sur leur antenne, un travail donc beaucoup plus conséquent que celui d'une simple attachée de production d'aujourd'hui. De plus, si les apparitions de Sorel au micro de *Mémoire* se comptent sur les doigts d'une main, elle a tout de même tenu, pour le lancement de l'émission, à annoncer elle-même, juste après le générique à base de tambours et de flûtes africains¹⁶⁴ qui allait devenir emblématique, ce en quoi allait consister l'émission :

Sur une carte, l'Afrique peut être comparée à un immense point d'interrogation. Le mystère africain vient d'une incompréhension, d'une méconnaissance de l'histoire d'un continent qui après avoir longtemps été coupé de l'Occident a suscité l'intérêt et la curiosité des Européens. Dans cette série que nous présentons à partir d'aujourd'hui, ce sont les rapports entre l'Afrique et ces pays d'Europe dont nous allons rechercher la mémoire. Jean-Pierre Chrétien, de la faculté de Lille, dirigera cette enquête avec ceux qui ont enrichi nos connaissances sur le continent noir¹⁶⁵.

161 « On avait la même sensibilité sur l'histoire d'Afrique, et puis un article qui traitait du Moyen Age africain que j'avais publié dans *l'Information historique*, une revue de vulgarisation pour les enseignants du secondaire, avait attiré son attention » (voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien* (19/03/2012), annexe n°3, page 227).

162 Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible*, op. cit., p. 34.

163 « L'implantation britannique en Afrique », émissions n°112-113.

164 Générique qui fait partie d'une collection de sons et de musiques du monde enregistrés dès les années cinquante, paraît-il, par Pierre Schaeffer lui-même, une collection qui deviendra la collection « OCORA Radio France », label des éditions discographiques de la radio française de service public.

165 Jean-Pierre CHRÉTIEN (prés.), François de MEDEIROS (part.), « L'Afrique vue par les Européens », *Mémoire d'un continent*,

« Enquête », « mémoire » : des termes montrant qu'il y a là une réelle aventure culturelle à mener. Mais cet extrait ne montre-t-il pas aussi explicitement que le but était moins de raconter l'Afrique en tant que telle que l'histoire de la rencontre entre l'Europe et l'Afrique ? Sorel le confirme : « nous cherchions à déterminer dans quelle mesure l'arrivée des Européens sur les côtes d'Afrique a influencé le cours de l'histoire intérieure de ces régions¹⁶⁶ ».

L'époque était en effet propice à ce genre de questionnements : comme nous l'avons dit, les dix ans qui séparaient le lancement de *Mémoire d'un continent* des indépendances avaient amené les intellectuels à décrire, remettre en question, quelque fois dénoncer, le rôle que l'Europe avait mené vis-à-vis de l'Afrique depuis l'époque moderne. Charles-André Julien (1891-1991), Jean Suret-Canale (1921-2007) et Jean Devisse étaient alors les historiens les plus critiques sur cette question : « pour l'Europe, l'Afrique n'est qu'un continent-occasion, un pion », a pu par exemple déclarer Devisse au micro de *Mémoire d'un continent*¹⁶⁷. Mais le grand réquisitoire de la colonisation, celui qui mobilisa médias, politiques, opinion publique et descendants, fut plus tardif. La « fracture coloniale » dont parle l'historien Pascal Blanchard ne se situait, en 1970, qu'à une première dimension strictement historico-historienne étrangère aux enjeux populaires de mémoire et d'identification sociale¹⁶⁸. En ce sens, l'enjeu initial de *Mémoire d'un continent* n'était pas de « taper » à tout va sur la colonisation mais de retracer la manière avec laquelle le continent fut peu à peu découvert puis exploité et comment il se défendit de la pénétration européenne¹⁶⁹.

2.1.2. Quand les anciens coloniaux racontaient l'Afrique

À l'époque, deux grands noms dominaient les études historiques sur l'Afrique : Hubert Deschamps (1900-1979) et Robert Cornevin (1919-1988). À eux deux, ils totalisèrent dix apparitions dans l'émission de 1970 à 1971, soit 12% de la totalité des numéros. Pourtant, Deschamps et Cornevin étaient d'anciens acteurs du système colonial et aucun d'eux n'avait suivi de formation historique, ni même universitaire. Au cours de leur carrière exercée dans l'administration coloniale, ils s'étaient tous deux intéressés spontanément, à la manière de Maurice Delafosse¹⁷⁰, à

émission n° 32, DAEC, 1970 (rediff. France Culture, 1996).

166 Jacqueline SOREL (prés.), Jean-Pierre CHRÉTIEN (part.), « Le royaume de Monomotapa », *Mémoire d'un continent*, émission n° 45, DAEC, 1970 (rediff. France Culture, 1996).

167 Jean-Pierre CHRÉTIEN (prés.), Jean DEVISSE (part.), « L'Afrique vue par les Européens », *Mémoire d'un continent*, émission n° 32, OCORA, 1970 (rediff. France Culture, 1996).

168 Pascal BLANCHARD, Nicolas BLANCEL, « Avant-propos. Culture post-coloniale : le temps des héritages » in Pascal BLANCHARD, Nicolas BLANCEL (dir.), *Culture post-coloniale 1961-2006, Traces et mémoires coloniales en France*, op. cit., p. 12.

169 Exemples : « Révoltes peuls au XVIIIe siècle » (n°69), « El Hadj Omar » (n°70), « Ranavaola I » (n°80).

170 Né en 1870 et mort en 1925, Delafosse fut, entre autres, administrateur de Côte d'Ivoire. Il écrivit beaucoup d'ouvrages sur les populations qu'il avait observées. Il est l'auteur en 1927 de cette phrase qui, encore, pouvait choquer : « Les peuples de l'Afrique n'ont pas marché au même pas que les peuples d'Europe, mais cela ne prouve nullement qu'ils leur sont inférieurs. Qui sait, en effet, si les derniers n'ont pas marché trop vite ? » (*Les Nègres*, Paris, éditions L'Harmattan, 2005 rééd., p. 10).

l'histoire des régions qu'ils administraient ou gouvernaient – le poste d'administrateur colonial étant un échelon en-dessous de celui de gouverneur. Est-ce un paradoxe, pour une émission résolue à ne pas tisser des lauriers à la colonisation, d'inviter au micro des anciens colons ? Pour Jean-Pierre Chrétien, Deschamps et Cornevin étaient tout bonnement incontournables : il nous faut donc comprendre pourquoi.

Tous deux avaient commencé par étudier au sein de la prestigieuse ENFOM (École Nationale de la France d'Outre-Mer), un centre de formation administrative à l'intention des colonies. Deschamps décrocha son diplôme en 1926 auquel s'ajoutait un diplôme de malgache : c'est donc naturellement à Madagascar qu'il fut nommé administrateur. En 1936, après dix années de loyaux services passés sur la Grande Île, il rentra en France et s'initia à la politique dans le gouvernement de Front Populaire qu'il quitta en 1938 pour présenter une thèse à la Sorbonne sur un sujet si atypique que les universitaires crurent à un canular¹⁷¹ : une étude anthropologique sur la société Antaisaka, une population des côtes malgaches. Cette étude constituait le fruit de dix ans de recherches que Deschamps avait menées parallèlement à ses fonctions : elle ne fut cependant appréciée à sa juste valeur par le corps universitaire que vingt-cinq ans après, lorsque Deschamps entra à la Sorbonne en tant que professeur d'histoire africaine. Pendant l'Occupation, Deschamps continua de servir la France en gouvernant la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta et enfin le Sénégal : mis à la retraite à la fin de la guerre – en raison de son attitude collaborationniste d'après Marie-Albane de Suremain¹⁷² –, il se consacra exclusivement à ses activités de recherche et d'écriture. À l'instar de beaucoup d'anciens gouverneurs comme Delafosse ou Maurice Delauney, Deschamps témoigna en 1974 de son expérience dans un ouvrage modestement intitulé *Roi de la brousse* : « la colonisation, écrit-il, m'offrait un idéal noble, voué au progrès. En outre, elle répondait à un besoin fondamental de curiosité et de dépaysement (...). Le bonheur était là, simple, gratuit et se confondant avec la tâche élue¹⁷³ ». Aujourd'hui, ce genre de propos passerait difficilement ; dans les années soixante-dix, toutefois, on souhaitait établir une continuité entre l'action française menée en Afrique avant et après les indépendances.

Les deux premières émissions dans lesquelles intervint Deschamps traitèrent logiquement de Madagascar. Les autres relevèrent plutôt du Deschamps-historien que du Deschamps-administrateur mais il est intéressant de constater que son passé d'administrateur ne fut en fait jamais explicitement mentionné. Était-il en effet prudent de rappeler que Deschamps avait pris part à la colonisation ? Quoiqu'il en soit, nous sommes, avec ces émissions, dans une logique de devoir de mémoire car le

171 Jean CLAUZEL, *La France d'Outre-Mer (1930-1960)*, Paris, éditions l'Harmattan, 2003, p. 751.

172 « Histoire coloniale et/ou histoire de l'Afrique ? Historiographies de l'Afrique subsaharienne, XIXe-XXIe siècles » in Oissila SAAÏDIA, Laurick ZERBINI (dir.), *La construction du discours colonial, L'empire français au XIXe et XXe siècles, op cit.*, p. 46.

173 Cité par Pierre SALMON, « Hubert Jules Deschamps », site de l'Académie Royale des Sciences d'Outre Mer.

principe selon lequel l'esclavage est « à l'origine du racisme » fut rappelé tout du long. Par ailleurs, les choix musicaux furent à propos : une émission sur l'esclavage fut par exemple rythmée par l'utilisation régulière et quasi-fantomatique du negro-spiritual *Nobody knows the troubles I've seen*, plainte qui constitue un instant l'arrière-plan sonore d'un poème de René Depestre¹⁷⁴ intitulé *Minerai Noir* :

Quand la sueur de l'Indien se trouva brusquement tarie par le soleil
 Quand la frénésie de l'or draina au marché la dernière goutte de sang indien
 De sorte qu'il ne resta plus un seul Indien aux alentours des mines d'or
 On se tourna vers le fleuve musculaire de l'Afrique
 Pour assurer la relève du désespoir (...)

Regardons maintenant les émissions où Robert Cornevin est intervenu : « le Cameroun au XIXe siècle » et « le Togo au XIXe siècle » ; manifestement, ce dernier apparaissait comme le spécialiste incontesté des anciennes colonies allemandes en Afrique. Cornevin avait en effet passé une partie de sa carrière au Togo de 1948 à 1956. Si dès 1939, il avait commencé à collecter les traditions orales et à recueillir des données sur les sociétés africaines, ce sont les sociétés montagnardes du Nord du Togo sur lesquelles il commença ses premières vraies recherches. Au sortir de cette expérience togolaise, il publia une somme « sans précédent ni équivalent » (Jean Suret-Canale¹⁷⁵), ambitieusement intitulée *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours* : un livre pionnier qui ne permit pourtant quasiment jamais à Cornevin de livrer à *Mémoire d'un continent* des modalités d'histoire africaine globale. À l'inverse, son rôle d'ancien administrateur fut particulièrement mis en avant, contrairement à Deschamps, comme en 1984 lors d'une émission intitulée « L'administration coloniale en question » (n°770). Cornevin dut même quelques fois raviver au micro de RFI le souvenir d'un système colonial consciencieux et humaniste loin des jugements péjoratifs :

M. AMENGUAL : On ne peut que constater en lisant les livres écrits par M. Suret-Canale ou M. Cornevin, combien leur optique est différente ; et l'on se demande dans quel camp se trouve la véritable Histoire, tant l'engagement politique de l'un et de l'autre est différent, sinon opposé.

R. CORNEVIN : Je n'ai pour ma part aucun engagement politique. J'ai pour le travail de M. Suret-Canale le plus grand respect (...). Si je ne suis pas d'accord avec lui, c'est sur certains jugements qu'il a portés sur l'administration coloniale, à laquelle j'ai appartenu. *Je pense que ses jugements sur les administrateurs, les médecins, les missionnaires ne font pas à ceux-ci la part de vocation désintéressée et d'idéal qui était les leur*¹⁷⁶.

174 René Depestre est un poète haïtien qui fut expulsé de France en 1950 pour ses activités en faveur de la décolonisation et qui voyagea beaucoup, notamment à Cuba. Il fut l'un des participants au Congrès des Artistes et Écrivains Noirs de 1956 à la Sorbonne, à Paris.

175 « Robert Cornevin », *Encyclopédie Universalis*.

176 Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, op. cit., p. 21.

C'est Cornevin qui, entre autres, contribua fortement à faire de l'histoire précoloniale de l'Afrique une branche disciplinaire à part entière. À l'instar de Hubert Deschamps, il est donc un de ces pionniers qui construisirent une grille de lecture scientifique de la colonisation tout en en ayant fait partie¹⁷⁷. D'ailleurs, ces deux anciens administrateurs ne furent pas les seuls à venir peupler *Mémoire d'un continent*. On peut citer également Yves Person (1925-1982), ancien administrateur de Guinée et auteur d'une thèse monumentale sur le combattant anticolonial Samori Touré¹⁷⁸, ainsi qu'un ancien missionnaire du nom de Jean Barassin (1911-2011). Ces anciens propagateurs des valeurs de la France devenus spécialistes incontestés montre que la colonisation avait au moins ceci de « positif » qu'elle permettait à ses administrateurs de connaître sur le bout des doigts des régions marginalisées et de faire profiter le public de ces connaissances. *Mémoire d'un continent* fut certainement la toute première émission à solliciter ces connaissances et ces hommes privilégiés.

2.1.3. La radio et les chercheurs français sur l'Afrique : histoire d'une première rencontre

Lorsqu'on écoute les archives de cette année 1970, on constate que l'invité est davantage qu'un simple invité tel que nous l'entendons aujourd'hui : il influe directement sur l'esprit et la forme du programme. Dans la mesure où la bibliographie relative à l'histoire du continent noir était encore très restreinte, les spécialistes demeuraient aisément identifiables ; et donc difficilement contestables. Leur discours relevait donc quasiment de celui du maître.

D'abord, ces émissions de quarante-cinq minutes bénéficiaient d'un aspect narratif incontestable : c'est le cas d'une en particulier sur les navigations portugaises le long des côtes occidentales de l'Afrique (n°38). Pour raconter cette histoire proche de l'épopée, Michel Mollat fut désigné : un africaniste reconnu ? Non, mais ce disciple de Braudel est, toujours aujourd'hui, le meilleur spécialiste d'histoire navale ; d'où de nombreuses parenthèses techniques sur les caravelles, les nefes et les navires, sur les conditions météorologiques et les itinéraires empruntés par Vasco de Gama et Bartolomeu Dias¹⁷⁹. Ce thème des Grandes Découvertes, indissociable de l'époque moderne, avait besoin d'être raconté à la manière d'une aventure ou d'un roman à rebondissements. C'est pourquoi les deux intervenants exagérèrent presque leur rôle sur la base d'un dialogue où chacun rebondit sur ce que dit l'autre, un peu à la manière de *Rendez-vous avec X* aujourd'hui (France Inter) : on peut même entendre quelques fois les pages se tourner, preuve que l'émission

177 Sophie DULUCQ, Colette ZYTNIKI, « Penser le passé colonial français », *Vingtième Siècle*, n° 86, février 2005, p. 59-69.

178 *Samori, une révolution dyula*, 1968.

179 Exemple : « pour le retour, on a attendu le changement de direction de la mousson, tradition millénaire des navigateurs de l'Océan Indien ».

était rédigée au préalable avec l'invité – cela se faisait beaucoup à l'époque mais il est vrai qu'une émission d'histoire de quarante-cinq minutes ne s'improvise pas. Peu de place est donc laissée à l'improvisation¹⁸⁰ : la priorité était de faire passer un maximum d'informations pour des auditeurs africains qui ne pouvaient bien évidemment pas aller écouter les professeurs en question dans leur séminaire ; c'est là tout l'intérêt des émissions culturelles de l'ex-RFI : offrir une alternative d'enseignement à des populations souvent isolées¹⁸¹.

Un universitaire bien connu ayant fait honneur à *Mémoire d'un continent* fut Georges Balandier. Ce sociologue et anthropologue, qui avait créé en 1962 la toute première chaire de sociologie africaine à la Sorbonne, est un chercheur ayant beaucoup mis l'accent sur la déontologie dont devait se munir l'anthropologue à l'égard des populations qu'il étudiait¹⁸². Le succès de sa chaire avait été vif auprès des étudiants et avait nettement contribué à les faire s'intéresser à la notion de « tiers-monde » que lui-même avait lancée avec Alfred Sauvy dans les années cinquante. Parmi ces élèves, il y avait un certain Elikia M'Bokolo qui reprendra *Mémoire d'un continent* en main en 1995. Ce dernier, lorsqu'il était étudiant, trouvait dans les propos de Balandier un intérêt absent des autres enseignements parisiens sur l'Afrique, tous baignés selon lui d'un « paternalisme déplaisant¹⁸³ ». Au contraire, Balandier voulait étudier « ce qui bouge, ce qui est en mouvement¹⁸⁴ » : une prise de position scientifique qui peut paraître anodine aujourd'hui mais qui, à l'époque, contrastait avec l'intemporalité dans laquelle on enfermait souvent le continent. De là parut *La vie quotidienne au royaume de Kongo aux XVIe-XVIIIe siècles* (1965), un ouvrage fait par un non-historien très admiré des historiens¹⁸⁵.

L'émission avait toutefois ceci d'étrange qu'elle n'offrait jamais, contrairement à aujourd'hui, une présentation claire et précise de l'invité ou du participant, de sa carrière, de ses apports, de ses ouvrages et de ses expériences. Seul le nom était mentionné : pour le cas de Balandier, les auditeurs n'eurent droit qu'à cet unique petit développement : « monsieur Balandier va pouvoir nous apporter les lumières de la sociologie pour étudier la réalité de ces rapports et analyser cette première acculturation, comme disent les sociologues¹⁸⁶ ». On peut penser que ce dernier était déjà connu des auditeurs pour avoir côtoyé de grandes figures – Senghor, Sékou Touré –, produit des ouvrages

180 Exemple : « Quelles sont maintenant les incidences sur le fonctionnement politique du royaume ? Dans ce cas, les analyses se trouvent complexes. Il semble que etc. ».

181 Ceci vaut toujours aujourd'hui avec cette nuance que l'urbanisation des modes de vies africains a changé la donne.

182 Voir *Afrique ambiguë*, Paris, Plon, 1957, 430 p. ou *Histoires d'ailleurs*, Paris, éditions Stock, 1977, 320 p.

183 Daniel BERMOND, « Le parcours africain d' Elikia M'Bokolo », *L'Histoire*, n°295, p. 5.

184 Cité par Sophie PUJAS, « Entretien avec Georges Balandier », « Comprendre l'Autre, les textes fondamentaux », Le Point Références, mai-juin 2011, p. 65.

185 Elikia M'BOKOLO, « Rencontre Internationale. Il était une fois les indépendances africaines...La fin des Empires? », Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2012, site de l'EHESS.

186 Jean-Pierre CHRÉTIEN (prés.), « Le royaume de Kongo », *Mémoire d'un continent*, n° 42, DAEC, 1970 (rediff. France Culture, 1996).

remarqués – *Sociologies des Brazzavilles Noires*, 1955 – et co-rédigé pendant un temps la revue *Présence Africaine* mais il paraît peu probable que sa renommée ait dépassé les cercles intellectuels franco-africains. Du reste, pourquoi les autres chercheurs invités ne bénéficiaient-ils pas d'une mise en lumière de leurs travaux ? Probablement parce que Jean-Pierre Chrétien considérait l'émission comme un vrai travail de vulgarisation dont la priorité était bien de « faire connaître l'histoire d'Afrique, faire savoir que l'Afrique a une histoire¹⁸⁷ », beaucoup plus que de faire connaître l'état de la recherche, les institutions adéquates et les chercheurs en présence : une étape qui ne sera franchie que bien plus tard.

Au milieu d'invités prestigieux tels l'anthropologue Claude Meillassoux, le linguiste Pierre Alexandre ou l'archéologue Lionel Balout, *Mémoire* tenait toutefois à s'affirmer comme une émission à dominante historique. Autrement, elle n'aurait pas laissé tant de place à Henri Brunschwig (1904-1989) : 10 participations sur 82 émissions. De dix ans le cadet de Charles-André Julien, Brunschwig faisait partie de la même mouvance historique mais se distinguait par des engagements politiques différents. C'est une personnalité atypique qui s'est surtout intéressée aux thèmes de l'impérialisme colonial et de la colonisation européenne de l'Afrique au XIXe siècle – il pensait que l'histoire du continent noir avant 1800 était vaine¹⁸⁸, idée très discutable et très discutée chez les africanistes qu'il finira par renier à la fin de sa vie¹⁸⁹. Ceci étant, ses fines connaissances de l'histoire de la colonisation ont formé de nombreux disciples et expliquent son importante participation à *Mémoire d'un continent* (« Bismarck », « La conférence de Berlin », « Pierre Savorgnan de Brazza » etc.). Fils spirituel des historiens de l'École des *Annales* et de la VIe Section de l'École Pratique des Hautes Études (Marc Bloch, Lucien Febvre), Brunschwig a beaucoup contribué à rendre visible l'histoire coloniale : c'est lui par exemple qui a créé le séminaire sur l'Afrique à l'EHESS que M'Bokolo reprendra à son compte en 1976¹⁹⁰, nouvelle preuve du lien étroit qui a toujours existé entre *Mémoire d'un continent* et la vie scientifique africaniste en France. À terme, Brunschwig est celui qui influa le plus sur l'émission de 1970 à 1971, car, comme on le voit ci-dessous, c'est sa spécialité, l'histoire contemporaine, qui tira son épingle du jeu¹⁹¹ :

187 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien* (19/03/2012), annexe n°3, page 227.

188 Jean-Louis TRIAUD, « Henri Brunschwig », *Encyclopédie Universalis*.

189 *Ibidem*.

190 *Ibidem*, p. 50.

191 Ce tableau a toutefois ses limites : d'une part, parce que les périodisations choisies sont très discutables – beaucoup d'historiens critiquent le fait que l'on applique nos périodisations occidentales sur l'histoire africaine –, d'autre part parce que certaines émissions non écoutées comme « la région des Grands Lacs » (n°36) donnent davantage d'indications géographiques qu'historiques. Nous souhaitons cependant montrer, de par le nombre de titres d'émissions finissant par « ... au XIXe siècle » – 11 ! – et le nombre de spécialistes de l'Afrique contemporaine en présence (Catherine Coquery-Vidrovitch, Brunschwig, Yves Pasquier, Marc Michel), que cette période bénéficia au final d'un traitement tout particulier au sein de l'émission à ses débuts.

Afrique préhistorique et antique	Moyen Âge (Ve-XIIIe)	Époque moderne (XIVe-XVIIIe)	XIXe siècle
4	8	20	50

Dans les années soixante-dix, une nouvelle génération de chercheurs (Hélène d'Almeida-Topor, Claude-Hélène Perrot, Pierre Boilley, Catherine Coquery-Vidrovitch) contribuera à modifier l'enseignement de l'histoire coloniale en France telle que la pratiquait Brunshwig *via* de nouveaux centres de recherche (CRA, Paris 1 ; Paris 7) marquant une rupture symbolique avec le temps où l'on faisait se confondre histoire de l'Afrique et histoire de la colonisation. Les perspectives se recentrèrent sur les colonisés plutôt que sur les colonisateurs – exemple, *Le partage de l'Afrique Noire* de Brunshwig –, sur les résistances plutôt que les conquêtes et surtout sur l'idée que la colonisation ne constituait pas l'entrée de l'Afrique dans l'histoire¹⁹². Malgré tout, l'histoire de la colonisation est un domaine qui demeura longtemps marginal¹⁹³ : on peut s'en convaincre aujourd'hui au regard de cette fameuse loi qui, en 2005, voulait faire apprendre aux collégiens les aspects positifs de la colonisation.

2.1.4. Le point de vue africain : une « autre version » ?

Dix ans après les indépendances, l'idée selon laquelle il fallait laisser aux historiens africains émergents – les « historiens de l'intérieur » comme disait Devisse – le privilège de (ré)écrire leur histoire faisait consensus parmi les chercheurs français – Catherine Coquery-Vidrovitch¹⁹⁴, Jean Suret-Canale¹⁹⁵, Robert Cornevin¹⁹⁶ etc. Cette notion de réécriture de l'histoire était apparue avec *Nations, nègres et cultures* de Cheikh Anta Diop et s'était poursuivie avec les écrits de Abdoulaye Ly, premier Africain à avoir obtenu un doctorat d'histoire en métropole (1955), relayée dans de nombreux articles de la revue d'Alioune Diop *Présence Africaine*¹⁹⁷, particulièrement mise en exergue en 1956 au Congrès des Écrivains Noirs et ré-affirmée dans les tracts de l'organisation syndicale étudiante FEANF¹⁹⁸. Mais c'est avec Diop et Ly que la question du rôle de l'historien dans la nouvelle Afrique prit une dimension concrète car tous deux avaient fait le choix de revenir

192 Marie-Albane de SUREMAIN, « Histoire coloniale et/ou histoire de l'Afrique ? Historiographies de l'Afrique subsaharienne, XIXe-XXIe siècles », *op. cit.*, p. 49.

193 Sophie DULUCQ, Colette ZYTNIKI « Penser le passé colonial français », *Vingtième Siècle*, n° 86, février 2005, p. 59-69.

194 « Je considère tout à fait normal et légitime que l'historien africain ait tendance à tirer la couverture de son côté (...) même si cela peut prendre l'allure d'une histoire engagée » in Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, *op. cit.*, p. 26.

195 « Il est certain que pour un Français, né en France, il y a un certain nombre d'éléments indispensables à la compréhension de l'âme et de l'histoire africaines qu'il lui sera difficile d'acquérir », *Ibidem*.

196 « L'historien africain a un atout maître dans la recherche, c'est son appartenance au peuple dont il écrit l'histoire, la connaissance de la langue, ou des langues, des coutumes, des traditions, et c'est là où il est irremplaçable », *Ibidem*, p. 32.

197 Exemple : « Table ronde sur l'enseignement de l'histoire », *Présence Africaine*, n°81.

198 Elikia M'BOKOLO, « Historiens d'Afrique » in *Histoires, vues littéraires, Perspectives croisées*, chapitre 3, mars-mai 2006, p. 2-6. 2-6.

enseigner au Sénégal. Pourquoi ces figures aujourd'hui immensément respectées ne furent-elles, dans ce cas, jamais invitées par Jean-Pierre Chrétien, au point que Jacqueline Sorel, plus tard, regretta cette absence¹⁹⁹ ? Pourquoi, même bien plus tard, Cheikh Anta Diop ne vint-il jamais s'entretenir au micro de *Mémoire*, émission pourtant si proche de ses préoccupations ? Le courant afrocentriste qu'il lança, qui connut un grand succès auprès d'une certaine catégorie d'intellectuels afro-américains et africains et qui consiste à replacer l'Afrique au centre de l'histoire universelle, est en effet un courant qualifié de quasi-idéologique voire sectaire par quelques-uns ; en ce sens, il ne fit jamais vraiment l'unanimité parmi les membres de l'équipe de *Mémoire d'un continent*, bien que tous aient, maintes fois, reconnu le rôle considérable qu'il a joué : c'est en ce sens qu'il faut comprendre une émission de 1986 (n°872) lui rendant hommage au lendemain de sa mort.

Du reste, seulement deux historiens venus d'Afrique eurent donc l'occasion de s'exprimer au micro en 1970-1971. Mais leur renommée était incomparablement plus faible que celle de Diop ou de Ly, elle restait même à construire. Le premier à détenir ce privilège fut le Dahoméen François de Medeiros²⁰⁰, ancien dominicain devenu médiéviste. De lui, on ne sait pas grand chose : son premier ouvrage, *L'Occident et l'Afrique, XIIIe-XVe siècles*, préfacé et salué par Jacques Le Goff, parut seulement en 1985. En 1970, il préparait seulement sa thèse mais le sujet était le même : il portait sur l'histoire du regard occidental sur l'Afrique au Moyen Âge. Son émission, la trente-quatrième, fut donc stratégiquement placée juste avant celle sur les circumnavigations portugaises. Chrétien et Sorel souhaitaient, en effet, faire le point sur les connaissances mentales des Européens sur l'Afrique – en un mot, leurs préjugés – avant d'étudier leurs connaissances « expérimentales » du continent. Aussi, l'émission de Medeiros fut particulièrement riche en lectures de sources d'époque (Pline le Jeune lu par l'homme des *Maîtres du Mystère* Jean-Pierre Lituac, Boccace lu par un des membres de l'Atelier de Création radiophonique de France Culture René Farabet) et renferme des informations qui suscitent, toujours aujourd'hui, un certain intérêt : « ce n'est qu'au XIVe siècle qu'on « noirise » les Rois Mages » ; « au moment des Croisades, l'Europe espérait que l'Afrique se joigne à elle dans sa lutte contre les Musulmans ; « au Moyen Âge, l'Afrique est perçue comme un univers inversé, le domaine du tout-autre et du merveilleux ». Sans porter de jugements dépréciateurs à l'égard de ces considérations médiévales, dont il prend bien soin de rappeler qu'elles correspondent aux « préoccupations de l'époque » – exemple : « les Noirs font-ils ou non partie de la communauté du Salut ? » –, François de Medeiros dessine une continuité entre son discours scientifique sur les origines culturelles du racisme et le fameux *Discours sur le colonialisme* de Césaire, pamphlet qui, de par son caractère ultra-militant et ses envolées lyriques et prophétiques,

199 « Aujourd'hui je pense qu'il manquait Cheikh Anta Diop qui aurait apporté son point de vue particulier » in « Mémoire d'un continent à dix ans », *Multiplex* n°4, oct. 1978, p. 86-89.

200 La consonance lusophone du nom de doit pas nous surprendre, le Dahomey ayant été exploité de prime abord par le Portugal.

suscitait toujours l'admiration vingt ans après sa première parution.

Medeiros préparait sa thèse sous la direction de Jean Devisse dont il avait été l'élève à Dakar : raison pour laquelle il fut repéré. De la même manière, on comprend mieux pourquoi le deuxième Africain à s'exprimer ne fut autre que Ibrahima Baba Kaké, autre ancien élève de Jean Devisse à Dakar. La biographie de Kaké est extrêmement intéressante en ce qu'elle symbolise bien la manière avec laquelle un Africain peut se prendre de passion pour l'histoire et inventer un nouveau discours historique sur l'Afrique. Elle ne sera toutefois retracée que plus tard dans cette étude ; en 1970, en effet, Ibrahima Baba Kaké n'était qu'un invité parmi d'autres et doit par conséquent être évoqué comme tel. Pour autant, ce dernier, qui fut présenté à Jacqueline Sorel par l'intermédiaire de James Campbell, totalisa à lui seul dix apparitions, soit autant que Henri Brunschwig et Cornevin et Deschamps réunis, lui qui n'était agrégé que depuis un an et professeur dans un lycée parisien²⁰¹. Ce décalage donne la nette impression que Sorel le présentait déjà comme une future recrue : ses archives sont d'ailleurs sans appel sur ce sujet. Parce qu'au moment où elle les rédige (2011) elle sait le rôle futur qu'il joua et la collaboration de presque vingt ans qu'elle expérimenta à ses côtés, elle notifie, théorise et justifie la première apparition de Kaké en ces termes : « l'émission nous semblant avoir été traitée un peu trop légèrement, nous souhaitâmes qu'un historien africain nous donne une autre version²⁰² ».

En quoi fut-ce une « autre version » ? La première émission de Kaké fut relative à la question de la traite négrière, véritable « boîte de Pandore de l'Histoire africaine » (Jean Copans). Elle fut traitée dans un climat de coopération volontairement serein. Kaké trancha avec le côté narratif utilisé jusqu'alors. D'un ton calme, il utilisa des affirmations courtes et puissantes : « dès le départ, les esclaves ont toujours résisté à la traite et se sont révoltés » ; « beaucoup de femmes africaines étaient soumises à la domination sexuelle par leur maîtres, certaines résistaient en avortant pour que leurs fils ne deviennent pas esclaves, d'autres empoisonnaient leurs maîtres » ; « l'Église catholique n'a jamais pris une position catégorique contre l'esclavage ». Tout cela est dit crument et traduit une volonté de raconter l'esclavage sans détour en se plaçant du côté des esclaves, en ce sens de faire bouger les lignes sur un thème encore peu traité dans l'historiographie française. On peut citer en effet les ouvrages pionniers de Gaston Martin²⁰³ et Maurice Lengellé²⁰⁴, mais le point de vue africain sur la question avait été encore très peu exploité. En fait, c'est véritablement à partir des années quatre-vingt-dix que l'esclavage fut véritablement redécouvert par les historiens²⁰⁵

201 Le lycée Buffon, comme Joseph Ki-Zerbo avant lui.

202 *Mémoire d'un continent, histoire d'une émission*, RFI, Paris, janvier 2011.

203 *L'ère des négriers*, 1931 ; *Histoire de l'esclavage dans les colonies françaises*, 1948.

204 *L'esclavage*, 1955.

205 O. PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, *La Traite des Noirs*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1998 ; A. CASTALDO (dir.), *Codes noirs : de l'esclavage aux abolitions*, Paris, éditions Dalloz, 2006 ; Françoise VERGÈS, *La mémoire enchaînée. Questions sur*

qui le relient davantage au phénomène du commerce transatlantique des Noirs – on avait coutume auparavant de privilégier l'esclavage en période antique²⁰⁶. Puis, dans les années 2000, ces mêmes historiens s'invitèrent dans le débat public, intense et passionné au moment de la loi Taubira (2001) proclamant l'esclavage crime contre l'humanité.

D'autres périodes, d'autres régions, d'autres sociétés furent contées par Kaké : les Peuls, le Liberia, le Sierra Léone, la Guinée, la Côte de l'Or... des thématiques exclusivement relatives à l'Afrique de l'Ouest, une région sur laquelle il avait déjà jeté son dévolu. Pour faire simple, Kaké et Medeiros firent en sorte que *Mémoire* traite de l' « homme africain », au milieu d'émissions plus traditionnelles sur l'histoire de la colonisation : « Implantation allemande au Burundi » (Jean-Pierre Chrétien, n°108), « Faidherbe » (Yves Pasquier, n°94), « Léopold II » (Brunschwig, n°87) etc. Ils contribuèrent ainsi à opérer une petite révolution copernicienne qui, plus tard, sera intégralement prise en charge et assumée par Ibrahima Baba Kaké lui-même.

l'esclavage, Paris, éditions Albin Michel, 2006.

206 G. GLOTZ, *Le Travail dans la Grèce ancienne*, Paris, éditions Alcan 1920 ; M.I. FINLEY (dir.), *Slavery in Classical Antiquity*, New York, 1960.

2.2. UN VENT NOUVEAU ?

À bien des égards, notre émission de radio fit ses premiers pas dans un monde qui changeait considérablement. On peut penser qu'une émission ne subit pas les évolutions du monde : on peut aussi penser que tout ce qui émane de l'imagination des hommes est le produit d'influences plus vastes. *Mémoire d'un continent* étant née dans une époque novatrice et imaginative, son style et son esprit sont-ils révélateurs de cette atmosphère ?

2.2.1. *Mémoire d'un continent*, projet post-soixante-huitard ?

Voilà ce qu'écrivait Roland Barthes en 1957 à propos de l'image des « Nègres » telle qu'elle était véhiculée en France :

Si l'on veut bien mettre en regard de cette imagerie générale les efforts des ethnologues pour démystifier le fait nègre, les précautions rigoureuses qu'ils observent depuis déjà fort longtemps, lorsqu'ils sont obligés de manier ces notions ambiguës de « Primitifs » ou d'« Archaiques », la probité intellectuelle d'hommes (...) aux prises avec de vieux termes raciaux camouflés, on comprendra l'une de nos servitudes majeures : le divorce accablant de la connaissance et de la mythologie. La science va vite et droit en son chemin ; mais les représentations collectives ne suivent pas, elles sont des siècles en arrière, maintenues sanglantes dans l'erreur par le pouvoir, la grande presse et les valeurs d'ordre²⁰⁷.

Barthes ne prenait là qu'un exemple parmi d'autres d'un vaste phénomène de conservatisme intellectuel. Onze ans plus tard, la crise de mai-juin 1968 produisit ses effets socio-politiques mais également culturels et épistémologiques. La question est de savoir si la libéralisation culturelle qu'elle engendra toucha les connaissances relatives au continent africain et si l'on peut en l'occurrence considérer *Mémoire d'un continent* comme le fruit d'une révolution des savoirs et de la manière de les enseigner liée à mai 68.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Jean-Pierre Chrétien identifie un lien entre *Mémoire* et ce qui s'est joué au moment de la contestation étudiante : ce lien, c'est Jean Devisse lui-même qui l'incarne. En effet, ce dernier avait fait partie du collectif de professeurs et d'universitaires²⁰⁸ qui, à l'automne 1968, avait rejoint et soutenu le Centre Universitaire Expérimental de Vincennes (CUEV), ancêtre direct de Paris 8.

²⁰⁷ *Mythologies*, Paris, éditions du Seuil, 1957, p. 63.

²⁰⁸ Alain Badiou, Michel Foucault, Jacques Julliard, Michel Serres, plus tard Gilles Deleuze, Roland Barthes, Jacques Derrida, Mona Ozouf, Madeleine Rébérioux etc.

M. BADIOU (Philosophie)	M. JULLIARD (Histoire)
M. BELLEMIN-NOEL (Lit. française)	Mlle KAUFHOLZ (Allemand)
M. BERGER Guy (Psychologie)	M. LECERF Y. (Informatique)
M. BOUVIER (Histoire)	M. LE NY (Psychologie)
M. BRUHAT Jean (Histoire)	M. LEVAILLANT (Lit. française)
M. CABOT Jean (Géographie)	M. MARCUS (Espagnol)
M. CASTEL (Sociologie)	M. MIQUEL (Arabe)
Mme CATALA (Sciences économiques)	M. MITTERAND (Lit. française)
Mme CIXOUS (Anglais)	M. MONOD (Anglais)
M. DEVISSE (Histoire)	Mme MOSSE (Histoire)
M. DOMMERGUES (Américain)	M. NICOLAI (Sciences économiques)
M. DROZ (Histoire)	M. PASSERON (Sociologie)
M. DUBOIS (Linguistique)	M. PAILLARD (Lit. française)

Première liste d'enseignants proposés par Raymond Las Vergnas, premier président du CUEV, au ministre de l'Éducation Nationale Edgar Faure. On peut y voir le nom de Devisse, dixième en partant du haut dans la colonne de gauche (Fonds Vincennes-Paris 8, document non daté in Jean-Michel DJIAN (dir.), *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, Paris, éditions Flammarion, 2009, p. 39)

Ce centre est le plus bel exemple des différentes facultés qui avaient vu le jour suite aux volontés exprimées durant le mouvement : révolution du rapport profs/élèves, interdisciplinarité, ouverture aux non-bacheliers et aux étrangers etc. « La pensée contemporaine visionnaire y avait trouvé un territoire de prédilection, les intellectuels une sorte de havre en ébullition » (Jean-Michel Djian²⁰⁹). Le caractère militant de la faculté – gauchisme, trotskisme, maoïsme – ainsi que la grande liberté qui y régnait la firent acquérir un statut légendaire amplifié par sa courte vie²¹⁰. Afin de diversifier l'équipe du département d'histoire, Jean Devisse avait pu, dès le départ, compter sur Jacques Julliard, Jean Bruhat et surtout son ami Jean Bouvier, spécialiste d'histoire économique. D'après Chrétien, c'est Bouvier qui contribua le mieux à propager avec Devisse ce « souffle d'air frais dans l'enseignement²¹¹ ». Toutefois, Devisse ne fut pas le seul à parler du tiers-monde : le géopolitologue Yves Lacoste, les géographes Josué de Castro et Alain Bué, le directeur du département des études orientales Haïm Zafrani prônaient également un savoir « méprisant les frontières²¹² ». De plus, cette ouverture n'était pas le strict apanage des enseignants mais aussi des étudiants car, sur 10 mille en 1969, la moitié était originaire d'un pays étranger²¹³, d'où son surnom

209 « Avant-propos » in Jean-Michel DJIAN (dir.), *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, op. cit., p. 3.

210 Le centre fut démoli en 1980.

211 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien* (19/03/2012), annexe n°3, page 227.

212 Pascal BINCZAK, « Préface » in Jean-Michel DJIAN (dir.), *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, op. cit., p. 9.

213 Dominique LAURY (journ.), « Situation faculté de Vincennes », JT 20H, ORTF, 24/11/1969, INA.

d' « université-monde » :

Les étudiants étrangers [apportaient] une autre dimension. Leur présence [était] une des composantes du brassage extraordinaire qui s'opérait à Vincennes. Elle a permis dans bien des cas aux étudiants français de prendre une conscience beaucoup plus directe des problèmes du tiers-monde et [contribuait] à les arracher à l'eurocentrisme. Les échanges qui s'instauraient (...) diversifiaient ainsi les approches²¹⁴.

Les admirations juvéniles portées à l'égard de pays socialistes comme Cuba ou la Chine ne faisaient qu'augmenter ce tiers-mondisme ambiant. Les images de Mao-Tsé-Toung et du Che nourrissaient le militantisme post-soixante-huitard. Ce militantisme n'est pas sans rappeler celui de Jean Devisse. Sa passion pour l'historicité de l'Afrique et pour les problèmes d'éducation relevait en effet du même ordre. L'histoire africaine qu'il enseignait s'inscrivait dans un champ de disciplines tout à fait nouvelles comme le cinéma, l'informatique ou la psychanalyse. Ses connaissances participaient donc de cette largesse accordée au savoir. « L'ouverture de Devisse à l'Afrique, nous dit Jean-Pierre Chrétien, précède mai 68 mais son militantisme au niveau de l'enseignement l'a accompagné tout du long et particulièrement pendant mai 68²¹⁵ ».

En outre, si mai 68 est bien ce moment où la parole se libère, où des lieux culturels comme la Sorbonne ou l'Odéon deviennent de nouveaux forums d'expression, peut-on faire rentrer la radio dans cette catégorie ? La quantité de nouveaux programmes créés au lendemain du mouvement (*L'oreille en coin* en 1968, *Radioscopie* en 1969...) tend à nous faire répondre à l'affirmative. On peut donc imaginer de Jean Devisse qu'il ait puisé son projet radiophonique dans une actualité caractérisée par l'imagination et l'engagement, une période où tous les moyens devenaient bons pour diffuser une nouvelle pensée. En ce sens, *Mémoire* participe, selon nous, d'une même volonté avant-gardiste propre à l'esprit soixante-huitard.

2.2.2. Les mutations radiophoniques des années 1968-1970

Le 22 mai 1968, les agents de l'OCORA, journalistes, techniciens et autres, s'étaient mis en grève juste après ceux de l'ORTF : véritable revendication ou volonté de grossir les rangs ? Sûrement un peu des deux. L'occupation des locaux de la rue d'Amsterdam à laquelle prit part Guy Robert fut votée vers le 25 mai. Des revendications salariales furent exprimées. Le ministère de la Coopération accueillait fréquemment les délégations de l'agence radiophonique. À terme, l'issue de mai 68 fut plutôt positive : les licenciements ne furent pas trop nombreux, les salaires du mois de

214 Marianne DEBOUZY in *Esprit*, 1978, cité par Jean-Michel DJIAN (dir.), *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, op. cit., p. 178.

215 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien* (19/03/2012), annexe n°3, page 227.

mai furent versés et certaines revendications trouvèrent réponse parmi celles proposées par les accords de Grenelle. Le bouleversement est ailleurs : le gouvernement décida de rassembler les « saltimbanques » (journalistes, producteurs) et les « géomètres » (techniciens, réalisateurs, administrateurs) de l'OCORA dans l'immense maison de la Radio de l'avenue du président Kennedy dans le XVI^e arrondissement. L'OCORA dut se fondre dans la masse des stations généralistes françaises de l'ORTF. D'aucuns parlent d'une « absorption » du « petit » OCORA par l' « ogre » ORTF. Jacqueline Sorel, elle, positive :

Cette nouvelle fusion était la bienvenue. Nous devenions une radio nationale : avant, nous étions un petit organisme plutôt marginalisé. Au départ, à la maison de la Radio, ils nous ont mis dans un grenier, dans trois pièces avec les archives, mais petit à petit nous avons pu faire pas mal de choses²¹⁶ !

Ce déménagement fut effectivement assez bien vécu par la plupart des agents. Aussi, en souvenir de ce que pouvait souvent répéter Pierre Schaeffer – « il existe malheureusement en France une opposition entre société des médias et société des savoirs²¹⁷ » –, les producteurs de la toute jeune DAEC se saisirent de l'objectif de contredire ce constat en mettant à profit leurs nouvelles conditions de travail. *Mémoire d'un continent* fait donc partie des annales de l'histoire de RFI en ce qu'elle voit également le jour dans un contexte transitionnel et ascendant de la radio. Mai 68 avait en effet suscité l'ouverture d'un « boulevard à l'appel d'air et d'idées²¹⁸ » à l'intérieur duquel purent s'épanouir des créations comme *Mémoire* ou le *Concours théâtral interafricain*. Le mouvement offrit par ailleurs l'occasion à la radio de placer une nouvelle fois le continent africain dans sa ligne de mire.

Toutefois, la coopération se trouva amputée d'une partie de ses forces au lendemain de la grève car le désormais légendaire Studio-École fondé par Schaeffer ferma ses portes. Pour André Clavé, son directeur, homme de théâtre et ancien compagnon de Jean Vilar, cette fermeture achevait de clore une époque disparue :

Nous avons vécu la fin d'un grand humanisme, la fin d'une époque où la respectabilité, l'absence de vulgarité, le progrès, l'argent permettaient d'espérer encore une évolution de l'humanité dans un sens humaniste du terme²¹⁹.

216 Jacqueline SOREL cité par Fabrice REVAULT (dir.), Jacqueline PAPET (prés.), *Si RFI m'était contée (1931-2004)*, op. cit.

217 Guy ROBERT, « L'OCORA absorbé par l' ORTF » , op. cit.

218 Guy ROBERT, *Le vent qui souffle dans la boîte, De la coopération radiophonique aux coulisses de RFI*, op. cit., p. 148.

219 Cité par Francine GAILLARD-RISLER, *André Clavé, Théâtre et résistances, utopies et réalités*, Dijon, Association des Amis d'André Clavé, 1998, p. 410.

Il faut dire qu'un énorme travail avait été opéré dans cette école : la relative bonne santé des radios publiques africaines dans les années soixante s'expliquait en partie par le sillage laissé par Clavé. Les stagiaires africains et malgaches assumaient déjà de brillantes carrières dans les médias, les gouvernements africains ou les instances culturelles internationales : on peut citer Francis Bebey, qui travailla à l'UNESCO, Daniel Amiot-Priso, qui devint directeur de Radio-Douala ou Guy Bikouta-Menga, passé un moment ministre de l'Information au Congo-Brazzaville. D'après ce dernier, il n'existait plus une seule radiodiffusion qui n'ait été dirigée, sinon prise en main par d'anciens élèves de l'école²²⁰. On ignore si plus tard l'« esprit de famille » que Clavé se vantait d'avoir insufflé parmi ses élèves a survécu ou s'il n'a pas plutôt fini par laisser place à des jalousies et des rivalités en tout genre dans ces pays où l'univers médiatique est extrêmement imbriqué avec la vie politique, dont on sait qu'elle brille rarement par son exemplarité.

2.2.3. Dix ans d'indépendance en Afrique francophone : entre ouvertures à l'international, régression politique et progrès sociaux

Revenons un dernier instant à mai 1968. L'évènement, on l'a un peu oublié, a aussi touché une certaine Afrique : le Sénégal²²¹, pays certainement le plus francisé d'Afrique – ce que le président Senghor déplorait en même temps qu'il en tirait une source de fierté²²². Mais la francisation du Sénégal n'a rien à voir avec le déclenchement du mouvement car la grève des étudiants dakarois a démarré avant celle des étudiants parisiens²²³, ce qui rend quelque peu critiquable cette célèbre attaque de Senghor : « les étudiants grévistes singent les Français ! ». Les revendications sénégalaises ressemblaient à bien des égards à celles émises dans l'Hexagone : critique de l'enfermement de l'espace public, d'un présidentielisme trop affirmé, d'un manque de liberté d'expression etc. Mais les plus vifs mots d'ordre concernaient justement la persistance d'un état de domination vis-à-vis de la France. Il est vrai que Senghor et de Gaulle s'entendaient à merveille dans l'exercice de la coopération : ils incarnaient dans un sens une même histoire, un même passé résistant, une même culture républicaine ainsi que la même idée d'une souveraineté du pouvoir. L'Afrique et la France résonnaient donc d'une même voix en cette fin de décennie. Les indépendances n'avaient pas jeté dans l'Histoire deux parties du monde définitivement séparées : le « vent nouveau » soufflait un peu partout.

En outre, la « jeune Afrique » attirait plus que jamais l'attention des médias français : *Cinq*

²²⁰ *Ibidem*, p. 413.

²²¹ Voir Abdoulaye BATHILY, *Mai 1968 à Dakar, la révolte universitaire et la démocratie*, Éditions Chaka, Paris, 1992, 191 p.

²²² « Quand on me demande souvent quel est le défaut principal des Sénégalais, je réponds qu'ils sont trop francisés. Et c'est en même temps une de leurs qualités. C'est cela l'assimilation » in Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, *op. cit.*, p. 158.

²²³ Ibrahima THIOUB, « Mai 68 à Dakar », RFI, 08/05/2008.

colonnes à la Une, par exemple, est un magazine télévisuel qui s'est beaucoup intéressé aux problèmes du tiers-monde et qui s'est fréquemment rendu en Afrique, ce que le jeune Elikia M'Bokolo appréciait énormément dans sa jeunesse passée au Congo-Kinshasa puis à Lyon²²⁴. Le contexte dans lequel *Mémoire d'un continent* fut conçue n'est donc pas un contexte franco-français mais bien franco-africain au sens où l'Afrique, peut-être plus ses échecs que ses réussites mais là n'est pas la question, suscitait l'intérêt.

Par ailleurs, les problèmes soulevés par les étudiants sénégalais en 1968 pouvaient être généralisables au continent. En 1970, paraissait justement, en France, *Les soleils des indépendances* de Ahmadou Kourouma, une fable politique retraçant tout en la dénonçant l'histoire et la situation du pré carré francophone depuis 1960. *Les soleils des indépendances* – comprendre « soleil » par « ère » – devint très vite un classique de la littérature africaine. Il incarne tout un courant romanesque destiné à mettre en accusation le despotisme africain favorisé par la colonisation. Le roman est ainsi à l'image de la dépossession de l'auteur des illusions qu'il avait placées pour son continent :

Nous pensions qu'il suffisait que nous ayons l'indépendance pour que tous les problèmes de l'Afrique soient résolus. Ça peut faire rire, mais nous croyions qu'avec l'indépendance, même les voleurs en Afrique n'allaient plus exister. Quand nous sommes retournés au pays, nous avons tous été déçus²²⁵.

Ce sentiment était partagé par tous les écrivains africains car le projet démocratique pour le continent élaboré dans les années cinquante avait déjà beaucoup perdu de sa crédibilité. Les régimes présidentiels en présence n'avaient qu'une seule priorité : construire la grande idée d'État-nation. C'est ce que Elikia M'Bokolo a appelé l'« État maximal » des années soixante²²⁶. Par conséquent, les théories du complot, les arrestations, les emprisonnements, les tortures et les cultes divers de la personnalité avaient bien vite occasionné un « divorce évident entre l'État et la nation » (Catherine Coquery-Vidrovitch²²⁷). Pour beaucoup d'historiens, la décennie 1960-1970 fut donc une période régressive pour l'Afrique francophone. Par ailleurs, le monopole économique que pouvait détenir la France sur ses anciens territoires laissait certains Africains amers – en cette même année, parut justement l'ouvrage du Ghanéen Kwame Nkrumah *Le néocolonialisme, dernier stade de l'impérialisme*.

224 Elikia M'BOKOLO, "Entre Kinshasa et Paris. Pour une égo-histoire des indépendances africaines", Aix-en-Provence, 18 janvier 2012, site de l'Université de Provence.

225 Ahmadou KOUROUMA cité par Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY (dir.), *L'Afrique littéraire, 50 ans d'écritures*, op. cit.

226 Elikia M'BOKOLO. « L'Afrique et le XXe siècle : dépossession, renaissance, incertitudes », in *Politique étrangère*, n°3-4, 2000, pp. 717-729.

227 *Petite histoire de l'Afrique, l'Afrique au sud du Sahara de la préhistoire à nos jours*, op. cit., p. 156.

Sur le plan radiophonique, la situation est complexe selon que l'on se place du côté du pouvoir ou des sociétés. Dans un premier temps, les radios étaient déjà étroitement dépendantes du domaine politique. Certaines d'entre elles furent par exemple proprement dépossédées de leurs archives lors de l'installation au pouvoir de nouveaux régimes²²⁸, l'objectif étant de détruire les preuves de l'existence des prédécesseurs pour organiser convenablement la nouvelle propagande. De plus, les journalistes qui voulaient faire participer les populations isolées à l'apprentissage de la démocratie étaient souvent mal vus, voire malmenés par le pouvoir²²⁹. Si l'on relie maintenant la radio aux populations, on peut parler d'un progrès évident lié aux progrès de l'éducation et du lettrisme dans certains pays pionniers comme le Niger, le Sénégal et le Mali. Étienne Damome, de l'Université de Bordeaux, a rappelé que la colonisation avait permis à l'Afrique de se doter de liaisons sans fil en même temps que l'Europe, c'est-à-dire dès les années vingt. En ce sens, l'implantation et l'assimilation du poste de radio par les peuples put se faire convenablement. Dans les années cinquante, Dakar, Douala, Brazzaville, Tananarive et Abidjan, les grandes capitales de l'Union Française, bénéficiaient déjà de stations radio et d'émetteurs²³⁰. En ce sens, les Africains aisés purent s'acheter des postes, objets lourds et encombrants mais porteurs de nouveautés considérables. Soro Solo, l'animateur de *l'Afrique enchantée* (France Inter) a souvent rappelé que le poste de radio constituait un élément majeur de son enfance passée en Côte d'Ivoire : il suscitait la curiosité, la méfiance ou l'admiration de la famille et faisait naître un lien social et communautaire d'une nouvelle nature. Quant à Elikia M'Bokolo, le principal avantage de la radio résidait selon lui dans sa capacité « mondialisatrice », c'est-à-dire le fait que des journalistes camerounais, congolais ou malgaches puissent relater et interpréter des problèmes d'actualité relatifs au Sénégal, à l'Algérie ou au Tchad, ce qui faisait irrémédiablement naître chez les auditeurs – c'est le cas de M'Bokolo – un sentiment d'appartenance à un même continent, voire à un même monde²³¹ : c'est un moteur très important pour la conscientisation historique et politique panafricaine.

2.2.4. De Neil Armstrong à Vasco de Gama

Il est un événement considérable, en cette fin des années soixante, qui n'a pas encore été évoqué et qui est pourtant incontournable : les premiers pas de l'homme sur la Lune en juillet 1969. À première vue, le lien avec notre sujet est inexistant. Et pourtant, l'évènement est étonnamment perceptible lorsqu'on écoute les archives de 1970 :

228 Guy ROBERT, « *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)*, 7 CD de Elikia M'Bokolo et Philippe Sainteny » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion*, n°?, 2003, pp. ?.

229 Étienne DAMOME (part.), Florian DELORME (prés.), « Un monde fidèle au poste 2/3, L'avenir de la radio dans un monde numérique », *Culturesmonde*, France Culture, 02/10/2011.

230 Guy ROBERT, « L'OCORA absorbé par l'ORTF », *op. cit.*

231 Sophia AOUINE (prés.), Elikia M'BOKOLO (part.), « L'objet de la RDC. Le poste de radio par Eliika M'Bokolo », *Les objets*, France Culture, 28/07/2011.

Si vous me permettez cette comparaison actuelle et peut-être déplacée, cette course aux côtes de l'Afrique évoque un peu la course à la lune actuelle. Mais cette dernière comporte deux rivaux, même si l'un est plus en avance que l'autre actuellement. Est-ce que les Portugais étaient seuls sur le terrain ou concurrencés²³² ?

De la même manière que dans les temps où nous vivons, les voyages sur la Lune sont le résultat d'une préparation technique minutieuse, je crois qu'on peut en dire autant de beaucoup de voyages des Grandes Découvertes²³³.

Ces deux évocations de cet événement planétaire qu'est l'exploration de notre satellite doivent nous persuader une dernière fois de l'implantation de *Mémoire* dans son époque. Elles donnent aussi un indice important de l'ampleur avec laquelle la mission Apollo 11 a pu marquer les esprits, au point que Chrétien et Devisse aient quasiment décidé de faire terminer l'histoire des Grandes Découvertes au 21 juillet 1969. Nous avons vu en effet que la majorité des numéros présentés par Jean-Pierre Chrétien et gérés par Jacqueline Sorel traitait de la question des contacts entre l'Europe et l'Afrique, du stade des élaborations mentales des Noirs²³⁴ au stade de la colonisation²³⁵ en passant par ceux des explorations²³⁶, de la « pacification » des terres²³⁷, des processus de commercialisation²³⁸ et d'évangélisation²³⁹, de l'esclavagisme et de l'anti-esclavagisme²⁴⁰ : le 21 juillet 1969 apparaîtrait donc comme une colonisation moderne en ce sens que planter un drapeau reste un acte symbolique de conquête, que cette terre contienne des habitants ou non – ne parle-t-on pas aujourd'hui d'un projet de « colonisation » de la planète Mars ?

Par ailleurs, faut-il rappeler le lien consubstantiel qui s'est noué entre la mission Apollo et les médias ? Environ 700 millions de personnes à travers le monde ont pu regarder ou entendre ce moment exceptionnel et ces paroles prononcées par Richard Nixon : « Les peuples du monde entier, j'en suis sûr, se joignent aux Américains pour saluer cet extraordinaire exploit : grâce à ce que vous avez accompli, les cieux font partie du monde des humains²⁴¹ ». Si les pas sur la Lune se confondent donc avec le plus grand événement médiatique interplanétaire de l'histoire, il était bien normal qu'une émission qui s'adressait à un nombre si importants d'auditeurs rappelle ce souvenir.

232 Jean-Pierre CHRÉTIEN (prés.), Michel MOLLAT (part.), « Navigation sur les côtes occidentales de l'Afrique », émission n°38, *Mémoire d'un continent*, DAEC, 1970 (rediff. France Culture, 1996).

233 Jean-Pierre CHRÉTIEN (prés.), Michel MOLLAT (part.), « Afrique de l'Est et Portugal », émission n°44, *Mémoire d'un continent*, DAEC, 1970 (rediff. France Culture, 1996).

234 « L'Afrique vue par les Européens ».

235 « Madagascar sous la colonisation » ; « Initiatives anglaises au Nigeria » ; « Expansion française au Niger ».

236 « Navigation sur les côtes occidentales ».

237 « El Hadj Omar » ; « Samori Touré ».

238 « Les comptoirs » ; « Compagnies concessionnaires au Cameroun ».

239 « Missions chrétiennes en Afrique orientale »?

240 « La traite » ; « L'esclavage dans les îles » ; « Révoltes d'esclaves » ; « Mouvements anti-esclavagistes » ; « Les colonies d'affranchis ».

241 Serge VIALLET, Alexandre AUQUE (réal.), « 1969, en direct de la Lune », *Mystères d'Archives*, Arte, 20/07/2009, INA.

3. L'AFRICANISATION DE MEMOIRE D'UN CONTINENT (1971-1973)

Dix ans après les indépendances, il m'est apparue que les Africains se devaient de reprendre en main leur histoire. Pour cela il me fallut remplacer Jean-Pierre Chrétien par l'historien guinéen Ibrahima Baba Kaké (...). Je pense que c'est à Ibrahima Baba Kaké que la série doit sa notoriété²⁴².

Début 1971, la question de la « reprise en main » de l'histoire africaine par les Africains se posait à *Mémoire d'un continent* ; celle-ci l'élucida très rapidement sous l'impulsion de Jacqueline Sorel, à l'image d'ailleurs de la bibliographie africaniste : en 1972, devait paraître en effet la première édition du livre de Joseph Ki-Zerbo, certainement le plus connu de son auteur et peut-être bien le plus connu sur l'Afrique, *Histoire de l'Afrique Noire, d'hier à demain*. Pour la première fois, les ouvrages de synthèse de Robert Cornevin (1956) et Hubert Deschamps (1970) cités page 53 trouvèrent une réponse équivalente du côté de l'Afrique, raison pour laquelle cette date est restée importante dans l'historiographie. Du côté de la DAEC, Ibrahima Baba Kaké (portrait page 238, annexe n°6) fut donc désigné comme incarnant le mieux cette reprise en main – « quand l'Histoire est incarnée, elle devient transmissible » disait Pierre Lazareff. En l'occurrence, cette incarnation allait être double : qui mieux qu'un réalisateur originaire lui aussi d'Afrique de l'Ouest pouvait seconder l'historien ?

3.1. DEUX OPPOSANTS EN EXIL

Joseph Amegboh et Ibrahima Kaké se distinguent tous deux par des rapports compliqués avec leur pays d'origine. Dénonciateurs des régimes dictatoriaux qui avaient respectivement pris forme au Togo et en Guinée, il ont choisi la France comme terre de refuge à l'intérieur de laquelle ils pouvaient se livrer, sans trop de problèmes, à l'exercice journalistique et radiophonique.

3.1.1. Joseph Amegboh et Gnassingbé Eyadéma : de l'opposition à la récupération

Joseph Amegboh, le réalisateur historique de *Mémoire d'un continent*, demeure certainement le personnage le plus énigmatique de ce mémoire, celui dont les traces dans les archives de RFI sont les moins importantes – nous ignorons même s'il est encore en vie, ce qui est tout de même fort

²⁴² Jacqueline SOREL, « Témoignage sur la série de RFI *Mémoire d'un continent* », *Mémoire d'un continent, histoire d'une émission*, RFI, Paris, janvier 2011, p. 2.

probable. Amegboh, donc, est né au Togo. Ancienne colonie allemande mise sous mandat de la SDN en 1918 puis de l'ONU en 1946, le Togo prit son indépendance le 27 avril 1960. Pendant trois ans, le pays fit l'expérience d'un gouvernement dit en rupture vis-à-vis de l'Europe. Son chef, Sylvanus Olympio²⁴³, homme rigoureux et autoritaire, s'était fait le champion de l'indépendance « totale » à la manière de Kwame Nkrumah. Acclamé au moment de l'indépendance, Olympio finit par devenir profondément impopulaire pour avoir privé l'opposition de ses moyens d'expression et stigmatisé les ethnies autres que la sienne. Vers la fin de sa vie, il devint totalement isolé : ses relations avec le Ghana s'étaient détériorées, de même qu'on ne peut pas dire qu'il ait cultivé une amitié profonde avec l'Élysée. Il est assassiné le 13 janvier 1963, victime d'un coup d'État militaire dirigé par le sergent Étienne Eyadéma. Immédiatement, des soupçons s'élevèrent contre le « réseau Foccart », du nom du ministre français chargé des affaires africaines : l'assassinat s'est en effet produit deux jours avant qu'Olympio n'adopte une loi visant à installer une monnaie togolaise indépendante du franc CFA. Cela aurait provoqué de fâcheuses conséquences pour les intérêts de la Françafrique²⁴⁴.

Eyadéma prit définitivement le pouvoir en 1967. Il mit en place un système à parti unique organisé autour du culte de la personnalité et, comme Mobutu, prôna le retour aux valeurs africaines. Ses anciens compagnons d'armes furent éliminés petit à petit : c'est le cas du colonel Kléber Dadjo. En 1982, ce dernier sera interviewé par Fofana Ndiaye de Radio Lomé : l'enregistrement sera repris, retravaillé et ré-envoyé pour une diffusion continentale par *Mémoire d'un continent*. C'est vraisemblablement dès 1967 que Joseph Amegboh quitta le Togo : il troqua même son nom pour celui de Barthélémy Elaud, afin de passer inaperçu.

Amegboh connaissait déjà la France : il faisait partie des anciens élèves du Studio-École. Mais bien qu'il se soit formé à la réalisation technique, Amegboh avait manifestement d'autres centres d'intérêt, et notamment l'histoire²⁴⁵, ce qui peut expliquer son recrutement à *Mémoire d'un continent* dès 1969 par Jacqueline Sorel. Cependant, son départ de RFI, quelques années plus tard, ne s'est pas fait sans interrogations. À ce propos, voilà ce que Jacqueline Sorel a pu nous dire : « un jour, Eyadema est venu en voyage à Paris et a demandé à voir Amegboh. Un mois après, il reçut une lettre le nommant chef du protocole. Il est reparti au Togo et je n'ai plus jamais eu de nouvelles²⁴⁶ ».

243 La consonance portugaise de son nom de famille s'explique cette fois par le fait qu'au XIXe siècle, de nombreux esclaves ayant racheté leur liberté au Brésil étaient retournés en masse dans leurs pays d'origine du golfe de Guinée (Elikia M'BOKOLO, « Indépendances africaines : les indépendances en rupture », *Mémoire d'un continent*, Radio France Internationale, 12/12/2010, INA).

244 Christian ROCHE, *50 ans d'indépendance dans les anciennes possessions françaises d'Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 135.

245 En témoigne une biographie de Rabah, sultan du Tchad au XIXe siècle, qu'il a fait paraître en 1976 sous le titre *Rabah, conquérant des pays tchadiens*, Paris-Dakar, éditions ABC - Nouvelles Éditions Africaines (NEA), collection « Grandes Figures Africaines », 1976, 89 p.

246 Voir *Entretien avec Jacqueline Sorel (16/10/2011)*, annexe n°2, page 223.

D'après nous, cette nomination eut lieu en 1976 lors d'un voyage informel d'Eyadéma à Paris. L'incompréhension fut, en tout cas, le maître mot de cette subite mutation : Amegboh n'était-il pas un opposant déclaré du dictateur ? On peut invoquer plusieurs explications, toutes liées entre elles. D'abord, il est à peu près sûr qu'Eyadéma écoutait les programmes de RFI – c'était le cas de beaucoup de chefs d'État du continent. Peut-on aller jusqu'à dire que lui et son équipe connaissaient voire écoutaient *Mémoire d'un continent* ? C'est tout à fait possible car, si les relations entre radio Lomé et *Mémoire d'un continent* n'étaient pas encore consommées, l'émission jouissait déjà d'un certain prestige. Mais Amegboh n'était-il pas qu'un simple réalisateur ? Certes, mais on sait qu'il pouvait quelques fois jouer le rôle du poseur de questions à Kaké et, du coup, s'exposait sur les ondes. On peut donc voir la mutation d'Amegboh comme un révélateur des rapports étroits et ambigus que peuvent entretenir les hommes politiques avec les gens de radio, faits d'amitié et d'admiration un jour et de coups bas un autre jour.

Il ne faut pas oublier enfin que Gnassingbé Eyadéma était un « ami » de la France, si ce n'est l'un des meilleurs. En ce sens, il pouvait fréquemment se saisir de la main tendue par la cellule africaine de l'Élysée et vice-versa. L'aurait-on par conséquent averti de l'existence d'un certain Joseph Amegboh, contestataire réfugié à la DAEC déguisé sous un faux nom ? Eyadéma l'ayant su aurait-il pensé, en bon dictateur opportuniste, qu'un talent d'origine togolaise était plus utile au Togo qu'à la France ? Aurait-il fait comprendre à Amegboh qu'en cas de retour au pays, il bénéficierait d'une situation qu'en France il ne pouvait s'offrir ? Amegboh a-t-il effacé les jugements qu'il portait à l'égard du président pour partir occuper des fonctions sans doute très importantes dans le secteur culturel et médiatique ? Toutes ces questions sont posées et n'appellent de réponses qu'à ceux qui voudront bien se les réapproprier un jour.

3.1.2. Ibrahima Baba Kaké : un rapport familial et affectif avec l'histoire

Les apports de Pierre Nora concernant l'« égo-histoire » sont nécessaires lorsqu'on aborde, comme nous nous apprêtons à le faire ici, la biographie d'un historien : celle de Kaké est tout à fait déterminante si l'on veut comprendre les futures évolutions de *Mémoire d'un continent* ainsi que quelques fondamentaux de l'histoire de l'Afrique.

On ne connaît pas exactement la date de naissance de Ibrahima Baba Kaké ; elle doit probablement se situer autour de l'année 1930. Les informations concernant sa jeunesse ne sont pas non plus légion. On sait que son père eut un rôle très important : né à la fin du XIX^e siècle d'un Malinké et d'une Peule, les deux ethnies dominantes de la région du golfe de Guinée, il a grandi à Timbo, ancienne capitale du royaume du Fouta-Djallon, cette région mythique située près des

frontières malienne, sénégalaise et bissau-guinéenne – souvent surnommée « le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest » en raison de sa pluviométrie importante. Cette région renferme une histoire glorieuse et mystérieuse qui a beaucoup intéressé les Français : aussi, quand le Guinéen Tierno Mamadou Bah écrivit dans les années soixante une synthèse de l'histoire du Fouta-Djallon, il pouvait déjà se référer à une très riche documentation coloniale comprenant des récits d'explorateurs (*À travers le Fouta-Djallon et le Bambouk*, Noirot, 1882) et des ouvrages d'administrateurs (*Histoire de la Guinée française*, André Arcin, 1911) – ce qu'il fit. Surtout, le Fouta-Djallon renferme le souvenir d'un homme dont la notoriété a largement dépassé les frontières africaines : celui de l'almany²⁴⁷ Samori Touré, dont la vie sera retracée par Yves Person, personnage à la vie romanesque connu pour s'être taillé un des plus vastes empires africains pré-coloniaux et pour s'être battu contre les Français jusqu'à sa capture en 1898. Aux yeux du petit Ibrahima, l'aventure de Samori s'inscrit dans un patrimoine historique passionnant :

Mon père a assisté à l'effacement progressif de l'aristocratie peule du Fouta-Djallon et aux querelles des grands féodaux. C'est une période qui l'a fortement marqué (...). Je me souviens que, durant les grandes vacances, il aimait à nous réunir, mes frères et moi, pour nous raconter l'origine de notre famille et nous contait avec son talent incomparable la querelle des Almamiya et Soriya, les deux dynasties régnantes du Fouta-Djallon. Nous étions littéralement subjugués par ces histoires²⁴⁸.

La famille de Kaké, au croisement des Peuls et des Malinkés, avait-elle un lien avec une de ces deux dynasties ? Ce n'est pas impossible : si à ses heures perdues en effet, le père de Kaké s'improvisait conteur, c'était aussi quelqu'un d'important en Guinée. Ancien élève de l'École Normale William Ponty, il était devenu l'un des premiers chef de gares africains sur la ligne Conakry-Niger. Amateur de culture et de lectures en tout genre, c'est lui qui incita son fils à quitter la Guinée pour aller étudier au Sénégal. À Dakar, au lycée, Ibrahima Kaké eut comme professeur d'histoire un certain monsieur Theuret :

Je le revois, ce professeur svelte, élégant, à l'accent parisien, nous parlant du Sphinx, de Karnak, Louksor, des noms qui résonnaient le soir dans ma tête à l'internat, tant ils me charmaient. Je rêvais dès cette époque de devenir, sinon un historien, du moins, un professeur d'histoire²⁴⁹.

247 Mot peul désignant le titre de chef de guerre guidé par le Coran.

248 *Combats pour l'histoire africaine*, Paris, Présence Africaine, 1982, p. 9.

249 *Ibidem*, p. 10.

La vocation est donc née à Dakar, cette même ville où le premier centre de recherche scientifique destiné à l'Afrique, l'IFAN (Institut Français d'Afrique Noire) avait été fondé sous l'égide du scientifique Théodore Monod. Mais Kaké, dans une période coloniale en déliquescence, éprouva vite, comme tous les Africains férus d'histoire, la frustration de ne bénéficier que d'une éducation portée sur l'histoire de France ou d'Europe. Comme il le dit lui-même, et comme Ki-Zerbo a pu le dire également²⁵⁰, et comme tant d'autres historiens encore : « je suis de la génération des Africains qui avaient les Gaulois pour ancêtres²⁵¹ » ; c'est la raison pour laquelle, lors de son arrivée à Paris, Kaké se jeta dans l'étude des archives coloniales contenues dans les bibliothèques parisiennes – on sait que la Bibliothèque Nationale Richelieu fut l'un de ses endroits fétiches. Deux sujets de mémoire traduisirent ces recherches : une *Bibliographie critique des sources de l'histoire de la Guinée* et une *Étude sur les expressions géographiques concernant le pays des Noirs*. Dans les deux cas, il s'agit d'un travail de critique des sources européennes ou arabes.

Encouragé par son ami, l'historien Pathé Diagne, et après avoir décroché l'agrégation, Kaké se lança, selon ses propres mots, dans la « bataille ». Grâce au soutien d'Alioune Diop, il commença à produire des articles dans la revue *Présence Africaine*²⁵². Par la suite, ses premiers ouvrages furent publiés par les éditions du même nom. Cette confiance que Diop avait accordée à Kaké – en cela, il fait partie d'une longue liste d'auteurs africains qui doivent beaucoup à l'éditeur sénégalais – est très importante pour la suite car l'historien ne cessera de lui rendre hommage dans ses livres – exemple : « À Alioune Diop, symbole toujours vivant de l'humanisme africain²⁵³ » – ainsi que par le biais de *Mémoire d'un continent* ; beaucoup d'émissions furent en effet consacrées au « Socrate noir », comme celle-ci enregistrée en 1987:

Quarante ans après la naissance de la revue d'Alioune Diop, les jeunes Africains doivent se poser des questions. Pourquoi *Présence Africaine* ? Comment est-elle née ? Quel rôle joue *Présence Africaine* dans les manifestations culturelles du monde noir²⁵⁴ ?

Le fait pour nous de retracer une partie de l'itinéraire de Kaké ne permet pas seulement d'identifier l'aspect affectif, presque intime, de cette histoire. Cela nous aide également à comprendre le fait que lorsqu'on lui confia l'émission en 1971, Kaké n'avait fait paraître qu'un seul

250 Jacques CHANCEL (prés.), Joseph KI-ZERBO (part.), *Radioscopie*, France Inter, 06/06/1973, INA.

251 *Combats pour l'histoire africaine, op. cit.*, p. 10.

252 Exemple : « Ahmed Baba, le tombouctien », in *Présence Africaine*, n°60, année ?

253 *Combats pour l'histoire africaine, op. cit.*, p. 7.

254 Ibrahima Baba KAKÉ (prés.), Christiane DIOP (part.), Jacques RABEMANANJARA (part.), Nsougan AGBLEMAGNON (part.), « Présence Africaine, 40 ans d'existence », *Mémoire d'un continent*, émission n°968, Radio France Internationale, janvier 1987 (Fabrice JREVAULT (dir.), Jacqueline PAPET (prés.), *Si RFI m'était contée (1931-2004), op. cit.*).

ouvrage, un livre reprenant son sujet de D.E.S paru en 1965²⁵⁵. Il est donc intéressant, si ce n'est surprenant, de voir qu'au moment où il s'employait à faire décoller sa carrière d'historien, Kaké fut simultanément désigné pour faire décoller une émission de radio : d'où un lien consubstantiel qui ne cessera de définir l'homme et son « œuvre » médiatique.

3.1.3. L'historien et le dictateur : de la suspicion à la détestation

L'histoire des relations entre Ibrahima Kaké et Sékou Touré est liée à des sujets épineux : l'histoire politique de la Guinée depuis son indépendance en 1958, d'une part ; l'histoire de la diaspora guinéenne en France et ailleurs, d'autre part.

En 1958, Sékou Touré avait à lui seul renversé une partie des fondements de l'empire colonial français. À seulement trente-six ans, il était déjà le chef du gigantesque syndicat de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N), ex-député de Guinée à l'Assemblée Nationale française, maire de Conakry et vice-président du conseil du gouvernement autonome institué par la loi Defferre. Le 23 août, il avait tenu à de Gaulle un discours radicalement différent des autres, quand au cours de son célèbre voyage en Afrique visant à promouvoir son projet de Communauté franco-africaine, le général s'était arrêté à Conakry :

*Nous préférons la pauvreté dans la liberté à la richesse dans l'esclavage*²⁵⁶ (...). Notre option fondamentale, qui à elle seule conditionne les différentes voies que nous allons effectuer, réside dans la décolonisation intégrale de l'Afrique, ses hommes, son économie, son organisation administrative, en vue de bâtir une communauté franco-africaine solide et dont la pluralité sera d'autant plus garantie qu'elle n'aura plus dans son sein de phénomènes d'injustice et de discrimination (...). Le grand mouvement actuel d'émancipation des territoires africains (...) exige la disparition totale du phénomène colonial et l'établissement d'une ère de liberté, d'égalité et de fraternité²⁵⁷.

Si volonté de rupture il y avait, l'idée d'une fermeture intégrale à la France n'était donc pas explicitement revendiquée. Pour Touré, l'indépendance est la condition nécessaire d'une ouverture pleinement choisie²⁵⁸. Reste qu'en France, ce discours avait sonné comme un coup de tonnerre. Le jour du référendum, en octobre 1958, la Guinée fut ainsi le seul pays d'Afrique française à voter « non » à la Communauté : elle devint logiquement indépendante quelques jours après, comme de

255 *Glossaire critique des expressions géographiques concernant le pays des noirs d'après les sources de langue arabe du milieu du VIIIe à la fin du XIIIe siècle* (Paris, Présence Africaine).

256 Phrase qui deviendra le slogan politique de la Guinée indépendante.

257 Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY, *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)*, INA /RFI /Frémeaux & Associés, 8 CD, 2003.

258 Elikia M'BOKOLO, « Indépendances africaines : les indépendances en rupture », *Mémoire d'un continent*, Radio France Internationale, 12/12/2010, INA.

Gaule l'avait promis au cours de sa tournée²⁵⁹. La Guinée a donc joué un rôle moteur au tournant du XXe siècle car, deux ans plus tard, toutes les autres colonies faisaient à leur tour capoter le projet gaulliste et décrochaient leur indépendance. En 1965, la France mit un terme définitif à toute relation avec « Sékou » et rappela ses anciens fonctionnaires coloniaux. Le chef du premier État africain francophone indépendant devint dès lors une figure de référence pour les indépendantistes et les anti-impérialistes du monde entier²⁶⁰.

Or, c'est dès 1957 qu'Ibrahima Baba Kaké exprima sa méfiance vis-à-vis de Touré et dénonça « cette soif ardente du pouvoir » qui le caractérisait, semble-t-il, déjà²⁶¹. Il faut dire que la loi-cadre de 1956 avait révélé les appétits de ce dernier : délibérément parti de l'Assemblée pour revenir en Guinée, il fit gagner 243 sièges sur 327 à son parti, le PDG (Parti Démocratique de Guinée), lors des élections municipales de 1956²⁶²; deux ans plus tard, le parti occupait déjà tous les rouages essentiels de l'administration. De plus, en 1957, et plus encore en 1958, les Guinéens découvrirent un spectacle propagandiste extraordinaire dans lequel il faut certainement voir un signe avant-coureur de la future dictature : affiches, presse, spots radiophoniques ou chansons de propagande²⁶³, tout avait été exploité par le chef du PDG pour faire passer le message. Mission accomplie : 95% des Guinéens votèrent « non » !

1958 est donc l'année où Kaké quitta son pays de naissance. À Paris, il rejoignit l'Association des Étudiants Guinéens de France (AEGF). Tous ses membres n'étaient pas foncièrement anti-Sékou Touré : preuve en est que beaucoup d'entre eux retournèrent au pays... et le payèrent de leur vie ! C'est le cas du vice-président de l'association Keïta Dessoufiana, victime du terrible camp Boiro en 1971, ou de Baldé Hacimiou, exécuté au moment du « complot des enseignants », premier du nom, en 1961²⁶⁴. Les autres, probablement choqués par la mort de leurs camarades, poursuivirent leur exil à Paris ou ailleurs²⁶⁵. Mais ces quelques exemples ne sont que le pâle reflet d'une réalité qui vit des milliers de Guinéens fuir les violences dans des conditions autrement plus dramatiques : les pays frontaliers que sont la Guinée-Bissau, le Sierra Leone, le Sénégal, le Liberia, le Mali et la Côte d'Ivoire devinrent très vite des pays d'accueil importants et le thème de l'exil devint une caractéristique des écrivains d'origine guinéenne comme William Sassine,

259 « Si vous voulez l'indépendance, prenez-là ! » (Dakar).

260 Elikia M'BOKOLO, « 1960 : l'année africaine » in *L'Histoire*, n°350, février 2010, p. 43.

261 Thierno BAH, *30 ans de violences politiques en Guinée (1954-1984)*, Paris, L'Harmattan, collection « Études Africaines », 2009, p. 46.

262 André LEWIN, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984). Président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan. 2010.

263 La radio guinéenne passait des chansons dont les refrains se terminaient par « non, non » tandis qu'au même moment, la SORAFOM diffusait sur les autres antennes africaines une chanson intitulée « Dis-moi oui » !

264 www.campboiro.org

265 On peut citer l'ancien directeur de *Jeune Afrique* Siradiou Diallo, l'ancien président de la FEANF Charles Diané, et bien sûr Djibril Tamsir Niane.

Souleymane Koly ou Tierno Monemembo²⁶⁶.

La deuxième grande vague d'exil eut lieu en 1970. C'est l'année où les rapports entre Kaké et Touré devinrent exécrables, suite à une « sombre histoire » (Elikia M'Bokolo²⁶⁷) : au mois de novembre, un groupe d'opposants guinéens tenta un coup d'État en débarquant à Conakry, soutenus, si ce n'est entièrement guidés, par l'armée portugaise²⁶⁸. Finalement, le coup de force se solda par un piteux échec. Dès la fin du mois, le président de la Guinée en profita pour asseoir son pouvoir et sema la terreur en liquidant des adversaires supposés ou réels²⁶⁹. Aussi, la rumeur circula – et, pour Touré, cela ne faisait aucun doute – qu'Ibrahima Baba Kaké était mêlé à cette affaire. Accusé d'avoir soutenu et encouragé, de France, une tentative de putsch, Kaké fut condamné à mort par contumace et déclaré *persona non grata* en Guinée. Délire ou accusation vérifiée ? L'histoire ne le dit pas. Ce qui est sûr, c'est que cette histoire de coup d'État manqué marqua une rupture définitive dans les relations entre Ibrahima et son pays : à partir de 1970, et comme bon nombre de Guinéens exilés, il n'était plus considéré comme un Guinéen mais comme un Français à part entière – ce qu'il deviendra effectivement en adoptant la nationalité française – et donc comme un « traître ». Douze ans plus tard, les hommes de Sékou Touré tenteront d'assassiner Kaké en plein Paris ; mais ceci est une autre histoire.

266 « Mon exil est d'autant plus douloureux qu'il n'est pas individuel ni volontaire : c'est tout un peuple qui s'est retrouvé exilé. Les Guinéens ont subi un fracas historique terrible, c'est un peuple à la dérive : il est donc normal que dans mes romans j'invite des personnages à la dérive. La dérive c'est l'exil, la déchirure sociale, la dislocation, la répression, la prison politique, la misère, l'isolement, la solitude... (...). La littérature est pour moi une sorte de bouée de sauvetage (...) : elle assainit ma mémoire » (cité par Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY, *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)*, 2007, *op. cit.*).

267 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo (03/11/2010)*, annexe n°1, page 218.

268 Le Portugal était en effet engagé dans plusieurs guerres de décolonisation en Afrique : en ce sens, Sékou Touré qui soutenait les guérilleros bissau-guinéens, cap-verdiens ou angolais était un homme à abattre. Par ailleurs, Amilcar Cabral, le leader indépendantiste de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert avait trouvé refuge à Conakry. Enfin, l'historien Alpha Abdoulaye Diallo révélera plus tard que 18 portugais, dont le fils du maire de Lisbonne, étaient incarcérés à Conakry. Tout porte donc à croire que cette tentative de coup d'État est surtout le fait des Portugais qui ont choisi d'emmener avec eux quelques Guinéens entraînés sur le tas pour faire croire à un soulèvement intérieur.

269 Alpha Abdoulaye DIALLO, *La vérité du ministre. Dix ans dans les geôles de Sékou Touré*, Paris, Calman-Lévy. 1985, 203 p.

3.2. LES GRANDES FIGURES DU MONDE NOIR À LA RADIO (1971-1973)

Depuis 1969, *Mémoire d'un continent* jouissait de relations avec les radios de tous les pays d'Afrique francophone, exception faite de la Guinée – Sékou Touré n'admettait plus aucune trace de l'Occident au sein de son pays et surtout pas celle de Kaké. Mais afin de parler aux autres Africains tenus sous le joug de chefs d'État autoritaires mais disposés à jouer le jeu de la coopération avec la France, le tandem Kaké/Amegboh prit le parti de réveiller les consciences, de proposer un enseignement dépassant les frontières, de divulguer un enseignement universel.

3.2.1. Le crépuscule des idoles et la mission de l'historien

Les années soixante furent cruelles pour les grandes figures noires qui s'étaient battues de différentes manières contre le racisme ou le colonialisme ; au-delà du jugement que l'on peut avoir pour l'un ou l'autre de ces personnages, c'est toute une génération en lutte contre l'injustice raciale persistante qui se consuma à petit feu. Barthélémy Boganda, premier président des Centrafricains : sa disparition en 1959 laissa un grand vide en Afrique centrale ; René Maran, premier Noir à recevoir le prix Goncourt en 1921 : décédé à Paris en 1960 ; Richard Wright, auteur du premier roman autobiographique sur la condition noire aux États-Unis : *idem* ; Patrice Lumumba, père de l'indépendance du Congo-Kinshasa : sauvagement assassiné en 1961 ; Frantz Fanon, l'auteur des *Damnés de la terre* : enterré dans sa terre d'adoption, en Algérie, le 12 décembre 1961 ; William Edward Burghardt Du Bois, célèbre militant de la cause afro-américaine : décédé au Ghana, son ultime chez-lui, en 1963 ; Sylvanus Olympio, père de l'indépendance du Togo : assassiné la même année des mains même d'Eyadema ; Nelson Mandela, leader de l'ANC : emprisonné à vie à Robben Island en 1964 et donc politiquement mort ; Malcolm X, chef du *Black Power* : assassiné le 21 février 1965. Kwame Nkrumah, chantre des États-Unis d'Afrique : subitement effacé du jeu politique au lendemain du coup d'État militaire de 1966 ; Martin Luther King, le plus admiré d'entre tous : tué le 4 avril 1968. Jean-Price Mars, ethnologue haïtien de réputation internationale : mort en 1969. La liste est longue, donc. Jamais un combat n'aura perdu autant de ses guides, intellectuels ou politiques.

Pour Ibrahima Kaké, l'heure était venue de rendre hommage à cette lutte et à ceux qui la menèrent. Le fil chronologique fut donc abandonné au profit de portraits – « je suis partisan de l'histoire de la vie des grands hommes car cette histoire est encore très mal connue²⁷⁰ » disait-il.

²⁷⁰ Cité par Guy ROBERT, « Mémoire d'un Continent : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique », *op. cit.*

Kaké ne prit pas cette décision au hasard : au même moment, il lançait une collection d'ouvrages intitulée « Les Grandes Figures Africaines » dont il devint instantanément le directeur. Cette collection était rattachée à une maison d'édition africaine simultanément basée à Dakar, à Yaoundé et à Abidjan. Elle rassemblait des biographies vivantes et éducatives. Un grand nombre d'entre elles parurent au milieu des années soixante-dix et furent écrites, soit par Kaké lui-même (7)²⁷¹, soit par Elikia M'Bokolo (4)²⁷², soit par d'autres auteurs africains comme l'ivoirien Christophe Woundji ou les sénégalais Boubacar Barry et Oumar Kane.

Cette collection ne concernait que des figures africaines car les lecteurs étaient majoritairement africains. Aussi, la différence profonde que nous pouvons établir entre cette collection et le projet de radio réside dans le fait que, sur les ondes, le cadre continental fut allégrement dépassé : autrement dit, toute la diaspora noire fut racontée à travers ses grands hommes. Dans les deux cas, cependant, l'objectif était de diffuser au maximum l'histoire biographique, produire un savoir accessible à tous, pas trop ardu ni trop spécialisé, et surtout pas réservé à une élite restreinte. Dans les deux cas, on touche à la fameuse « mission de l'historien des pays sous-développés » sans cesse mise en avant par Kaké dans ses articles ou ses préfaces, à la manière d'une profession de foi :

Les jeunes historiens africains, s'ils veulent servir l'Afrique, ne doivent pas imiter certains professionnels qui méprisent ce que l'on appelle « la vulgarisation de l'histoire ». Tout en faisant la recherche historique, ils doivent savoir que l'historien d'un pays sous-développé ne peut se contenter de pures spéculations de cabinet, de scientisme car (...) sous prétexte de faire œuvre de science pure en histoire, on peut passer (...) à côté de l'essentiel. Je suis assez bien placé pour savoir qu'*un terrorisme intellectuel condamne en France la vulgarisation*²⁷³. Mais de quelle vulgarisation s'agit-il ? (...) La bonne vulgarisation, celle qui s'appuyant sur les résultats des recherches scientifiques, utilise un langage accessible, évite des citations fastidieuses, des renvois bibliographiques, me paraît le meilleur moyen pour faire aimer notre discipline du public scolaire et du grand public²⁷⁴.

Tenter de faire aimer l'histoire au plus grand nombre en la rendant accessible, voilà dessiné ainsi le grand *credo* d'Ibrahima Baba Kaké.

271 *Salou Casais : une idylle franco-songhay au XV^e siècle*, 1975 ; *Chaka, fondateur de la nation zouloue*, 1975 ; *Anne Zingha : reine d'Angola, première résistante à l'invasion portugaise*, 1975 ; *Djouder : la fin de l'Empire Songhay*, 1975 ; *Askia Mohamed, l'apogée de l'Empire songhay*, 1976 ; *Dona Béatrice : la Jeanne d'Arc congolaise*, 1976 ; *Le fabuleux pèlerinage de Kankou Moussa, empereur du Mali*, 1976 ; *Mamadou Lamine marabout et résistant soninké*, 1977.

272 *Affonso 1er : le roi chrétien de l'ancien Congo*, 1975 ; *Mirambo : un grand chef contre les trafiquants d'esclaves*, 1976 ; *Msiri : bâtisseur de l'ancien royaume du Katanga (Shaba)*, 1976 ; *Le Roi Denis, la première tentative de modernisation du Gabon*, 1976.

273 Souligné par nous. A qui pense-t-il en particulier ? Difficile à dire.

274 Ibrahima Baba KAKÉ, *Combats pour l'histoire africaine*, op. cit., p. 11.

3.2.2. Redonner aux Africains leur fierté

Pour Kaké, cela ne faisait aucun doute : à l'aube des années soixante-dix, l'histoire de l'Afrique était en voie de décolonisation²⁷⁵, c'est-à-dire qu'elle s'africanisait dans la forme mais surtout dans le fond. Pour Kaké, y participer était primordial et devait passer, dans un premier temps, par le fait rappeler le nom des héros de l'Afrique, de ceux qui ont fait de grandes choses pour leur continent. Sur 83 portraits radiophoniques étalés sur deux ans, 59 concernent ces derniers, soit 71%. Ici, toute ressemblance avec les volumes de la collection des « Grandes figures africaines » n'est en rien fortuite : Chaka, le « Napoléon Africain » (émission n°194, 1973), Anne Zingha, reine d'Angola de 1624 à 1664 (émission n°151, 1972), Alfonso Ier, roi du Kongo au début du XVIe siècle (émission n°143), Soundjata (émission n° 138, 1972), Kankou Moussa, empereur du Mali, le roi Makoko avec qui Pierre Savorgnan de Brazza coopéra, Ménélik, roi d'Éthiopie, furent autant de personnages traités dans les livres et dans l'émission – beaucoup de têtes couronnées et de grands chefs politiques, comme on peut le voir : le rappel de la dimension fastueuse des grandes figures africaines était en effet une priorité à cette époque où la pauvreté du continent ne cessait de grimper.

La série des *Grandes figures du monde noir* fut l'occasion pour Elikia M'Bokolo de faire ses premières apparitions à *Mémoire d'un continent*. Nous sommes en 1972. À l'époque, il était doctorant à l'EHESS et professeur d'histoire-géographie en classe préparatoire. Le voilà donc à la Maison de la Radio pour parler de Denis, roi du Gabon au XIXe siècle, et de Msiri, roi du Katanga (1830-1891) : deux personnages dont il écrira la vie quatre ans plus tard dans la collection créée par Kaké. Ces deux rois font partie de l'histoire d'une vaste région que M'Bokolo connaît bien pour y avoir grandi, celle englobant l'ex-AEF. Kinshasa, la ville de son enfance, est située de l'autre côté du fleuve Kongo juste en face de Brazzaville, elle-même située seulement à une centaine de kilomètres de la frontière gabonaise, comme on peut le voir sur cette carte²⁷⁶.

275 Interviewé en 1975 par Salim JAY, « Quand Ibrahima Kaké popularisait les grandes figures africaines », www.lesoir-echos.com

276 L'intérêt de M'Bokolo pour cette région ne se démentit jamais vraiment : en témoigne son sujet de thèse (*Noirs et Blancs en Afrique équatoriale. Les sociétés côtières et la pénétration française, 1820-1874*, 1975) et ses futurs ouvrages (*Médiations Africaines. Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, 2009 ; *Élections démocratiques en RDC. Dynamiques et perspectives*, 2010).



La région ouest de l'Afrique équatoriale au XXe siècle
(www.astrium.com)

Avec cette nouvelle formule radiophonique, Kaké s'aligne sur la tradition des chroniqueurs africains, voire soudanais selon Guy Robert²⁷⁷ qui, en langue haoussa (parlée au Soudan, au Tchad, au Niger et au Nigeria) délivrent, à qui veut bien l'entendre, des récits historiques et généalogiques des régions qu'ils occupent. Là où Kaké ajoute toutefois une touche d'originalité, et disons-le d'audace, c'est en intégrant dans cette catégorie des Grandes Figures, et en l'invitant, quelqu'un comme Joseph Ki-Zerbo par exemple, historien contemporain (« Joseph Ki-Zerbo, historien », émission n°197). Le Voltaïque venait de faire paraître son *Histoire de l'Afrique d'hier à demain* et commençait à être connu en France, au point que Jacques Chancel lui consacre une *Radioscopie* en 1973. Toutefois, et contrairement à ce que l'on pourrait penser, Ki-Zerbo fut loin d'être un invité régulier de *Mémoire d'un continent* comparé à sa notoriété : les archives ne mentionnent son nom qu'une fois en 1976, en 1980 ainsi qu'en 1985 – et encore, dans un contexte particulier, celui du colloque pour le 15e anniversaire de l'émission. Cette présence relativement faible s'explique par le fait que la vie de Ki-Zerbo était très chargée – recherches, cours, écriture, activités politiques²⁷⁸ – mais surtout par le fait qu'il était parti enseigner dès 1958... en Guinée²⁷⁹. Sékou Touré lui avait en effet personnellement demandé de venir remplacer les professeurs français sur le départ ce qui, forcément, envenima quelque peu les relations entre ce dernier et Ibrahima Baba Kaké. Le premier

277 Guy ROBERT, « Mémoire d'un Continent : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique », *op. cit.*

278 Voir Florian PAJOT, *Joseph Ki-Zerbo, itinéraire d'un intellectuel africain au XXe siècle*, Bordeaux, éditions l'Harmattan, coll. « Les grandes figures de l'Afrique », 2007, 196 p.

279 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien (19/03/2012)*, annexe n°3, page 230.

considérerait sa participation à la construction de la Guinée comme un acte de solidarité panafricain²⁸⁰ et critiquait le fait que Kaké ait quitté son pays. Kaké quant à lui digérait mal l'idée que Ki-Zerbo puisse aider Sékou Touré. Ceci étant, il admirait l'historien et souhaitait avant tout faire profiter les auditeurs africains de son savoir. La participation de Ki-Zerbo à *Mémoire d'un continent* lui a donc peut-être aidé à se faire un nom sur le continent. Sa notoriété, en Afrique et ailleurs, est aujourd'hui considérable²⁸¹.

Pour finir, notons qu'une conception moins individualisée, moins « tape à l'œil », de la série des Grandes Figures fut mise en avant par Kaké. Ce dernier, en effet, intégra quelques anonymes dans ses émissions, symboles d'une présence africaine incontestable mais invisible : les Noirs de Saxe volontaires (émission n°129), les Mau-Mau (n°274), les Touaregs, les tirailleurs sénégalais (émission n°236), autant de peuples ou de groupes sociaux tout à fait essentiels dans l'Histoire mais assez ignorés ou relégués au second plan.

3.2.3. La diaspora à l'honneur

Un nombre non-négligeable de biographies rédigées par Ibrahima Baba Kaké fut consacrée à la diaspora noire à travers le monde. Depuis les premiers congrès européens du panafricanisme de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle (Londres, Manchester, Paris), le monde noir avait tenté l'union des revendications. À Londres, en 1900, Du Bois avait déclaré que le problème du XXe siècle serait le problème « de la ligne de partage de couleur²⁸² ». L'esclavage avait été mis en cause pour avoir éparpillé dans la souffrance des millions d'Africains qui, plusieurs générations après, ressentaient un mal-être identitaire. C'est dans cette perspective que Kaké et Amegboh laissèrent une place – 16 portraits – aux Noirs du monde entier dans l'Histoire.

Du Bois et le Jamaïcain Marcus Garvey (1887-1940) ouvrirent logiquement le bal : ce sont eux qui, en quelque sorte, ont « théorisé » les problèmes et les aspirations de la diaspora noire : « Les Nègres, disait Garvey en 1920, forment de par le monde une chaîne infinie et quel que soit l'endroit où ils se trouvent, ils souffrent de la brutalité des Blancs, et parce qu'ils souffrent (...) nous pensons que l'heure est venue pour les 400 millions d'entre nous (...) de nous unir cordialement dans un objectif commun : la liberté et la démocratie²⁸³ ». Puis, un passage par la Russie et Alexandre Pouchkine : le poète était en effet l'arrière petit-fils de Abraham Hannibal Pétrovitch (1696-1781), ancien esclave du Tchad devenu bras droit de Pierre Le Grand – cette histoire n'a fait l'objet d'une

280 Voir *À quand l'Afrique ? Entretiens avec René Holenstein*, Paris, Éditions de l'Aube, 2003, 201 p.

281 Elikia M'BOKOLO, « Cinq ans après : l'actualité de Joseph Ki-Zerbo », *Mémoire d'un continent*, RFI, 10/12/2011, INA.

282 Cité par Mamadou DIOUF, « Les racines retrouvées », *La pensée noire, les textes fondamentaux*, Le Point Hors-série, n°22, avril-mai 2009, p. 43.

283 *Le nouveau nègre et l'UNIA*, *Ibidem*, p. 35.

synthèse en français qu'en 1996²⁸⁴ (son auteur vint plusieurs fois à *Mémoire d'un continent* faire part de ses travaux²⁸⁵), preuve de l'avance qu'avait prise Kaké. L'évocation de Pouchkine, d'origine « mulâtre » comme on disait à l'époque, amena l'animateur à parler des autres grands mulâtres de l'Histoire et, notamment, du plus improbable d'entre eux, Alexandre de Médicis dit « Le Maure », le célèbre duc de Florence dont une thèse voudrait qu'il soit l'enfant illégitime du pape Clément VII et d'une servante métisse de la famille Médicis. Puis, l'animateur s'arrêta dans l'ex-Saint-Domingue pour deux émissions sur Toussaint Louverture et le roi Christophe, deux personnages que le public français avait pu redécouvrir avec les œuvres d'Aimé Césaire²⁸⁶. Citons enfin les Africains du bassin méditerranéen : Locqman, fabuliste oriental ; Bilal, compagnon du prophète Mahomet ; Antar, poète arabe d'origine bédouine ; Clitus, officier d'Alexandre le Grand etc.

3.2.4. Redonner de la visibilité aux Noirs de France

Aujourd'hui, des historiens comme Gérard Noiriel, Patrick Weil, Dieudonné Gnamankou ou encore Pascal Blanchard ont pu faire avancer certaines mentalités en retraçant l'histoire de l'implantation ancienne des Noirs issus de l'ancien empire colonial français (Africains, Antillais, Réunionnais...) en France : ce sont la persistance d'idées négatives les concernant et leur inégale représentativité dans la société française qui expliquent cette historiographie globalement assez bien relayée par les médias. Malgré tout, et encore aujourd'hui, ce champ de recherche relève encore, à n'en pas douter, de la marginalité. Qu'est-ce à dire au temps des *Grandes figures du monde noir* quand le BUMIDOM (Bureau Pour le Développement des Migrations dans les Départements d'Outre-Mer) était à son apogée ou quand un nouveau parti politique hostile à l'immigration, le Front National, faisait son apparition (1972) ?

Le député du Sénégal Blaise Diagne (1872-1934) inaugura ce parti pris : ce dernier marqua l'histoire de France pour avoir été le premier député africain de l'empire colonial à siéger au Palais Bourbon ainsi que le premier Africain à rentrer dans le gouvernement en tant que sous-secrétaire d'État aux Colonies en 1931 – il eut également une influence considérable en dénonçant, le premier, les massacres d'Africains mis en première ligne par l'armée française pendant la Première Guerre mondiale. Vinrent ensuite : Félix Éboué (1884-1944), initiateur du premier ralliement d'un territoire colonial africain, le Tchad, au Général de Gaulle en 1940 et enterré au Panthéon ; Malamine Camara, sénégalais devenu sergent dans l'armée coloniale française ; Jean-Louis Michel (1785-

284 Dieudonné GNAMMANKOU, *Abraham Hanibal, l'aïeul noir de Pouchkine*, Paris, Présence Africaine, 1996, 251 p.

285 Elikia M'BOKOLO (prés.), Dieudonné GNAMMANKOU (part.), « De la Russie au Cameroun : l'incroyable postérité d'Ibrahim Hanibal Petrovitch », *Mémoire d'un continent*, Radio France Internationale, 30/01/2011, INA.

286 *Toussaint Louverture, La Révolution française et le problème colonial*, Présence Africaine, 1962 ; *La tragédie du roi Christophe*, Présence Africaine, 1963.

1865), escrimeur légendaire originaire de Saint-Domingue ; et enfin, les tirailleurs « sénégalais » auxquels Kaké aimera fréquemment rendre hommage, comme cette fois particulièrement spectaculaire, en 1989, où il ira jusqu'à recueillir les témoignages d'anciens soldats nigériens, ivoiriens, gabonais, congolais et sénégalais²⁸⁷.

287 « Mémoire des anciens combattants (témoignages) », *Mémoire d'un continent*, Radio France Internationale, émission n°1067, 1989.

DEUXIÈME PARTIE :

MÉMOIRE D'UN CONTINENT, « ÉMISSION PHARE DE LA
COOPÉRATION²⁸⁸ » (1974-1995)

288 Expression prononcée au cours des rencontres de Dakar en 1984 pour le 15e anniversaire de *Mémoire d'un continent*.

Nous avons choisi dans cette partie d'épouser une grille de lecture thématique et de traiter de quatre grands thèmes de la coopération radiophonique, thèmes qui s'interpénètrent mais qui donnent chacun lieu à des résultats spécifiques. La période qui va de 1974 à 1995 s'inscrit au milieu de deux dates charnières : la première correspond aux débuts de la rencontre entre *Mémoire d'un continent* et les historiens africains sur leur sol respectif ; la seconde correspond au départ définitif de RFI de Jacqueline Sorel – ses archives prenant fin cette année-là –, un an après la mort prématurée de Kaké, date à partir de laquelle l'émission fait peau neuve avec Elikia M'Bokolo et sa réalisatrice Anne Blancard puis Isabelle Godineau. Entre ces deux dates, *Mémoire d'un continent* a inauguré un nombre important d'initiatives et de manifestations, ce qui l'a popularisé de plus en plus au point de devenir, dans les années quatre-vingt, une référence dans le monde étudiant et universitaire du continent francophone. On peut dire, sans se tromper, que la période faste de *Mémoire* eut lieu au milieu des années quatre-vingt : énormément de personnages, de lieux et de faits y sont en effet à relever. Il nous faudra également identifier les facteurs externes pouvant expliquer cette formidable effervescence radiophonique.

Nous nous concentrerons d'abord sur la rencontre des membres de *Mémoire d'un continent* avec les historiens africains : rencontres qui se firent, d'abord, sur le sol africain avant que ces derniers ne vinrent eux-même se faire enregistrer lors de leurs passages à Paris. Nous verrons ainsi que l'émission a non seulement rapporté le plus fidèlement possible la voix des historiens mais a également tenté, du fait de toutes ces sollicitations, d'en émettre une à part entière.

Nous étudierons ensuite les relations de coopération entre *Mémoire d'un continent* et les radiodiffusions africaines d'expression française. Ces rencontres furent fréquentes et permirent à RFI – qui se nomme ainsi à partir du 1er janvier 1975 – d'établir un lien tout particulier, fondé sur le savoir, l'histoire et la culture avec le continent africain. La coopération avec ces radios se situe au cœur de notre sujet mais c'est paradoxalement l'aspect sur lequel nous avons eu le plus de mal à obtenir des informations car, on l'a dit, le secteur de RFI spécialisé dans la coopération est un aspect globalement peu traité et méconnu de RFI – elle-même, d'ailleurs, peu connue en vérité des auditeurs français –, un domaine qui recouvre donc les émissions culturelles qui ne s'occupent pas *stricto sensu* d'information et d'actualité et qui, surtout, n'émettent pas en direct sur les ondes. De plus, nous n'avons pu obtenir de contacts avec les anciens membres des radios africaines dans le cadre de notre étude. Le faire nous aurait apporté le point de vue de ceux qui recevaient l'aide et le soutien de RFI. Voilà en quoi réside la principale limite de notre travail : n'avoir à sa disposition que le point de vue de RFI sur cette affaire de coopération radiophonique revient, dans un sens, à retracer l'histoire d'un rapprochement diplomatique entre deux pays en n'interrogeant qu'un seul

pays.

Nous verrons dans un troisième temps les rencontres avec le continent lui-même : comment devint-il, au cours de cette période, une terre de voyages et d'exploration ? Comment est-on petit à petit passé d'une simple émission historique à une émission de « grands reportages historiques » ? Comment s'est construite la relation entre *Mémoire* et chaque pays africain ? Quel rôle ont joué les relations diplomatiques postcoloniales ? Quels furent les pays les plus visités, les moins visités, ceux avec qui la relation fut en dent de scie selon les périodes et les gouvernements ? Peut-on aboutir à une classification et une catégorisation des pays visités ?

Dans un dernier temps, il nous faudra analyser la « famille » *Mémoire d'un continent* : qui sont les invités récurrents ? Quelles raisons peut-on invoquer et que peut-on conclure lorsqu'on constate que d'illustres représentants du continent ou de l'Hexagone viennent se faire interroger sur leur passé, sur le passé de leur pays ou sur celui de l'Afrique en général ?

1. UNE ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES HISTORIENS AFRICAINS

Pendant longtemps, *Mémoire d'un continent* fut très certainement l'unique occasion pour bon nombre de scientifiques africains de s'exprimer à la radio d'une manière convenable et durable – la situation des radios africaines et, à plus forte raison, celles des émissions à caractère historique n'ayant connu un développement notable qu'à partir des années quatre-vingt-dix. C'est la raison pour laquelle on retrouve à *Mémoire d'un continent*, véritable miroir de la recherche africaine dans un studio de radio français, toute la fine fleur de la vie universitaire inter-africaine voire de la vie intellectuelle africaine au sens large.

1.1. LES RENCONTRES INDIVIDUELLES : UNE PROGRESSIVE PARTICIPATION DES HISTORIENS À L'HISTOIRE DE LEUR PAYS

Avant de se lancer dans cette partie, une question, assez compliquée au demeurant : l'Histoire est-elle un enjeu lié national lié à chaque État africain particulier ? Faut-il ou non dépasser les frontières au niveau du savoir historique ? Le fait est que *Mémoire d'un continent*, lorsqu'elle décide de se pencher sur un pays ou une région, interroge principalement, c'est du moins le cas au début, les historiens « locaux ». Est-ce la preuve d'une vision nationalisée voire nationaliste de l'histoire africaine ? Bien au contraire. Il est évident que Kaké, s'il est par exemple en Casamance et qu'il interroge l'historien sénégalais spécialiste de cette région, fait en sorte que l'auditeur s'imagine en Casamance. Mais l'émission, parce qu'elle est relayée par les radios de la majeure partie du continent africain francophone, fait le pari d'intéresser un Malgache, un Congolais ou un Camerounais sur cette histoire de la Casamance. Au final, le pari était généralement réussi : bien sûr, l'habitant de la Casamance sera davantage à l'écoute que le Malgache. Néanmoins, les frontières étatiques n'ont jamais constitué un frein à la curiosité des auditeurs. Ainsi, en faisant à chaque fois participer les historiens à l'histoire de leur pays, *Mémoire* a paradoxalement épousé un savoir panafricain très éloigné des partis pris nationalistes : « le seul secteur à ne pas nationaliser en Afrique, disait Kaké, est celui de l'histoire²⁸⁹ ». Il ne faut jamais oublier, enfin, que les États africains sont perçus par beaucoup de leurs ressortissants comme des États illégitimes. Ils sont en

²⁸⁹ *Combats pour l'histoire africaine*, Paris, Présence Africaine, 1982, p. 36.

effet, rappelons-le, les fruits du « découpage » de la conférence de Berlin de 1885 : par conséquent, l'« État africain » ne veut pas dire grand chose, c'est une notion creuse, suspendue dans le vide, un « formidable Léviathan tropical doté de toute la pesanteur perverse du pouvoir colonial », d'après les termes de Joseph Ki-Zerbo²⁹⁰. En ce sens, le savoir doit se faire africain au sens plein : on doit donc ne pas être surpris de voir le Voltaïque Ki-Zerbo donner des cours à Conakry, le Malien Sékéné Mody Cissoko enseigner à Dakar ou à Libreville ou encore le Congolais Théophile Obenga dispenser son savoir – égyptologique, de surcroît – au Congo, en RDC, en Centrafrique, au Gabon et même aux États-Unis. *Mémoire d'un continent* s'est inspirée de cette large réalité et s'en inspire encore.

1.1.1. Au commencement, la Culture...

Au terme de l'année 1973, le thème des Grandes Figures Noires n'intéressait plus vraiment Ibrahima Baba Kaké. La série était en fin de course. Au milieu de « Booker T. Washinton », « Mamadou Lamine » ou « Le roi Ghézo », des émissions plus traditionnelles qui ne faisaient pas partie de la dite série firent donc de nouveau leur apparition : « Les arts graphiques en Afrique », « Les sources du Nil », « Tombouctou »... Kaké et Amegboh éprouvèrent comme l'envie de renouer avec l'émission des débuts, ce temps où des figures de l'acabit d'Yves Coppens venaient délivrer un discours scientifique de référence²⁹¹. Ainsi, on voit que l'année 1974 inaugure la sollicitation, sur place, de trois grands Africains aujourd'hui disparus : pas des historiens au sens propre mais des intellectuels au sens large, des « hommes de culture » comme il faudrait les appeler. Il s'agit du Nigérien Boubou Hama (1906-1982), du Camerounais Jean-Baptiste Obama (1925-2003) et du Malien Amadou Hampâté Bâ (1900-1991).

Boubou Hama (photo page 238, annexe n°6) est celui qui fit l'objet du tout premier voyage de l'équipe de *Mémoire d'un continent* en Afrique. Ce voyage eut probablement lieu avant le coup d'État du 22 mars qui renversa Diori Hamani du pouvoir car cette émission figure en cinquième position dans les archives de Jacqueline Sorel ce qui, par conséquent, signifie qu'elle fut diffusée vers le mois de février – il est bien évident que ce voyage aurait été largement compromis s'il avait été prévu pour après le mois de mars. De plus, il faut bien prendre en compte le fait que les émissions diffusées à un certain moment sont en fait enregistrées des mois auparavant surtout à cette époque où les routes africaines étaient plus précaires, les déplacements plus longs et les conditions d'enregistrements plus laborieuses qu'aujourd'hui²⁹².

290 « Préface » in Hervé BOURGES, Claude WAUTHIER, *Les 50 Afriques (tome 1)*, Paris, Le Seuil, coll. « Histoire immédiate », 1979, p. 15.

291 Du moins, dans le cas du paléontologue français, ses thèses étaient indiscutées jusqu'à il y a peu.

292 Nous n'avons hélas aucune information exacte sur la date des enregistrements d'émissions en terre africaine.

L'émission de Hama s'intitule « Sur les traces des Peuls » (n°244). L'utilisation de l'expression « Sur les traces de » renvoie très clairement au caractère nomade des Peuls. Un homme peul est en effet facilement repérable car il ne se sépare jamais de son troupeau²⁹³. Hama, qui avait déjà rédigé deux ouvrages de référence sur cette ethnie d'Afrique de l'Ouest²⁹⁴, eut également une vie en mouvement perpétuel. Né la même année que Senghor en 1906, il devint à seulement 23 ans le tout premier instituteur nigérien. Formé à l'École William Ponty, comme le père de Kaké et bien d'autres, il fut fonctionnaire à l'IFAN et travailla avec Théodore Monod. Il devint ensuite directeur d'école primaire en 1945, directeur de l'IFAN en 1954, vice-président du Congrès International des Études Africaines en 1967, directeur du Centre Régional de Documentation pour la Tradition orale de l'Ouest Africain en 1968 et membre du Comité scientifique international pour la rédaction du fameux projet de l'UNESCO d'une *Histoire générale de l'Afrique* à partir de 1971.

Parallèlement à ces fonctions scientifiques, Boubou Hama, boulimique d'écriture, publia pas moins de 31 ouvrages de 1966 à 1974 dont 5 en 1969, 1972 et 1973²⁹⁵. Ces ouvrages ne sont pas des livres d'histoire pure mais ne sont pas non plus de pures autobiographies²⁹⁶, de purs ouvrages de théorie politique²⁹⁷, de purs recueils de traditions orales²⁹⁸ ou de purs livres pour enfants²⁹⁹ : ils sont toujours un peu tout cela à la fois. « En attendant de trouver ma voie, disait-il, j'écris³⁰⁰ ». Ce refus de se voir attribuer des étiquettes a fortement contribué chez Hama à l'élaboration de son surnom de « Père de la culture nigérienne ». Comme nous l'a expliqué Jean-Pierre Chrétien, il faisait partie d'une génération qui, à la fois, militait pour que soient recueillies les traditions orales et pour que prennent forme des livres d'histoire authentiquement africains³⁰¹. Au lendemain du coup d'État de 1974, Hama fut quelque peu oublié mais fut redécouvert par la suite. En 2006, le gouvernement de Mamadou Tandja inaugura l'« année Boubou Hama » à l'occasion du centenaire de sa naissance.

Le deuxième voyage de *Mémoire d'un continent* fut à l'honneur de Jean-Baptiste Obama. Un peu oublié aujourd'hui, le « philosophe africain » est connu pour s'être doté d'une culture encyclopédique (théologie, histoire, philosophie, musicologie, histoire des arts). Pour toute l'Afrique, il fut un intellectuel très influent – pour preuve, sa présence aux deux éditions du FESMAN, à Dakar en 1966³⁰² et à Lagos en 1977. Entre autres activités, Obama était dramaturge.

293 « Les Peuls », *Un certain regard*, 07/09/1969, ORTF, INA.

294 *Contribution à la connaissance de l'histoire des Peuls*, Paris. Présence Africaine. 1968, 560 p. ; *Histoire traditionnelle des peuls du Dallol Boboye*, Niamey, CRDIO, 1969, 160 p.

295 Diouldé LAYA, J.D. PÉNEL, Boubé NAMAÏWA (dir.), *Boubou Hama, un homme de culture nigérien*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 213.

296 *L'extraordinaire aventure de Bi Kado*, 1971

297 *Les grands problèmes de l'Afrique des indépendances*, 1974

298 *Contes et légendes du Niger*, 1972, 6 volumes

299 *Babouma et Tiégouma*, 1973, 2 volumes

300 Cité par Mamani ABDOULAYE, *Ibidem*, p. 34.

301 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien*, annexe n°3, page 229.

302 Pour une conférence intitulée « La musique africaine traditionnelle. Ses fonctions sociales et sa signification philosophique ».

En 1970, il avait reçu d'ailleurs le premier prix du *Concours théâtral interafricain* de Françoise Ligier pour une pièce intitulée *Assimilados*³⁰³ : un élément qui explique sûrement pourquoi Obama fut repéré de manière précoce par *Mémoire d'un continent*.

Le dernier personnage de cette série d'intellectuels à avoir, avant les autres, offert son savoir à l'émission est le plus connu de tous. Amadou Hampâté Bâ (photo page 238, annexe n°6), cependant, n'est peut-être pas réputé pour les bonnes raisons. En effet, et cela reste une généralité, on lui doit surtout la phrase qu'il avait prononcée à l'UNESCO en 1960 et qui avait déjà donné lieu à un nombre incalculable de digressions et d'interprétations en tout genre : « en Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle³⁰⁴ ». Amadou Hampâté Bâ fait partie de ces anciens « locaux » qui avaient rejoint l'administration coloniale, ce qui l'avait aidé à s'élever socialement. En ce sens, il était redevable de la colonisation et ne s'en cachait pas – cette idée transparaît lors de ce même discours prononcé à l'UNESCO³⁰⁵. Comme les deux précédents, Bâ se distinguait par son savoir « total » : il mena tout au long de sa vie une activité de « traditionniste » ou de « traditionnaliste » qui consiste à réunir, transcrire, traduire et interpréter les mythes, les récits, les contes et autres textes oraux africains, si bien que ses connaissances en histoire s'inscrivaient, de fait, dans cet héritage. Ce n'est donc pas un hasard s'il s'est exprimé au micro de *Mémoire* sur El Hadj Omar (1797-1864), fondateur de l'empire toucouleur qui rassemblait une bonne part du Mali actuel. Chez Bâ, la tradition orale peut aussi s'appeler enseignement : elle englobe toutes les connaissances humaines et n'a d'autre fonction que celle de transmettre, comme on pourrait le dire de la radio. Très influencé par la littérature monothéiste, le Verbe est selon lui au commencement de tout. Il constitue le « don le plus merveilleux que Dieu ait fait à sa créature³⁰⁶ ». On comprend mieux pourquoi Kaké s'est mis en tête d'enregistrer urgemment la parole de celui qui l'avait déjà le mieux théorisée en Afrique. « Au commencement était le Verbe »...

1.1.2. La préférence maliennne

Hama, Obama et Bâ incarnent la culture idéale pour les premières émissions de terrain de *Mémoire d'un continent*. À partir de 1975, toutefois, on ne les revoit quasiment plus dans les rangs de l'émission. Kaké décida en effet de se tourner davantage vers les historiens au sens propre, c'est-

303 Il n'est qu'un exemple de ces nombreux Camerounais qui, dès 1969, avaient envoyés leurs pièces à la DAEC.

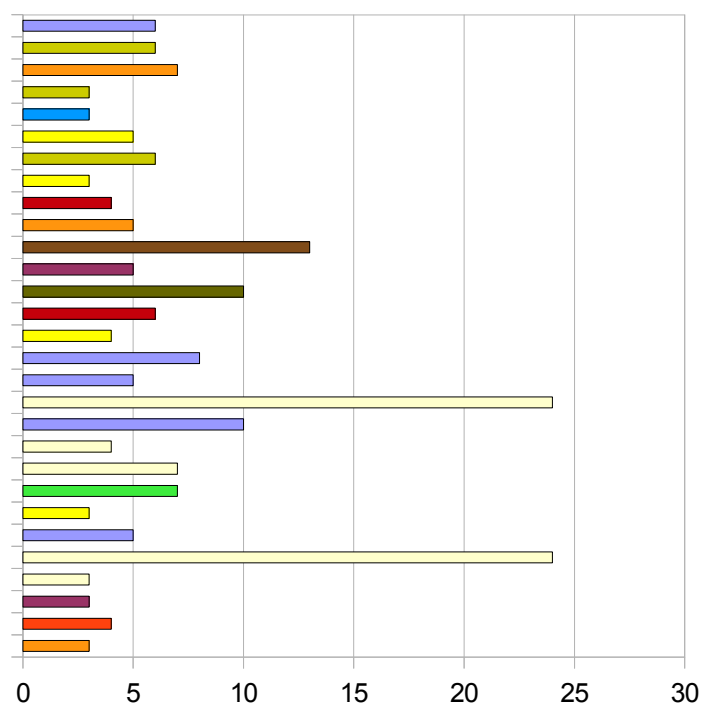
304 Le mot vieillard ne doit pas être forcément compris en fonction de l'âge, bien plutôt en fonction du savoir. Un homme de 20 ans peut être un vieillard si, au cours de sa vie, il a baigné dans le savoir. Inversement, un vieil homme de 70 ans peut être un enfant. La signification du mot n'est donc pas la même qu'en Occident et Bâ a du s'en justifier par la suite.

305 « Le colonialisme n'a pas été tout au long uniquement un tissu de tortures, une trame d'injustices, une source intarissable de malheurs pour les peuples colonisés. IL y a eu certes du mauvais mais, aussi il faut le dire, il y a eu du bon (...). Comme l'a dit, le président du Mali, M. Modibo Keita, si le colonialisme fut un mal, il fut un mal nécessaire » (« Discours de Amadou Hampâté Bâ à la commission Afrique de l'UNESCO », Paris, 01/12/1960, INA).

306 *Vie et enseignement de Thierno Bokar le sage de Bandiagara*, 1980, cité par Souleymane Bachir DIAGNE, « Amadou Hampâté Bâ », *La pensée noire, les textes fondamentaux*, Le Point Hors-série, n°22, avril-mai 2009, p. 67.

à-dire ceux qui ont su intégrer leur savoir-faire au sein des institutions : les professeurs des universités africaines. Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, ces dernières naissaient un peu partout en Afrique francophone et n'étaient, pour ainsi dire, l'apanage d'aucun pays en particulier – bien que la faculté Cheikh Anta Diop de Dakar ait pris, très tôt, une longueur d'avance qu'elle a perdu depuis³⁰⁷. Le but était que les jeunes Africains cessent de migrer pour passer leur diplôme en Europe et trouvent de quoi sustenter leur aspirations sur place. Ceux qui, toutefois, partaient étudier en Europe revenaient généralement dans leur pays de naissance pour enseigner et former de nouveaux étudiants.

Lorsqu'on étudie les historiens interrogés par Kaké – que ce soit en Afrique ou à Paris, là n'est pas la question – selon leur nationalité, de 1972 à 1995, on arrive à des résultats étonnants. En effet, un pays sort très nettement du lot : le Mali. Le diagramme présenté ci-dessous indique le nombre d'émissions dans lesquelles figurent les historiens les plus fidèles. Chaque couleur représente une nationalité en particulier. De haut en bas : la Côte d'Ivoire (bleu), le Bénin (kaki clair), le Burkina Faso (orange), le Gabon (bleu ciel), le Sénégal (jaune), la Guinée (rouge bordeaux), l'Éthiopie (marron), le Cameroun (violet), le Tchad (kaki foncé), le Mali (jaune pâle), le Congo (vert) et le Niger (rouge piment).



Fréquence des historiens africains les plus sollicités en nombres d'émissions de 1972 à 1995

307 Voir Daouda GUEYE, « Fin de cycle pour une institution prestigieuse ? », 26/11/2012, www.sudonline.sn.

Les deux historiens maliens qui dominent nettement en importance se nomment Sékéné Mody Cissoko³⁰⁸ et Youssouf Tata Cissé (photos page 238, annexe n°6). Le premier était presque une « star » parmi les historiens d'Afrique Noire. Tout premier président de l'Association des Historiens Africains (AHA) de 1972 à 1975 puis directeur d'une revue intitulée *Afrique-Histoire*, il enseigna à Libreville et à Dakar pour ne revenir dans son pays natal qu'en 1992, suite à l'éviction de Moussa Traoré qui l'avait contraint à l'exil. Cissoko était un grand amateur de radio et de *Mémoire d'un continent* en particulier. On peut s'en convaincre avec le magazine qu'il a lui-même tenté d'installer sur la radio sénégalaise, *Panorama de l'histoire africaine*, qui n'est autre qu'une formule utilisée par *Mémoire d'un continent* dans le générique du début (« *Mémoire d'un continent*, panorama de l'histoire africaine »). Hélas, cette tentative radiophonique authentiquement africaine ne dura pas longtemps. Nous y reviendrons.

Youssouf Tata Cissé, lui, est avec Amadou Hampâté Bâ le spécialiste incontesté de la littérature orale au Mali bien qu'une grosse partie de ses recherches aient été effectuées en France : il présenta une thèse à l'EPHE sous la direction de l'ethnologue Germaine Dieterlen, ancienne élève de Marcel Mauss, et enseigna à la Sorbonne et au CNRS³⁰⁹. Cissé est toutefois un profond chercheur de terrain : pendant plus de quinze ans, de 1959 à 1975, il a parcouru le Mali en compagnie d'un griot avec qui il s'était lié d'amitié : Wâ Kamissoko. De cette expérience naquit *La grande geste du Mali* (2 tomes). Ce travail ethnographique fut très certainement érigé en exemple par les acteurs de *Mémoire d'un continent* : en effet, les voyages africains de Kaké dans les années quatre-vingt donnèrent lieu à des émissions de terrain construites sur la base d'une enquête historique (exemple : « Sur les traces de Samori au Gabon » n°664, 1982 ; « La geste hilalienne, l'épopée de Beni Hilal » n°897, 1986). Au demeurant, la longue exploration du Mali par Cissé constitue un magnifique exemple des difficultés que peut rencontrer un chercheur africain formé en Europe et assimilé à ses méthodes universitaires :

Lorsque je voulus enregistrer sur bande magnétique, les récits de mon griot, celui-ci me dit : « Le meilleur moyen d'enregistrer un récit, c'est de l'écouter et de le vivre intensément afin de l'intérioriser et de le conserver à jamais dans sa mémoire » (...). Je fus ainsi réduit à tout mémoriser : dix ans d'école coranique (...) m'y avaient entraîné³¹⁰.

308 Cissoko est mort en mai 2012 à Bamako. Il avait 80 ans. Voir Doulaye KONATE, « Hommage au Professeur Sékéné Mody Cissoko », 19/06/2012 (www.essor.ml).

309 Pour autant, tout laisse à croire qu'il a conservé sa nationalité malienne, ce qui aurait pu ne pas être le cas. Ibrahima Kaké, on l'a vu, en est le plus bel exemple.

310 Youssouf Tata Cissé, Wâ KAMISSOKO, *La grande geste du Mali, des origines à la fondation de l'Empire*, Paris, éditions Khartala, 2000 (rééd.), p. 10.

En juste retour des choses, Youssouf Tata Cissé était conscient des apports qu'il pouvait apporter à la tradition orale africaine – « l'intérêt que Wâ portait à mes travaux croissait sans cesse, j'étais convaincu que quelque chose d'irréversible s'était produit chez mon griot³¹¹ ». En 1988, Kamissoko meurt : Kaké décida de lui rendre hommage en invita Cissé. L'émission s'intitule : « Les griots et l'histoire. Hommage à trois griots disparus : Wa Kamisisoko, Sory Kania, Banzoumana Cissoko » (n° 976).

Pourquoi cette nette prédominance de deux historiens maliens ? Pourquoi cet attrait pour ce pays ? L'explication est à chercher du côté de la place que ce pays occupe. Le Mali se situe au cœur du Sahel : c'est un pays au carrefour d'une myriade de peuples et de cultures. Il abrite en son sein d'anciens empires qui s'étendirent bien au-delà de ses frontières contemporaines.

Au Mali, les groupes culturels cohabitent dans l'harmonie depuis longtemps. Dans l'histoire, chacun de ces groupes a joué un grand rôle : derrière l'empire du Ghana, il y avait les Soninké ; derrière l'empire du Mali, il y avait les Malinké ; derrière l'empire Songhay, les Songhay ; puis l'empire peul, l'empire toucouleur, les confédérations touaregs... Chacun, dans ce vaste ensemble, a eu sa parcelle du pouvoir tout en respectant les autres. Par conséquent, nous savons aujourd'hui, au Mali, ce qu'est un grand ensemble multiforme et pluriel (...). Le Mali, ce n'est pas que la République actuelle du Mali. Il y a un peu de Mali dans le Sénégal comme il y a un peu de Sénégal dans le Mali : cela vaut aussi pour la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, la Guinée, le Burkina, l'Algérie et le Niger.

Ainsi parle l'ancien président de la République du Mali, Alpha Omar Konaré (photo page 239, annexe n°6), interrogé en 2010 par Elikia M'Bokolo³¹². Ce pays aux sept frontières a su donc se mélanger au cours de son histoire avec toutes les richesses de l'Afrique Noire : en ce sens, il pourrait l'incarner à lui seul. C'est la raison pour laquelle, au regard des explications de Konaré, les historiens Cissé et Cissoko furent interrogés par Kaké sur des sujets qui ne concernent pas exclusivement le Mali (exemple : « La Casamance » avec Cissoko ; « Les forts de Guinée » avec Cissoko » ; « Les Bambaras³¹³ » avec Cissé).

En cette deuxième moitié des années soixante-dix où *Mémoire d'un continent* privilégiait l'exploration de l'Afrique de l'Ouest, le Mali et ses experts faisaient donc figure de référence évidente. Mais de la même manière, lorsque l'émission, à partir de 1980-1981, décidait de parler de l'Afrique de l'Est, sous l'influence d'un Elikia M'Bokolo alors de plus en plus actif dans l'émission, elle privilégia le Zaïre, pays aux neuf frontières rassemblant en son sein énormément de dynamiques de l'Afrique équatoriale.

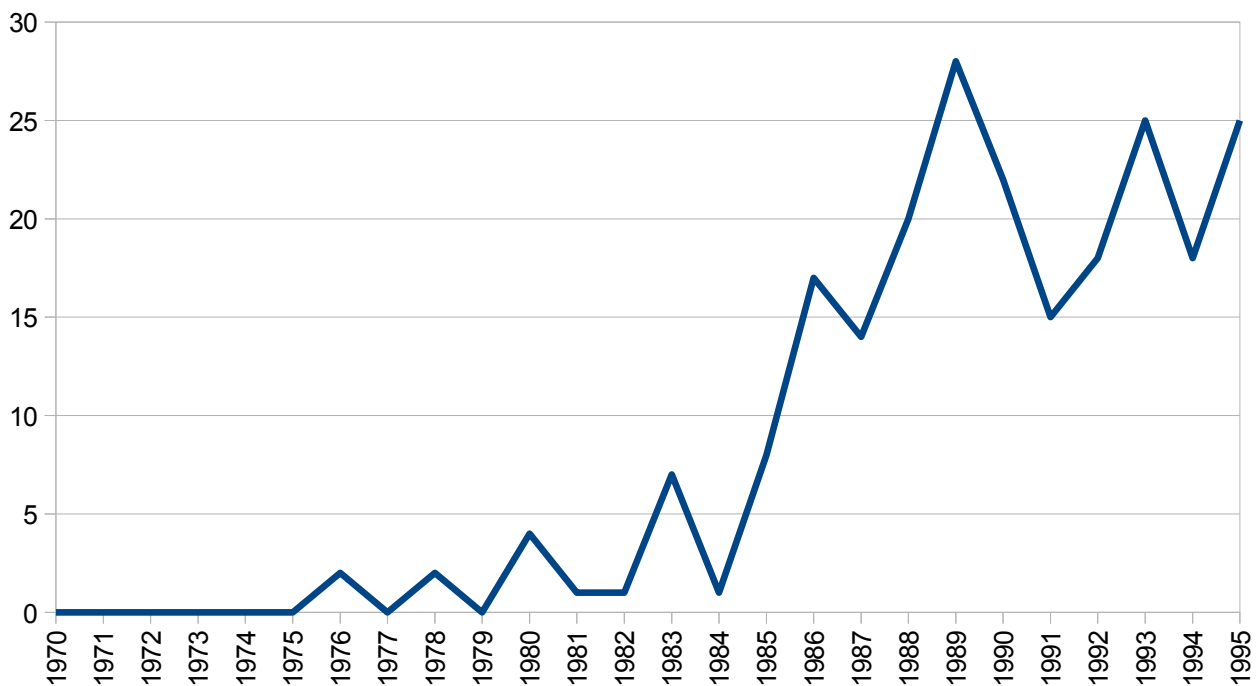
311 *Ibidem*, p. 12.

312 *Grands Entretiens Afrique(s)*, « Alpha Omar Konaré », 2010, INA.

313 Le bambara est une langue parlée au Mali mais aussi en Guinée, en Mauritanie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Gambie et au Burkina Faso.

1.1.3. Des livres, des livres, encore des livres !

À partir de 1976, plus encore après 1984, la place de plus en plus importante accordée aux livres est tout à fait notable. Au départ, on l'a vu avec Jean-Pierre Chrétien, l'émission ne traitait pas directement d'ouvrages d'historiographie. Ses objectifs étaient plus ludiques, plus radiophoniques, plus centrée sur les connaissances accumulées et leur diffusion. Les livres servaient bien sûr de référence mais pouvaient ne pas être cités ou évoqués, comme on l'a vu avec Balandier et les autres (page 56). L'année 1976 est un tournant dans la mesure où, pour la première fois, un ouvrage fit l'objet d'un débat en présence de l'auteur. Comme ce diagramme le montre, ce choix n'a fait que se confirmer jusqu'en 1995 : cette année-là, sur environ 50 émissions, fréquence moyenne annuelle, 25 d'entre elles furent consacrées à des livres.



Fréquence des émissions traitant directement de livres fraîchement parus de 1976 à 1995.

Le premier auteur en question à venir parler de son travail n'est autre que Sékéné Mody Cissoko, pour son livre *Tombouctou et l'empire songhaï* (Nouvelles Éditions Africaines). Pour Djibril Tamsir Niane, la parution de cet ouvrage fut un événement important : « il faut réécrire l'histoire de l'Afrique et c'est la tâche que s'est assignée la génération de l'indépendance. Voilà le cadre dans lequel il faut placer l'ouvrage du professeur Sékéné Mody Cissoko³¹⁴ » martelait-il en

³¹⁴ « *Tombouctou et l'empire songhaï*, Sékéné Mody Cissoko, Les Nouvelles Éditions Africaines » in *Éthiopiennes*, n°8, oct. 1976.

1976. Et de conclure : « l'art et la maîtrise de Cissoko sont le gage que les Africains sont aujourd'hui les seuls habilités à étudier de l'intérieur l'Histoire de l'Afrique³¹⁵ ». Les seuls ? Nous sommes probablement à l'époque où le débat de savoir qui doit écrire la nouvelle histoire africaine atteint son paroxysme. L'anecdote que nous a livrée Jacqueline Sorel à ce propos est édifiante : Kaké arrive dans un colloque organisé par l'Association des Historiens Africains ; le président de l'assemblée se lève et déclare : « un historien ici n'est pas africain mais a pris la nationalité française. Il doit donc quitter la salle ». Ce président, c'était le militant panafricain Joseph Ki-Zerbo, qui rappelait souvent le principe selon lequel les Africains étaient les plus légitimes à réécrire l'histoire de leur continent³¹⁶. On connaît enfin la réplique, plus modérée, de Elikia M'Bokolo : « il n'y a pas que les Africains qui doivent écrire l'histoire de l'Afrique (...) car celle-ci a été écrite d'abord par des non-Africains et beaucoup d'entre eux ont fait un travail remarquable³¹⁷ ».

C'est de ce dernier principe qu'hérita *Mémoire d'un continent* : car si les ouvrages cités et traités dans les émissions de 1977-1978 furent effectivement le fait d'Africains – la Malienne Madyna Ly Tall, le Guinéen Djibril Tamsir Niane, le Voltaïque Joseph Ki-Zerbo –, c'est dès 1981 que Kaké évoqua l'œuvre d'un auteur non-Africain, en l'occurrence Claude Tardits, ancien élève de Claude Lévi-Strauss. Cette ouverture s'incarna par la suite à travers plusieurs ouvrages importants : *Vielle Afrique, jeune nation* du journaliste Philippe Decraene (1982, émission n°691), *L'AOF de 1944 à 1960* de l'historien français Joseph Roger de Benoist (1983, émission n°712) et *Toussaint Louverture* de l'écrivain haïtien Roger Dorsinville (1983, émission n°713). Il faut relever par ailleurs que de nombreux manuels ou réflexions plus larges sur l'Afrique, dont les auteurs sont aussi bien africains que français, et qui sont aujourd'hui des références, furent mis en lumière par Ibrahima Kaké. Parmi eux citons *Afriques indociles* de Achille Mbembe (1989, émission n°1040), *L'État en Afrique* de Jean-François Bayart (*idem*), *L'Afrique afro-francophone* de Ntole Kazadi (1992, émission n°1194) ou encore *Afrique noire, histoire et civilisation* (1993, émission n°1259) de ... Elikia M'Bokolo : un exemple d'un acteur de l'émission prenant la place de l'invité loin d'être isolé ; en 1987, Kaké épousa la même posture pour la parution de sa biographie *Sékou Touré, héros et tyran* (éditions Jeune Afrique) ; en 1995, ce fut au tour de Jacqueline Sorel, elle qui ne s'invitait que très rarement de l'autre côté du micro, pour son premier ouvrage, une biographie de Léopold Sédar Senghor³¹⁸.

315 *Ibidem*.

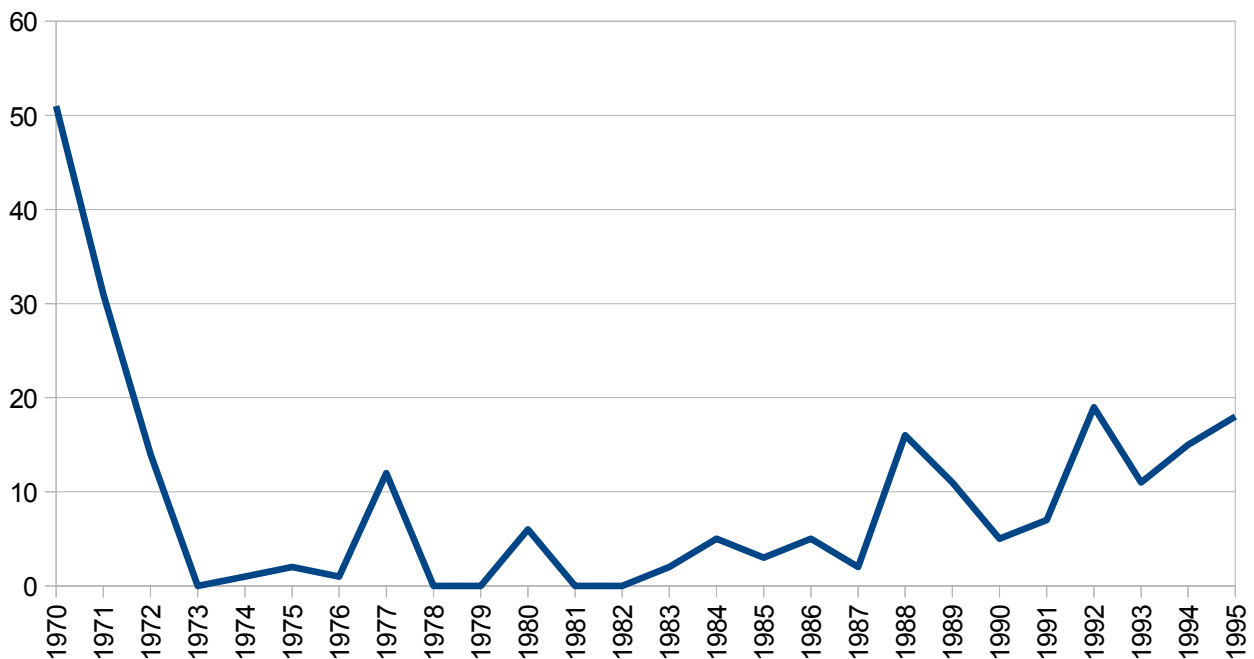
316 Michel AMENGUAL (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1975, p. 45.

317 *Ibidem*, p. 29.

318 Qui, décidément, a beaucoup inspiré RFI : Hervé Bourges, son président de 1981 à 1987, sortit lui aussi une biographie du président-poète en 2006 (*Léopold Sédar Senghor, Lumière noire*).

1.1.4. Une africanisation définitive ?

Au regard de ce que nous venons de constater avec la question du livre, la réponse à la question posée ci-dessus est déjà esquissée : le principe souhaité par Sorel au moment de l'arrivée d'Ibrahima Baba Kaké d'africaniser l'émission en termes d'intervenants ne tint pas longtemps. Certes, certaines années furent symboliquement quasi-démunies d'historiens non-africains : l'année 1976, par exemple, où seulement un chercheur français vint s'exprimer – et encore il s'agit ni plus ni moins de Jean Devisse, celui sans qui rien de tout ce que nous venons d'étudier jusqu'à présent ne se serait passé. Du reste, purent s'exprimer cette année-là autant de personnalités comme le Camerounais Moktar Ba, le Gabonais Atos Ratanga ou l'Ivoirien Georges Niangoran Bouah (photo page 239, annexe n°6). Toutefois, il faut rappeler l'évidence : *Mémoire d'un continent* est une émission française basée à Paris, financée par un ministère français, gérée par une radio française, encadrée par des cadres français, produite et animée par deux Africains en voie d'obtention de la nationalité française et établis depuis un certain nombre d'années en France. Par conséquent, les liens noués avec les historiens se firent prioritairement en France, notamment grâce aux contacts noués par Jean Devisse au début puis *via* l'EHESS que M'Bokolo avait intégrée en 1976. Comme on peut donc le voir sur ce diagramme, la non-africanité des participants repartit à la hausse à partir de 1983 :



Nombre d'émissions ayant sollicité des intellectuels non-Africains.

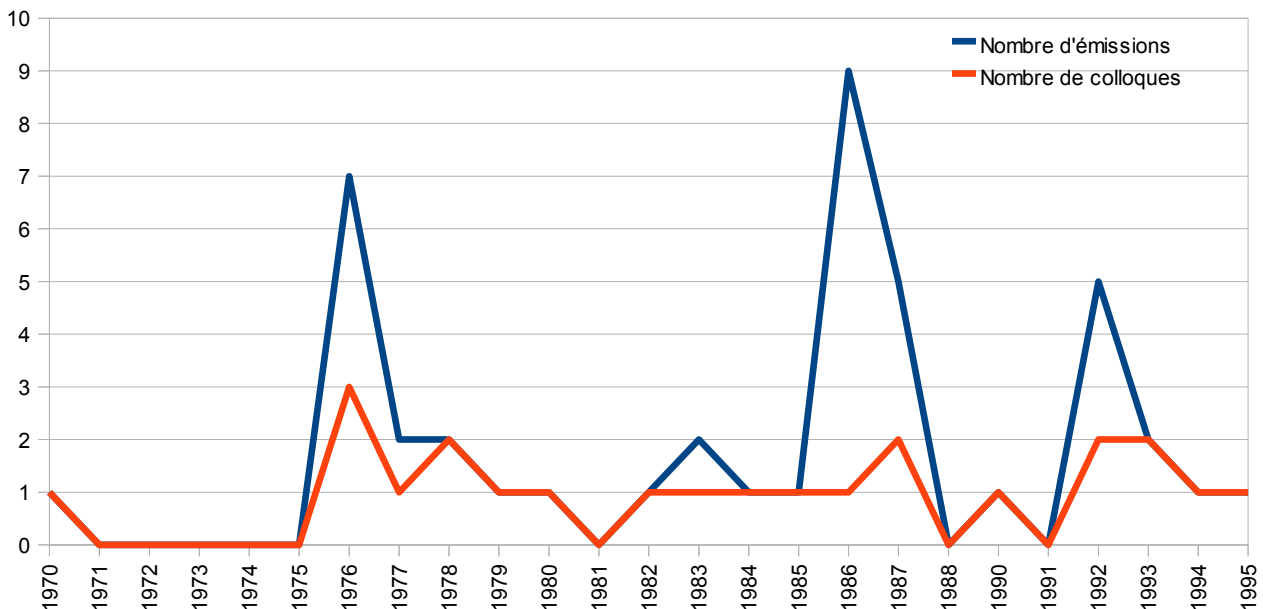
Cette relativité accordée à l'africanité des intervenants avait, en fait, commencé en 1974 avec le journaliste Jean Lacouture – pour une émission sur la conférence de Bandung (n°265) – et s'était poursuivie avec de grands noms, pour certains déjà mentionnés : Raymond Mauny, Marc Pialat, Robert Cornevin (1977), Claude Meillassoux (1980), Hélène d'Almeida-Topor, Joseph Roger de Benoist (1983), Claude Gérard, Jean Rouch (1989), Claude Wauthier (1995). C'est la preuve d'un lien tangible qui unit les différentes phases d'évolution du magazine. *Mémoire d'un continent* restait en effet une et indivisible : elle tenait à développer la coopération avec les historiens africains tout en restant attachée aux « lumières » apportées par la recherche et l'enseignement français. Ainsi, la profession de foi exprimée par Jean Devisse en 1969 visant à faire de l'histoire africaine une eau dans laquelle pouvaient boire tous ceux qui le désiraient, à condition de le faire en bonne intelligence (voir page 44), fut remise à l'honneur au milieu des années quatre-vingt et guida la philosophie du magazine jusqu'à aujourd'hui. Comme le disait le président Senghor en 1976 : « la vérité africaine a besoin, pour être entièrement décryptée, d'être également éclairée par des esprits non-africains. Aussi, une histoire authentiquement africaine ne passe que par le dialogue³¹⁹ ».

319 « Pour une histoire authentiquement africaine », *Liberté 3, Négritude et civilisation de l'Universel*, Paris, Le Seuil, 1977, p. ?

1.2. LES RENCONTRES COLLECTIVES : L'ESPRIT DE CORPS DE *MÉMOIRE D'UN CONTINENT*

Petit à petit, le magazine s'installa dans une double dynamique : aller à la rencontre des chercheurs africains dans leur pays ou les intercepter à Paris lors de leurs venues. Mais suite à la multiplication des contacts opérés sur le continent, l'équipe de l'émission éprouva l'envie de faire dialoguer entre eux les acteurs de la recherche africaine, ceci afin de mieux répondre aux attentes de la communauté historique et universitaire mais aussi de la communauté des radiodiffusions africaines qui demandait que l'histoire africaine soit présentée comme le fait d'une seule et même communauté. En somme, il fallait réunir les talents africains pour faire l'« histoire éducatrice du peuple » (Kaké), offrir l'image d'une science historique où ses membres seraient attentifs aux travaux des uns et des autres et engagés dans un même combat de réhabilitation, élément consensuel au milieu de toutes les petites dissensions théoriques et des « querelles de chapelle », comme on dit, qui pouvaient naître au sein des études historiques sur l'Afrique.

1.2.1. Afrique, terre de colloques



Analyse du nombre de colloques enregistrés par *Mémoire d'un continent* et du nombre d'émissions qui s'y rattachent.

Comme on peut le voir sur le diagramme précédent, le tout premier colloque pour lequel *Mémoire d'un continent* s'est déplacé remonte à 1970. À l'époque, Jean Devisse tenait encore les rennes. Naturellement, le colloque en question est un de ceux que ce dernier avait organisé en France : il portait sur l'archéologie et visait à promouvoir cette discipline nouvelle pour l'Afrique³²⁰. Qu'en était-il sur le continent africain ? En 1970, ce genre d'évènement était encore rare. Ce n'est qu'à partir de 1975 qu'on assiste à un commencement de vitalité en la matière. Ce que Kaké voulait, c'était capter cet air du temps, s'emparer de ces rencontres collectives qui s'organisaient un peu partout en Afrique francophone et qui portaient à bout de bras le veau d'or de tous les chercheurs lancés dans leur carrière : une science de plus en plus autonome, indépendante et surtout intéressante.

En 1976, pas moins de trois colloques firent l'objet d'enregistrements par *Mémoire d'un continent* et de rediffusions sur les antennes africaines. En tout et pour tout, ce sont 22 colloques qui connurent le même sort jusqu'en 1995. Sur ces 22 colloques, 16 furent effectués en terre d'Afrique : 4 au Sénégal, 2 au Mali, en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Cameroun et 1 au Niger, au Bénin, au Burundi et au Burkina Faso. Il faut cependant faire attention au niveau des dates : comme lorsqu'on abordait la question des reportages de terrain, il peut souvent s'écouler des mois entre le moment où se déroule l'enregistrement et le moment où le dit enregistrement est diffusé sur les ondes africaines – montage, envoi, remaniement etc. Ainsi, le tout premier de ces trois congrès africains n'eut pas lieu en 1976, comme l'indique le diagramme, mais fin 1975. Il est toutefois resté dans la postérité de la vie historique africaine et *Mémoire d'un continent* n'est peut-être pas pour rien dans cette histoire : il s'agit du 2e Congrès de l'Association des Historiens Africains (AHA) organisé à Yaoundé (Cameroun) en décembre 1975. Cheikh Anta Diop y tenait alors la vedette. Pour la première fois, les amateurs de *Mémoire* purent ainsi entendre la voix du Sénégalais pendant 4 semaines consécutives. Pourtant, la chose ne se renouvela que deux fois. Que penser de cette tendance qui consiste à ne recueillir la voix de Diop que de manière indirecte, c'est-à-dire par le biais des colloques où il était présent ?

Certes, le chimiste/linguiste/historien/archéologue était réputé pour être remuant, un tantinet provocateur et assez enflammé dans ses discours. Certes, il était un opposant politique au Sénégal. Mais surtout, ni Kaké ni M'Bokolo n'ont été au cours de leur itinéraire particulièrement marqués par Diop³²¹. Pour le Guinéen, Diop a le mérite d'avoir redonné de la fierté aux « nègres » du monde

320 Aujourd'hui, tout chercheur travaillant sur l'Afrique sait ce qu'a apporté Jean Devisse sur ce point. En décembre 2011, une table ronde organisée par l'archéologue et président de la Société des Africanistes Élisée Coulibaly, premier Africain à la tête de cette association créée en 1930, a rendu hommage au professeur Devisse pour les objectifs qu'il avait, le premier, contribué à lancer. L'idée selon laquelle l'archéologie est un élément très important des recherches relatives au continent africain s'est donc généralisée.

321 Au point d'intituler une émission : « Cheikh Anta Diop était-il un idéologue », *Mémoire d'un continent*, 20/02/1996, RFI.

entier mais il n'a jamais voulu rejoindre explicitement sa thèse selon laquelle la Grèce antique tire ses origines du monde nègre³²². Quant à Elikia M'Bokolo, il le range dans ce qu'il appelle la catégorie des « historiens des origines³²³ » quand lui s'estime plutôt être du côté des « historiens des processus » à la manière de Joseph Ki-Zerbo. Quoiqu'il en soit, la non-rencontre entre Cheikh Anta Diop et Kaké, ces deux figures très importantes mais extrêmement différentes de l'historiographie africaine, reste assez surprenante pour être soulignée.

Cette parenthèse étant refermée, les colloques organisés en terre africaine et enregistrés par l'émission furent aussi l'occasion pour cette dernière de mettre en lumière l'existence de jeunes associations d'historiens et autres groupes scientifiques inconnus. On peut citer d'abord la fondation S.C.O.A pour la recherche scientifique en Afrique Noire : en 1976, *Mémoire* diffusait leur deuxième colloque – aujourd'hui extrêmement cité par les historiens – sur la tradition orale avec Amadou Hampâté Bâ, Jean Rouch, Madina Ly Tall, Jean Devisse, Wâ Kamissoko ou encore André Salifou (photo page 238, annexe n°6), historien nigérien extrêmement présent dans les archives de *Mémoire d'un continent*. On peut citer aussi l'association UISPP (Union Internationale des Sciences Préhistoriques et Protohistoriques) dans laquelle prit part une nouvelle fois Cheikh Anta Diop ; citons enfin le CICIBA, le Centre International des Civilisations Bantou créée par le linguiste Théophile Obenga – le tout premier congrès de cette fondation fut l'occasion pour l'équipe de se rendre au Gabon. Mais un colloque n'est-il pas, par définition, partie prenante d'une école de pensée particulière ? Il est certain qu'à travers la diffusion de toutes ces rencontres, le challenge ultime résidait dans le fait d'homogénéiser le discours scientifique, en d'autres termes de rendre compte d'un africanisme le plus uni possible, plutôt qu'éclaté et incohérent, ceci dans le but d'alimenter la motivation personnelle des étudiants africains à s'intéresser à l'histoire et, par effet de boule de neige, aider à la vitalité et à l'accroissement du niveau des universités francophones.

1.2.2. Quand *Mémoire d'un continent* organisait sa propre tribune

Le colloque organisé à Dakar par RFI à l'occasion du 15e anniversaire de *Mémoire d'un continent* au mois de décembre 1984 est certainement l'événement le plus impressionnant et le plus fastueux de toute l'histoire de l'émission. Un nombre très important de personnalités franco-africaines fit le déplacement en vue d'une réflexion commune mêlant les thèmes de l'Afrique, de l'histoire et de la radio. Tous les secteurs de la coopération franco-africaine telle que l'exerçait *Mémoire d'un continent* furent représentés mais le colloque fut toutefois à dominante historique, c'est-à-dire à l'image du magazine. Pendant trois jours en effet, un débat fut organisé et inauguré par

322 *Combats pour l'histoire africaine, op. cit.*, p. 32.

323 Elikia M'BOKOLO, « Historiens d'Afrique » in *Histoires, vues littéraires, Perspectives croisées*, chap. 3, 2006, p. 2-6.

Abdou Diouf lui-même, président de la République du Sénégal.

Au total, 25 historiens furent dépêchés par 12 pays africains différents, 13 au total avec la France. Le Sénégal afficha naturellement un nombre important de ses chercheurs : 6 historiens de l'Université de Dakar. Ce chiffre dépassait celui de la Côte d'Ivoire, du Gabon et du Congo. L'évocation de ces quatre pays et leur place au sein du colloque sont significatifs : car, à l'instar également du Bénin – surnommé le « quartier latin africain » – ou du Cameroun, ils sont considérés comme abritant une pépinière d'intellectuels ainsi qu'une tradition ancestrale pour les choses de l'esprit. Or, les mot « esprit » et « culture » pourraient à eux seuls définir entièrement ces rencontres de Dakar tant ils furent utilisés par ses observateurs : pour Ibrahima Fall (RFI), le colloque s'assimile à une « fête de l'esprit sous l'arbre à palabres » ; pour *Jeune Afrique*, il donna lieu à un « véritable feu d'artifices de manifestations culturelles³²⁴ ».

D'autres pays furent présents : la Centrafrique, le Niger – Anfré Salifou –, le Mali – Adame Ba Konaré, épouse de Alpha Omar Konaré – ou encore la Guinée – Sékou Touré était fraîchement tombé. La France fut représentée par Ibrahima Baba Kaké et Elikia M'Bokolo eux-même, accompagnés pour ce moment exceptionnel de Robert Cornevin qui put constater ce jour-là que ses efforts pour la réhabilitation de l'histoire africaine avaient porté ses fruits. Il ne manquait ainsi, pour parfaire à ce tableau, que des historiens de nationalité malgache, tchadienne ou djiboutienne, autant de pays avec qui les relations avec *Mémoire d'un continent* n'étaient pas encore véritablement engagées – dans les trois cas, l'équipe de l'émission n'y avait encore jamais mis les pieds. On peut aussi, à plus forte raison, s'étonner de l'absence d'historiens zaïrois car, pour le coup, la collaboration entre M'Bokolo et des chercheurs locaux tels Sabakinu Kivulu avait été formée en 1981 : le colloque restait, semble-t-il, exclusivement lié aux pays les plus importants de l'Afrique de l'Ouest.

Quatre débats, retransmis sur les ondes en 1986, furent organisés au cours de ce colloque : « Les sources de l'histoire africaine » (2 émissions), « L'enseignement colonial : l'École Normale William Ponty » (3 émissions), « Nouvelles lectures de l'histoire africaine » (3 émissions) et « La radiodiffusion et l'histoire » (2 émissions). Cette dernière émission-débat est particulièrement originale. Pour la première fois en effet, Kaké et M'Bokolo dialoguèrent avec d'autres acteurs, à la fois du monde de la radio et de celui de la recherche, en vue d'une introspection critique sur l'exercice auquel se livrait *Mémoire d'un continent* depuis quinze ans : il s'agit donc d'une mise en abîme, d'une réflexion théorique sur la notion de vulgarisation radiophonique. Ce privilège n'est évidemment l'apanage que des émissions installées avec succès depuis un certain nombre d'années.

324 Sophie BESSIS, « Le sens de l'histoire de l'Afrique », *Jeune Afrique*, n°1253, janvier 1985.

Plus tard, M'Bokolo renouvela la formule en 1988 à l'occasion du millième numéro : une rétrospective de l'émission fut proposée aux auditeurs et les différentes étapes les plus marquantes furent « débattues » et analysées en compagnie de ceux qui les avaient pensées et réalisées : Jacqueline Sorel, Françoise Ligier, Guy Robert etc. Exercice prétentieux ? Voyons-le plutôt comme le gage d'une popularité évidente et comme un exercice plus difficile qu'il n'y paraît³²⁵.

Avec le colloque de Dakar, *Mémoire d'un continent* prouvait qu'elle était devenue l'émission phare de la coopération radio-scientifique entre la France et l'Afrique. De par les questions soulevées, les débats entre historiens furent vifs : y a t il une manière « africaine » de faire de l'histoire ? L'histoire doit-elle être une priorité pour les nations africaines ? Doit-on bâtir une idéologie nationale lorsqu'on traite du passé ? La voie de l'unité africaine en matière de recherche et d'enseignement est-elle la meilleure ? L'unité politique africaine faciliterait-elle ce souhait exprimé par un certain nombre d'intellectuels ? À côté de ces questions profondes, un constat positif général : l'époque était propice à un renouvellement en profondeur de la discipline historique, de ses objectifs et de ses perspectives. *Jeune Afrique* ne s'y trompe pas : grâce à l' « une des émissions les plus populaires et les plus prestigieuses du service de coopération de RFI, les études sur l'Afrique gagnaient d'un coup en visibilité³²⁶ ».

1.2.3. Dakar ou le point de départ d'une nouvelle ambition : *Mémoire d'un continent* et les émissions-débats

Les rencontres de Dakar ne permirent pas seulement à *Mémoire d'un continent* de véhiculer une certaine image de la recherche africaine. Elles lui permirent aussi d'endosser un nouveau rôle en accord avec une prétention nouvelle : devenir purement et simplement un centre de recherches à sa manière³²⁷. Pour cela, Kaké eut l'idée d'organiser des débats publics entre historiens et témoins. Deux en particulier sont à signaler en 1985, les interviews enregistrées, à Paris, de Gaston Defferre (1910-1986) et de Pierre Messmer (1916-2007).

Tous deux anciens ministres, Defferre et Messmer étaient des habitués des médias audiovisuels : il est toutefois probable que les interviews qu'ils donnèrent chacun leur tour pour *Mémoire* aient été bien différentes de celles qu'ils avaient connues jusqu'à présent : les questions qui leur furent posées ne traitèrent en effet que de leur stricte expérience africaine – le premier fut ministre des Colonies en 1956, le deuxième fut son directeur de cabinet puis haut commissaire de la

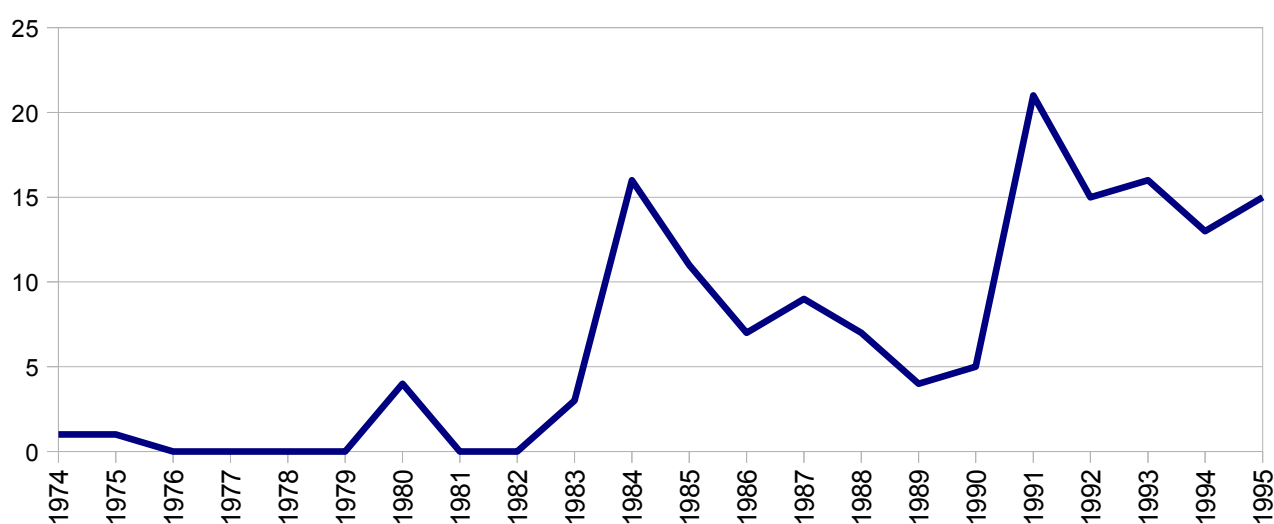
325 Cette idée de parler de la radio à la radio fut reprise dans les années 2010 par Joseph Confavreux avec l'émission *Mégahertz* (France Culture).

326 Sophie BESSIS, « Le sens de l'histoire de l'Afrique », *Jeune Afrique*, n°1253, janvier 1985.

327 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien*, annexe n°3, page 230.

République en Afrique française de 1958 à 1959. Ces interviews ont ainsi été produites dans le but de livrer aux auditeurs africains le point de vue, mal connu, de la classe politique française sur les dernières années de l'empire colonial français en Afrique.

Les titres des émissions furent donc évocateurs à cet égard : « la loi-cadre devant l'histoire » ; « la décolonisation au regard de l'histoire ». Elles furent enregistrées dans une petite salle d'une école du XVI^e arrondissement, non loin de la Maison de la Radio. Le public invité pour l'occasion était composé d'historiens, de lycéens, de professeurs, d'étudiants et d'ambassadeurs africains. Certains des historiens présents participèrent à la discussion et posèrent des questions aux deux hommes politiques – le togolais Amouzouvi Akakpo, chef du département d'histoire à l'Université de Lomé, l'ivoirienne Henriette Diabaté, fidèle parmi les fidèles de l'émission (photo page 239, annexe n°6), Robert Cornevin ou encore le légendaire historien camerounais Ezebener Kotto Esommé. Mais la question qui restera de cette rencontre fut posée par Ibrahima Baba Kaké et détermina la suite de l'entretien. Ce dernier demanda en effet à Defferre si sa fameuse loi de 1956 n'avait pas favorisé la « balkanisation » l'Afrique, c'est-à-dire la division du continent en plusieurs entités administratives, ceci afin d'éviter que l'Afrique ne constitue une entité politique et administrative. Defferre, indisposé par cette question, se leva et quitta l'assemblée. Aujourd'hui, cette question fait toujours débat parmi les historiens et même parmi la population africaine. Les panafricanistes rejoignent bien évidemment la position de Kaké.



Les rencontres collectives entre historiens organisées par *Mémoire d'un continent* de 1974 à 1995.

Comme on peut le voir sur le graphique de la page 103, l'invitation dans le studio de *Mémoire* d'au moins deux historiens à même de débattre d'un problème est un procédé qui prend son envol en 1984, c'est-à-dire tout simplement à partir des rencontres de Dakar. Il se poursuit jusqu'à la mort de Kaké en 1994 – avec une tendance particulièrement forte de 1991 à 1995. On assiste en effet dans ces années-là à trois anniversaires importants : les trente ans des accords d'Évian (1992) statuant la fin de la guerre avec l'Algérie et l'indépendance de cette dernière, les quarante ans du début de cette même guerre (1994) et les cent ans de la constitution de l'AOF (1995). En ce qui concerne les deux premiers anniversaires, les auditeurs purent écouter durant six émissions, c'est-à-dire pendant six semaines, les explications et les souvenirs des historiens Benjamin Stora et Pierre Vidal-Nacquet, l'un étant né en Algérie, l'autre ayant milité contre l'utilisation de la torture par l'armée française. À cette époque, Paris venait tout juste d'être équipée en émetteurs pour que RFI soit écoutée intra-muros : une décision plus que tardive (fin 1991) qui mettait fin à un paradoxe étrange qui persistait depuis que le Poste Colonial avait vu le jour. L'idée était en fait de parler enfin aux communautés d'origine africaine ou nord-africaine installées dans la capitale mais aussi, tout simplement, aux Parisiens curieux des questions internationales³²⁸. En ce qui concerne notre exemple, les communautés originaires d'Algérie, les pieds-noirs, les harkis, tous ceux qui, à Paris ou à Alger, pouvaient avoir un lien plus ou moins direct avec la guerre pouvaient *a priori* s'intéresser à ces émissions-débats. C'est aussi l'époque où, par ailleurs, la guerre d'Algérie commençait à peine à sortir des mémoires pour devenir un sujet d'histoire. La raison est d'ordre symbolique : le délai juridique des trente ans de fermeture au public des archives arrivait à son terme. Par conséquent, une poussée de la guerre d'Algérie dans l'historiographie française fut observée : on peut citer, à titre d'exemple, les premiers ouvrages de synthèse de Pierre Micquel (*La Guerre d'Algérie*) et de Benjamin Stora (*Histoire de la guerre d'Algérie, 1954-1962*). Ces ouvrages formèrent une vague sur laquelle *Mémoire d'un continent* eut la bonne idée de surfer, elle qui jusqu'à présent s'était très peu intéressée à l'Afrique du Nord.

Quant au troisième anniversaire, il fut l'occasion pour les auditeurs d'entendre une véritable confrontation d'interprétations d'historiens sur la colonisation : une de ces émissions fut enregistrée à Saint-Louis-du-Sénégal en compagnie d'étudiants et d'historiens de l'université de la ville qui mirent en mots le sens qu'il donnaient à cette commémoration ubuesque, trente-cinq ans après les indépendances. La constitution de ce vaste ensemble administratif peut-elle profiter à l'Afrique du XXI^e siècle ou doit-elle effacer cette mémoire pour se construire ?

328 Théophile VITTIN, « Le rôle politique de RFI » in Jean-André TUDESQ (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*, Rennes, éditions Apogée, 1999, p. 142-177.

2. LA COOPÉRATION INTERRADIOPHONIQUE

L'Office de Radio Télévision Sénégalaise (ORTS), la Voix du Zaïre, Radio Abidjan, Radio Lomé... Autant d'organismes de radiodiffusion africains, nés pour la plupart au cours des années cinquante et avec qui les échanges avec *Mémoire d'un continent* furent considérables des années soixante-dix à quatre-vingt-dix. Ces contacts ne se valent pas tous en termes de quantité et de solidité : il peut résider, comme nous le verrons, des différences énormes, par exemple entre la radio sénégalaise, grande « protégée » de RFI, et la radio camerounaise avec qui *Mémoire d'un continent* n'a jamais coproduit d'émission. Les contacts dépendent aussi des années, des périodes, des évolutions politiques : avec la radio guinéenne par exemple, surnommée La Voix de la Révolution jusqu'en 1984, aucune relation ne fut possible jusqu'à la mort de Sékou Touré.

On peut diviser cette histoire en deux périodes : une qui va de 1973 à 1983 et une autre allant de 1983 à 1995, 1983 étant une année charnière pour deux raisons : d'une part, les rapports de coopération s'inversèrent pour la première fois en ce sens que les radios africaines se mirent à envoyer à Paris des émissions entièrement produites par leurs soins ; d'autre part, c'est le début du plan quinquennal de RFI mis en place par son président Hervé Bourges, très sensible sur la question de l'aide apportée à l'Afrique.

2.1. MÉMOIRE D'UN CONTINENT, UN MODÈLE D'ÉMISSION EN AFRIQUE ? LA COOPÉRATION JUSQU'EN 1983

Il faut être clair dès le début concernant cette question des partenaires radiophoniques de *Mémoire d'un continent*. Nous parlons ici de radios implantées dans des pays parmi les plus pauvres de la planète. Rien que dans les années soixante-dix, le niveau de vie général des Africains et la richesse des États étaient inférieurs à ceux observés dans les années soixante. En ce sens, la coopération radiophonique se justifiait essentiellement, à Paris, par le cruel manque de moyens en hommes et en matériel dont disposaient ces organismes. C'est aussi la raison pour laquelle elle fut particulièrement intense après les deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979 qui avaient entraîné une longue récession en Afrique³²⁹. Ainsi, outre la question des rapports particuliers avec les radios, le soutien accordé par le service coopération de RFI dépendait surtout de la situation désastreuse des économies africaines.

³²⁹ Catherine COQUERY-VIDROVITCH, *Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique au Sud du Sahara de la Préhistoire à nos jours*, Paris, éditions La Découverte, 2011, p. 202.

2.1.1. Les échanges intellectuels et l'influence des colloques

Même si *Mémoire d'un continent* fut probablement la plus importante des émissions dont s'occupait le service coopération de RFI, car la plus populaire et la plus écoutée³³⁰, il faut également citer les autres : *Mille Soleils*, l'autre émission phare gérée par Jacqueline Sorel où les grands écrivains francophones du continent venaient parler de littérature, *Les grands moments du tiers-monde*, cette petite émission animée par Elikia M'Bokolo et dont on peut dire qu'elle fut pour lui l'antichambre de *Mémoire d'un continent*, le *Concours théâtral interafricain* de Françoise Ligier, le *Magazine des Jeunes*, un format hebdomadaire consacré à cette tranche de la population particulièrement importante en Afrique, *Temps présent*, émission de grands reportages parmi lesquels ceux du « baroudeur » bien connu Robert Arnaut, *Les maîtres du mystère*, la série policière mythique de France Inter, *Le Monde à la carte*, magazine de société et enfin *Musiques Découvertes*, l'émission musicale rattachée au fameux Prix Découvertes RFI, un prix qui a lancé la carrière d'artistes comme Amadou et Mariam et Tiken Jah Fakoly. Le nombre et la variété des émissions citées donne donc raison à Guy Robert lorsqu'il affirme que c'est bien dans le domaine des programmes que la coopération radiophonique entre la France et l'Afrique trouvait son expression la plus originale³³¹. Cependant, comme toutes les émissions préparées à Paris au titre de la coopération, la continuation et l'orientation de *Mémoire d'un continent* étaient subordonnées aux avis et aux remarques des responsables des radiodiffusions africaines.

En effet, dès les années soixante, tradition avait été prise par l'agence de coopération de susciter l'organisation régulière, une fois tous les deux ans à peu près, de colloques interradiophoniques franco-africains³³². Ceux-ci portaient ainsi sur toutes les émissions de la coopération. Systématiquement, les directeurs et les représentants de la plupart des radios africaines francophones étaient présents. Au colloque de Yamoussoukro par exemple (1979), 21 pays africains furent représentés dont le Zaïre, le Cap-Vert, l'île Maurice et même les Seychelles, des pays qui ne font pas partie à proprement parler du « champ » français. Ainsi, les évolutions les plus notables de *Mémoire d'un continent*, en termes de contenu mais aussi de contenant, furent recommandées, dictées et suggérées par ces colloques. Ceux-ci détenaient donc, à n'en pas douter, un pouvoir extrêmement fort.

Une myriade d'exemples s'offrent à nous. Le changement de patronyme de Joseph

330 Jean-André TUDESQ, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, Paris, Khartala, 2002, p. 121.

331 « L'OCORA absorbé par l'ORTF » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°62, oct-déc. 1999, p. 86-92.

332 Retracer dans le détail l'histoire de ces colloques aurait été un travail passionnant à mener : malheureusement, nous n'avons pu mettre la main sur les archives de RFI concernant les dates, les lieux, les intervenants et le contenu de ces derniers. Puissent ces archives être découvertes un jour pour un travail qui porterait sur la coopération radiophonique au sens large entre la France et l'Afrique.

Amegboh ? Une décision qui visait en fait à contourner la demande émise par un directeur – celui de la radio togolaise ? – de résilier purement et simplement le contrat du réalisateur togolais. Le fait d'aller à la rencontre des historiens africains sur leur terrain à partir de 1976 ? Une initiative qui honorait une demande exprimée lors d'un colloque en 1973. Le fait pour le magazine d'envoyer prioritairement les numéros relatifs à l'histoire d'un pays à ce pays en particulier, ceci afin de lui permettre de se ré-emparer de son histoire nationale ? *Idem*. L'existence en nombre, de 1978 à 1981, d'émissions parlant du Zambèze (n°480), du Rwanda, du Gabon (n°511), du Tchad, de la région des Grands Lacs, du Burundi, autrement dit de la région de l'Afrique de l'Est et centrale ? Une réponse de Elikia M'Bokolo au reproche exprimé de la sorte en 1976 : « vous privilégiez l'Afrique de l'Ouest mais votre émission n'a-t-elle pour visée de traiter de toute l'Afrique ? ». Le lancement de la série des *Grands Témoins de l'histoire contemporaine* dont nous aurons l'occasion de reparler ? Une trouvaille qui fit suite à une critique similaire : « vous parlez beaucoup du passé lointain³³³ mais évitez, et c'est bien dommage, les événements plus récents qui posent davantage de questions aux Africains ». L'envoi systématique aux radios africaines d'une copie des émissions pour qu'elles puissent les diffuser sur leur antenne ? Une suggestion manifestée en 1977. Une mini-série de 1986 consistant à diffuser et à commenter sur *Mémoire d'un continent* quelques unes des pièces sélectionnées par sa sœur jumelle, le *Concours théâtral interafricain* (*Sonni Ali Ber*, Boubou Hama, *Kondo le requin*, Jean Pliya) ? Une idée soufflée lors du colloque de 1983.

Tous ces exemples rendent manifeste la motivation principale de ces colloques : vérifier qu'il existe bien une adéquation entre les programmes élaborés par le service coopération de RFI et l'auditoire africain. Les créations devaient ainsi coller aux attentes populaires, la radio étant le média populaire par excellence en Afrique. C'est pourquoi la radio française devait en toute légitimité bénéficier de l'aval de la communauté des radios africaines de service public. Mais le fait pour ces radios d'exercer un tel pouvoir sur une émission qui ne leur appartenait pas n'était-ce pas paradoxal ? Il faut comprendre cette liberté de critique comme l'occasion de faire en sorte que *Mémoire d'un continent* devienne un magazine toujours plus parfait et continue de servir de modèle et de source d'inspiration.

2.1.2. Les dons matériels : entre l'écrit et le sonore

En 1975, au lendemain de la loi sur l'éclatement de l'ORTF voulue par Valéry Giscard d'Estaing, la politique de RFI fut une nouvelle fois recentrée sur le continent noir³³⁴, comme en

333 Exemples en 1976 : « Relations au Sahara après le XIe siècle », n°359 ; « Henri le Navigateur », n°377 ; « Soudjata, mythe ou réalité », n°387.

334 14 langues sur 17 furent cependant supprimées ce qui fut très mal vécu par bon nombre d'agents de RFI qui travaillaient dans les sections grecque, croate, serbe, arabe, yiddish, russe... Au moment où RFI devenait RFI, il lui ne restait donc plus que l'anglais,

1968-1969. Au ministère de la Coopération, on a même parlé d'un « tir groupé vers les pays du champ³³⁵ ». Il faut dire qu'Albert Aycard, président de la radio de 1975 à 1981, avait été on ne peut plus clair : « émettre dans le monde entier sans se faire entendre dans le monde entier serait une erreur³³⁶ ! ». Une décision de bon sens se fit alors : RFI devint une station tout-Afrique et un nombre impressionnant de programmes relatifs au continent noir vit le jour (*24h en Afrique, Carrefour...*).

Le « tir groupé » en question se fit également sentir sur le service de coopération : une de ses actions les plus considérables fut en effet lancée à ce moment-là : l'envoi quotidien de documents aux radios africaines afin que celles-ci puissent développer elles-mêmes des programmes et autres petits formats radio à dimension historique, culturelle et, si possible, nationale. Ce gigantesque projet fut baptisé « Radio-Mémoire ». L'idée était de fournir aux radios qui voulaient créer des programmes « type *Mémoire d'un continent* » – on devine qu'elles furent nombreuses, tous les pays manifestant à l'époque un fort désir d'histoire comme on l'a vu – toutes les archives qui leur manquaient, en particulier les archives coloniales. Celles-ci dormaient tranquillement dans les bibliothèques parisiennes ou au ministère de la Coopération. Les fines connaissances archivistiques des professeurs Ibrahima Baba Kaké et Elikia M'Bokolo furent alors sollicitées par Amah Folly et Guy Breton, les deux chefs de chantier de « Radio-Mémoire ». En amont, les deux historiens-producteurs cherchèrent, classèrent et photocopièrent les archives de la colonisation ; en aval, les deux cadres de la coopération envoyèrent ces archives, soit à l'état brut, soit accompagnées de textes explicatifs faisant la synthèse des informations.

Ce projet nécessita évidemment d'importants crédits : il obtint toutefois le total accord du ministère de la Coopération. Peu d'actions pouvaient en effet incarner plus solidement la philosophie de l'aide au développement culturel. Le paradoxe résidait même dans le fait que ces dons de la radiodiffusion française finissaient presque par dépasser en importance ceux du ministère en question³³⁷. Ce curieux décalage devait, selon certains, présager un divorce entre les pouvoirs publics et RFI : dans les années 2000, les observateurs en arrivèrent même à conclure que les gouvernements ne donnèrent en fait jamais vraiment à RFI des moyens proportionnels à ses chiffres d'audience³³⁸.

Les documents écrits pouvaient également comprendre d'autres éléments : des retranscriptions d'émissions de *Mémoire d'un continent* particulièrement intéressantes par exemple. En 1984, une série de 7 émissions intitulée « Histoire de l'AOF » fit par exemple l'objet d'un

l'espagnol et l'allemand, ce qui la faisait accéder à un rang très éloigné dans le classement des radios internationales en termes de langues utilisées.

335 Guy ROBERT, « RFI en 1975 : recentrages et incertitudes » in *Multiplex*, n°86, oct-déc. 2005, p.

336 Fabrice REVAULT (dir.), Jacqueline PAPET, *Si RFI m'était contée (1931-2004)*, op. cit.

337 *Ibidem*.

338 *Ibidem*.

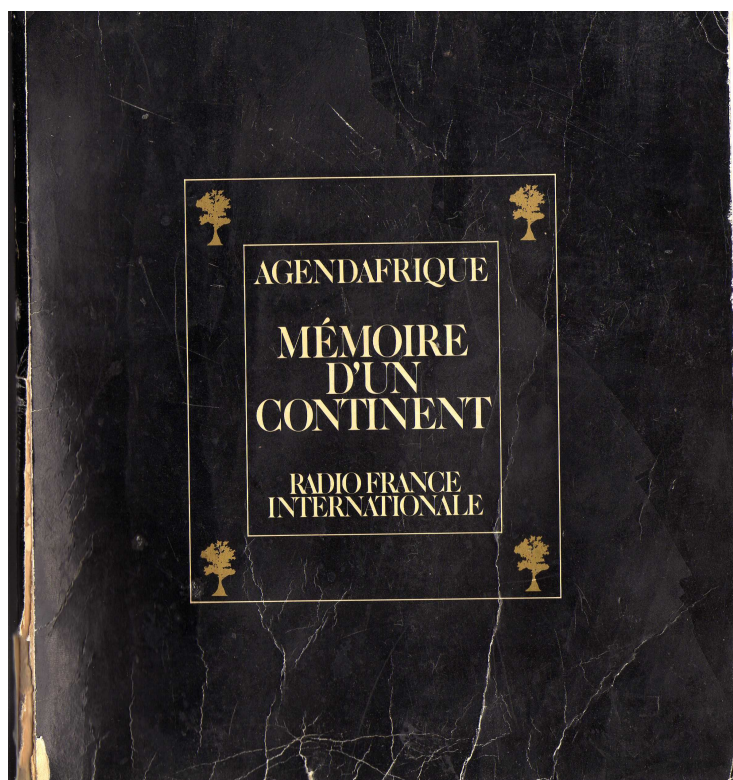
exceptionnel fascicule. Celui-ci fut distribué à tous les représentants des radios africaines présents aux rencontres de Dakar. L'objectif était d'offrir, sous forme de textes, les interprétations de la colonisation d'une pléiade d'invités tous aussi exceptionnels les uns que les autres : Yvon Bourges, Pierre Messmer, Amadou Hampâté Bâ, Boubacar Gueye (ancien ministre sénégalais), Léopold Sedar Senghor, Mamadou Dia (ancien premier ministre de Senghor), Abdoulaye Wade (à l'époque simple avocat et leader du principal parti d'opposition), l'écrivain Bernard Dadié et bien d'autres. Toujours à l'occasion du 15e anniversaire, Jacqueline Sorel et Ibrahima Kaké avaient décidé d'associer leur plume pour réaliser une éphéméride de l'histoire du continent. Cette éphéméride s'intitula *Agendafrique*, un ouvrage qui, de par son envergure, peut incarner à lui tout seul le formidable travail de la coopération de RFI. À chaque jour de l'année correspondait ainsi un événement de l'histoire africaine plus ou moins connu. Comme pour les retranscriptions d'émissions, l'éphéméride fut distribuée à tous les participants au colloque. L'idée était de permettre aux radios de produire des chroniques historiques sans perdre de temps et d'argent à rechercher de la documentation : tout était soigneusement notifié et expliqué et il ne suffisait plus pour les chroniqueurs qu'à relater oralement ces événements à la radio (voir illustrations page 111). En prime, Jacqueline Sorel en avait profité pour faire figurer dans l'ouvrage un petit texte publicitaire de *Mémoire d'un continent* donnant à l'exercice de la radiodiffusion de l'histoire un caractère, du moins ludique, sinon presque magique :

Fondateurs d'empires, prophètes, reines et rois, explorateurs, chefs de guerre, leaders, potentats de tous calibres... Ils surgissent chaque semaine des transistors africains. En fond, de décor, les foules, paisibles ou malmenées. Cohortes de caravaniers, trimeurs des champs et des ateliers, constructeurs de routes, marchands, esclaves, masses anonymes des armées, syndicalistes et électeurs enfin. Une fresque aux dimensions du continent noir composée patiemment depuis mars 1969 par *Mémoire d'un continent (...)*. *Mémoire d'un continent* c'est la passion de la découverte que cherchent à faire partager tous ceux qui au fil des semaines animent la production (...), tous ceux qui en Afrique viennent livrer leurs connaissances aux jeunes générations, afin qu'ils se souviennent de leurs racines qui plongent dans une terre riche de souvenirs et de traditions³³⁹.

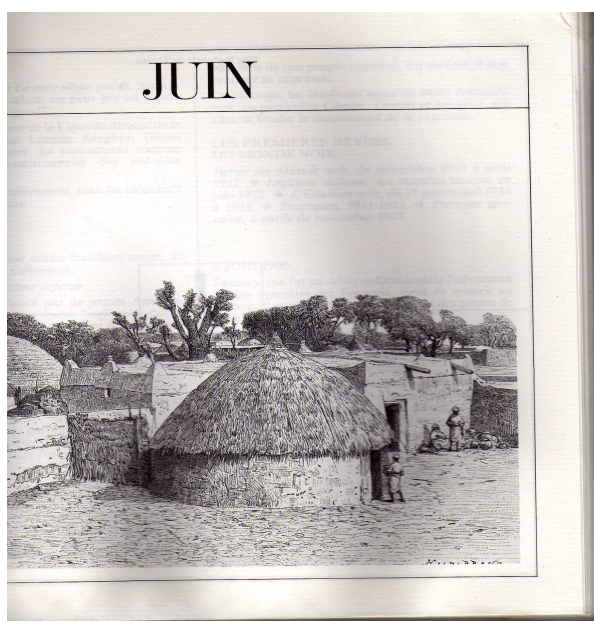
La coopération, enfin, comprenait l'envoi de documents sonores, un aspect bien plus important encore que l'envoi des documents écrits. On expédiait ainsi de façon quotidienne ou hebdomadaire, soit des extraits d'émissions soit des émissions entières. Ces bandes pouvaient, soit être incorporées sous forme d'élément aux émissions locales, soit être diffusées en l'état. On touche ici à l'aspect le plus « démocratique » de la coopération car en 1983, ce fut près d'une cinquantaine de radiodiffusions francophones d'Afrique et d'Océan Indien réparties dans une trentaine de pays

339 Ibrahima Baba KAKÉ, Jacqueline SOREL, *Agendafrique*, « Mémoire d'un continent », Radio France Internationale, 1984.

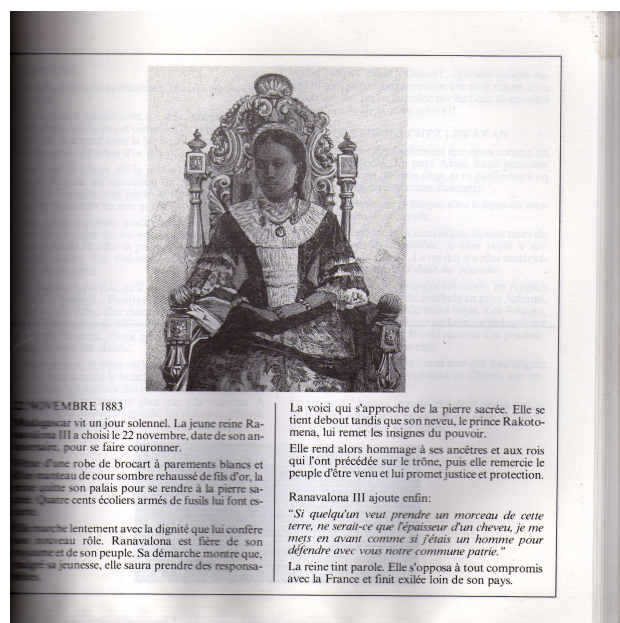
qui furent concernées par ces expéditions de bandes, de telle sorte que n'importe quel auditeur francophone était en mesure d'entendre des extraits, des bouts ou des pans entiers de *Mémoire d'un continent*.



Couverture de l'*Agendafrrique* réalisé par le service coopération de Radio France Internationale (1984)



Sokoto au Nigéria (Bibliothèque Nationale).
Agendafrrique.



La reine malgache Ranavalona (*Journal des voyages*, 1893). *Agendafrrique*.

2.1.3. Effets stimulants pour émissions fragiles

Très vite, *Mémoire d'un continent* devint une émission exemplaire en Afrique. Kaké et M'Bokolo symbolisaient une catégorie d'historiens qui n'avaient pas voulu s'enfermer dans leur tour d'ivoire et se contenter de « spéculations de cabinet » (Kaké), en ce sens des « professeurs » au sens large du mot. Il faut rappeler que la référence ultime de Ibrahima Kaké en matière d'enseignement de l'histoire n'était autre qu'Alain Decaux, le père bien connu de *La caméra explore le temps* et de *Alain Decaux raconte*³⁴⁰. Quant à M'Bokolo, il symbolisait également, pourrait-on dire, l'intellectuel pro-radio par excellence, seul outil qui, selon lui, pouvait permettre à l'histoire de devenir le bien de tout le monde « et non le monopole des intellectuels et des savants³⁴¹ ». Les deux historiens sont en effet les premiers Africains qui, très certainement, ont eu l'idée de s'emparer du micro pour raconter l'histoire africaine d'une autre manière. Par effet de boule de neige, des envies similaires naquirent en Afrique dans les années soixante-dix. Tout d'abord chez Sékéné Mody Cissoko dont on a déjà dit qu'il avait essayé de produire sa propre émission d'histoire qui, bien qu'éphémère, était le fruit d'une grande estime vis-à-vis de la radio :

Le meilleur support pour faire passer les messages historiques, c'est la radio. Les Africains l'aiment beaucoup et l'histoire est une discipline vivante chez nous : la grand-mère ou le grand-père racontent l'histoire du village ou de la tribu au coin du feu et l'éducation de l'enfant commence d'abord par l'enseignement de l'histoire³⁴².

Un autre historien sénégalais qui s'exerça à la radio fut Chérif Fall. Son émission, *Regards sur le Sénégal d'autrefois*, était davantage tournée vers l'histoire nationale que celle de Cissoko. Il s'en justifiait de la sorte :

Les grands héros sénégalais dont nous sommes fiers³⁴³ avaient été présentés comme des roitelets ou des tyrans à l'époque coloniale : aujourd'hui, les Sénégalais sont désireux de réhabiliter cette histoire³⁴⁴.

Fall est à notre connaissance celui qui résuma le mieux toutes les difficultés que pouvaient et que peuvent toujours rencontrer les historiens africains désireux de faire de la radio. Tout d'abord, le problème de la tradition orale africaine : car contrairement à ce que l'on pourrait penser, elle ne rend

340 « Qu'on songe à son succès. Ce grand vulgarisateur de l'histoire est entré à l'Académie Française. En ce sens, comment peut-on mépriser la vulgarisation historique (...) ? » in *Combats pour l'histoire africaine, op. cit.*, p. 11.

341 Cité par Guy ROBERT, « La radio et l'histoire (4), témoignage de Elikia M'Bokolo » in *Multiplex*, n°?, mars 1983, p. 90.

342 Cité par Guy ROBERT, « La radio et l'histoire (2), témoignage de Sékéné Mody Cissoko » in *Multiplex*, n° 18, août 1982, p.19.

343 Lat Dior par exemple, grand résistant à la colonisation dont Chérif Fall avait narré la vie dans un livre paru en 1971.

344 Cité par Bernard SCHOEFER, « La radio et l'histoire (1), témoignage de Chérif Fall » in *Multiplex*, n° 17, mai 1982, p. 32-37.

pas service, selon lui. En effet, la collecte des traditions est un exercice long et fastidieux, comme on a pu le voir avec l'exemple de Youssouf Tata Cissé au Mali, un exercice qui ne s'accorde pas avec une émission de radio hebdomadaire qui exige une documentation rapide, simple et efficace. De plus, l'efficacité même du discours historique africain fut mise en cause par Fall qui réservait, au demeurant, des critiques relativement virulentes à l'égard des griots. Il considérait qu'ils ne savaient pas faire la part des choses et qu'ils mélangeaient allégrement les événements du passé. Cissoko, lui aussi, regrettait par exemple leur rapport à l'argent – les griots vivent de leur récits – et ce qui s'en suivait : des histoires fatalement subjectives et relatives, des fois même entièrement corrompues par l'intérêt matériel. Quant au Parisien d'adoption Ibrahima Baba Kaké, il ne pensait pas différemment : « les sources que fournissent les griots doivent être utilisées avec les précautions qui s'imposent », avait-il l'habitude de préconiser aux jeunes historiens³⁴⁵.

Autre difficulté, liée cette fois aux pouvoirs publics : faire de l'histoire en terre africaine s'avéra un exercice particulièrement périlleux où procès d'intention, critiques et autres refus des hommes politiques de coopérer font toujours partie d'une réalité quotidienne, à tel point que Chérif Fall abandonna par exemple toute idée de traiter du XXe siècle dans son émission : « c'est mieux comme ça, disait-il, car nous voulons éviter de choquer les uns et les autres et de provoquer des conflits³⁴⁶ ».

Dernière difficulté enfin, liée à la première : celle des sources. Les documents écrits se faisaient terriblement ressentir mais étaient et sont toujours très peu nombreux en Afrique de l'Ouest. Or, comme tous les historiens, Fall et Cissoko étaient désireux de livrer une histoire qui aurait été le fruit d'une synthèse entre des sources de différente nature. Voilà qui nous fait réaliser tout l'intérêt d'une initiative coopérative telle que « Radio-Mémoire ».

On peut citer encore deux autres tentatives radiophoniques : celles de Lamine Cissé au Mali (le nom de son émission nous est inconnu) et celle de Youssouf Djarma au Tchad (*Des noms et des événements*). Ce dernier ne put continuer bien longtemps son émission à cause des troubles réguliers que connaissait le Tchad. Dans les deux cas, c'est d'hommes et de moyens que ces deux-là manquaient. Comme a pu le dire Françoise Ligier, « quand le pays ne compte qu'une université avec un groupe restreint d'historiens confirmés, il est malaisé de faire une émission qui dure des mois et des mois³⁴⁷ ». L'important est donc de constater que ces efforts ont existé. Au seuil des années quatre-vingt, Elikia M'Bokolo dressait déjà un bilan encourageant des émissions de radio à sensibilité historique en Afrique et suggérait, en filigranes, que la coopération devait se poursuivre :

345 *Combats pour l'histoire africaine, op. cit.*, p. 22.

346 Cité par Bernard SCHOEFFER, « La radio et l'histoire (1), témoignage de Chérif Fall », *op. cit.*, p. 31-34.

347 Cité par Guy ROBERT, « Mémoire d'un Continent : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique » in *Multiplex*, n° 25, avril 1984, p. 65-68.

Considérer l'histoire comme une discipline écrite est une conception un peu élitiste, surtout en Afrique où une grande partie de la population est illettrée. Les radios africaines sont disponibles et disposées à faire ce travail de diffusion de la connaissance historique même si pour l'instant c'est un peu brouillon et que ça va dans tous les sens. Mais elles pourraient aller plus loin : en faisant des émissions plus systématiques, en permettant l'expression de sensibilités différentes d'historiens (profs d'universités, instituteurs, amateurs-prêtres³⁴⁸, missionnaires, médecins...), en élargissant le spectre des langues utilisées³⁴⁹...

1.1.4. Une génération d'étudiants à l'écoute

La question de la nature de l'auditorat de *Mémoire d'un continent* doit être identifiée avec précision : ce sont les étudiants qui, en grande partie, en étaient adeptes. D'après Jacqueline Sorel, « dans les années soixante-dix, à l'université d'Abidjan, les chambres d'étudiants retentissaient le dimanche soir du générique de l'émission³⁵⁰ ». Il aurait été bien sûr très intéressant de s'intéresser en profondeur à cette question. Ce point constitue malheureusement le parent pauvre de notre travail car, on l'a dit, un véritable travail de terrain aurait été nécessaire, travail qui aurait consisté à se rendre dans ces pays et à retrouver d'anciens étudiants ou lycéens qui avaient pris pour habitude d'écouter l'émission ; nous avons tout de même pu nous baser sur ce qu'ont pu nous dire Jean-Pierre Chrétien et Élisée Coulibaly, le premier ayant été un moment à l'intérieur du projet, le deuxième à l'extérieur jusqu'à ses invitations fréquentes dans les années quatre-vingt-dix³⁵¹.

D'après Chrétien, le succès de l'émission était en fait palpable dès 1970 : « me concernant, elle a décuplé, je ne vais pas dire ma célébrité, mais la connaissance de ce que je faisais³⁵² ». Pour lui, c'est bien la preuve de la vraie « puissance de la radio » qui permet « une diffusion incomparablement plus importante que celle des livres ». Se dessinait par ailleurs, du temps de Chrétien, une complémentarité évidente avec l'enseignement scolaire : « on avait mis l'histoire du continent au programme du secondaire en Afrique. Du coup, on complétait à la radio ce qu'on mettait dans les livres d'école³⁵³ ! ». Un lien tangible unissait donc la coopération dans l'enseignement scolaire et la coopération dans l'enseignement par la radio. Dans cette optique, *Mémoire* a longtemps servi de prolongement de la connaissance. C'est justement en ce sens qu'Élisée Coulibaly juge le magazine. Durant sa jeunesse passée au Burkina Faso, Coulibaly, archéologue de renom aujourd'hui, était ce que l'on peut appeler un « fan » de l'émission. Son éveil à l'histoire et la préhistoire du continent africain, on peut même dire qu'il le doit à *Mémoire*. Aujourd'hui, il garde une profonde admiration à l'égard du fondateur Jean Devisse et du professeur

348 Il en recevra un certain nombre.

349 Cité par Guy ROBERT, « La radio et l'histoire (4), témoignage de Elikia M'Bokolo », *op. cit.*, p. 90.

350 Jacqueline SOREL, « Témoignage sur la série de RFI *Mémoire d'un continent* », *Mémoire d'un continent, histoire d'une émission*, RFI, Paris, janvier 2011, p. 2.

351 « L'archéologie en Afrique », émission n°1348, 18/04/1995 ; « L'archéologie au secours de l'histoire africaine », 01/01/1999.

352 Voir *Entretien avec Jean-Pierre Chrétien*, annexe n°3, page 230.

353 *Ibidem*

Ibrahima Baba Kaké. L'heure de diffusion du magazine au Burkina n'était pourtant pas des plus commodes : le jeudi soir à 22h ! Cela permettait tout du moins aux membres de l'internat dans lequel il résidait de pratiquer une écoute collective, en plein air et silencieuse de l'émission.

Je me souviens de ce générique à base de grands tambours et de flûtes. Il frappait l'oreille ! Ça nous faisait peur à moi et à mes copains (*rires*)³⁵⁴.

Ce sur quoi Coulibaly a le plus insisté, au cours de nos entrevues, c'est que le magazine lui permettait d'entendre la voix des grands intellectuels de l'Afrique : Boubou Hama, Alioune Diop, Djibril Tamsir Niane, Sékéné Mody Cissoko, Amadou Hampâté Bâ... Pour lui, il s'agit de cette génération « Sorbonne » ou « William Ponty » qui se distinguait par une pratique sans faille du français, une culture encyclopédique et un militantisme affiché ; autant d'aspects qu'il regrette ne plus voir transparaître chez les intellectuels de sa génération.

Bien que nous n'ayons aucune donnée chiffrée sur l'évolution de l'écoute de *Mémoire d'un continent*, on sait toutefois que Guy Robert, alors grand administrateur à la coopération, bénéficia en 1984 de crédits lui permettant de commander à des instituts spécialisés des sondages d'audience et des études qualitatives relatives aux émissions de la coopération de RFI, ce qui lui permettait ensuite d'analyser ces résultats et d'en faire part à la direction de RFI et des radios du continent africain. Ces archives pourraient à l'avenir être analysées et mises en relation avec le courrier des auditeurs ou les commentaires laissés aujourd'hui sur la toile pour une meilleure compréhension de l'évolution de la réception des programmes culturels tels que *Mémoire d'un continent* chez les populations africaines qui, elles surtout, ont considérablement évolué des années quatre-vingt à aujourd'hui.

354 Entretien avec *Élisée Coulibaly*, annexe n°4, page 232.

2.2. LA COOPÉRATION APRÈS 1983 : VERS UNE PLUS GRANDE ÉQUITÉ ?

Le 6 mai 1981, les Français allaient voter pour Valéry Giscard d'Estaing ou François Mitterrand. À RFI, l'ambiance était mitigée³⁵⁵. D'un côté, on fêtait le 50e anniversaire de la radio ; de l'autre on angoissait pour l'avenir. La loi de Giscard sur l'éclatement de l'audiovisuel, si elle avait certes permis à RFI de devenir RFI, avait licencié bon nombre de ses agents : l'attente de l'élection du socialiste se faisait donc sentir. À partir du 10 mai, les nouvelles nominations dans l'audiovisuel tombèrent les unes après les autres. Hervé Bourges fut nommé directement sur la demande de Michèle Cotta³⁵⁶, présidente de Radio France. La priorité de l'auteur de *Décoloniser l'information* fut de rétablir les 14 langues supprimées six ans plus tôt par Albert Aycard et de redonner à la radio les moyens qui devaient refléter son succès international : c'est ainsi qu'il fit proposer un plan quinquennal de développement au ministère des Affaires Étrangères, qui l'accepta *illico*. Ce plan fut probablement la plus importante réussite de celui qui voulait que RFI s'implante durablement dans le continent africain, une partie du monde qu'il admirait par-dessus tout mais dont il voulait également qu'elle lui rende la pareille. C'est un véritable « forum franco-africain³⁵⁷ » auquel aspirait donc Hervé Bourges.

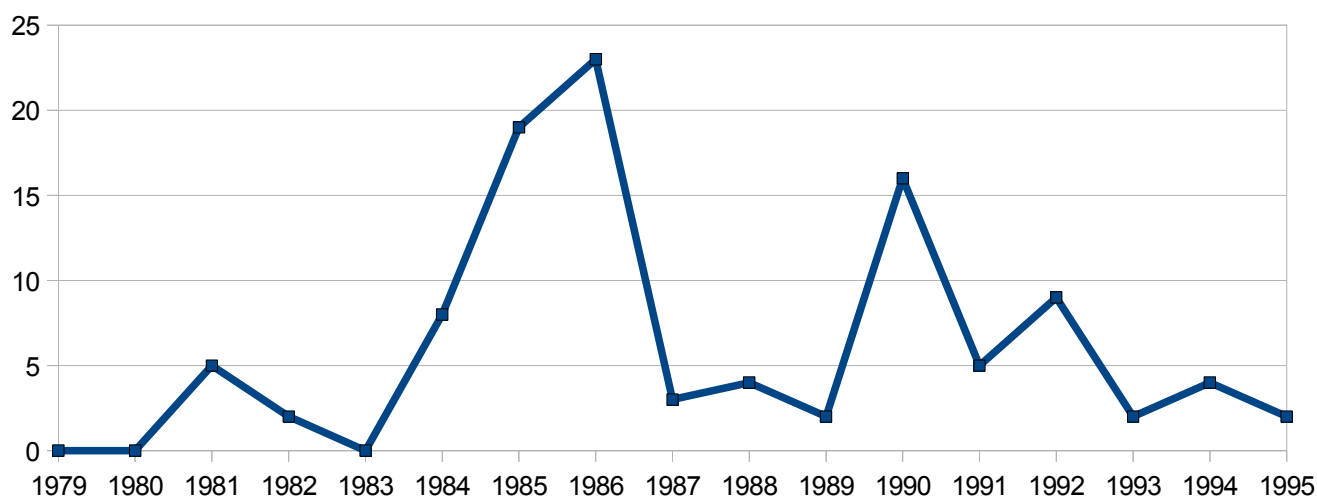
2.2.1. Le retour à l'envoyeur

C'est à partir de 1983 que les radios du continent africain commencèrent pour la première fois à envoyer au service coopération de RFI des émissions 100% locales, celles de *Des noms et des événements* ou de *Regards sur le Sénégal d'autrefois* par exemple, bien que cela puisse comporter également toute espèce de reportage orienté sur l'histoire. Ainsi, aux alentours du 15e anniversaire de l'émission, une nouvelle relation radiophonique entre la France et l'Afrique vit le jour.

355 Les périodes d'élections ont toujours été pour la radio publique, et particulièrement pour la radio publique internationale, des moments de suspense : cela fut plus que jamais le cas en 2012.

356 Michèle Cotta a fait partie des représentants de l'audiovisuel français présents au 15e anniversaire de *Mémoire d'un continent*.

357 *De mémoire d'éléphant*, Paris, Grasset, 2000, p. 235.



Fréquence du nombre d'émissions de *Mémoire d'un continent* ayant nécessité la collaboration, la coproduction ou la participation des radios africaines.

Ainsi, au terme de l'année 1984, 8 émissions de *Mémoire d'un continent* avaient pu faire l'objet d'une collaboration active avec les radios d'Afrique. Ces radios étaient zairoise, sénégalaise et ivoirienne, trois gros piliers de la francophonie en Afrique. Ces émissions ont toutes pour particularité d'être des interviews de grandes personnalité publiques africaines. La toute première fut produite par le premier correspondant de *Mémoire*, le Malien Fadjigui Sinaba. L'interviewé fut Demba Diallo, un Guinéen réfugié au Mali témoin, en 1958, du discours d'émancipation de Sékou Touré – extrait page 74 – puis de l'ascension de ce dernier. D'après Jacqueline Sorel, cette émission fut un grand moment d'émotion pour les auditeurs du continent tout entier³⁵⁸.

On peut citer ensuite les interviews significatives de Kléber Dadjo par Radio Lomé, celle de Amadou Hampâté Bâ par Radio Abidjan (Bébet Thiam)³⁵⁹ et celle de Issa Diop, ancien ministre de Senghor, par Radio Sénégal (Demba Dieng). Aussi, Jean-Noël Jeanneney, historien et président de Radio France et RFI, pouvait, à la fin de l'année 1984, mettre sur un même piédestal RFI et ses alliées africaines au regard du travail de coopération qui avait déjà été accompli :

Les liens de Radio France Internationale à l'intérieur d'elle-même, avec Radio France, avec le monde ambiant, avec le gouvernement, avec ceux qui font son budget, ce sont des sujets passionnants. Je n'imagine pas qu'en Afrique, ici même, vos radios ne soient pas de la même façon des sujet d'étude intéressants (...), un sujet de curiosité comme ça peut l'être

358 Jacqueline SOREL, « Témoignage sur la série de RFI *Mémoire d'un continent* », *Mémoire d'un continent, histoire d'une émission*, RFI, Paris, janvier 2011, p. 3.

359 Poétiquement intitulée « Itinéraire d'un fils du siècle » (n°733-734).

pour nous en France³⁶⁰.

Effet boule de neige ? Au lendemain du colloque, les radios africaines coopérèrent avec *Mémoire d'un continent* comme jamais elles ne l'avaient fait auparavant (voir diagramme page 117). Radio Sénégal, par exemple, enregistra à son compte pas moins de 34 émissions jusqu'en 1989, dont 17 rien qu'en 1986 ! Par chance, certaines d'entre elles furent retrouvées par Elikia M'Bokolo dans les années 2000, numérisées et rassemblées dans le coffret *Afrique, une histoire sonore* : parmi elles, une interview de Léopold Sédar Senghor à Dakar (1986) mais aussi celle que Jacques Foccart, le « monsieur Afrique » du général de Gaulle tel qu'il est communément appelé, accepta de livrer conjointement aux journalistes sénégalais et ivoiriens, Demba Dieng et Paul Kwamé : un moment radiophonique d'une rare intensité du fait de la tension qui semble régner entre l'interviewé et les deux intervieweurs, la réputation politique de Foccart ayant toujours été assez sulfureuse :

D. DIENG : On a dit partout que Foccart, c'est l'homme des situations difficiles...

J. FOCCART : Non (*rires*)... pas spécialement des situations difficiles. On a surtout raconté des tas d'histoires avec les « réseaux Foccart » et les histoires de ce genre.

D.D : Ces réseaux existaient vraiment ?

J.F : Non, ils n'ont jamais existé, je l'ai dit et répété... Jamais on a trouvé quelqu'un qui ait dit « Ben moi voilà, j'étais un agent de Foccart », il n'y en a pas, ça n'existe pas. Vous savez, si vous avez des réseaux, il y aurait forcément des fuites, donc ça se serait su... Non ce que j'ai, c'est un réseau d'amitiés très profond. Alors il est certain que des gens me tenaient au courant de l'évolution des situations, dans l'intérêt des Africains comme dans l'intérêt de la France. Alors, c'est pour ça, on avait toujours l'impression que j'avais partout des gens que je connaissais... Oui c'est vrai, j'ai un réseau d'amis mais je n'ai pas un « réseau » tout court.

D.D : Vous avez rencontré des situations souvent difficiles, vous avez donné votre point de vue, vous avez dirigé le Général de Gaulle...

J.F : Je me suis permis de donner des conseils au Général, puisque j'étais là pour ça, mais enfin, vous savez, le Général avait une idée précise de ce qu'était la France et de ce que devait être la politique de la France et c'était sa politique que je suivais ! Je dois dire que quand on parle de « la politique de Foccart en Afrique », c'est une plaisanterie, il n'y avait pas une politique de Foccart ! Foccart a été secrétaire général du temps du général de Gaulle et il appliquait la politique du général de Gaulle, avec qui d'ailleurs j'étais en accord absolument total. Et puis ensuite, j'ai été secrétaire général du temps de Pompidou et j'appliquais la politique de Georges Pompidou et non pas celle de Foccart³⁶¹.

2.2.2. Demba Dieng et Paul Kwamé : les « meilleurs élèves »

De la même manière que les Maliens Sékéne Mody Cissoko et Youssouf Tata Cissé ont longtemps été les historiens les plus sollicités par l'émission au cours de son histoire, Dieng et

³⁶⁰ Cité par Jacqueline SOREL, *Ibidem*.

³⁶¹ « Grand témoin de l'histoire : Jacques Foccart », *Mémoire d'un continent*, émission n°867, RFI, février 1986, in Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY, *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)*, CD 7, INA/RFI/ Frémeaux & Associés, 2003.

Kwamé incarnent le même phénomène, transposé sur le mode journalistique et radiophonique. Les informations concernant ces deux « chouchous » tiennent malheureusement dans un mouchoir de poche. On sait toutefois que Dieng est un pionnier de l'audiovisuel dans son pays, qu'il fut l'un des premiers à réaliser de longues interviews à la télé et à la radio, qu'il avait reçu, paraît-il, les enseignements du « maître » en la matière, Jacques Chancel, et qu'il anima un temps une émission intitulée *Rayon de soleil*. De Paul Kwamé, en revanche, on ne sait absolument rien. Toutefois, nous ne sommes apparemment pas les seuls : en avril 1985, Jean-Jacques Robert, du service de coopération de RFI, rédigea un article dans *Multiplex* à propos du stage de Dieng et Kwamé à Paris et finissait sur ces mots : « que sont devenus les stagiaires de 1984 ? Qu'ils écrivent à RFI pour donner de leurs nouvelles et dire ce qu'ils deviennent³⁶² ! ». Apparemment, l'appel ne fut pas entendu.

Au Sénégal, l'ORTS (Office de Radiodiffusion Télévision Sénégalaise) avait été créée en 1973. Il comprenait une chaîne de radio et deux chaînes de télévision nationales. Une coopération avec la radio gambienne³⁶³ avait même été mise en place à la veille des années quatre-vingt par le biais, justement, d'une émission d'histoire appelée *Chossanie Sénégalie* (« histoire de la Sénégalie »), seul programme culturel valable du paysage audiovisuel sénégalais d'après l'avis des historiens y ayant participé³⁶⁴. En Côte d'Ivoire, le monopole public exercé sur les médias fut beaucoup plus tardif puisqu'il fut mis en place en 1991. Radio Abidjan, dans laquelle travaillait Paul Kwamé, s'appelle aujourd'hui Radio Côte d'Ivoire et émet en FM dans une trentaine de villes. C'est donc avec ces deux « miracles africains » que RFI coopéra le plus : à titre d'exemple, en 1991, la radio sénégalaise diffusait 6 heures de l'ORTS et.. 18h de RFI³⁶⁵ !

Le stage organisé par M'Bokolo à destination de Dieng et de Kwamé en 1984 correspond à un moment exceptionnel dans la vie de *Mémoire d'un continent*. Il avait fait l'objet, on ne doit plus s'en étonner, d'une demande adressée au cours d'un colloque par les deux pays respectifs. En tout, 14 émissions furent réalisées par le tandem séné-ivoirien. Il s'agit exclusivement d'interviews : celles de Michel Debré, premier ministre au moment des indépendances africaines, de Jacques Alexandre, ancien directeur de la radiodiffusion française à Brazzaville sous la colonisation, de Maurice Bayrou, ex-député du Gabon à l'Assemblée, d'Yvon Bourges, haut-commissaire de l'AEF en 1960, de Tchicaya U Tam' Si – extrait page 37 –, de Lamine Diakhaté, ministre de l'Information dans le premier gouvernement Senghor, et de Cheikh Fall, premier président de la compagnie aérienne Air Afrique ; autant de documents précieux qui font toujours partie du trésor endormi de

362 « Les actions de formation à RFI : une année 1984 prometteuse » in *Multiplex*, n°27, avril 1985, p. 46.

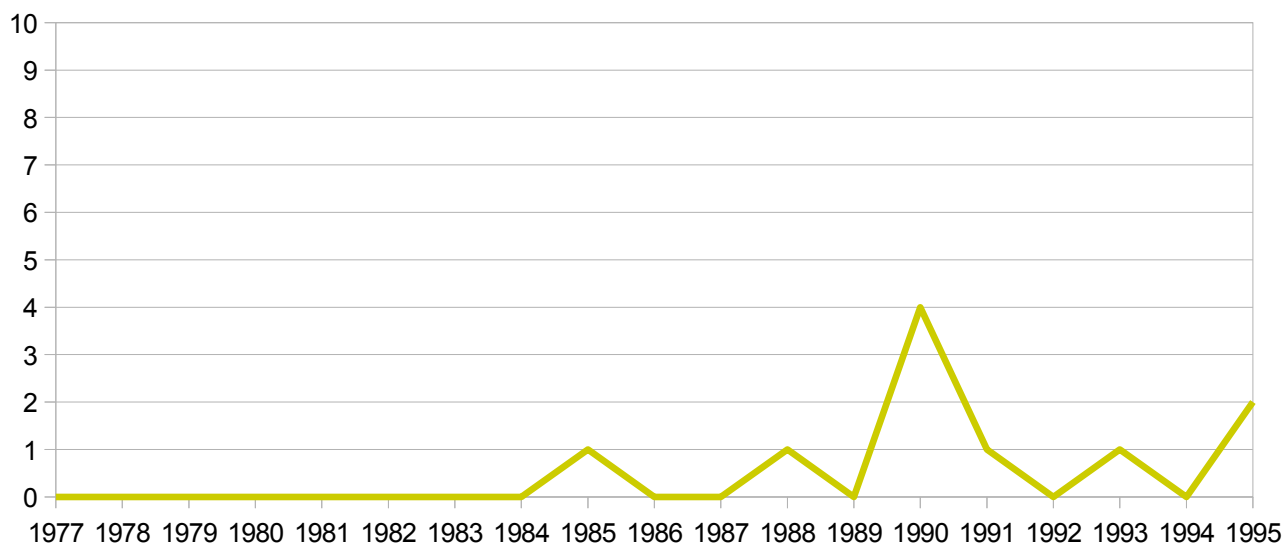
363 La Gambie forme une petite enclave anglophone au milieu du Sénégal. Sa capitale est Banjul.

364 *Senegambia, the land of our heritage.*, ?, ?, 1995, p 12.

365 André-Jean TUDESQ, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, Paris, Khartala, 2002, p. 15.

Mémoire d'un continent et dont il est intéressant de constater qu'il fut donc sensiblement enrichi par les talents journalistiques d'Afrique de l'Ouest.

2.2.3. Le cas béninois: un effet « la Baule » ?



Fréquence des émissions de *Mémoire d'un continent* où la radio béninoise prit une part totale ou partielle.

Si l'on revient un instant sur le diagramme de la page 117, on remarque une année 1990 plutôt dynamique en termes de participations, de coproductions ou de productions intégrales des émissions de *Mémoire* par les radios africaines. Jusqu'alors, on peut dire que le Sénégal et la Côte d'Ivoire s'étaient partagés le monopole du partenariat : les autres pays avaient été relégués au second plan. Mais certains d'entre eux avaient pourtant été importants dans les autres secteurs, au niveau des historiens notamment. C'est le cas du Bénin.

Ce pays prit une part très importante dans la subite poussée de 1990. Pourquoi ? Cette année-là, s'est joué parallèlement un événement considérable dans l'histoire contemporaine de l'Afrique : la conférence de la Baule, seizième du nom, entre les chefs d'État africains et le président de la République française. Presque tous les chefs d'États furent représentés³⁶⁶, et même certains particulièrement peu recommandables, de Gnassingbé Eyadéma (Togo) à Mathieu Kérékou (Bénin) en passant par Omar Bongo (Gabon), « pape de la Françafrique » (Verschave), Hissène Habré (Tchad) ou Moussa Traoré (Mali). Les thèmes-clefs de cette conférence furent les suivants :

³⁶⁶ Sauf Mobutu et Felix Houphouët-Boigny, une première !

multipartisme, aide, démocratie et développement. La philosophie de François Mitterrand, entretenue par Roland Dumas et Hubert Védrine, peut, toute entière, être résumée dans ce passage bien connu :

L'aide traditionnelle, déjà ancienne, de la France envers l'Afrique sera plus tiède en face de régimes qui se comporteraient de façon autoritaire sans accepter l'évolution vers la démocratie et sera enthousiaste vers ceux qui franchiront ce pas avec courage et autant qu'il leur sera possible³⁶⁷.

Le discours de la Baule est-il une cause du processus de démocratisation africain observé dans les années quatre-vingt-dix ? Ou vient-il s'insérer dans un mouvement qui était, en fait, déjà à l'œuvre ? Les afropessimistes penchent pour la première idée. Pour les autres, le discours du président Mitterrand n'est que le produit de réalités plus grandes : selon Catherine Coquery-Vidrovitch, la travail de démocratisation était déjà en marche, quoique « souterrain », la faute à une répression quasi-continue en Afrique³⁶⁸.

À ce petit jeu de la démocratisation, le Bénin fut très vite qualifié de meilleur élève et de modèle grâce au rassemblement inédit que le pays avait commencé à organiser avant la Baule (juin) en février 1990 : la Conférence Nationale des Forces Vives du Bénin. Kérékou, au pouvoir d'un régime marxiste-léniniste depuis son coup d'État de 1972, englué dans des affaires de corruption et motivé par la chute du mur de Berlin, avait accepté que Isidore de Souza, archevêque de Cotonou³⁶⁹, préside cette conférence politique. En dix jours, les bases d'un « renouveau démocratique³⁷⁰ » furent jetées ; une nouvelle constitution prônant le multipartisme et la démocratie fut adoptée le 12 décembre 1990 et, en 1991, un nouveau président de la République, Nicéphore Soglo, fut élu au suffrage universel.

La même année, la radio béninoise conçut 5 émissions pour *Mémoire d'un continent*, ce qui n'avait jamais été fait auparavant : il s'agit d'un hommage à Sourou Migan Apithy, premier président du Dahomey (émission n°1078), un portrait de Glélé, roi d'Abomey de 1858 à 1889 à l'occasion du centième anniversaire de sa mort (n° 1082), une émission sur la ville de Cotonou (n°1092) ou une à propos du livre d'un historien béninois parmi les plus connus, Ephrem Quenum (n°1110). Par ailleurs, nous ne comptons dans ce chiffre pas la série de 6 émissions intitulée « Août 1960 : l'Afrique en fête » constituée à l'occasion des trente ans des indépendances et où un grand nombre

367 Marc MEIMON (journ.), « Bilan sommet de la Baule », Soir 3, France Régions 3, 21/06/1990, INA.

368 *Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique au Sud du Sahara de la Préhistoire à nos jours*, op. cit., p. 202.

369 Interviewé par *Mémoire d'un continent* en 1993 !

370 Afise D. ADAMON, Isidore de SOUZA (préf.), *Le renouveau démocratique au Bénin: la Conférence nationale des Forces vives et la période de transition*, Paris, L'Harmattan, 1994, 223 p.

de radiodiffusions africaines prit part : les archives de Jacqueline Sorel sont en effet trop générales sur ce sujet (« avec la participation des radios africaines »). Il est cependant très probable que la radio béninoise ait participé à ce projet, ce qui ne ferait qu'augmenter le chiffre cité. Dans tous les cas, si celle-ci ne fut pas une collaboratrice particulièrement forte de *Mémoire d'un continent* dans les années quatre-vingt – ce qui ne veut pas dire que l'équipe ne s'y rendait pas ! –, force est de constater que les années quatre-vingt-dix changèrent la donne.

Coïncidence ? Effet de la Conférence Nationale ? Effet de la Baule ? D'après Jacqueline Sorel, et cette idée reviendra souvent, celle-ci n'eut aucune influence sur ce phénomène ; seules comptaient les relations nouées avec les radios d'un côté et les historiens de l'autre. Reste que la « prime à la démocratie » exprimée par Mitterrand se fit fortement sentir au niveau de la Coopération, en ce sens que l'aide apportée au Bénin par la France devint beaucoup plus importante que sous Kérékou, qui, de toutes manières, n'en voulait pas. On est donc en droit de se demander si la coopération radiophonique qui devint beaucoup plus « enthousiaste » envers le Bénin après la Conférence Nationale ne fut pas encouragée par un quai d'Orsay lui-même particulièrement généreux envers un pays qui, enfin, allait « dans le bon sens ».

2.2.4. RFI : soutien ou concurrente des radios africaines ?

Cette question est inévitable et fut même posée par certains acteurs de la coopération. Après avoir vu que les radios du continent prirent une part de plus en plus importante à la revivification de la mémoire africaine par le biais du partenariat établi avec le magazine de Jacqueline Sorel, il est utile à présent de s'interroger sur le sens même de cette coopération telle qu'elle avait pris forme jusqu'à la mort de Ibrahima Baba Kaké (1994).

Dans les années quatre-vingt, une certaine presse africaine considérait que le quasi-monopole des programmes de RFI sur les FM du continent – sans compter les 3 bureaux permanents qu'elle s'était constitués à Dakar, à Libreville au Gabon et à Abidjan – devait faire s'interroger les Africains sur les véritables intentions de la radio française : ne fallait-il pas, sous le vernis d'une philosophie de la coopération, débusquer un néo-impérialisme déguisé³⁷¹ ? Le polémiste Stephen Smith alla même plus loin : pour lui, la radio mondiale, sous couvert de tiers-mondisme, devait tôt ou tard être dépassée par son passé colonial³⁷². Fallait-il en ce sens « libérer » les antennes du continent voire « décoloniser » les ondes – de la même manière que *Mémoire d'un continent* prit sa part à la décolonisation de l'histoire ? Aujourd'hui, le reproche faisant de RFI le

371 André-Jean TUDESQ, *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, Paris, Khartala, 2002, p. 15.

372 Thierry PERRET « L'Afrique à l'écoute. La France, l'Afrique et la radio mondiale » in *Cahiers d'Études Africaines* L (2-3-4), 2010, pp. 1003-1032.

relais d'un impérialisme mal digéré est la tarte à la crème de la radio. Au cours de son histoire, la « Voix de la France en Afrique » a toujours tenté de contredire cette image en redirigeant les attentions sur le lien toujours plus indéfectible qui existait entre ses programmes et les goûts populaires africains, entre elle et les auditeurs. Voilà ce qu'a dit le grand reporter à France Inter Robert Arnaut à propos de RFI, avec qui il pouvait quelques fois collaborer :

En France, on sait qu'elle existe mais on ne sait pas quelle importance elle a en Afrique ! Et pourtant, la voix de RFI est considérable. Ce qu'on ne sait pas, c'est qu'elle fait un travail *complètement inconnu des Français*³⁷³ qui est la fabrication de programmes à destination de l'Afrique. Ainsi, nous participons aux programmes africains et pour cela nous devons, en quelque sorte, nous-mêmes, devenir Africains³⁷⁴ !

C'est donc bien des programmes culturels comme *Mémoire d'un continent*, *Mille Soleils*, le *Concours théâtral interafricain* et les autres dont Arnaut parle ici. Mais la notoriété de ces derniers n'a pas empêché RFI de subir une concurrence importante sur le terrain africain à partir des années quatre-vingt-dix. Au Mali, à Madagascar, au Congo, des centaines de radios privées furent créées : chacun de ces pays essayait en fait, à sa manière, et avec plus ou moins de succès, d'imiter le Bénin dans une transition démocratique attachée à la liberté d'expression et à la fin du monopole étatique sur l'audiovisuel ; un développement libéral qui, par ailleurs, fut aidé par l'effondrement du bloc soviétique et la fin des antagonismes idéologiques en la matière. Beaucoup d'Africains se souvinrent alors du message de la conférence de Bandung (1955) : se faire entendre dans le concert des nations. C'est, d'une certaine manière, ce qu'ils tentèrent de faire sur le plan radiophonique. Par conséquent, RFI fut taxée de « grosse machine » parisienne très éloignée de la vie pratique des communautés villageoises et rurales. Aussi, le pullulement radiophonique africain prit la forme d'une foi accordée aux radios dites de « service » ou de « proximité », c'est-à-dire aux radios à diffusion régionale ou sectorielle impliquées dans l'éducation pratique et populaire. Dans les années 2000, cette idée fut reprise par les ONG et les radios de service devinrent même un outil d'éducation et de développement à part entière³⁷⁵.

Évidemment, cette multiplication des organismes privés de radiodiffusion pose, du coup, la question de la santé des radios nationales publiques à ce moment-là : avaient-elles toujours besoin de l'aide accordée par le service coopération de RFI ? S'étaient-elles au contraire suffisamment développées au point de s'en passer ? Voulaien-elles affronter la concurrence en totale autonomie ?

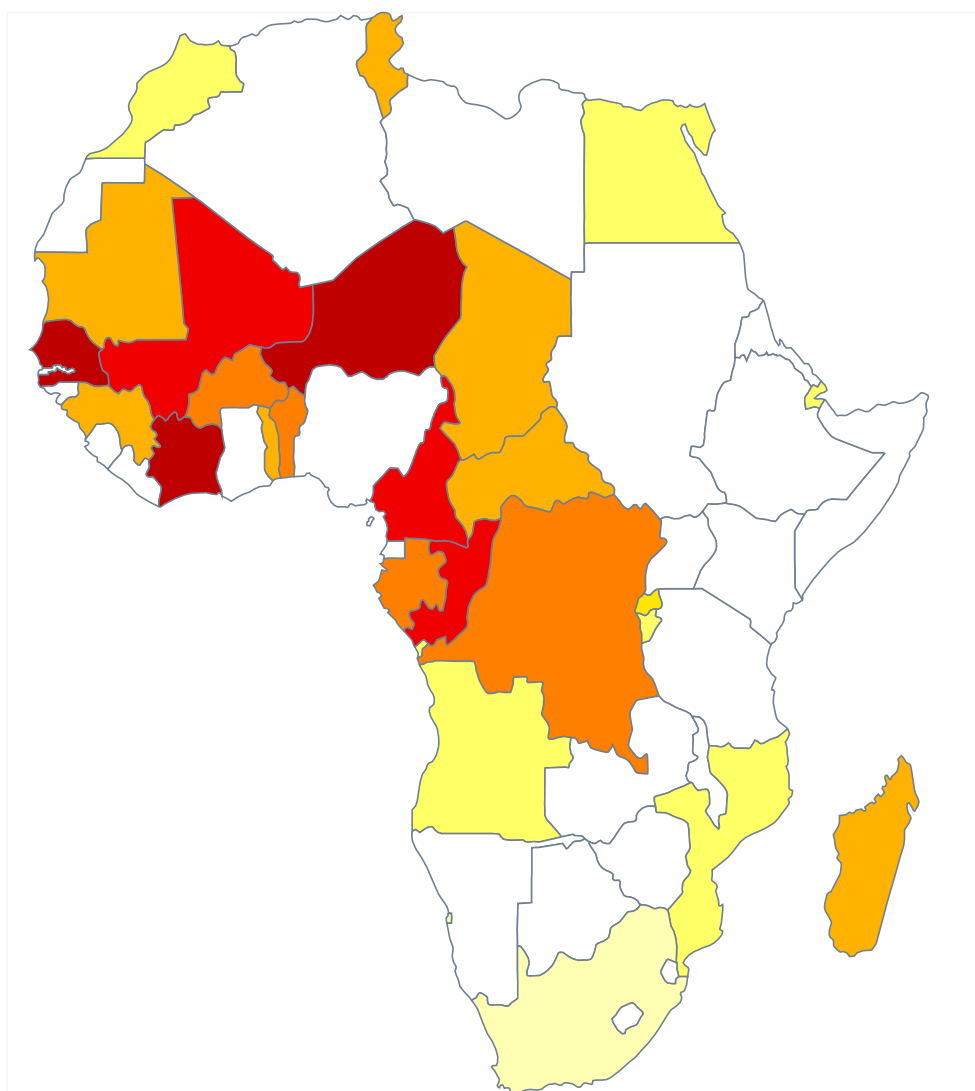
373 Souligné par nous.

374 Jacques CHANCEL (prés.), Robert ARNAUT (part.), *Radioscopie*, France Inter, 21/03/1977, INA.

375 Voir le guide à l'intention des ONG dirigé par Stéphane BOULC'H avec l'aide de l'IPAO paru en 2006 et intitulé *Plaidoyer pour l'appui des radios locales de service aux communautés en Afrique de l'ouest*.

Toute la problématique de la coopération radiophonique est ici posée : jusqu'à quand devait-elle se finir ? Où demeuraient ses limites temporelles, idéologiques, pratiques ? Radio Niger, Radio Burundi, Radio Sénégal, Radio Mali, Radio Congo, la Voix du Zaïre, Radio Comores, Radio Libreville, Radio Abidjan, Radio Bénin, Radio Lomé, Radio Maroc, Radio Guinée, toutes ces radios que le service coopération de RFI avait parainné étaient-elles arrivées à l' « âge mur » ? Le dilemme quasi-shakespearien de la coopération radiophonique – aider mais dans quel but, jusqu'à quand, sous quelles conditions ? – n'est-il d'ailleurs pas similaire à celui de la Coopération en général ? D'autre part, les rapports entre la France et l'Afrique changeaient, en cette veille du XXI^e siècle : de quelle manière cela pouvait-t-il influencer sur le secteur radiophonique ? Autant de questions que nous laisserons pour la fin. Pour l'heure, il s'agit maintenant de placer les focus sur les voyages de *Mémoire d'un continent* en Afrique, une question qui touche aux rapports qu'elle pouvait entretenir avec le « monde ambiant » pour parler comme Jean-Noël Jeanneney.

3. MÉMOIRE D'UN CONTINENT ET L'AFRIQUE DE 1976 À 1995 : COOPÉRATION OU COOPÉRATIONS ?



Carte des pays ayant suscité des déplacements de la part de l'équipe de *Mémoire d'un continent* pour enregistrer des émissions de 1976 à 1994. En rouge bordeaux, les pays où le plus grand nombre d'émissions fut produit : le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Niger. Viennent ensuite, en ordre décroissant, le Mali, le Cameroun et le Congo (couleur rouge), le Burkina Faso, le Togo, le Gabon et le Zaïre (orange vif), la Mauritanie, la Guinée, le Bénin, la Tunisie, le Tchad, la République Centrafricaine, le Rwanda et Madagascar (orange clair), le Maroc, l'Angola, le Mozambique, le Burundi, Djibouti et l'Égypte (jaune) et l'Afrique du Sud (jaune pâle). Carte réalisée avec le logiciel Philcarto.

La France est, rappelons-le, le premier pays à s'être doté d'un ministère de la Coopération prenant en charge l'aide au développement des pays pauvres (1959)³⁷⁶. En 1966, le premier ministre Pompidou décida de réévaluer à la baisse les pouvoirs de ce ministère. Au printemps 1974, les ambitions de la Coopération furent une nouvelle fois mises à mal : Pierre Messmer, premier ministre, supprima tout bonnement toute structure gouvernementale liée à la Coopération. Valéry Giscard d'Estaing, en campagne, s'écria alors : « il faudra donner une nouvelle impulsion à la Coopération entre la France et les États francophones d'Afrique car c'est l'une des grandes œuvres de la France ³⁷⁷ ! ».

Arrivé au pouvoir, VGE rétablit le secrétariat d'État à la Coopération et institua une dynamique qui ne fut pas remise en cause par son successeur : l'organisation annuelle de sommets entre la France et les pays africains pour parler collectivement des grands problèmes du continent – sommets déterminants pour l'histoire contemporaine de l'Afrique bien qu'il soit difficile d'en apprécier la portée historique, celui de la Baule excepté³⁷⁸. À bien des égards, 1974 est donc l'année du véritable lancement de la Coopération. Il ne faut donc peut-être pas s'étonner lorsqu'on constate que c'est également cette année-là que les voyages de *Mémoire d'un continent* en Afrique – émission qui, rappelons-le, était soutenue moralement et financièrement par le ministère de la Coopération – débutent véritablement.

Dans cette partie, il s'agira d'étudier en profondeur les reportages des producteurs de *Mémoire* (Kaké et M'Bokolo principalement) effectués dans les pays africains, leur fréquence, leur importance, leur régularité ou leur irrégularité. On se basera sur le graphique que nous présenterons page 128 qui retrace le nombre d'émissions ayant nécessité une expédition sur place – que ce soit dans un pays africain francophone, anglophone ou même lusophone, comme nous le verrons – ainsi que sur la carte présentée à la page 125. Ainsi, des tous débuts, en 1969, jusqu'en 1995, c'est-à-dire sur 1384 émissions au total, ce sont 377 d'entre elles qui firent l'objet d'un déplacement sur le terrain africain, soit 27% ! Toutefois, l'analyse qui va suivre portera uniquement sur les pays francophones, ceux-ci étant immensément majoritaires au niveau des destinations. Il semblerait que *Mémoire d'un continent* ait beaucoup dû au ministère de la Coopération ainsi qu'aux différentes impulsions données par les différents gouvernements – Giscard et Mitterrand seront donc beaucoup cités dans cette partie car même si la dimension politique de cette affaire ne constitue pas un élément à prendre en compte selon Jacqueline Sorel, il nous semblait dommageable de ne pas en parler, bien que ce ne

376 Thierry PERRET, Michel LEYMARIE (dir.), M'BOKOLO Elikia (postface), *Les 100 clés de l'Afrique*, Paris, RFI / Hachette Littératures, 2006, p. 30.

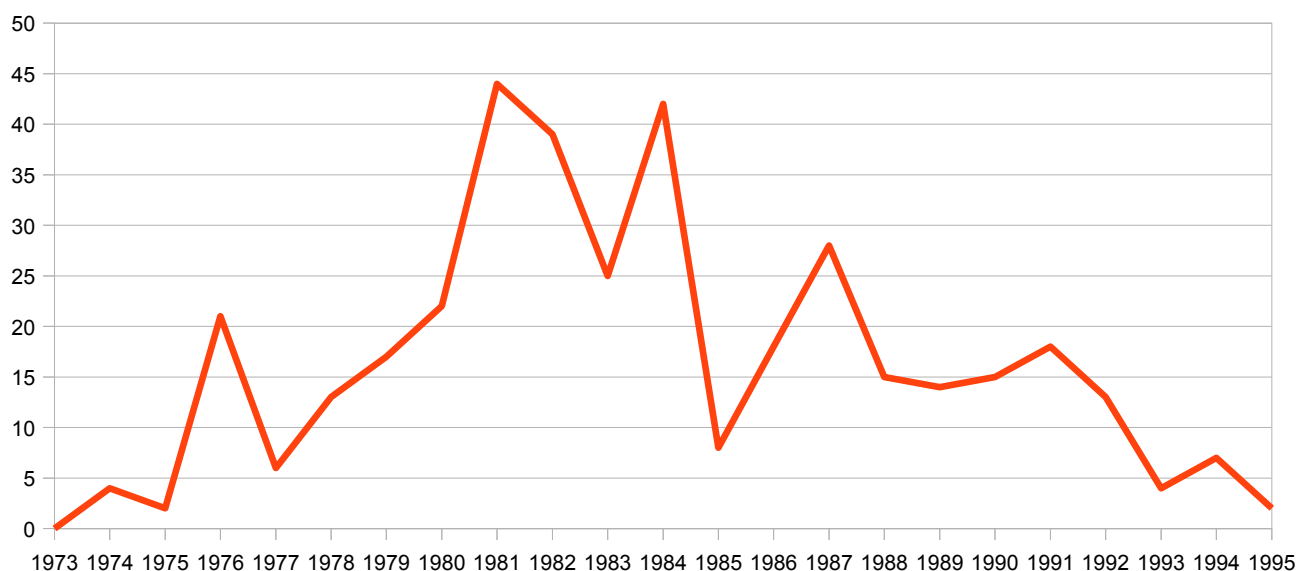
377 Cité par Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, Paris, éditions du Seuil, collection « L'histoire immédiate », 1995, p. 294.

378 Elikia M'BOKOLO (prod.), Philippe SAINTENY (prod.), Alain FERRARI (réal.), *Afrique(s), une autre histoire du XXe siècle*, France 5, 2011.

soit jamais, évidemment, l'unique explication. Tous les pays africains francophones ne jouissent donc pas du même degré de coopération avec notre magazine d'histoire : loin de porter un jugement sur tel ou tel privilège accordé à tel ou tel pays, il nous faudra analyser à fond ces différences pour dresser un portrait de la coopération radiophonique similaire à celui de l'ensemble de la Coopération dans lequel elle s'inscrit, c'est-à-dire nécessairement orienté. On se rendra ainsi vite compte qu'il existe de nombreuses corrélations entre la grande histoire et l'histoire dont nous parlons.

3.1. UNE AFRIQUE CIBLÉE ?

En 1974, le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing procéda à deux actions symboliques dans sa politique africaine : d'une part, le budget de la Coopération fut révisé à la hausse pour 1975 (2 mille millions de francs soit 0,14% du PIB³⁷⁹). D'autre part, Jacques Foccart fut renvoyé. Ces deux mesures firent croire à un changement dans les relations franco-africaines. Mais la cellule africaine de l'Élysée ainsi que les fameux « réseaux » entretenus avec certains pays et chefs d'État en particulier restèrent en place. Aussi, le fameux échange de compliments effectué à l'aube des années quatre-vingt entre Giscard – « la Côte d'Ivoire est un miracle économique en Afrique » – et Félix Houphouët-Boigny – « Giscard d'Estaing est le meilleur ami de la Côte d'Ivoire³⁸⁰ » – en dit long ; car il montre à quel point une certaine Afrique, celle de l'« imitation française », du développement libéral, de l'étanchéité aux idéologies marxistes et du libre-échange suscite, plus que les autres Afrique, les louanges et le soutien de l'ancienne puissance coloniale. *Mémoire d'un continent* n'aurait-elle pas été tributaire de ces directions particulières ?

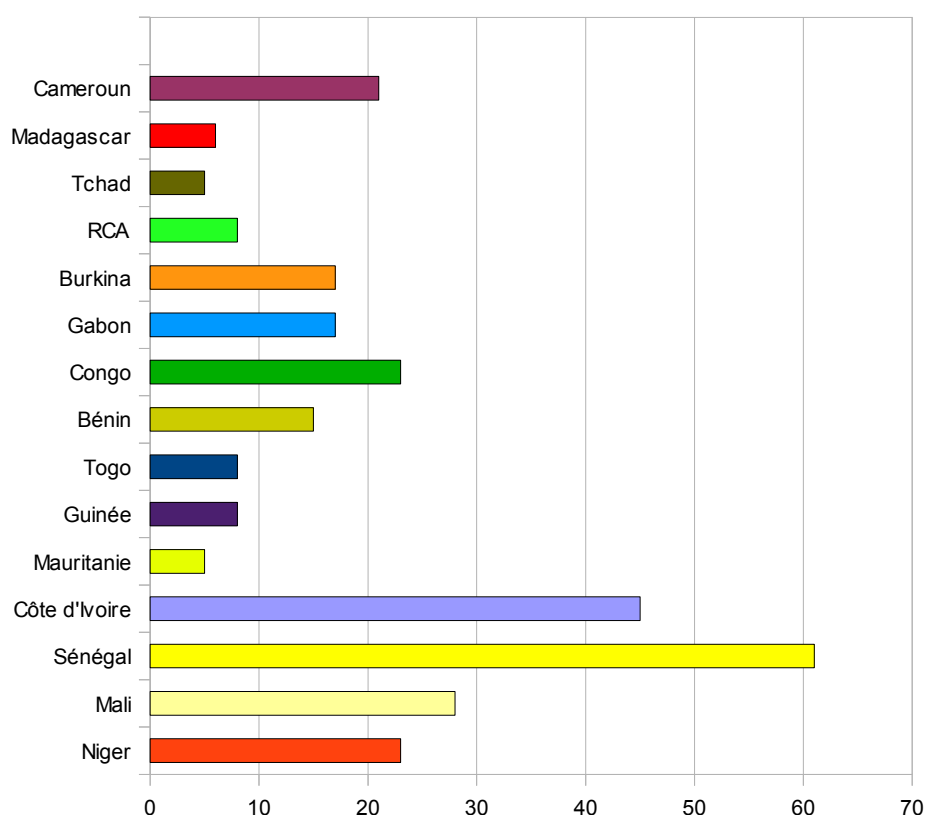


Fréquence des émissions de *Mémoire d'un continent* ayant nécessité des voyages en Afrique

379 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, op. cit., p. 294.

380 *Ibidem*, p. 370.

3.1.1. Le duo de la Francophonie en Afrique de l'Ouest



Nombre d'émissions de *Mémoire* réalisées dans les anciennes colonies françaises d'Afrique Noire de 1974 à 1995

En 1970, à Niamey, 21 pays signèrent le pacte pour la création de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, ancêtre de l'Office International de la Francophonie (OIF) : parmi eux, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, deux des plus grands promoteurs de ce système ; deux pays qui, par ailleurs et parmi tous ceux qui s'apprêtaient à rejoindre la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest) en 1975, étaient encore gouvernés par des régimes civils – ce qui n'était déjà plus le cas du Burkina Faso, du Togo, du Mali, du Bénin et du Niger.

Cette année-là, *Mémoire d'un continent* était encore trop jeune pour initier quoi que ce soit de concret avec les pays africains : c'est donc en 1974 que les « missions » sur le continent prennent leur envol, au moment où la série des *Grandes Figures Noires* arrivait d'ailleurs en fin de course. Le tout premier pays exploré, on l'a déjà évoqué, fut symboliquement le Niger de Diori Hamani. Il ne faut pas s'y méprendre, cependant : de 1974 à 1995, c'est au Sénégal et en Côte d'Ivoire qu'on enregistre, sur 344 au total, le plus grand nombre d'émissions ayant fait l'objet d'un déplacement en

Afrique francophone : 61 pour le premier pays (18%), 45 pour le deuxième (13%), soit 31% en tout pour ces deux pays.

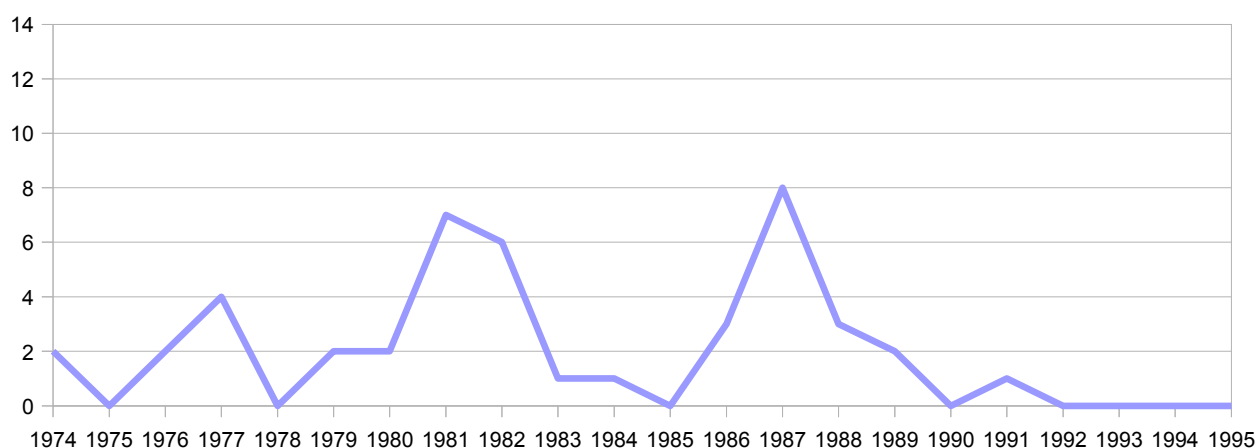
Si l'on restreint maintenant les données aux anciennes colonies françaises d' « Afrique Noire et de Madagascar », c'est-à-dire en excluant le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Zaïre, le Burundi et le Rwanda, comme il est de mise sur le graphique de la page 129, on arrive au pourcentage de 35% pour le tandem séné-ivoirien, soit 106 émissions sur 302. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire se distinguent donc très distinctement du lot. Bien sûr, il fut absolument impossible pour nous de savoir combien de fois par an exactement l'équipe put se rendre dans chaque pays : en effet, une, deux ou trois émissions dans l'année peuvent naître d'un ou de plusieurs voyages. Nous avons donc procédé en identifiant les émissions où Jacqueline Sorel avait pris soin, dans ses archives, de faire figurer le lieu où telle émission avait été enregistrée (« au Sénégal », « au Burkina » etc.). En ce sens, nous nous sommes mis à la place des auditeurs qui étaient informés par le générique du lieu où l'émission avait été tournée.

Inutile de rappeler que le soutien de la France envers le Sénégal et la Côte d'Ivoire a toujours été indéfectible. En Côte d'Ivoire, par exemple, la présence française s'est longtemps exercée dans tous les secteurs (économique, administratif, humain, culturel) et le nombre de coopérants y fut le plus élevé du continent dans les années 1970-1980 – 40 mille dont plus de la moitié à Abidjan, la capitale économique³⁸¹. Le meilleur exemple de ce soutien accordé de manière pérenne à la Côte d'Ivoire s'incarne à merveille en la personne de Guy Nairay : ce dernier, ancien administrateur colonial, fut directeur de cabinet de Félix Houphouët-Boigny de 1960 jusqu'à la mort de ce dernier en 1993³⁸². L'histoire des relations franco-ivoiriennes fut donc très étroite durant tout la seconde moitié du XXe siècle, et même encore maintenant à en juger par celle entretenue avec le président actuel, Alassane Ouattara³⁸³. En ce qui concerne *Mémoire d'un continent*, c'est la régularité sans faille de ses relations avec le pays du cacao qu'il nous faut mettre en valeur, comme on peut le voir sur ce graphique ci-dessous.

381 « Côte d'Ivoire » in Thierry PERRET, Michel LEYMARIE (dir.), Elikia M'BOKOLO (postface), *Les 100 clés de l'Afrique*, Paris, RFI / Hachette Littératures, 2006, p. 118-120.

382 La cérémonie des obsèques du président, en février 1994, fut à elle seule un moment extraordinaire tant la France avait dépêché un nombre impressionnant de ses représentants de Mitterrand à Balladur en passant par Chirac, Messmer ou Delors. Mais ils ne furent pas les seuls à rendre hommage au Père de la nation ivoirienne : *Mémoire d'un continent* également (« Hommage à Félix Houphouët-Boigny », émission n°1278-1279).

383 Alassane Ouattara fut aidé par la France dans son action de chasser Laurent Gbagbo du pouvoir après les élections de 2010. Il fut officiellement proclamé président le 2 mai 2011 après l'arrestation de Gbagbo le 11 avril.



Fréquence des émissions de *Mémoire d'un continent* enregistrées en Côte d'Ivoire de 1974 à 1994

Il faut remarquer toutefois que la fréquentation du pays par l'équipe ne fut plus aussi soutenue dans les dernières années de pouvoir du « Vieux³⁸⁴», surnom de Félix Houphouët-Boigny. À l'époque en effet, de 1991 à 1994, la situation dans le pays était extrêmement tendue, à la limite de la guerre civile, entre le pouvoir et ses opposants³⁸⁵. L'insécurité qui régnait alors aurait donc peut-être dissuadé le ministère de la Coopération d'y laisser partir les acteurs de *Mémoire d'un continent*, comme ce fut souvent le cas dans ce genre de situation.

Vis-à-vis du Sénégal maintenant, quelques coïncidences demeurent : le 19 mai 1978 par exemple, année où commencent les voyages de *Mémoire* dans ce pays, le président Giscard recevait son homologue Senghor à dîner à l'Élysée³⁸⁶, un an après le IV^e sommet franco-africain organisé à Dakar. Le Sénégalais avait auparavant approuvé l'idée du président français de rétablir un secrétariat d'État à la Coopération et les relations entre les deux hommes ont toujours été excellentes. Aujourd'hui, la diplomatie française elle-même le dit : « les relations entre le Sénégal et la France sont étroites et multiformes et les rencontres entre les responsables politiques des deux pays sont fréquentes³⁸⁷ ». Depuis 1960, la France est le premier partenaire du Sénégal et son premier président, académicien à la fin de sa vie, a toujours été un amoureux inconditionnel de la culture française. Il aurait donc été très étonnant de ne pas voir la vitrine de l'Afrique francisée et de la démocratie africaine figurer au premier plan des relations culturelles, scientifiques et radiophoniques avec la France. Le colloque de Dakar cristallisa d'ailleurs on ne peut mieux cette relation privilégiée ; Abdou Diouf lui-même eut l'occasion de penser tout le bien qu'il pensait de

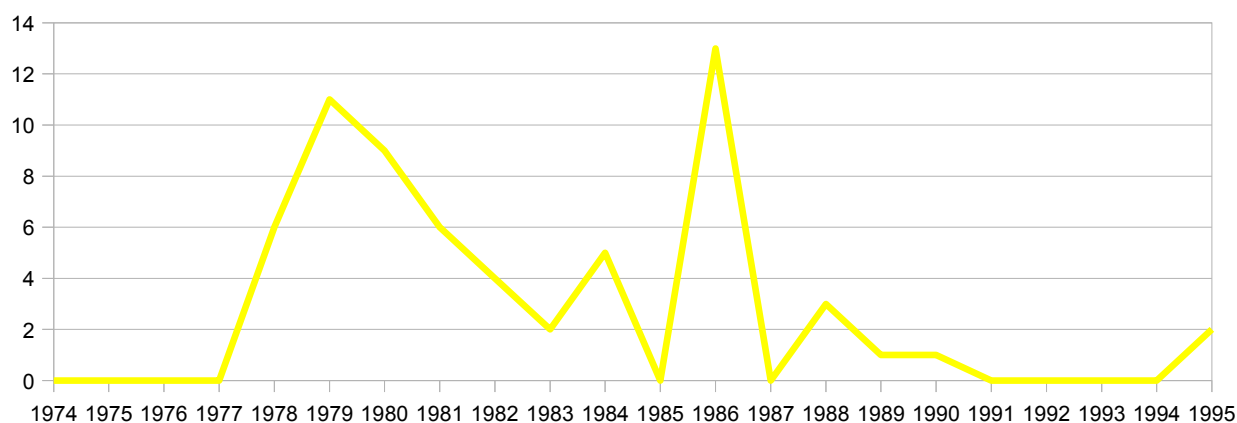
384 Surnom donné à Félix Houphouët-Boigny.

385 Christian ROCHE, *50 années d'indépendance dans les anciennes possessions françaises d'Afrique Noire*, op. cit., p. 59.

386 *Ibidem*.

387 Site du ministère des Affaires Étrangères, 2012.

l'émission : « un moyen majeur de solidarité et de coopération intra-africaine qui privilégie la coopération Nord/Sud et favorise le dialogue Sud/Sud³⁸⁸ ».



Fréquence des émissions enregistrées au Sénégal de 1974 à 1995.

3.1.2. L'autre Delafosse

Une des raisons pour lesquelles *Mémoire d'un continent* put, au cours de son histoire, se rendre fréquemment en Afrique est quelque peu terre-à-terre. Elle peut expliquer aussi pourquoi la Côte d'Ivoire et le Sénégal furent particulièrement prisés par l'équipe. En 1979, en effet, un partenaire alternatif se manifesta : il s'agit d'un certain Jean-Claude Delafosse. Celui-ci se revendiquait être l'un des fils de l'ethnologue Maurice Delafosse ; il est vrai qu'au cours de sa carrière administrative et scientifique en Afrique de l'Ouest, Delafosse-père avait laissé derrière lui un nombre assez important d'enfants métis. Les informations que nous avons pu recueillir sur ce Jean-Claude Delafosse sont assez restreintes : nous savons, du moins, qu'il était le directeur pour la France d'Air Afrique et résidait donc, à ce titre, à Paris. Le président-directeur-général, lui, se nommait Aoussou Koffi ; il était ivoirien également.

L'histoire de la compagnie Air Afrique vaut bien une petite parenthèse car celle-ci joua un rôle déterminant dans l'histoire de *Mémoire d'un continent* et, à plus forte raison, dans l'histoire de l'Afrique postcoloniale. Créée en 1961, elle eut pour ambition initiale d'être multinationale. Dix États participèrent donc à son lancement et à son financement : il s'agit du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo-Brazzaville, de la Côte d'Ivoire, du futur Bénin, du futur Burkina, du

388 Cité par Ibrahima FALL, « Les rencontres de Dakar ; une fête de l'esprit sous l'arbre à palabres » in *Multiplex* n°26, janvier 1985, p. 62-68.

Gabon, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad. Surtout, elle fut dotée d'une ambition panafricaine : ses vols ne devaient pas seulement concerner l'ex-AEF et l'ex-AOF, comme il a pu en être question, mais bien le continent tout entier. Félix Houphouët-Boigny lui-même fut, paraît-il, à l'origine de cette idée³⁸⁹. Son premier président, Cheikh Fall – interviewé par Demba Dieng en 1986 comme nous l'avons dit – lança l'entreprise sur les chapeaux de roue.

Jean-Claude Delafosse fut dès le début impliqué dans cette mise en route industrielle hors du commun, une première en Afrique. On ne sait exactement en quelle année il rencontra Ibrahima Baba Kaké et Jacqueline Sorel. Ce qui est sûr, c'est qu'il était – la pomme ne tombe jamais loin de l'arbre – un passionné d'histoire. C'est en partie pour cela qu'il entreprit un partenariat très intéressant avec *Mémoire d'un continent* en cette année 1979 : en échange d'émissions, qui seraient spécialement conçues pour la compagnie et diffusées dans les avions à l'intention des passagers, il livrerait à l'équipe autant de billets qu'elle demanderait pour se rendre en Afrique et continuer d'y réaliser des reportages. C'est ainsi que, une fois l'accord passé, *Mémoire d'un continent* fut diffusée dès 1980 dans les avions de Air Afrique ; certaines de ces émissions originales furent même reprises sur les ondes africaines pour les auditeurs d' « en bas ». Par conséquent, nous avons pu les identifier et nous sommes rendus compte qu'elles faisaient généralement intervenir les collaborateurs fidèles de l'émission : Youssouf Tata Cissé, Sékéné Mody Cissoko, Henriette Diabaté, Léopold Moumé Etia (Cameroun), Jean-Noël Loucou (Côte d'Ivoire), Georges Niangouran Bouah (Côte d'Ivoire, photo page 236) ou encore Amadou Hampâté Bâ.

Aujourd'hui, Air Afrique n'existe plus, contrairement à *Mémoire d'un continent*. Les crises pétrolières touchèrent durement la compagnie et, en 2001, son PDG Pape Thiam se résolut à suspendre ses opérations. En 2002, ce symbole de la réussite technologique africaine et de la « renaissance » du continent fut mis en liquidation judiciaire. Tout au long de son histoire, Air Afrique fut particulièrement entretenue par ces deux pays que sont le Sénégal et la Côte d'Ivoire : son siège résidait à Abidjan, son premier PDG était sénégalais, son deuxième ivoirien. En ce sens, on peut supposer – mais l'histoire de Air Afrique ne fut jamais faite, ce n'est donc qu'une hypothèse – que les vols de Air Afrique étaient majoritairement dirigés vers les aéroports de Dakar, Saint-Louis, Abidjan ou Yamoussoukro – autant d'infrastructures construites durant l'ère coloniale – et que, par conséquent, les billets délivrés par Delafosse à *Mémoire d'un continent* concernaient en majorité des vols pour ces deux pays. Ainsi, Delafosse aurait, à sa manière, aidé l'émission à se rendre dans les pays qui en avaient les moyens et qui étaient impliqués à grande échelle dans le développement économique du continent.

389 Frédéric Gra MEL, *Félix Houphouët-Boigny, L'épreuve du pouvoir*, Paris, Khartala, 2010, p. 468.

3.1.3. Les lieux de mémoire du continent noir

Intéressons-nous maintenant au contenu de ces émissions réalisées en terre africaine. Mais revenons sur un moment important de l'historiographie française : en 1983, Pierre Nora faisait paraître le premier tome des *Lieux de mémoire*, un exercice où l'historien ré-interroge l'histoire de France à travers les lieux où elle a pu s'incarner. En 1999, une équipe dirigée par Jean-Louis Triaud et Jean-Pierre Chrétien transposait cette idée à travers le vecteur africain : du « Nora sous les tropiques » (Henri Moniot) ? L'intention est certes imitée mais pour arriver à des conclusions différentes et surtout pour prouver l'idée selon laquelle l'Afrique, à sa manière, n'échappe pas au thème de la mémoire et que celle-ci est aussi fortement ressentie dans ce continent qu'ailleurs. Elle est même, d'après les (jolis) mots de Moniot, « comme une coupe somptueuse pour observer la fonction historique et l'invention mémorielle dans tous leurs états³⁹⁰».

Ce qui est particulièrement intéressant, c'est de voir qu'en fait *Mémoire d'un continent* – cela peut bien sûr être le cas de bien d'autres émissions de radio – avait déjà compris le message de Pierre Nora avant 1983³⁹¹. Pour interroger les mémoires, la radio était en effet devenue, dans les années soixante, un instrument idéal, principalement grâce à la révolution enclenchée par le NIAGRA, ce magnétophone portatif dont le premier modèle était apparu à la fin des années cinquante. Grâce au NIAGRA, la radio devenait mobile, elle s'immisçait dans à peu près tous les espaces et pouvait susciter chez les interviewés des émotions forcément différentes de celles ressenties dans un studio.

Dans le domaine du reportage radiophonique de terrain en Afrique, un nom doit être évoqué : Robert Arnaut. Ce grand reporter pour Radio France a d'ailleurs travaillé pour quelques émissions de *Mémoire d'un continent* dans les années quatre-vingt. Jacqueline Sorel avait décidé de solliciter sa compétence en ce que ce « griot blanc », comme lui-même aimait se surnommer avec peut-être un peu d'exagération, avait déjà abondamment sillonné le continent africain avec son micro et son enregistreur pour recueillir des ambiances ou la parole des griots, des médecins ou des sorciers traditionnels. Un aspect, toutefois, diffère fortement ses orientations de celles de *Mémoire d'un continent* : il se moquait de politique³⁹². Inversement, Ibrahima Baba Kaké s'en délectait. Le meilleur exemple réside dans le fait que *Mémoire d'un continent* fut invité en 1986 par le gouvernement ivoirien à Abidjan à l'occasion du 40e anniversaire de la création du RDA pour

390 « Du Nora sous les tropiques ? » in Jean-Pierre Chrétien, Jean-Louis TIRAUD (dir.), *Histoire d'Afrique, les enjeux de mémoire*, Clamecy, Khartala, 1999, p. 15.

391 Exemples : KAKÉ (prod.), « Le drame de Thiaroye » (à Dakar), émission n°470, 1978 ; M'BOKOLO (prod.), « Sur les traces du roi Msiri au Shaba » (au Zaïre), émission n°665, 1982 ; KAKÉ (prod.), « Le camp Boiro » (en Guinée), émission n°806, 1984.

392 In Thomas BAUMGARTNER (dir.), *Une Afrique en radio, archives de Robert Arnaut, le griot blanc*, Radio France/INA/Musée du Quai Branly, Frémeaux & Associés, 3 CD, 2010.

enregistrer les débats et les discours qui y furent prononcés (voir celui de Félix Houphouët-Boigny, annexe n°5, page 132). Du reste, les reportages de Robert Arnaut, et c'est là un point commun avec *Mémoire d'un continent*, s'inscrivent de plain pied dans la notion de « lieu de mémoire » que nous évoquions tout à l'heure. De 1973 à 1985, par exemple, il retraça pour *Mémoire d'un continent* l'itinéraire de Henry Morton Stanley et de Pierre Savorgnan de Brazza, deux des plus prestigieux explorateurs de l'Afrique centrale au XIXe siècle³⁹³.

Elikia M'Bokolo, lui, très sensible aux lieux de mémoire, réalisa pour *Mémoire* un reportage particulièrement intéressant diffusé au mois de septembre 1988, intitulé « L'épopée du chemin de fer Congo-Océan » (n°1006). Elle est le fruit d'une mission effectuée dans l'ex-Congo français et fut réalisée le long de cette fameuse ligne de chemin de fer Brazzaville-Pointe Noire construite entre 1921 et 1934 qui avait fait dire à Albert Londres en 1927 : « il faut parler. La France a le droit de savoir. Un drame se joue ici. Il a pour titre *Congo-Océan*³⁹⁴ ». Par chance, cette archive fut retranscrite par la documentaliste de RFI Françoise Delignon ; on s'aperçoit alors que de nombreux témoins identifiables avaient été interrogés : Paul Darnaux, ancien de la Société des Batignoles qui avait financé la construction ; « Antoine » et « Stéphane », deux anciens cheminots africains dépêchés sur le chantier ; « Léopold », ancien « chef de gare indigène » ou encore « Thomas », ancien ouvrier. On peut s'apercevoir également que certains souvenirs douloureux étaient remontés à la surface, que certaines injustices avaient été rappelées et que ces choses n'avaient probablement encore jamais été dites à des Européens, si ce n'est peut-être au moment des faits à Albert Londres ou André Gide (*Voyage au Congo*, 1926). Ce qui est sûr, c'est que les auditeurs africains n'avaient sans doute encore jamais entendu cela sortir de leur poste de radio :

Léopold : « J'ai eu mon premier salaire grâce à la ligne de chemin de fer : 5 francs par jour. Un chef de gare français, lui, gagnait 3000 francs par jour »

Stéphane : « Il y a eu une première grève pour demander l'amélioration des conditions de travail et l'arrêt de la discrimination envers les Noirs : la répression fut sévère. On a reçu des coups de crosse, deux cheminots sont morts. Ils ont été inhumés par nos soins juste à côté de la ligne. Moi, j'ai été rétrogradé après la grève »

Léopold : « On était traités comme des animaux mais on s'en rendait pas compte ; on a attendu 8 ans avant d'avoir notre première permission de 10 jours. Si on demandait quelque chose, on était matés ».

« Le passé est surtout ressenti à travers les grands traumatismes : Shoah ou goulags pour l'Europe ; esclavage, racisme et colonisation pour le monde noir », nous dit Jean-Pierre Chrétien.

393 Voir Robert ARNAUT, *Sur les traces de Stanley et Brazza*, Paris, Mercure de France, 1989, 618 p.

394 Albert LONDRES, *Terre d'ébène (la traite des Noirs)*, Paris, Le Serpent à Plumes, coll. « Motifs », 1998 (rééd.), p. 240.

« Le recours à la mémoire peut inspirer de nouveaux questionnements historiques mieux articulés aux situations africaines que les récurrences ethnographiques³⁹⁵ », ajoute-t-il également. À cette requête, *Mémoire d'un continent* a en tout cas apporté une réponse dans des régions où la colonisation s'était faite ressentir d'une manière particulièrement violente.

395 Jean-Pierre CHRÉTIEN, « Les mémoires, enjeux de l'histoire de l'Afrique » in Jean-Pierre Chrétien, Jean-Louis TIRAUD (dir.), *Histoire d'Afrique, les enjeux de mémoire, op. cit.*, p. 491-500.

3.2. UNE AFRIQUE EN RETRAIT

L'objectif de cette partie est d'analyser méthodiquement les écarts que nous avons pu constater entre des pays qui, comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire, ont fait l'objet de voyages particulièrement nombreux et des pays qui, sur ce point, ont bénéficié d'un partenariat beaucoup plus irrégulier. Bien sûr, il ne sera question ici que de forme et il nous semble important de le souligner : sur le fond, *Mémoire d'un continent* est bien évidemment une émission pluraliste, ouverte et objective, de la même manière que l'est la réflexion historique. C'est la raison pour laquelle il nous faudra impérativement, une fois n'est pas coutume, séparer le fond de la forme dans cette partie.

Prenons par exemple un pays comme le Tchad : en vingt ans, *Mémoire d'un continent* ne s'y est rendue que pour 5 émissions seulement. Oubli fâcheux ? Désintéressement délibéré ? Snobisme ? Rien de tout cela : le Tchad est un pays qui, depuis 1960, est empêtré dans une situation de guerre civile. Si un facteur comme celui de la guerre est un exemple extrême, il nous permet toutefois de rappeler que l'émission fut souvent sujette à des difficultés indépendantes de sa volonté, qui n'étaient de son ressort ; ce qui ne l'empêchait pas de consacrer ses émissions à tous les pays, et ce fut le cas pour le Tchad³⁹⁶. La guerre est toutefois un facteur politique parmi tant d'autres et ce sont ces derniers que nous souhaitons interroger car ils permettent de comprendre, d'une part pourquoi à un moment donné tel pays fut ignoré, d'autre part pourquoi à tel autre moment ce même pays fut subitement redécouvert par l'émission et visité.

Les deux septennats de Mitterrand constitueront ici un cadre temporel et politique particulièrement important. On a souvent dit de Mitterrand qu'il a soutenu avec le même cynisme que par le passé des dictatures africaines corrompues et autoritaires. Ce n'est pas la question ici. On doit bien plutôt constater qu'en novembre 1981, le VIII^e sommet franco-africain à Paris rassemblait pour la première fois 32 pays africains, dont 20 chefs d'État³⁹⁷. C'est deux fois plus que le premier sommet organisé par Valéry Giscard d'Estaing en 1975. D'autre part, le président socialiste avait promis que l'aide française à l'Afrique devait passer de 0,14 à 0,70% du PNB. Ce dernier point ne fut pas respecté mais ces deux données montrent que l'on passe malgré tout d'une politique africaine à une autre à partir de 1981, tout du moins d'une volonté de politique africaine à une autre : qualifier en ce sens celle du socialiste de « plus ouverte » n'est pas un jugement de valeur, simplement un fait. Or, les phénomènes de coopération de *Mémoire d'un continent* avec de nombreux pays africains connut brusquement en 1981 un bouleversement quantitatif (voir pour s'en convaincre le

³⁹⁶ Citons par exemple les trois émissions constituées d'une interview de Antoine Bangui, homme politique tchadien.

³⁹⁷ « Les 24 sommets France-Afrique (1973-1981) », Site de Radio France Internationale.

diagramme de la page 128) mais aussi qualitatif. C'est ce que nous allons voir.

3.2.1. Des ténèbres à la lumière : le cas de la Guinée

De 1969 à 1984, il ne s'agit pas seulement de voir qu'aucune relation ne fut possible entre *Mémoire d'un continent* et la Voix de la Révolution guinéenne, la radio nationale du pays : entre le chef de la République Populaire Révolutionnaire de Guinée et Ibrahima Baba Kaké, le conflit était désormais à couteaux tirés.

En 1966, le frère d'Ibrahima, Alioune Kaké, avait déjà été blessé d'une balle à Paris³⁹⁸. L'auteur du crime s'était vraisemblablement trompé de cible... Quatre ans plus tard, Ibrahima fut condamné à mort par contumace. En novembre 1978, Valéry Giscard d'Estaing se rendit en Guinée. La presse française cria au scandale³⁹⁹ : un rapport d'Amnesty International y avait en effet établi le chiffre de 4 000 prisonniers politiques. En septembre 1982, ce fut tour de Ahmed Sékou Touré, comme il fallait désormais l'appeler, d'effectuer un voyage officiel à Paris. Mitterrand avait fini par accepter cette demande à une condition : qu'il s'exprime sur le sort réservé à 8 Guinéens, tous ministres ou ambassadeurs, arrêtés après la tentative de coup d'État de 1970 (voir page 76). Ces 8 Guinéens étaient mariés à des Françaises qui, depuis quelques semaines, préparaient à Paris un mouvement de protestation contre la venue du dictateur et réclamaient que lumière soit faite sur le sort de leur mari. Le 14 septembre, le président guinéen déclara que ces hommes, des Guinéens et non des Français au regard de la législation guinéenne, avaient été exécutés⁴⁰⁰.

Durant les 4 jours de visite de Sékou Touré, l'association féminine organisa de nombreuses manifestations, dont une le 19 septembre à Paris. Kaké, qui faisait partie de l'OULG (Organisation de l'Unité pour la Libération de la Guinée), décida de s'y rendre. Quelques jours plus tôt, des agents de la DST s'étaient rendus chez lui et lui avaient annoncé qu'ils le suivraient pendant toute la visite de Sékou en France. Le 19, Kaké arriva place de la Madeleine. Une voiture s'arrêta à côté de lui. Trois hommes en descendirent et tentèrent de le faire rentrer dans le véhicule mais les deux agents des renseignements français parvinrent à le tirer d'affaire. Les trois hommes en question faisaient partie de l'ambassade de Guinée en France : il s'agissait du consul, du premier secrétaire et du comptable⁴⁰¹. Pour Claude Wauthier, l'intervention de ces deux agents des renseignements français fit ni plus ni moins éviter à Kaké « un sort comparable à celui de Mehdi Ben Barka⁴⁰² ». À RFI,

398 Ibrahima Baba KAKÉ, *Sékou Touré, le héros et le tyran*, Paris, JA Presses, collection Jeune Afrique, 1987, p. 7.

399 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, op. cit.*, p. 446.

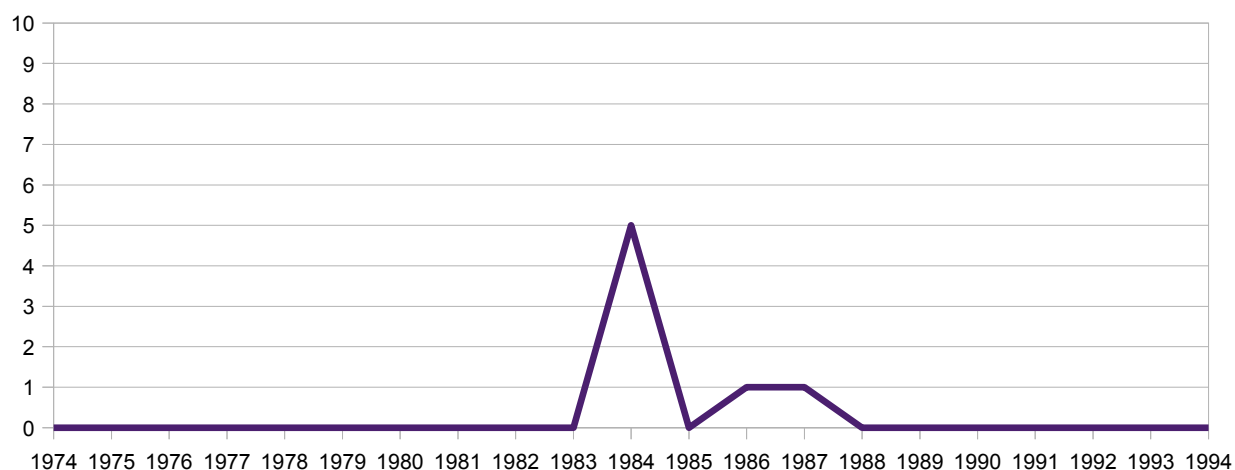
400 « Spéciale Guinée », *Midi 2*, Antenne 2, 14/09/1982, INA.

401 Pour plus de précisions, concernant notamment les noms de ces hommes, se reporter au livre de Ibrahima Baba Kaké cité ci-dessus.

402 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, op. cit.*, p. 447.

l'épisode est resté dans les annales.

Qu'en est-il donc des relations radiophoniques entre la France et la Guinée, précisément entre *Mémoire d'un continent* et la Guinée ? La coopération au sens large entre les deux pays fut ré-enclenchée en 1982 : c'était l'objet de la visite de Sékou Touré à Paris. Mais *Mémoire d'un continent*, on le comprend tout à fait, attendit vraiment que le « tyran » décède (26 mars 1984) pour oser retourner en Guinée. À partir de ce moment-là, Kaké vit les choses en grand. Fin 1984, pas moins de 5 émissions ressortirent de cette fameuse « mission Guinée », première occasion qu'eut Kaké de retourner dans son pays depuis 1958.



Émissions réalisées en Guinée

Ces 5 émissions furent des moments uniques pour les auditeurs africains. Un hommage fut en effet rendu aux Guinéens victimes de l'autoritarisme politique. Si le nouveau président de la République Lansana Conté se refusait à fouiller le passé « de peur que l'avenir ne lui échappe⁴⁰³ », Kaké, lui, prit la décision inverse et choisit de faire parler les témoins d'une manière presque catharsique : tous venaient en effet d'être libérés du camp Boiro, situé en plein cœur de la capitale et où des milliers de femmes et d'hommes avaient été torturés ou tués. Marqués à vie, des gens comme Saliou Camara, historien, Mamadou El Hadj Fofana, ancien membre du Bureau politique national du PDG et Fodé Lamine Touré, ancien instituteur, se saisirent du micro de *Mémoire d'un continent* pour révéler à leurs frères du continent l'atrocité de ce qu'était la Guinée sous Sékou Touré.

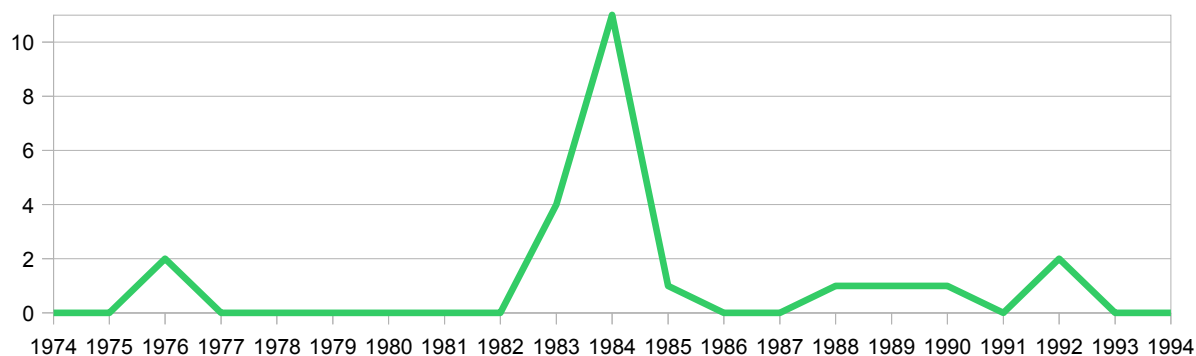
Il est évident que la décision de Mitterrand d'inviter Touré à Paris dut rester en travers de la

403 « Guinée : un an après », *Soir 3*, France 3 Régions, 04/04/1985, INA.

gorge de l'historien. L'évènement de la Madeleine permit cependant, en 1985, de persuader les éditions Jeune Afrique de désigner Kaké pour écrire la biographie du défunt président : « il n'aura pas meilleur biographe que moi », aurait-il répondu suite à cette demande, lui qui aurait certainement fini sa vie au camp Boiro s'il ne s'était pas décidé à quitter la Guinée ou s'il s'était fait capturer ce 19 septembre 1982⁴⁰⁴.

3.2.2. Mémoire d'un continent et les pays marxistes : une coopération en demi-teinte

Durant la Guerre Froide, le socialisme marxisant, ou socialisme scientifique, fut une idéologie dont beaucoup de pays africains s'emparèrent. Mais pour Mamoudou Gazibo⁴⁰⁵, ces régimes furent davantage à prétention marxiste que réellement marxistes – Sékou Touré en est un exemple parmi d'autres. Il n'empêche qu'on ne peut s'emparer d'une grille de lecture unique qui s'appliquerait à l'ensemble des États « afro-marxistes » sans procéder à des amalgames. C'est pourquoi, de la même manière qu'il vaut mieux analyser l'histoire politique africaine pays par pays, notre analyse va porter ici sur les relations de *Mémoire* avec 4 pays significatifs en particulier, relations qui, contrairement à celles exercées avec la Côte d'Ivoire et le Sénégal, se distinguent par une irrégularité générale.



Émissions réalisées au Congo

En 1994, le Congo finit par être la 4e destination la plus visitée par l'équipe en termes d'émissions, à égalité avec le Niger. Mais comme on peut le voir ci-dessus, ce phénomène doit beaucoup aux années 1982-1985, période où *Mémoire d'un continent*, suite aux recommandations exprimées par les directeurs des radiodiffusions africaines lors des colloques, avait décidé de

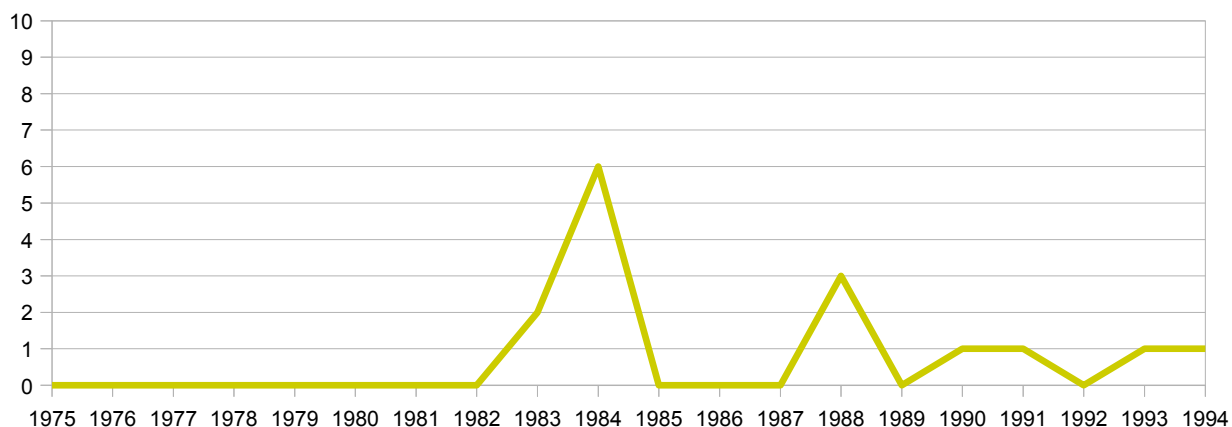
404 Jacqueline SOREL, « Il y a dix ans, Ibrahima Baba Kaké nous quittait (7 juillet 1994) », www.rfi.fr.

405 In *Introduction à la politique africaine*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006, p. 93.

changer de cap et d'aller voir du côté de l'Afrique centrale et équatoriale – raison pour laquelle on peut observer au même moment un pic d'émissions comparable avec des pays comme le Cameroun, la République Centrafricaine et le Gabon même si nous n'en parlons pas ici. Au demeurant, qu'est-ce qui peut expliquer, de manière plus individuelle, cette soudaine surfréquentation d'un pays socialiste comme le Congo de 1982 à 1986 ?

Terre historique de la Résistance, la République Populaire du Congo a toujours été, vis-à-vis de la France, un pays contradictoire qui a su profiter dès les années soixante d'une coopération économique considérable reposant sur le pétrole, les mines de potassium et les autres richesses du pays, mais qui s'en est longtemps démarqué politiquement. En 1977, le président Marien N'Gouabi est assassiné dans des conditions mystérieuses. Son successeur Joachim Yhombi Opango⁴⁰⁶ décida d'un rapprochement inédit avec l'Hexagone mais fut remplacé en 1979 par Denis Sassou-Nguesso qui renoua avec ses alliés traditionnels : Chine, Cuba, URSS. En 1981, toutefois, le pays suscita subitement l'attention de la France et en 1982, le président Mitterrand, pour son deuxième voyage africain, fit escale au Congo. La raison était simple : de nouveaux gisements pétroliers avaient été découverts. Depuis l'indépendance de l'Algérie et la nationalisation par ses dirigeants des entreprises pétrolières en 1971, le golfe de Guinée était devenu le nouveau refuge à pétrole de la France (Elf-Congo, Elf-Gabon). Mitterrand décida donc de mettre sur pied un nouvel accord de coopération avec le Congo : en échange d'une exploitation du pétrole africain et de son exportation massive vers la France, celle-ci aida Sassou-Nguesso à se maintenir au pouvoir et soutint son plan quinquennal de développement. À partir de cette date, les relations France-Congo furent au beau fixe ; coïncidence ou non, on évitera d'avoir un avis tranché sur cette question, les visites de *Mémoire* dans ce pays s'en ressentirent, acquérant une régularité qu'elle n'avait pas avant 1983. Un autre de ces pays à la ligne marxiste affirmée pendant plusieurs années fut le Bénin.

406 Interviewé par Radio Congo pour *Mémoire d'un continent* en 1991.



Émissions de *Mémoire* réalisées au Bénin

Comme on le voit ci-dessus, le Bénin ne fit l'objet d'une première visite de *Mémoire d'un continent* qu'en 1983 : c'est, curieusement, également le cas du président de la République française⁴⁰⁷ ! La surprise de voir Mitterrand fouler l'aéroport béninois fut énorme : depuis 1972, date à laquelle Mathieu Kérékou avait lancé son pays dans la voie du marxisme-léninisme, cela ne s'était jamais produit. Les relations entre la France et ce pays, qu'on peut qualifier d' « hérétique » dans le système franco-africain, étaient exécrables⁴⁰⁸. Une première tentative de rapprochement avaient été faite en 1979 mais s'était révélée désastreuse⁴⁰⁹. La réelle « détente » ne se fit donc qu'en 1983 et il est intéressant de voir que *Mémoire d'un continent* s' soit rendue pour la première fois. En octobre de la même année, Kérékou fut, pour la première fois, invité au sommet France-Afrique à Vittel.

Par ailleurs, notons qu'à mesure que le Bénin se dirigeait vers un abandon de sa ligne marxiste-léniniste à la fin des années quatre-vingt⁴¹⁰ et s'apprêtait à tenter l'apprentissage de la démocratie au début des années quatre-vingt-dix, les relations entre *Mémoire d'un continent* et le pays se dotaient d'une régularité exceptionnelle, digne de celle observée vis-à-vis des autres amis de la France en Afrique de l'Ouest. D'après Théophile Vittin, on peut observer le même phénomène pour RFI toute entière : la rédaction de cette dernière, c'est-à-dire ses journalistes, furent en effet extrêmement présents au Benin au cours de cette période afin d'accompagner le pays et ses habitants dans la voie de la démocratie à l'occidentale, de les aider à mettre en mots ces profonds changements⁴¹¹.

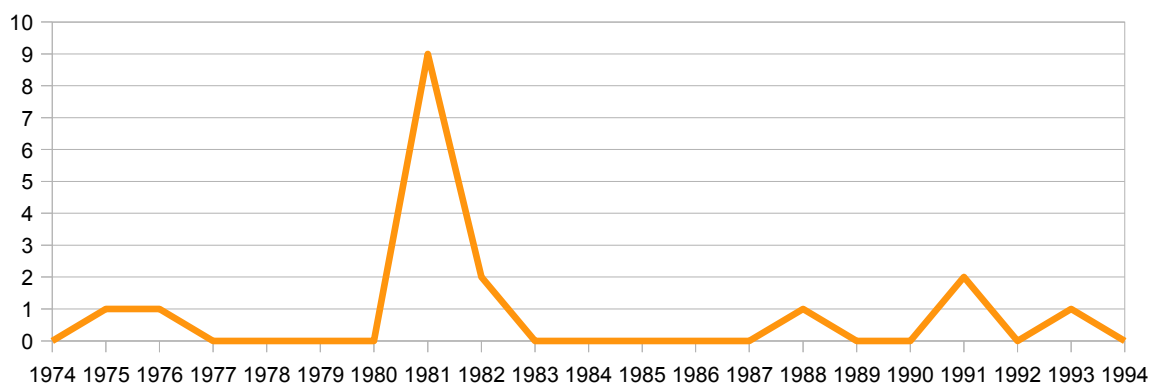
407 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, op. cit., p. 456.

408 En témoigne ce coup d'État raté du mercenaire Bob Dénard en 1977 qui ne fit que radicaliser le régime en place.

409 Robert Galley, ministre de la Coopération, ayant eu à subir de violentes invectives publiques de la part de Kérékou au sujet de l'essai de putsch de 1977.

410 Jacques LE CORNEC, *Laalebasse dahoméenne ou les errances du Bénin*, volume 2, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 575.

411 Théophile VITTIN, « Le rôle politique de RFI » in Jean-André TUDESQ (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*,



Émissions réalisées au Burkina Faso

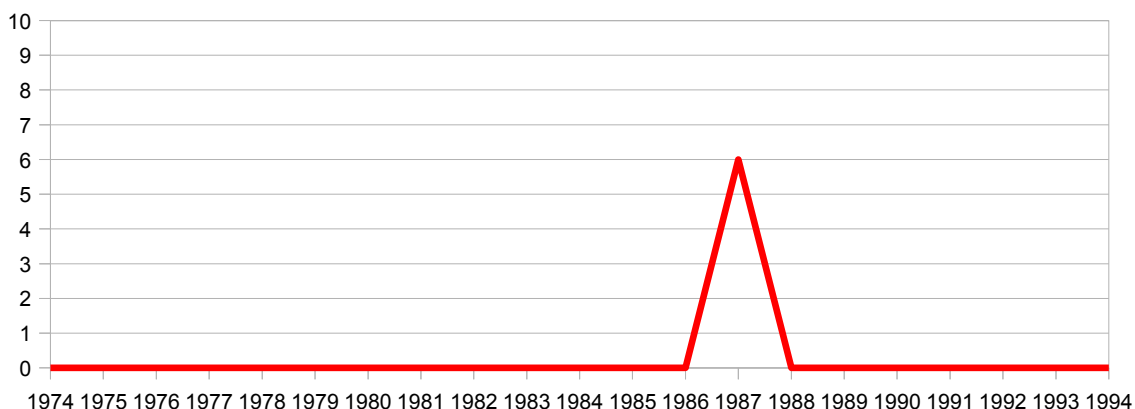
Pour ce qui est du Burkina Faso, il nous faut étudier deux phénomènes contradictoires : d'une part, la très forte poussée des émissions réalisées sur place au lendemain de l'élection de François Mitterrand ; d'autre part, le silence « radio » observé de 1983 à 1987. Comme d'autres pays, la Haute-Volta bénéficia de la grande ouverture sur l'Afrique accordée par le président Mitterrand : Sayé Zerbo, son président depuis 1980, fut en ce sens invité au gigantesque sommet franco-africain de 1981 à Paris. Mais Sayé Zerbo n'est qu'un phénomène éphémère dans l'histoire de ce pays. Le 4 août 1983, le coup d'État de Thomas Sankara sonna comme un coup de tonnerre dans le ciel de la Françafrique. Déjà, le poste de premier ministre de ce capitaine de l'armée avait gêné la France et son limogeage s'était produit quelques temps après la venue du conseiller pour les affaires africaines du président Mitterrand⁴¹². Par la suite, les relations entre Sankara et Mitterrand furent tumultueuses, l'un reprochant à l'autre ses relations ambiguës avec les dictateurs africains et l'autre son excès de zèle dans ses jugements critiques à l'égard de la France⁴¹³. L'issue tragique de Sankara, assassiné le 15 octobre 1987, est encore loin d'être élucidée par les historiens mais le soutien de la France et de la Côte d'Ivoire dans l'élimination du leader anti-impérialiste par les hommes de Blaise Compaoré est une idée de plus en plus acquise. À notre niveau, nous devons constater uniquement le fait qu'après la mort de Sankara et la fin de la « révolution » burkinabé, la fréquentation du Burkina par *Mémoire d'un continent* fut de nouveau possible⁴¹⁴.

Rennes, éditions Apogée, 1999, p. 142-177.

412 « Jean-Baptiste Ouedraogo », *Jeune Afrique*, 23/01/2007.

413 « Fin Voyage Mitterrand », *Midi 2*, Antenne 2, 18/11/1986, INA.

414 Bien que nous ayons eu un avis contraire sur cette question, Jacqueline Sorel nous ayant en effet soutenu, bien que ses archives n'en aient cure, s'être rendue dans les locaux de la radio burkinabé du temps de Thomas Sankara et s'être présentée comme étant la « citoyenne Sorel ».

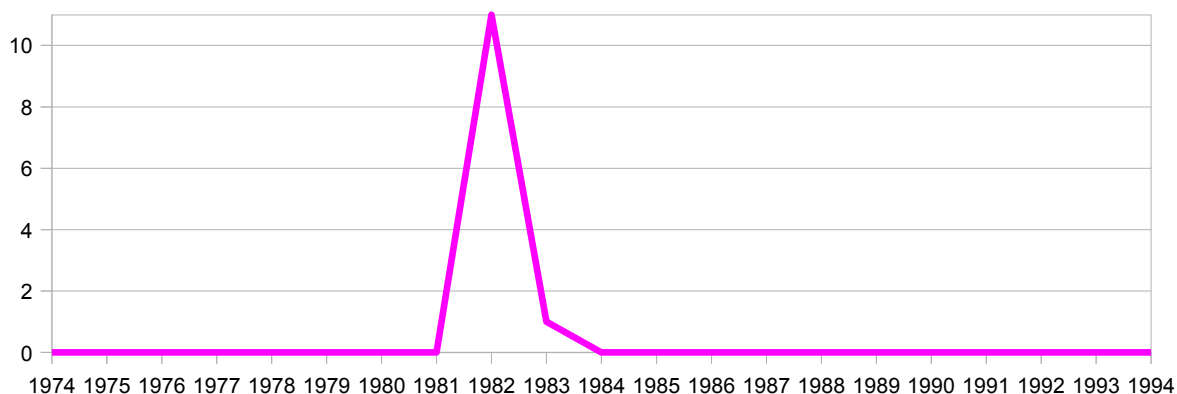


Émissions de *Mémoire* réalisées à Madagascar

Enfin, voyons de quelle manière Madagascar devint une destination « convenable » entre 1986 et 1988. En 1975, lors de l'installation au pouvoir de Didier Ratsiraka, les relations franco-malgaches avaient été tout simplement mises au point mort. Un accord tout à fait unique de « non-coopération » – qui comprenait le départ des troupes militaires françaises, le rejet de la langue française, la création d'un franc malgache et l'entière souveraineté de la Grande Île dans tous les domaines – fut signé entre les deux pays. Ce jeu de l'indépendance « totale » fut mis en application jusqu'en 1985 quand Ratsiraka se retrouva finalement dans le devoir de multiplier les gestes de bonne volonté envers la France. C'est ainsi qu'une toute première visite privée fut organisée à la fin de l'année⁴¹⁵ suivie d'une deuxième tout à fait officielle en 1986 à l'occasion du premier sommet de la Francophonie à Paris. Des mesures symboliques furent ensuite prises comme le retour du français dans l'enseignement, élément sans doute important pour comprendre pourquoi les acteurs de *Mémoire d'un continent* se sont rendus sur la Grande Île pour la première fois en 1987. Mais l'accalmie ne dura pas. Paris critiqua sévèrement la gestion de la crise économique malgache par Ratsiraka ainsi que ses débordements lors de la contestation sociale de 1991. Madagascar, après avoir été une destination non-convenable puis convenable était devenue une destination dangereuse.

3.2.3. À la rencontre d'une autre Afrique

415 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, op. cit., p. 500.



Émissions de *Mémoire* réalisées au Zaïre

Dès 1981, transparait la volonté pour *Mémoire d'un continent* d'explorer une Afrique en-dehors des frontières de l'ancien empire colonial français : l'exemple du Zaïre est le plus approprié – bien que la chose ait été anticipée quelques années avant avec le Rwanda et le Burundi. Bien sûr, on l'a dit à plusieurs reprises, l'influence des colloques et la volonté de M'Bokolo de rendre hommage à son pays natal furent pour beaucoup dans cette présence au sein du pays de Mobutu Sesé Séko. Mais à l'instar de ce que nous avons expliqué précédemment avec le Bénin, Madagascar, le Burkina et le Congo, des arguments d'ordre politique peuvent également rentrer en jeu. En l'occurrence, pour le cas du Zaïre, la coïncidence est flagrante : en octobre 1982, s'ouvrait en effet à Kinshasa le IXe sommet franco-africain. 37 pays, soit 5 de plus qu'en 1981, y participèrent : une affluence record due à l'invitation de chefs d'État anglophones et lusophones. La Belgique avait particulièrement mal pris l'organisation de ce sommet : pour elle, Paris lui damait le pion dans ses anciennes colonies⁴¹⁶. Le président Mobutu, lui, s'enorgueillit de ce sommet. Quant à la France, elle prit soin de faire croire au monde entier que sa venue à Kinshasa n'était nullement la preuve d'une quelconque amitié avec le dictateur Mobutu mais celle d'un attachement profond à la notion de francophonie ; preuve en est peut-être que Mitterrand refusa par la suite l'invitation du despote à venir visiter le Zaïre⁴¹⁷.

C'est surtout à partir de la fin des années quatre-vingt que les pays fréquentés par *Mémoire d'un continent* changèrent. Encore une fois, on voit se dérouler le même phénomène que celui qui caractérise l'histoire de la politique française en Afrique. En 1986 en effet, le premier ministre Jaques Chirac nomma de nouveau Jacques Foccart aux affaires africaines et décidèrent, ensemble, d'ouvrir leur champ politique en Afrique : en 1988, consigne fut donnée aux ministres de la

⁴¹⁶ *Ibidem*, p. 442.

⁴¹⁷ J.C. WILLAME, « L'atonie mitterrandienne au Zaïre », *Politique Africaine*, 1994, p. 58.

cohabitation d'aller à la rencontre des « autres » pays d'Afrique, les États lusophones ou anglophones. En 1989 enfin, Stéphane Hessel rédigea un rapport sur la Coopération qu'il livra au premier ministre Michel Rocard et dans lequel il affirmait que la distinction entre les pays « du champ » (francophones) et « hors champ » (anglophones et lusophones) devait être dépassée⁴¹⁸. D'une certaine manière, le sommet franco-africain de la Baule respecta en partie cette demande car pour la première fois, le président du Mozambique Joaquim Chissano fut invité et en 1994, c'est l'Angola qui fit son entrée au XVIIIe sommet à Biarritz.

Ces deux pays firent l'objet d'une visite inédite de *Mémoire d'un continent*, en 1992 et en 1994. Il faut dire que l'attention de M'Bokolo à ces pays lusophones était particulière, surtout l'Angola, pays qui ne se situe qu'à une centaine de kilomètres de Kinshasa, sa ville natale, tout près de la région où travaillait son père⁴¹⁹. Par ailleurs, *Mémoire d'un continent* s'était déjà intéressée aux problèmes de l'Angola puisque le poète, homme politique et fondateur historique du MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola), Mario Pinto de Andrade, compagnon d'armes d'Amilcar Cabral, était déjà passé de nombreuses fois dans l'émission. Enfin, cette ouverture n'est pas sans rappeler la politique de RFI lancée par André Larquié à partir de 1989 : renforcement du parc d'émetteurs, modulation de fréquence (FM) pour les grandes capitales d'Afrique – ce qui améliorerait la qualité de l'émission et de l'écoute des émissions de la rédaction –, soutien accordé aux langues non-françaises remises au goût du jour en 1986 par Fouad Benhalla – le portugais mais aussi l'espagnol, l'anglais, le polonais, le russe et même le créole ! Encore une fois, les évolutions de *Mémoire d'un continent* ne sont pas nées *ex nihilo* : elles sont des adaptations aux nouvelles règles internationales qui, peu à peu, se dessinent en cette fin de siècle.

418 Claude WAUTHIER, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, op. cit., p. 442..

419 Elikia M'BOKOLO, « Entre Kinshasa et Paris. Pour une ego-histoire des indépendances africaines », Aix-en-Provence, 19/01/2012, site de l'Université d'Aix-en-Provence.

4. L'ÉMISSION DES GRANDES VOIX DE L'AFRIQUE

Voyons, pour finir, un dernier élément de coopération, d'ordre humain cette fois-ci : la coopération entreprise avec les grandes personnalités du continent, d'Alpha Omar Konaré (Mali) à Henri Lopes (Congo) en passant par Jean Ping (Gabon), Edem Kodjo (Togo) ou Abdoulaye Wade (Sénégal). L'émission, en effet, donna à entendre à travers des centaines d'archives, des témoignages de voix illustres. *Mémoire d'un continent* peut en effet être considérée aujourd'hui comme un véritable livre sonore d'histoire africaine à elle toute seule.

4.1. LES « GRANDS TÉMOINS » D'AFRIQUE, LES GRANDES HEURES DE RFI

La série des *Grands témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique* fut lancée en 1978 au sein de *Mémoire d'un continent* : véritable série dans la série, elle constitue une œuvre radiophonique tellement considérable qu'on pourrait presque l'étudier en tant que telle, le jour où ces archives deviendraient accessibles dans leur totalité. Sa mission fut pensée comme étant complémentaire à celle du *Mémoire d'un continent* des historiens, des colloques universitaires et des débats historiographiques. En même temps, elle rend hommage de la plus vive manière au terme de « mémoire » si longtemps défendu. Au travers de cette série en effet, la mémoire s'incarne à travers les grands hommes et la colonisation ne fut jamais autant traitée.

Toujours à l'heure où nous écrivons, sommeillent donc dans les archives de RFI quelques 285 émissions d'interviews de 144 grands témoins de l'histoire du continent dont la parole fut enregistrée dans une fourchette allant de 1978 à 2007, la formule ayant été, en effet, partiellement poursuivie après la mort de Kaké, ce pourquoi nous nous permettrons exceptionnellement de dépasser la frontière de 1995. Si l'on voulait s'arrêter à cette année, on arrive tout de même au chiffre de 274 émissions, soit environ 29% des émissions produites depuis 1978.

4.1.1. Gabriel d'Arboussier : la perte de trop

En décembre 1976 meurt Gabriel d'Arboussier, personnage un peu oublié aujourd'hui. Cette perte allait fortement toucher l'historien – et l'Africain de naissance – qu'était Ibrahima Baba Kaké.

D'Arboussier est né à Djenné en 1908 dans ce qui s'appelait encore le Soudan français (Mali). Son père était le baron Henri d'Arboussier, gouverneur de la colonie. Sa mère était malienne. À trente ans, l'enfant métis fut reçu major au concours de l'ENFOM et devient administrateur

adjoint au Sénégal. Il devient ensuite député du Gabon à l'Assemblée Nationale Française, puis député de Côte d'Ivoire. En 1946, il s'impliqua activement, aux côtés de Félix Houphouët-Boigny, Madeira Keïta (Guinée), Gabriel Lisette (Tchad) et Doudou Gueye (Sénégal), dans la création du RDA (Rassemblement Démocratique Africain) dont il fut immédiatement appelé à la tête du secrétariat général. Au sein de l'Assemblée, il fut l'auteur de 15 textes sur des sujets relatifs à l'accroissement des pouvoirs des assemblées territoriales, l'attribution des richesses minières aux indigènes ou la réalisation de plans de modernisation concernant l'élevage, le commerce ou l'industrie⁴²⁰. Chevalier de la Légion d'Honneur en 1958, il devint vice-président puis président du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française. Pour Kaké, sa mort fut un évènement regrettable pour toute l'Afrique :

L'homme était un miracle de culture et avait été témoin ou acteur de tous les grands évènements politiques qui marquèrent l'histoire de l'Afrique de 1939 à 1970. De tous les hommes politiques de l'Afrique, il était l'un de ceux qui avaient le plus de choses à dire. Surpris par la mort, il s'en allait sans nous avoir livré tout ce qu'il savait de la naissance du RDA et des crises qui ont secoué le grand mouvement africain dont il fut l'un des principaux artisans. Ce fut une grosse perte pour ses nombreux amis et pour les historiens de l'Afrique contemporaine. Il fallait à tout prix éviter que d'autres « bibliothèques vivantes » tel le *mawdo*⁴²¹ d'Arboussier ne disparaissent sans avoir livré leurs connaissances aux générations futures⁴²².

Voilà donc le point de départ des *Grands Témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique*. Mais Kaké fut également poussé par les directeurs des radios africaines dans cette initiative ; ceux-ci trouvaient en effet, on l'a dit, que *Mémoire d'un continent* n'osait pas suffisamment aborder l'histoire récente. C'est ainsi en 1977 que Kaké présenta son projet à RFI. Ce fut l'occasion pour lui, plus qu'à n'importe quel autre moment, de théoriser davantage son activité radiophonique et de justifier le rôle de ce média : pour lui, le poids de la tradition orale était si important en Afrique Noire que même les lettrés, ceux qui étaient allés à l'école du colonisateur et qui auraient pu témoigner par écrit, ne le faisaient pas par préférence pour l'oral⁴²³. La radio était donc pour lui le moyen le plus approprié pour faire parler les témoins de la colonisation. Elikia M'Bokolo ne pense pas différemment, lui qui a un jour déclaré que s'il retournait habiter en Afrique, il ferait le pari de restreindre volontairement sa production écrite pour pouvoir développer sa production orale⁴²⁴.

Il est vrai que les témoignages écrits par des Africains n'étaient pas légion en 1976. *L'itinéraire africain* de Lamine Gueye, paru dix ans plus tôt, et l'autobiographie de Birago Diop, *La*

420 Site de l'Assemblée Nationale, 2012.

421 Sorte de sage.

422 Ibrahima Baba KAKÉ, « Pourquoi j'enregistre les grands témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique », *Multiplex*, n° 7, octobre 1979, p. 13-17.

423 *Ibidem*.

424 Cité par Guy ROBERT, « La radio et l'histoire (4), témoignage de Elikia M'Bokolo » in *Multiplex*, n° 20, mars 1983, p. 89-91.

plume raboutée, étaient des exceptions qui, d'après Kaké, ne constituaient qu'une infime partie de ce que l'on pouvait savoir sur l'histoire de l'Afrique ; et ce dernier de s'écrier : « on aimerait avoir un jour les mémoires d'un Léopold Senghor (...), d'un Alioune Diop, d'un Jacques Rabemananjara, d'un David Dacko, d'un Émile Derlin Zinsou (...), d'un Madeira Keïta, d'un Hubert Maga, d'un Boubacar Gueye, d'un Doudou Gueye⁴²⁵ ». Autant de personnages qui formèrent plus tard le « casting » des *Grands Témoins de l'Histoire*. La mort de d'Arboussier s'assimilait donc à la goutte d'eau qui manquait de faire déborder le vase de la mémoire africaine. Il fallait donc « agir à temps ». D'autre part, on peut signaler un événement tout aussi dramatique : la mort du père d'Ibrahima Kaké en août 1978⁴²⁶, conteur hors-pair de l'histoire du Fouta-Djallon. Son décès intervient lorsque la série des *Grands Témoins* est déjà lancée sur les ondes ; on peut donc le voir comme une motivation supplémentaire confirmant la démarche de Kaké et la série comme un hommage au père disparu.

4.1.2. « Toute l'Afrique Noire francophone a parlé⁴²⁷ ! »

Paradoxalement, le premier à parler pour le titre des *Grands Témoins* ne fut pas un homme politique mais un homme de culture : il s'agit de Yéci Ernst Kala Lobé (1917-1991), journaliste camerounais ayant créé la Société Africaine de Culture (SAC) à l'origine du Congrès des Artistes et Écrivains Noirs à la Sorbonne en 1956. Le deuxième à venir témoigner ne fut autre que le poète Jacques Rabemananjara (1913-2005), également présent au Congrès de 1956 :

Jacques RABEMANANJARA : Ce que nous voulions montrer, c'était le fait que ces Noirs qu'on ignorait et qu'on méprisait étaient des hommes, d'abord. Il fallait donc montrer que la culture que nous voulions défendre était une culture humaine comme les autres, et au même titre que les autres, et que nous revendiquions l'égalité avec les autres cultures, étant hommes comme les autres⁴²⁸.

Ces paroles antiracistes et humanistes peuvent être vues comme faisant idéalement démarrer cette série radiophonique. La même année, Alioune Diop lui-même, l'« idole » de Ibrahima Baba Kaké, fut invité en compagnie une nouvelle fois de Rabemananjara. Faut-il voir en ce sens l'année 1978 comme un hommage aux manifestations culturelles suscitées par *Présence Africaine* en France ? Sur 12 émissions des *Grands Témoins* en 1978, 6 portèrent en effet sur la culture franco-

425 Ibrahima Baba KAKÉ, « Pourquoi j'enregistre les grands témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique », *op. cit.*, p. 13-17.

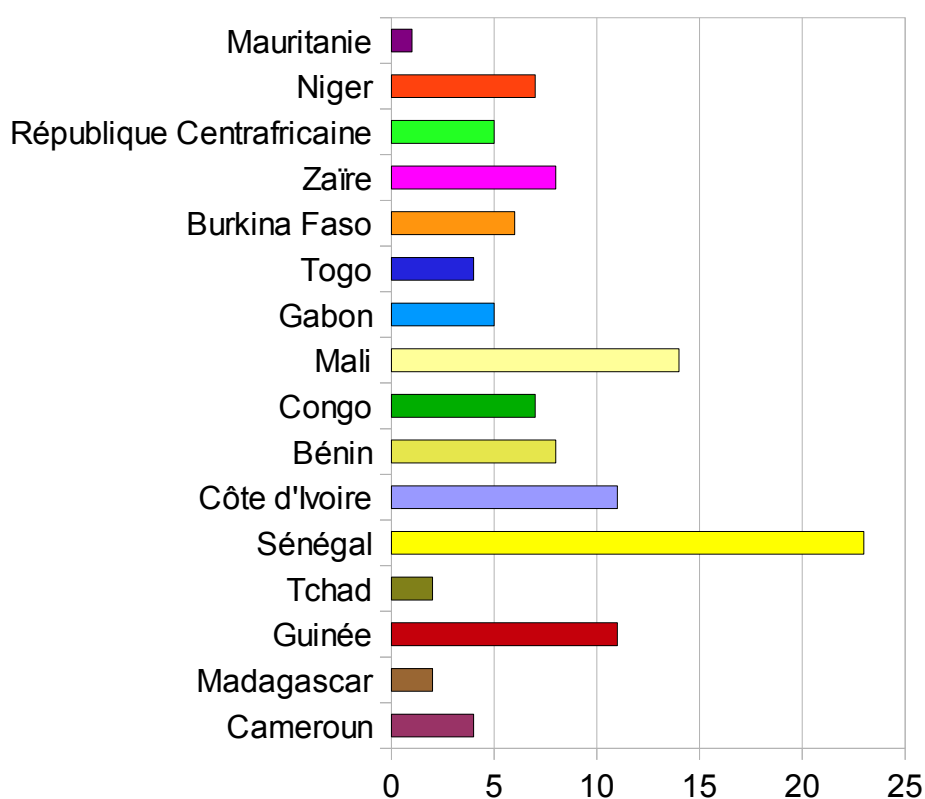
426 *Combats pour l'histoire africaine*, *op. cit.*, p. 10.

427 Pour plus de simplicité, nous avons encore et toujours dans cette partie exclu l'Afrique du Nord. Ça ne veut pas dire qu'elle ne s'est pas exprimée : Albert Memmi (Tunisie) et Mohammed Harbi (Algérie) ont été des *Grands Témoins*. Mais encore et toujours c'est dans l'Afrique Noire que *Mémoire d'un continent* s'est le plus spécialisée.

428 Cité par Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY, *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)*, « L'unité africaine » (CD 6), INA /RFI /Frémeaux & Associés., 2003.

africaine. On observe toutefois également l'invitation de quatre anciens membres de la FEANF. Il s'agirait donc plutôt d'une volonté de rendre hommage aux Africains de France et aux activités diverses et variées, culturelles et politiques, de ces défenseurs de la cause noire et africaine.

Évidemment, nous ne pouvons pas parler de tous les grands témoins invités par Ibrahima Baba Kaké à Paris ou en direction de qui il s'est déplacé en Afrique. Au départ, afin de procéder à une analyse détaillée du contenant de cette série, notre intention était de procéder à des statistiques sur la fréquentation des uns et des autres en séparant les hommes de culture des hommes politiques. Mais les choses ne sont pas si simples et en Afrique, peut-être plus qu'ailleurs, les intellectuels, artistes et autres hommes de culture se contentent rarement de cette simple activité : Rabemananjara, Boubou Hama, Henriette Diabaté, Cheikh Anta Diop, Joseph Ki-Zerbo, Henri Lopes ou même Youssou N'Dour sont des exemples parmi d'autres d'une porosité évidente entre le secteur culturel et le secteur politique. Au sein de ce dernier, il aurait été également assez vain de procéder à une classification des professions exercées par les uns et les autres car en Afrique, mais c'est bien sûr le cas de tous les autres pays, la vie politique est faite de hauts et de bas et tout leader peut se retrouver syndicaliste, ministre, président, opposant ou emprisonné dans une même vie et du jour au lendemain (exemple : Mamadou Dia, premier ministre subitement écarté par Senghor en 1962).



Les Grands Témoins classés selon leur nationalité de 1978 à 2007

Ainsi, c'est bien au niveau de la nationalité des uns et des autres qu'il a de nouveau fallu procéder pour aboutir à des statistiques intéressantes : on s'aperçoit dès lors que le Sénégal – avec des personnalités comme Senghor, Mamadou Dia, Abdoulaye Wade, Cheikh Fall, Doudou Gueye – figure encore et toujours en tête, suivi ici de près par le Mali – Amadou Hampâté Bâ, passé à deux reprises dans la catégorie « Grand Témoin », Moussa Traoré, Abdoulaye Dicko, premier président de la Cour Constitutionnelle du pays, Jean-Marie Koné, ancien premier ministre de Modibo Keïta –, la Côte d'Ivoire – Houphouët-Boigny, Francis Wodie, grand leader de l'opposition sous Houphouët, Samba Diarra, rescapé des prisons ivoiriennes, Mathieu Ekra, plusieurs fois ministre – et la Guinée – Ray Autrat, Alassane Diop, ministre rescapé du camp Boiro...

Toutefois, interviewer les hommes politiques africains sur leur passé et sur le passé politique en général n'est pas chose aisée et Kaké, même s'il était un grand défenseur de cet archivage de témoignages, a pu s'en apercevoir. Selon lui, il existe trois catégories de témoins : ceux qui veulent tout dire, ceux qui refusent de tout dire et ceux qui esquivent les questions se contentant de

généralités⁴²⁹. Dans la première catégorie, on trouve ceux qui, politiquement, n'ont plus rien à perdre ; dans la deuxième, ceux qui exercent toujours une activité politique et s'emparent d'une prudence notable ; dans la troisième, des haut fonctionnaires avertis, des « professionnels » de la politique qui prennent soin d'esquiver les questions brûlantes ou embarrassantes.

Quant à la question de savoir quel est celui qui a bénéficié de la plus longue interview, de celui qui *a priori* s'est le plus confié, la palme revient simultanément à Diori Hamani (1988) et Djibo Bakary (1988), deux des plus importants hommes politiques de l'histoire contemporaine du Niger – 4 émissions chacun. En ce sens, si l'on raisonne en termes de volume d'émissions et non plus en nombre de personnes, on s'aperçoit que le Niger arrive à 18 émissions en tout sur 7 témoins. Si le pays arrive bien sûr loin derrière le Sénégal, c'est un détail qualitatif intéressant.

De fait, et on l'a déjà démontré, c'est surtout sur les émissions des *Grands Témoins* que la participation, la coproduction voire l'entière production des radios africaines fut la plus importante. Les anciens présidents ou anciens ministres furent ainsi souvent interrogés par les radios nationales elles-même : Saïd Mohamd Johar par Zainab Elias de Radio Comores, Joachim Yhompi Opango par Radio Congo etc. C'est probablement de cette manière-ci que les radios eurent le sentiment le plus vif de participer à l'élaboration radiophonique de l'histoire de leur pays. C'est aussi bien sûr une manière idéale de répondre aux intérêts des auditeurs de *Mémoire d'un continent*.

4.1.3. La colonisation vue de France

La présence de témoins français dans la série des *Grands Témoins* est une surprise qui n'en est pas une. Il est vrai qu'au départ, Kaké avait défini la finalité de son projet de la manière suivante : donner la parole « à tous les Africains⁴³⁰ – hommes et femmes⁴³¹, politiciens, syndicalistes, fonctionnaires de l'administration coloniale ou simples particuliers – qui ont connu la période coloniale afin d'en témoigner ». Mais bien évidemment lorsqu'on traite de la colonisation ou de tout autre phénomène historique, plus l'on croise les sources, plus le sujet est intéressant, plus l'on navigue entre le sillage des « bourreaux » et celui des « victimes », plus l'on a de chances de s'approcher de la vérité. C'est ainsi qu'au final la France, avec 12 Grands Témoins, se retrouva finalement en troisième position derrière le Mali mais devant la Côte d'Ivoire.

Le premier d'entre eux fut invité en 1980 : il n'était pas un ancien administrateur ou

429 Ibrahima Baba KAKÉ, « Pourquoi j'enregistre les grands témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique », *op. cit.*, p. 13-17.

430 Souligné par nous.

431 Il faut bien avouer que sur ce point, seulement trois femmes furent interviewées : une ancienne de la FEANF, une témoin ivoirienne de la marche des femmes sur Grand Bassam en 1949 et Christiane Diop, veuve d'Alioune. Cette question de la parité fut davantage respectée lorsque Kaké faisait la série des *Grandes Figes du monde noir* où Anne Zingha, Ravalonana et d'autres grands personnages féminins de l'histoire du continent furent, pour le coup, traités en profondeur.

fonctionnaire colonial, ni même un politique mais un géographe, bien que Jean Suret-Canale (1921-2007) ait été un peu plus que cela. On a déjà vu à plusieurs reprises le nom de cet historien anticolonialiste. En 1959, Suret-Canale était parti pour la Guinée – comme Joseph Ki-Zerbo – suite à la demande du gouvernement de remplacer les enseignants français. Il enseigna l'histoire-géographie dans un lycée : pendant ce temps-là, l'Éducation nationale française le radia des cadres et le menaça, en 1962, de le déchoir de sa nationalité française⁴³². Il revint toutefois en France au CNRS avant de repartir pour l'Algérie. À son retour, il anima l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique. L'archive de l'interview de Suret-Canale par Kaké pourrait être très intéressante en ce qu'elle offrirait probablement deux visions contraires des enjeux de la Guinée décolonisée, peut-être même de l'Afrique décolonisée.

Arrivèrent ensuite les fameux anciens administrateurs coloniaux ou haut-fonctionnaires français dont la parole fut très peu sollicitée par les médias. Pour la plupart d'entre eux, leur passage à *Mémoire d'un continent* ne se fit pas qu'une seule fois : Maurice Delauney (1919-2009), ancien administrateur puis ambassadeur de France au Gabon et, à ce titre, ami personnel de Omar Bongo, Guy Georgy (1918-2003), ambassadeur au Dahomey et un temps directeur des Affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, Jacques Raphaël Leygues, ex-conseiller de l'Union Française aux côtés du général de Gaulle puis ambassadeur en Côte d'Ivoire et enfin Roland Colin, ancien administrateur au Mali puis conseiller technique du président Modibo Keita. Nous n'avons ici pas compté, pour les avoir déjà évoqués, Pierre Messmer – une des personnalités les plus fidèles à l'émission : 9 émissions en 1985, 2 en 1986 et 2 en 1990, soit un tout petit plus que Amadou Hampâté Bâ ! –, Gaston Defferre, Jacques Alexandre, Maurice Bayrou et Jacques Foccart.

Numérisées et connues des chercheurs, ces interviews pourraient alimenter la compréhension de l'histoire de la colonisation ; le plus grand mérite de *Mémoire* est d'avoir justement permis à ce « point de vue français » de s'offrir dans sa pluralité : si l'on compare en effet les personnalités de Jean Suret-Canale et de Maurice Delauney, qui un an avant sa mort a délivré un témoignage d'une sincérité et d'un réalisme extraordinaire dans le documentaire de Patrick Benquet *Françafrique, 50 années sous le sceau du secret*, on voit bien que les intérêts divergent totalement d'une personnalité à une autre. C'est pourquoi ce corpus de témoignages enregistrés au titre de *Mémoire d'un continent* peut être davantage perçue que comme un outil aidant à la compréhension de l'histoire africaine, un outil aidant à la compréhension de l'histoire française.

432 André LEWIN, « Jean-Suret Canale », *Jeune Afrique*, 30/07/2007.

4.2. Y A T-IL UNE « FAMILLE » MEMOIRE D'UN CONTINENT ?

Poser cette question nous amène à mélanger la série des *Grands Témoins* avec les émissions classiques de *Mémoire d'un continent*. Dans bien de ces émissions « classiques », un nombre impressionnant de personnalités publiques vint tout de même apporter son témoignage et ses interprétations. En ce sens, nous nous intéressons ici aussi bien aux « petits témoins » qu'aux « Grands Témoins ». Nous sommes partis du principe que l'occurrence de certains peut être synonyme de phénomènes intéressant l'histoire des relations politiques franco-africaines. L'exemple de Mario Pinto de Andrade, dont on a dit qu'il constituait un invité régulier, doit nous convaincre d'une fonction particulière de *Mémoire d'un continent* pas encore vraiment évoquée : le soutien qu'elle accorda tout au long de son histoire aux Africains en lutte dans leur pays ainsi qu'à l'indépendance de toute l'Afrique. Cette idée peut être exprimée à travers plusieurs exemples même s'il faut rappeler que chaque entretien était précédé de l'annonce suivante : « Les grands témoins qui s'expriment dans cette émission sont libres de leurs propos ; d'autres témoignages peuvent venir éclairer différemment ce proche passé » ; précaution destinée à faire taire les critiques de partialité.

4.2.1. Un refuge pour la diaspora guinéenne

Si l'on se reporte au graphique de la page 151, on voit que la Guinée fut représentée de manière non-négligeable parmi les *Grands Témoins*. Car certes, Kaké attendit le dernier moment pour se rendre de nouveau dans son pays – on lui pardonnera cette réticence – mais l'histoire et les problèmes du pays sont loin d'avoir été mis sous silence de 1969 à 1984. Au contraire, le studio de *Mémoire d'un continent* s'est bien vite transformé, jusqu'à la mort du dictateur de Conakry, en un véritable forum d'expression pour les victimes du régime. On peut dénombrer 3 personnalités qui constituèrent de manière symbolique le casting guinéen. Tous trois connurent la prison, ce qui ne faisait sans doute qu'ajouter un peu plus d'horreur et de véracité à leurs témoignages.

D'abord, le plus important d'entre tous, Mamadou Traoré, plus connu sous le nom de Ray Autrat, invité à Paris pour la toute première fois en 1978 en tant que « Grand Témoin de la Guinée ». Opposant syndicaliste de la première heure, auteur, chercheur à l'IFAN, membre comme Kaké du comité de rédaction de *Présence Africaine*, directeur adjoint du Centre de Recherches de Guinée, cet intellectuel très actif endura trois ans de prison suite au « complot des enseignants » de 1961 : libéré, nommé ambassadeur en Algérie, il choisit l'exil et ne rentra en Guinée qu'en 1985. Très proche de Kaké et de l'OULG, il finit par constituer une personnalité quasi-dévouée à *Mémoire d'un continent* : 11 émissions de 1978 à 1994, dont une interview étalée sur trois semaines en 1982.

Le deuxième n'est autre que l'ancien ministre Alassane Diop (8 émissions en tout). Nommé en 1958 à la tête du ministère de l'Information par Sékou Touré, il fut arrêté et condamné en 1971 pour ne pas avoir chassé les « envahisseurs étrangers » du coup d'État manqué par les Portugais : il passa dix ans de sa vie au Camp Boiro pour complicité avec l'ennemi. À sa sortie, il est l'un des derniers ministres à avoir survécu au camp.

Le dernier, enfin, se nomme Abdoulaye Diallo dit « Porthos » et fut reçu en 1987 pour son livre *La vérité du ministre, dix ans dans les geôles de Sékou Touré*. À l'instar d'Alassane Diop, il fait partie des trois ministres rescapés de la vague d'arrestations suite au débarquement des Portugais. Tous trois faisaient donc partie d'une diaspora guinéenne éclatée, tant socialement que géographiquement. Aujourd'hui, d'après Thierno Bah, cette diaspora détient des atouts utiles au déblocage du pays et il serait criminel de les ignorer⁴³³. Certes, mais la Guinée est encore un pays qui se relève avec difficulté de vingt ans de dictature. Si de nombreux exilés rentrèrent au pays dans la deuxième moitié des années quatre-vingt⁴³⁴, les années de fin de pouvoir de Lansana Conté dans les années 2000 furent très difficiles pour les Guinéens qui descendirent dans la rue et procédèrent à des grèves générales suite à des abus autoritaires qui rappelaient les mauvaises habitudes du passé. Il n'empêche que dans l'histoire de la Guinée contemporaine, on peut dire que *Mémoire d'un continent* joua un rôle d'apaisement des mémoires et de liberté d'expression offerte à ceux qui n'auraient pu en jouir s'ils étaient restés au pays : une sorte de cellule psychiatrique de la Guinée en quelque sorte.

4.2.2. Les autres opposants en exil : l'exemple de Jacques Rabemananjara (Madagascar), Gabriel Lisette (Tchad) et Émile Derlin Zinsou (Bénin)

Ces trois personnages comptabilisèrent en tout une trentaine d'émissions de *Mémoire d'un continent*. Cette fidélité peut s'expliquer de différentes manières mais elle repose dans les trois cas sur un fondement politique : l'exil choisi ou forcé. Jacques Rabemananjara (1918-2005) fut entendu dans une dizaine d'émissions sur des sujets comme la révolte malgache de 1947 (1978), la revue *Présence Africaine* (1997), le Congrès de 1956 (18/11/1986) ou même encore la religion catholique en Afrique (30/11/1981). C'est aussi, plus globalement, un très bon client de RFI, tant pour ses qualités littéraires⁴³⁵ que pour sa connaissance extrêmement fine de Madagascar⁴³⁶. Il était affilié au

433 *Trente ans de violence politique en Guinée (1954-1984)*, Paris, éditions L'Harmattan, 2009, p. 361.

434 Christian ROCHE, *50 années d'indépendance dans les anciennes possessions françaises d'Afrique Noire*, op. cit., p. 72.

435 *Négritude & poésie, les grandes voix du sud vol 1*, Leopold Sédar Senghor, Jacques Rabemananjara, Tchicaya u Tam'si, RFI/Cultures France/Frémeaux & Associés, 3 CD, 2007.

436 Tirthankar CHANDA, « Jacques Rabemananjara : le quatrième mousquetaire de la négritude », MFI Hebdo : Cultrue et Société, site de Radio France Internationale, 15/04/2005.

Parti Social Démocrate de Philibert Tsiranana, premier président de la République Malgache. Lors de la révolte contre la colonisation de mars 1947 et de la répression qui s'en suivit, une manipulation policière fit accuser les parlementaires malgaches dont il faisait partie d'avoir encouragé l'insurrection. Rabemananjara fut condamné aux travaux forcés à perpétuité. Rentré au pays en 1960, il devint vice-président de la République avant de choisir l'exil suite à la révolution de 1972 où Didier Ratsiraka renversa le francophile Tsiranana du pouvoir. À partir de là, il développa dans ses poèmes un amour nostalgique pour son île et devint pour *Mémoire d'un continent* le témoin privilégié de l'histoire des manifestations culturelles africaines en France (voir page 149) avec aussi Christiane Diop, le poète Paulin Joachim et Mario Pinto de Andrade.

Gabriel Lisette, lui, est, si l'on peut dire, le mal-aimé de l'histoire du Tchad. Une des premières actions du premier président de la République François Tombalbaye, fort de l'appui de l'ancienne puissance coloniale et de la sympathie qu'il suscitait auprès du général de Gaulle, fut de déchoir ce dernier de la nationalité tchadienne et de le contraindre à l'exil⁴³⁷. Que s'était-il passé ? Gabriel Lisette est né en 1919 à Panama. Son enfance passée en Guadeloupe et ses études menées à l'ENFOM l'avaient amené à épouser une carrière dans l'administration coloniale : il fut ainsi « parachuté » au Tchad. En 1946, il parvint à se faire élire député de ce territoire puis secrétaire général du PPT (Parti Progressiste Tchadien), la section tchadienne du RDA qu'il avait créée avec Tombalbaye. Il fut ensuite élu maire de Fort-Lamy (actuelle N'Djamena) et vice-président du gouvernement institué par la loi-cadre en 1956. Sa chute fut tout aussi grande que son ascension. Mis en minorité à l'Assemblée, il céda son fauteuil de vice-président à Tombalbaye qui commença à l'accuser d'un complot. En fait, beaucoup des ennemis politiques de Lisette lui reprochaient sa non-appartenance « de sang » au Tchad, si ce n'est même son accent et ses origines créoles. Contraint à l'exil donc, Lisette obtint un poste gouvernemental à Paris avant de quitter la politique en 1961 pour se consacrer à des activités humanitaires. Pour *Mémoire d'un continent*, il fut très souvent invité pour parler de l'histoire de l'AOF (6 émissions en 1985) et fut, par ailleurs, le deuxième Grand Témoin de la série après Ray Autrat (1978). C'est en partie grâce à lui que le Tchad fut représenté et traité dans l'émission, faute d'avoir pu constituer une destination importante à cause des questions de sécurité dont nous avons parlé page 137.

Pour finir, on ne peut parler de *Mémoire d'un continent* sans évoquer Émile Derlin Zinsou, tout simplement parce qu'il est celui qui, si nos calculs sont exacts, a le plus participé aux émissions : 16 émissions de 1974 à 1994 dont 6 rien qu'en 1985, grande année de débats sur la colonisation et la décolonisation à l'occasion du 90e anniversaire de l'institution de l'AOF. Tous les sujets relatifs à

437 Christian ROCHE, *50 années d'indépendance dans les anciennes possessions françaises d'Afrique Noire*, op. cit., p. 213.

la colonisation furent bons pour susciter le témoignage de cet ancien président éphémère du Dahomey (1968-1969) : le référendum de 1958 (02/08/1988), le Cameroun d'Amadou Ahidjo (06/02/1990), les Conférences Nationales africaines (06/03/1992), la Conférence de Brazzaville du général de Gaulle en 1946 (18/01/1994)... Zinsou, s'il est l'un des hommes politiques les plus importants que compte ce pays, reste pourtant peu connu en France. À l'instar des deux personnages évoqués plus haut, Derlin Zinsou avait trouvé refuge en France au moment de l'accession au pouvoir de Mathieu Kérékou et de la transformation socialiste du pays. L'opposition au leader marxiste, il la menait donc depuis Paris. En 1998, Bob Dénard, le mercenaire à l'origine de la tentative de putsch au Bénin en 1977, révéla dans ses mémoires⁴³⁸ que cette opération avait été organisée par le quai d'Orsay dans le but de ramener Derlin Zinsou au pouvoir : du pain béni pour les accusateurs de la Françafrique. Nous n'avons pu vérifier cette hypothèse mais il est certain que Zinsou jouissait d'une protection importante de la part de l'État français. Le fait, donc, pour les Béninois d'entendre régulièrement la voix de leur ancien président déchu par le biais des *Grands Témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique* et de *Mémoire d'un continent* en général ne les faisait sûrement pas se méprendre : à travers l'exemple de Zinsou, mais aussi de Lisette et Rabemananjara, on peut s'apercevoir que la « Voix de la France en Afrique » pouvait en fait être la Voix d'une certaine Afrique dissidente vis-à-vis des gouvernements établis. Le rôle politique de *Mémoire d'un continent* devient donc ici palpable et c'est évidemment un aspect non-négligeable de la question.

438 *Corsaire de la République*, Paris, éditions Robert Laffont, 1998, 436 p.

TROISIÈME PARTIE :

MÉMOIRE D'UN CONTINENT AUJOURD'HUI (1994-2012) : UNE
ACTUALITÉ INTACTE

« L'histoire a tout à gagner de cette fabuleuse tribune que lui offrent les médias » (Jean Favier⁴³⁹) : c'est de ce constat que nous devons partir si l'on veut comprendre comment *Mémoire* assura son développement dans le monde d'aujourd'hui. On a bien compris dans notre première partie qu'il existait entre *Mémoire d'un continent* et la recherche un lien très étroit car les deux sont complémentaires : la première a besoin de la deuxième pour exister et la deuxième a besoin de la première pour être visible auprès du grand public – étant donné, comme a pu le dire Jean-Pierre Chrétien, que la radio possède un pouvoir de diffusion bien plus grand que celui du livre. Toutefois, lorsqu'il s'agit de vulgariser la connaissance historique, « la subjectivité règne naturellement dans le choix des thèmes, des témoignages et des représentations, même quand l'objectivité demeure un idéal » (Jean Favier⁴⁴⁰). *Mémoire d'un continent* ne déroge pas à la règle.

Depuis l'an 2000, *Mémoire d'un continent* s'est installée dans une formule très calibrée qui lui est restée depuis : vingt minutes enregistrées le traditionnel mercredi. Le générique, lui, a pu varier ; un des plus significatifs d'après certains (c'est par exemple l'avis de Élisée Coulibaly, voir annexe n°4 page 232) est celui qui prévalait de 2005 à 2009, à savoir un extrait du fameux discours de Nelson Mandela prononcé le 11 février 1990 quelques heures après sa libération⁴⁴¹. Ensuite, l'auditeur a droit à une introduction par M'Bokolo d'une minute environ, à une présentation de l'auteur et de son livre – condition préalable en général de son invitation en studio – sur un léger fond de percussions africaines, à deux ou trois questions-réponses sur les enjeux mémoriels du sujet choisi – en général, c'est au bout de 4-5 minutes que l'on entend pour la première fois l'invité s'exprimer –, à un premier extrait musical d'une vingtaine de secondes – désigné en appropriation avec le sujet une fois l'enregistrement terminé, c'est donc le fait du réalisateur –, à la reprise d'une discussion plus précise et nuancée, à un deuxième extrait musical, à une nouvelle reprise de la discussion reposant en général sur des points de détail et, enfin, à une conclusion élaborée par M'Bokolo. Ce qu'il faut retenir c'est que ce dernier interroge l'invité mais le guide également, étant historien lui-même. Ce qu'il faut retenir également, c'est le caractère problématique et non narratif du magazine. *2000 ans d'Histoire*, par exemple, n'hésitait pas à raconter des histoires en remontant le fil chronologique : il n'est plus du tout question de cela avec le *Mémoire d'un continent* d'aujourd'hui. M'Bokolo s'emploie plutôt, d'une manière davantage savante que Kaké de surcroît, à mettre un lumière un problème historique et à tenter, avec son invité, de le résoudre.

Ce que nous voudrions montrer dans cette dernière partie c'est que *Mémoire d'un continent*, non seulement relève d'une nécessité toujours accrue mais est devenue, à sa manière, un facteur de

439 « Préface » in Michel MATHIEN (dir.), *La médiatisation de l'histoire*, Paris, éditions Bruylant, coll. « Médias, Sociétés et Relations Internationales », 2005, p. 8.

440 *Ibidem*, p. 10.

441 Mandela : « Amandla ! », la foule : « Ngawethu ! », ce qui signifie, en zoulou, « Le pouvoir... est à nous ! ».

développement pour l'Afrique d'aujourd'hui : en effet, dans la mesure où elle diffuse continuellement une incitation à la prise de conscience historique du continent africain, elle participe de la revitalisation de ce dernier. Cette conscience consiste, pour n'importe quel auditeur, à se sentir, en tant que Malien, Togolais ou Malgache, partie intégrante de l'Histoire universelle⁴⁴². De là peuvent naître certaines vocations : quitter l'Afrique, apprendre l'histoire, se spécialiser dans des régions dont personne ne parle, s'élever socialement, revenir diffuser le fruit des connaissances acquises pour inciter de nouveau des étudiants à s'emparer du passé pour forger un avenir, non seulement pour eux-même mais aussi et surtout pour leur continent. Ceci étant, une simple émission de radio comme celle-ci peut détenir quelque pouvoir vis-à-vis d'un continent dont tout le monde s'accorde à dire qu'il constituera, demain, une pièce maîtresse dans l'échiquier mondial.

442 Théophile OBENGA, *Cheikh Anta Diop, Volney et le Sphinx*, Paris, Présence Africaine, 1996, p. 356.

1. ELIKIA M'BOKOLO : UN PASSEUR D'HISTOIRE ENTRE DEUX CULTURES

Encore une fois, faire un peu d' « égo-histoire » n'est pas inutile si l'on veut bien comprendre d'où vient la passion de M'Bokolo pour la radio, pour l'histoire, pour le sort de l'Afrique et pour l'enseignement. *Mémoire d'un continent*, on l'aura compris, rassemble en son sein tous ces paramètres.

1.1. DE LÉOPOLDVILLE À PARIS : ITINÉRAIRE JUVÉNILÉ D'UN HISTORIEN EN PUISSANCE

1.1.1. Une enfance africaine au rythme de la décolonisation (1944-1962)

Elikia M'Bokolo est né à Kinshasa en 1944. Sa langue maternelle est le lingala. À l'époque, le Zaïre s'appelle le Congo Belge et sa capitale Léopoldville, du nom de l'ancien roi des Belges. Dans cette ville, comme dans toutes les autres de cette colonie où sévissait un régime de quasi-*apartheid* emprunté aux Anglais (Rhodésie, Afrique du Sud), il y avait une ville blanche et une ville noire. De l'autre côté du fleuve Kongo, à Brazzaville, rien de tel ou presque : l'idéologie coloniale à la française reposait davantage sur l'assimilation que sur le « développement séparé » entre Blancs et Noirs. Pour le petit M'Bokolo qui se rendait quelques fois à Brazzaville, le choc était systématique : « lorsqu'on quittait Léopoldville, on traversait la ville blanche, avec toute une série de contrôles d'une extrême sévérité. Puis on prenait un bateau jusqu'au *beach* de Brazzaville. Et là, il était très frappant, pour nous, de voir Noirs et Blancs mêlés⁴⁴³ ».

À partir de 1955, le roi des Belges, Baudouin, consentit à mener le Congo vers la progressive indépendance ; mais les choses allèrent plus vite que prévu. Le 4 janvier 1959, à la surprise générale, des émeutes se formèrent dans la capitale. La répression qui s'en suivit frappa durablement le jeune M'Bokolo. Dans l'extrait qui va suivre, il fait à la fois intervenir la figure du témoin de quinze ans et celle de l'historien au regard distancié et réflexif :

C'était un dimanche, après un match de foot. Un parti politique congolais (...) avait prévu de se réunir. Mais le meeting avait été interdit au dernier moment alors que les partisans étaient déjà réunis. Dans le même temps, le match de foot opposait une équipe noire à une équipe blanche. La tension, dans l'opinion noire, était à son comble. A la sortie du stade, des

443 « 1960 : l'année africaine, entretien avec Elikia M'Bokolo » in « La fin des colonies en Afrique, 1960 », *L'Histoire*, n°350, février 2010, p. 46.

partisans de l'indépendance, voyant des Blancs dans leurs voitures, ont commencé à les interpeller. Une pierre a été lancée, les bagarres ont dégénéré. Cet après-midi-là j'étais allé au cinéma voir *Le jour où la terre s'arrêta* de Robert Wise. C'est en rentrant chez moi que j'ai vu la foule marcher vers la ville blanche. Il y avait des boutiques en flammes. À mesure que les Africains avançaient, la force publique fonçait et tirait des coups de feu. Cela a été un massacre. Beaucoup de mes amis ont disparu ce jour-là, plus personne n'en a plus jamais entendu parler. Quelques jours après ce drame, le roi Baudouin a enfin accepté de parler d'indépendance⁴⁴⁴.

Un an après les émeutes, une table ronde fut en effet organisée à Bruxelles pour décider d'élections au Congo. Le MNC (Mouvement National Congolais), parti nationaliste emmené par Patrice Lumumba, les remporta : le gouvernement fut proclamé en juin avec Joseph Kasa-Vubu comme président et Lumumba comme premier ministre. Le 30 juin, jour de proclamation de l'indépendance, le roi Baudouin prononça un discours et dressa un bilan globalement positif de la colonisation belge. Lumumba lui rétorqua en condamnant ces propos et en rappelant la lutte et les résistances des Congolais contre les méfaits du colonialisme (racisme, ségrégation, mépris, maltraitances).

C'est à la radio, signe avant-coureur, que Elikia M'Bokolo a écouté ce discours : « nous avons un poste que nous avons placé au bord de la véranda avec le son poussé au maximum pour en faire profiter tout le monde. Les gens dans la rue s'arrêtaient pour écouter⁴⁴⁵ ». Ce discours fut très important aux yeux M'Bokolo et l'est toujours : il est ni plus ni moins celui qui, à seize ans, fit naître en lui sa vocation d'historien⁴⁴⁶, et plus particulièrement cette phrase : « l'histoire, un jour, rendra raison de tous ces événements. Mais ce ne sera pas l'histoire telle qu'on l'enseigne à Bruxelles ou à Paris, ce sera l'histoire écrite par les Congolais, pour les Congolais⁴⁴⁷ ».

Quelques jours après ce discours, la province du Katanga (ou Shaba) fit sécession et une guerre civile prit forme : elle allait durer cinq ans. Après moult péripéties, Lumumba est assassiné le 30 janvier 1961 par les hommes de Moïse Tschombe, de concert avec l'État belge. Il avait 36 ans. D'après M'Bokolo, ce ne fut que vers le 13 février que la population congolaise – qui, d'après lui, avait suivi l'itinéraire de Lumumba à la radio avec beaucoup d'intérêt – fut officiellement informée de ce drame : « à la nouvelle de sa mort, j'ai sincèrement pleuré. Lumumba représentait la possibilité d'un avenir pour nous : il aspirait à faire quelque chose pour notre pays⁴⁴⁸ ».

444 *Ibidem*, p. 43. Le 4 janvier 2009, M'Bokolo consacre un numéro spécial à cet événement qu'il a connu.

445 *Ibidem*, p. 46.

446 Daniel BERMOND, « Le parcours africain de Elikia M'Bokolo » in *L'Histoire*, n°295, janvier 2005, p. 30.

447 En fait, cette phrase fut prononcée, non pas lors de ce discours devant le roi des Belges mais dans la dernière lettre que Lumumba écrivit à sa femme avant son assassinat en 1961. La phrase exacte est la suivante : « L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Washington, Paris ou aux Nations Unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité » (« La dernière lettre de Patrice Lumumba à sa femme », *Jeune Afrique*, 17/01/2011). L'anecdote a donc, sans doute, été quelque peu romancée depuis.

448 ? (prés.), Elikia M'BOKOLO (part.), *Un jour au singulier*, France Culture, 09/04/05, INA. Un reportage de *Cinq colonnes à la*

On peut expliquer cette admiration qu'avait M'Bokolo pour cette figure anti-impérialiste : son père avait ramené d'Inde, où il avait fait la Seconde Guerre Mondiale, quantité d'histoires autour de Ghandi, de Nerhu, des grands héros de l'indépendance indienne. Le petit Elikia a donc grandi au contact de l'évocation des figures tiers-mondistes. En ce sens, il a très tôt ressenti l'intuition selon laquelle la colonisation finirait, comme en Inde, par disparaître. C'est la raison pour laquelle l'assassinat de Lumumba constitue le deuxième évènement marquant de sa vie après les émeutes de 1959⁴⁴⁹. Pour lui, cette mort annonçait ni plus ni moins l'histoire meurtrie que le Zaïre connaîtra par la suite. C'est d'ailleurs suite à cela que la famille de l'historien quitta l'Afrique pour l'Europe. Mais la figure et les mots sur l'histoire prononcés par le défunt politique congolais allaient demeurer une référence durable chez l'historien, une source d'espoir, même, pour son pays et son continent (en lingala, « elikia » signifie en effet « espérance »).

1.1.2. La formation universitaire et les ouvrages fondateurs (1962-1971)

Ce n'est pas en Belgique que la famille M'Bokolo choisit de s'installer mais en France : impossibilité morale de s'installer dans l'ancienne puissance coloniale, ce pays qui avait infligé aux Noirs un régime de ségrégation raciale et qui, par-dessus le marché, avait participé à l'élimination de Patrice Lumumba ? Ce sont des hypothèses crédibles, d'autant plus que Brazzaville et la colonisation française leur avaient paru refléter des rapports moins terribles entre Africains et Européens. C'est donc à Lyon que les M'Bokolo s'installèrent, plus précisément à Villeurbanne. Elikia y fit sa terminale et ses années de classe préparatoire. Il fut bien vite catalogué comme étant le « garçon qui vient du pays de Lumumba⁴⁵⁰ ».

Un jour, lors d'un cours de littérature, le jeune M'Bokolo donna un exposé sur le livre de l'agronome René Dumont paru en 1962, *L'Afrique noire est mal partie*, et ne ménagea pas la position de l'auteur. « Je voulais montrer que ce qu'il tenait pour un handicap capital, l'impuissance des élites africaines à concevoir des projets de développement, m'apparaissait moins important que l'héritage du colonialisme⁴⁵¹ ». En somme, il voulait rappeler que les véritables difficultés que rencontrait l'Afrique avaient été amenées par les Européens. L'exposé fit sensation auprès de son professeur.

une réalisé en 1961 au lendemain la mort de Lumumba nous fait remarquer toutefois que beaucoup de Congolais étaient loin de partager le désarroi de M'Bokolo : « De la mort de Patrice Lumumba, je ne pense rien, c'était un crapuleux de première catégorie » ; « c'était un criminel » ; « Je ne regrette pas sa mort » (Roger LOUIS (journ.), « Nos envoyés spéciaux : le Congo sans Lumumba », *Cinq colonnes à la une*, 03/03/1961, INA).

449 Elikia M'BOKOLO, « Entre Kinshasa et Paris. Pour une ego-histoire des indépendances africaines », Aix-en-Provence, 19/01/2012, site de l'Université d'Aix-en-Provence.

450 Elikia M'BOKOLO, « Entre Kinshasa et Paris. Pour une ego-histoire des indépendances africaines », Aix-en-Provence, 19/01/2012, site de l'Université d'Aix-en-Provence.

451 Daniel BERMOND, « Le parcours africain de Elikia M'Bokolo » in *L'Histoire*, n°295, janvier 2005, p. 30.

En 1963, M'Bokolo découvrit le livre de Joseph Ki-Zerbo *Le monde africain noir*. C'est le premier ouvrage qui allait lui servir de référence bien qu'il faille également citer *L'ère des Négriers (1714-1774)* de Gaston Martin, une des premières synthèses françaises sur l'esclavage. Auparavant, Elikia M'Bokolo avait bien sûr lu *Nations, nègres et cultures* de Cheikh Anta Diop mais n'avait pas été séduit outre mesure : « mes parents, eux, admiraient profondément Cheikh Anta, mais personnellement je trouve que dans son œuvre, l'historien, le philosophe et le politique sont trop entrelacés l'un à l'autre⁴⁵² ». Nous ne reviendrons pas sur ce point suffisamment traité dans notre étude.

Lorsqu'il fut reçu à l'École Normale Supérieure, à Paris en 1967, Elikia M'Bokolo ne s'intéressait pas plus à l'histoire qu'aux autres disciplines littéraires. Un jour cependant, il tomba sur le « chef-d'œuvre » qui fit définitivement basculer ses projets : *Trade and Politics in the Niger Delta, 1830-1885*, livre toujours non-traduit en français. L'auteur s'appelait Kenneth Onwuka Dike : c'était le premier titulaire de la très réputée chaire d'histoire de l'université d'Ibadan au Nigeria. À travers ce livre, M'Bokolo découvrit la complexité des sociétés africaines et de leur rapports avec les Anglais en même temps qu'un modèle d'écriture historique mêlant la connaissance de terrain, les traditions orales et les archives coloniales : « quand j'ai lu ce livre, je me suis dit : « c'est ça que je veux faire » ! ».

M'Bokolo passa donc sa thèse en 1971, au moment où Ibrahima Baba Kaké commençait à prendre en main *Mémoire d'un continent*, sous le titre *Les sociétés côtières et la pénétration française, 1820-1874*, une approche étudiant cet entre-deux entre la fin de la traite et l'installation des colons français sur les côtes de l'Afrique occidentale. Ce fut aussi, pour l'auteur, une manière de parler en profondeur de sa région natale. Car comme il le dit : « bien sûr, je souffre de ne plus être au Zaïre, mais l'éloignement donne une clairvoyance et une grande lucidité sur les problèmes de ce pays où ont lieu des combats passionnants⁴⁵³ ». Aux yeux de certains historiens, cette thèse présentait autrement l'Afrique en ce qu'elle intégrait, d'abord et avant tout, l'aspect humain et relationnel de cette histoire – ce n'est pas pour rien, donc, si cet homme, à cheval entre la civilisation congolaise et française se concentra précisément sur la rencontre entre ces deux civilisations dans le passé.

452 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 218.

453 ? (prés.), Elikia M'Bokolo (part.), *Un jour au singulier*, France Culture, 09/04/05, INA.

1.1.3. *Afrique Noire, histoire et civilisations* : un objet pour la nouvelle génération africaine

Ainsi, c'est sur le tard qu'Elikia M'Bokolo se tourna vers l'histoire de l'Afrique : la véritable décision d'en faire son métier n'intervint qu'au sortir de l'ENS. Quelques années seulement après sa thèse, l'EHESS lui ouvrit ses portes : de 1976 à 1985, il fut donc chef de travaux puis directeur du centre d'études africaines et enfin directeur d'études. L'IRIS (Institut des Relations Internationales et Stratégiques) et l'Institut d'Études Politiques de Paris l'invitèrent également à venir délivrer des cours.

Dans les années quatre-vingt-dix, la renommée de M'Bokolo perça en-dehors des frontières de l'Hexagone avec la parution de *Afrique Noire, histoire et civilisations*, son livre probablement le plus important. Notons que la formule « histoire et civilisations » est empruntée à Joseph Ki-Zerbo dont il se réclame souvent. L'ouvrage s'imposa très tôt comme une véritable bible pour les étudiants et fut réédité en 2009 dans le but de guider les professeurs de collège après qu'une loi ait décidé de mettre au programme des cours d'initiation à l'histoire africaine dans les classes de cinquième⁴⁵⁴. *Afrique Noire, histoire et civilisations* brasse les thématiques intellectuelles, politiques, sociales, ethniques, religieuses, culturelles et économiques de l'Afrique. Jusqu'à présent, aucun manuel d'histoire africaine à l'intention des étudiants et des lycéens n'avait été aussi complet. On peut citer *l'Histoire générale de l'Afrique*, le projet commandé par l'UNESCO, mais celui-ci n'avait pas permis aux jeunes, selon M'Bokolo, de bénéficier d'une vue d'ensemble. En ce sens, les étudiants prenaient, avec cet ouvrage, seulement ce qui les intéressait, « comme si l'histoire était une sorte de *fast-food* »:

Ainsi, on a pu voir que les étudiants du Zaïre connaissaient bien l'histoire du Zaïre, de la Belgique, peut-être de l'Angola mais pas du tout celle des États voisins, encore moins l'histoire de l'Afrique orientale ou de Madagascar. J'ai donc essayé de combiner une approche chronologique par grandes périodes et une approche par thème⁴⁵⁵.

L'objectif était donc de parler à ce nouveau public constitué des Africains francophones nés après les indépendances. Jusqu'au début des années 1980, en effet, ceux qui avaient connu les indépendances voyaient l'histoire comme un moyen propre à résoudre leurs quêtes intellectuelles et idéologiques nées durant les luttes nationales. Pour autant, elle ne se donnait pas en tant que telle. Il

454 Ce mini-cours s'intitule « Regards sur l'Afrique » et a pour fonction d'informer de l'histoire d'une civilisation africaine médiévale parmi quatre au choix : l'empire du Ghana (VIIe-XIIe siècle), l'empire du Mali (XIIIe - XIVe siècle), l'empire songhai (XIIe - XVIe siècle) ou l'empire du Monomotapa (XVe - XVIe siècle).

455 Jean COPANS, « Entretien avec Elikia M'Bokolo », site de *Politique Africaine*.

fallait donc réinventer l'histoire africaine pour la génération qui n'avait pas connu les indépendances, c'est-à-dire lui offrir un visage plus uni, plus synthétique, plus intellectuel et plus indépendant.

Depuis la parution de ce manuel, la question du public visé est devenu un enjeu important pour les auteurs travaillant sur l'Afrique. L'expérience montre en effet que les historiens qui restent enracinés dans une histoire nationale et qui ont du mal à sortir de l'espace, de la région ou de l'ethnie qu'ils traitent ont des difficultés à se faire entendre au bout du compte. Produire une histoire nationale ou régionale de l'Afrique est un procédé qu'il fallait donc dépasser d'une manière ou d'une autre en uniformisant les problématiques. Il fallait comprendre et parler à cette jeune génération qui n'avait pas participé aux combats de la décolonisation et qui ne demandait rien d'autre que de vouloir se sentir faire partie d'un continent uni, pacifié, marchant dans la voie du progrès.

1.2. HISTORIEN DE L'AFRIQUE OU HOMME DE CULTURE DE L'AFRIQUE ?

Je suis historien, mais je dirais aussi homme de culture. L'histoire n'est que mon métier, mais c'est un métier ouvert à tellement de choses que c'est plus simple de dire homme de culture⁴⁵⁶.

C'est de cette phrase que nous sommes partis pour montrer la manière avec laquelle Elikia M'Bokolo et *Mémoire d'un continent* se sont ouverts depuis les années quatre-vingt-dix à toutes les disciplines sociales existantes pour exclure l'image d'une histoire refermée sur elle-même et auto-suffisante. Il semblerait que le dialogue interdisciplinaire ait justement permis à la discipline historique de s'enrichir toujours plus et de gagner en complexité.

1.2.1. La littérature : miroir d'un continent

On l'a dit, au moment de l'arrivée de M'Bokolo à l'École Normale Supérieure, l'histoire n'était qu'une de ses préoccupations parmi d'autres. En classe préparatoire par exemple, une « boulimie de lectures » lui avait fait découvrir les classiques de la littérature française : Claudel, Gide, Montherlant, Mauriac, Sartre, Baudelaire, Zola, Hemingway, Balzac – « je crois pouvoir dire que j'ai lu pratiquement toute la *Comédie humaine*⁴⁵⁷ ».

Mais la littérature française n'est pour lui qu'une parcelle : les traces d'un intérêt pour la littérature africaine sont perceptibles dans son œuvre écrite mais surtout dans son œuvre audiovisuelle, à travers des émissions de *Mémoire d'un continent* sensiblement orientées – exemples : « Roman francophone et critique sociale » (24/10/1995), « Les intellectuels de l'émigration » (07/02/2000), « Les femmes écrivent l'Afrique » (05/08/2006), « Nouveaux regards sur les littératures africaines » (30/11/2008) – mais aussi au travers d'un coffret pensé comme une suite d'*Afrique, une histoire sonore (1960-2000) : L'Afrique littéraire : 50 ans d'écriture* (2008). On y découvre énormément de témoignages d'écrivains africains passés dans les magazines du service coopération de RFI, notamment *Mille Soleils* et *Mémoire d'un continent* : c'est le cas par exemple du Zaïrois Paul Lomami Tchibamba et du Sénégalais Cheikh Hamidou Kane. Le premier, en 1978, année de parution de son premier roman *Ah ! Mbongo*, livre majeur dans la littérature zaïroise, raconte au micro de Elikia M'Bokolo son enfance et son adolescence passées au Congo sous la

456 « Interview d'Elikia M'Bokolo », *Ciné 24*, Africa 24, 08 / 06 / 2011, Kinshasa.

457 Daniel BERMOND, « Le parcours africain de Elikia M'Bokolo » in *L'Histoire*, n°295, janvier 2005, p.

colonisation. Cet extrait, à l'instar de ceux de la page 135, révèle ce que pouvait être la réalité de la colonisation :

J'ai été assez malheureux dans mon enfance. De 1920 à 1923, je vivais d'expédients (...). J'ai commencé à fréquenter l'école de force, de temps en temps, jusqu'en 1924. En 1932, je suis en 1^e année de philosophie. Parce qu'au sujet « il n'y a pas de fumée sans feu » j'ai répondu que la cause principale du feu venait de celui qui l'avait allumé, j'ai été traduit devant l'école professorale. On m'a puni à couper du bois pour le chauffage. Des le premier jour, j'ai été mordu par un serpent. Après trois mois, la plaie a fini. Puis, j'ai eu la fièvre thyroïde et une semaine après je suis devenu sourd complet. On m'a soigné avec un assez violent poison. Mon père m'a engagé dans la compagnie du Kasaï où je m'occupais de la comptabilité. Puis, j'ai lancé un hebdomadaire, *La Croix du Congo* où j'ai commencé ma carrière de journaliste. (...) J'ai frappé un Blanc, ce qui était interdit : une journée en garde à vue. On m'a envoyé à Kinshasa. J'ai été traduit au tribunal. Puis, un de mes articles est paru : « Quel sera notre place dans le monde de demain ? ». Un long article, assez audacieux qui prônait l'évolution civique des indigènes. J'ai eu des coups de fouet pendant trois semaines, tous les jeudis. Plus tard, j'ai participé à un concours littéraire en Belgique, mais j'étais très mal vu à cause de cet article et des romans à thèse que j'avais faits. Mon roman a eu le premier prix, mais tous se sont ligüés contre moi. Les « évolués » ne voyaient pas pourquoi j'avais reçu ce prix⁴⁵⁸.

Voilà un passage qui révèle bien la situation extrêmement difficile dans laquelle pouvaient se trouver autant d'Africains désireux d'écrire sur leur continent et les injustices qui y sévissaient. Quant à Cheikh Hamidou Kane, c'est en 1998 qu'il s'exprime au cours de trois émissions qui lui rendent hommage enregistrées l'année où paraît son ouvrage *Les gardiens du temple*, rédigé pourtant en 1965 – il s'en explique :

Dans une certaine mesure, c'est parce qu'il pouvait paraître explosif au moment où je l'ai écrit que je me suis abstenu de le publier à ce moment-là. Vous me demanderez alors : « pourquoi l'avez-vous publié maintenant ? ». C'est parce que ce que je décrivais dans ce livre et dont j'avertissais que cela risquait de se produire s'est depuis produit une soixantaine de fois au moins dans les pays d'Afrique : la prise du pouvoir par les militaires, ou plutôt l'irruption des militaires à la tête de nos différents États, cela s'est produit durant les années soixante jusqu'aux années quatre-vingt-dix, et la dernière partie de mon livre, qui est un peu une sorte de description des Conférences Nationales, le retour de la démocratie entre guillemets, de la liberté des droits de l'homme, cette partie s'est déroulée en Afrique depuis les années quatre-vingt-dix. Alors, je me suis dit maintenant que je pouvais sortir mon livre puisque ce que j'avais pressenti venait de se produire⁴⁵⁹.

Ces deux sollicitations d'écrivains révèlent bien l'attachement que Elikia M'Bokolo peut accorder à l'écrit, au livre et à la littérature. Ainsi commence, par exemple, le livret de *L'Afrique littéraire* : « la littérature africaine est très largement méconnue. Elle ne le mérite pas. Sinon

458 « Les évolués au Zaïre », *Mémoire d'un continent*, émission n°471, RFI, 1978 in Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY (dir.), *L'Afrique littéraire*, CD 1, INA /RFI /Frémeaux & Associés., 2008.

459 « Cheikh Hamidou Kane : *Les gardiens du temple* », *Mémoire d'un continent*, RFI, 02/04/1996, *Ibidem*.

comment expliquer qu'en moins de 25 ans, trois écrivains et une écrivaine du continent⁴⁶⁰ se sont vus attribuer le Nobel de Littérature⁴⁶¹ ? ».

En réhabilitant le patrimoine littéraire africain depuis les années quatre-vingt-dix, c'est un peu comme si *Mémoire d'un continent* renouait avec ses débuts, à l'époque où Françoise Ligier développait ses projets de soutenir la production théâtrale africaine. Mais la parution d'un coffret tel que *L'Afrique littéraire* suppose l'idée que la littérature africaine avait fait suffisamment de chemin pour qu'on puisse retracer son histoire et rassembler les archives qui en témoignaient. Sept ans plus tôt en effet, était parue la somme de Lylian Kesteloot *Histoire de la littérature négro-africaine* dans laquelle l'auteure retraçait pour la première fois – ce qui explique que certaines de ses idées furent ensuite discutées – les péripéties de ce grand mouvement intellectuel, « à la fois éclaté et cohérent », car épousant toutes les formes mais se rejoignant tout de même sur une seule et même visée : rappeler l'injure faite au continent africain que fut la colonisation européenne.

1.2.2. L'histoire : une synthèse des sciences humaines

Les méthodes, les références et les idées de Elikia M'Bokolo se sont constituées pour une bonne part du temps de ses études à Paris, quand existait ce qu'il nomme aujourd'hui l' « âge d'or des sciences humaines⁴⁶² » où, dans les universités, régnaient les polémiques sur l'interprétation du marxisme ou du socialisme et son application dans les pays du tiers-monde. Des intellectuels comme les philosophes Louis Althusser, Paul Ricoeur et Michel Foucault, les historiens Charles Bettelheim et Jacques Le Goff ou les sociologues Pierre Bourdieu et Georges Balandier – « Balandier reste pour moi un *mbouta*, un aîné, un vieux dans le bon sens de ce mot⁴⁶³ » –, constituent son panthéon personnel.

De tous ceux-là, il en est un qui a développé des thèmes très intéressants quant à l'esprit de notre émission de radio : c'est Paul Ricoeur, grand théoricien des problèmes de mémoire et d'histoire. Ricoeur pense, par exemple, qu'il y a deux mémoires, l'une collective et l'autre individuelle et que ces deux mémoires s'enchevêtrent constamment pour produire ce qu'on appelle l'histoire. Ces idées évoquent bien *Mémoire d'un continent* qui, à de nombreuses reprises, s'est entourée de témoins à la notoriété particulière (exemple : Abdul Joshua Ruzibiza, lieutenant du Front Patriotique Rwandais à l'époque du génocide, 24/06/2006) ou sans notoriété du tout

460 Wole Soyinka (Nigeria, né en 1934) en 1986, Naguib Mahfouz (1911-2006, Égypte) en 1988, Nadine Gordimer (Afrique du Sud, née en 1923) en 1991, John Maxwell Coetzee (Afrique du Sud, né en 1940) en 2003.

461 *L'Afrique littéraire*, CD 1, INA /RFI /Frémeaux & Associés., 2008.

462 Alissar CHEAÏB, « Elikia M'Bokolo, justicier de la mémoire africaine », *CNRS, Le journal*, n°203, décembre 2006.

463 « Georges BALANDIER (débat avec Elikia M'BOKOLO) », *Il était une fois. Les indépendances africaines...La fin des empires ?*, Paris, EHESS, octobre 2010.

(exemple : des anciens soldats africains témoins de la tragédie de Thiaroye de novembre 1944 le 22 novembre 1994).

D'autre part, Ricoeur s'est également intéressé à la notion de mémoire dans les sociétés non-occidentales. Comme il le rappelle, celles-ci, dans leur grande majorité, se passent d'écriture et furent, à ce titre, très critiquées par l'Occident. Pour Ricoeur, c'est la preuve d'une incapacité de nos sociétés à se souvenir de leur propre histoire : l'*Illiade*, par exemple, n'est rien d'autre qu'un récit colporté de bouche à oreille et retranscrit plus tard de manière stylisée⁴⁶⁴. Il est donc particulièrement important de mieux comprendre la mémoire non-occidentale, de la faire connaître et même de lui offrir la possibilité de raconter « notre » histoire. Des émissions de *Mémoire* comme « Les Corses et l'Afrique : une relation privilégiée » (02/09/2002), « Le pétainisme et l'Afrique » (06/05/2002) ou encore « Le docteur Jamot et la maladie du sommeil » (04/02/2012) sont autant d'occasions de revisiter l'histoire et la mémoire de France à travers des lunettes et des méthodes non-occidentales.

La vision de l'histoire de M'Bokolo est donc, au regard des références évoquées précédemment, éclatée et pluridisciplinaire. L'histoire est pour lui une synthèse, un champ complexe où interviennent de nombreuses données : religieuses – « L'Église universelle du royaume de Dieu » (17/05/2004), « Sectes et prophètes d'Afrique Noire » (07/07/2007) –, sociales – « Quel avenir pour les forgerons en Afrique ? » (13/01/2003), « Le monde des chasseurs de l'Ouest africain » (03/03/2003) – ethnologiques et sociologiques – « Faut-il avoir peur des ethnologues » (11/02/1997), « Les griots, dépositaires de la mémoire » (08/03/2008) –, politiques – « La République Centrafricaine à l'épreuve du multipartisme » (02/06/2003), « Félix Houphouët-Boigny, une biographie » (03/01/2005) –, militaires – « L'histoire militaire, un nouveau regard sur la colonisation » (10/10/2005) –, économiques – « L'aide au tiers-monde en question » (05/09/2005), « L'économie du Congo-Kinshasa, entre pillage et développement » (11/06/2001) –, philosophiques et épistémologiques enfin – « Actualité philosophique d'Aimé Césaire » (01/12/2003), « Walter Rodney (1942-1980), historien engagé » (13/10/2007).

De la même manière, les invités peuvent être des historiens ou des politologues (Philippe Biyoya, université de Kinshasa), des ethnologues (Jean Copans, université Paris VII), des philosophes (Lazare Ki-Zerbo université de Ouagadougou) etc. On doit sans doute relier cette interdisciplinarité au fait que M'Bokolo ne se soit intéressé à l'histoire qu'au dernier moment parmi toutes les autres « humanités ». Cette pluridisciplinarité, par ailleurs, n'est pas seulement perceptible à un niveau quantitatif. Pour une émission comme « L'ethnologie aujourd'hui » (17/07/2010), par exemple, l'historien ne se prive pas de livrer sa réflexion sur cette discipline assez décriée par les

464 « Paul Ricoeur, Regards sur le siècle, » *Itinéraires*, collection « Grands Entretiens », INA.

historiens :

L'ethnologie apparaît à beaucoup comme une science en quelque sorte archaïque. Il est vrai qu'à une époque on l'avait associée sinon assimilée à la colonisation. Or, cette activité intellectuelle a considérablement évolué, s'est enrichie, a ouvert de nouveaux champs et aujourd'hui on peut faire de l'ethnologie à toutes les sauces et les étudiants sont toujours aussi nombreux⁴⁶⁵.

1.2.3. Quelle place pour la musique dans une émission d'histoire ?

Voilà une question moins anodine qu'il n'y paraîtrait. La place extrêmement importante accordée à la musique dans les sujets des émissions des années 2000 est une réelle nouveauté par rapport à ce que pouvait faire Ibrahima Baba Kaké et demeure à nos yeux un aspect très significatif de l'esprit d'ouverture de Elikia M'Bokolo.

Outre son aspect décoratif et illustratif propre à n'importe quelle autre émission de radio, la musique est devenue dans *Mémoire d'un continent* un sujet de réflexion authentique et récurrent. Déjà, en 1984, des émissions guidées sous son influence comme « Histoire de la musique congolozairaise » (n°760) ou « Histoire de la musique comorienne » (n°761) reflétaient cette ambition. Par la suite, si l'on va par exemple de 2002 à 2012, on relève pas moins de 18 émissions relatives à la musique africaine ou à la musique noire en général. Ce que pense M'Bokolo de la musique est en droite ligne de la dimension sociale propre à n'importe quel autre art. Tout est dit par exemple dans l'introduction qu'il consacre au zouglou, musique festive de Côte d'Ivoire née dans les années quatre-vingt – M'Bokolo en profite d'ailleurs pour régler ses comptes avec une certaine tradition intellectuelle de dédain vis-à-vis de l'étude des musiques populaires :

Les musiques populaires sont partout, en Afrique, des biens de consommation plus que courants. On peut même dire qu'elles font partie de la quotidienneté des gens, tous âges et tous groupes sociaux confondus. Pourtant, ces musiques ont pendant longtemps été mal vues, par exemple pendant les années cinquante où elles prenaient leur envol. Hommes d'église et missionnaires n'ont pas cessé de les prendre à parti : ils les accusaient d'être l'expression de pulsions diaboliques liées au paganisme. Les élites politiques africaines n'ont guère fait mieux : trop bruyantes, trop populaires, trop désordonnées. Beaucoup leur préféraient des rythmes plus doux, plus classiques et plus convenus en apparence. Par ailleurs, pour beaucoup de linguistes, anthropologues ou musicologues, ces musiques ne constituaient pas des objets d'étude à proprement parler. Pour beaucoup d'entre eux, il n'y avait de musique africaine que « traditionnelle », « tribale », « ethnique ». Les choses ont heureusement changé depuis. Beaucoup de chercheurs sérieux écrivent des textes importants sur ces musiques et des thèses de doctorat sont soutenues dans les meilleures universités du monde⁴⁶⁶.

465 Elikia M'BOKOLO (prod.), Jean COPANS (part.), « L'ethnologie aujourd'hui », *Mémoire d'un continent*, RFI, 18/07/10, INA.

466 Elikia M'BOKOLO (prod.), Eyoum NGUANGUÉ (part.), « Musiques et identité : le zouglou ivoirien », *Mémoire d'un continent*, RFI, 02/05/10, INA.

Les universitaires ont finalement éprouvé le même sentiment vis-à-vis de la musique africaine que vis-à-vis de la tradition orale : ils sont passés de la négligence à la prise en considération. C'est ainsi qu'après les indépendances de 1960, les enregistrements sur bande magnétique se sont multipliés, les phonothèques se sont enrichies, l'édition du disque s'est développée et les études des musiques de tradition orale se sont naturellement généralisées et détachées d'une emprise trop ethnicisée⁴⁶⁷. M'Bokolo n'est d'ailleurs pas pour rien dans cette affaire, lui qui fait partie avec Jean-Loup Amselle et Jean-Pierre Chrétien de ces historiens qui ont remis les pendules à l'heure au sujet de la notion d'ethnie avec deux ouvrages épistémologiques particulièrement forts parus en 1985 : *Les ethnies ont une histoire* et *Au cœur de l'ethnie*⁴⁶⁸.

Le métier d'historien ne consiste pas seulement à nouer des intrigues (...) mais aussi à remettre en cause les principes hérités de sens commun (...). Les communautés africaines, susceptibles de s'agrandir, de se défaire et de se transformer sont à suivre dans leur dynamique historique. L'enjeu est le développement d'une histoire des peuples d'Afrique digne de ce nom⁴⁶⁹.

La musique est donc un élément parmi tant d'autres des ethnies, un de ses éléments constitutifs et, donc, un objet d'histoire à part entière, sauf que *Mémoire d'un continent* peut s'intéresser aussi bien aux musiques dites savantes (« Le jazz et l'Afrique », 25/02/2002) qu'aux musiques dites populaires (« La mbira du Zimbabwe », 20/01/2003), à celles propres à l'Afrique Noire (« Les Gwana : une musique, une communauté, une identité », 12/07/2004) ou à l'Afrique du Nord (« Les chants kabyles de la guerre d'Algérie », 28/07/2003) ou encore à celles extérieures au continent africain quoique reliées à lui indirectement (« Joséphine Baker, une chanteuse noire à Paris » ou des émissions sur le reggae).

Tous ces styles musicaux – à l'image de la programmation musicale de RFI – renferment la pluralité de l'Afrique, renvoient à différentes réalités sociales et contiennent même une dimension politique : le reggae-man ivoirien Alpha Blondy, par exemple, parce qu'il a « sillonné le monde et s'est impliqué dans la vie de son pays », n'est donc pas qu'un simple musicien aux yeux de M'Bokolo mais « un politique, au sens fort de ce mot⁴⁷⁰ ». Ainsi, la musique noire s'intègre à tous les niveaux dans l'histoire africaine.

467 Charles DUVELLE, « Traditions musicales, musiques d'Afrique Noire », *Encyclopédie Universalis*.

468 *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, éditions La Découverte, 1985, 224 p.

469 Jean-Pierre CHRÉTIEN, Gérard PRUNIER (dir.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Khartala, 2003 (réed.), p. 9.

470 Elikia M'BOKOLO (prod.), Antoinette DELAFIN (part.), « Alpha Blondy, le musicien, le combattant », *Mémoire d'un continent*, RFI, 01/01/2011, INA.

2. LES NOUVELLES DONNÉES DE *MÉMOIRE D'UN CONTINENT*

À chaque historien sa vision d'un magazine d'histoire à la radio : en 1994 s'en allait Ibrahima Baba Kaké et avec lui une vision particulière à cet égard, mais également une certaine époque, celle des espérances puis des désillusions suscitées par les indépendances, celle enfin de la fin de la coopération radiophonique comme nous le verrons plus loin. Aussi, si Elikia M'Bokolo était certes un partenaire important de Ibrahima Baba Kaké depuis les années quatre-vingt, leurs idées et leurs conceptions n'étaient pas semblables. On peut aller jusqu'à dire que Kaké incarnait au moment de sa mort prématurée une époque révolue et que M'Bokolo lui succédait à un moment où l'Afrique prenait un visage différent : il fallait donc évoluer.

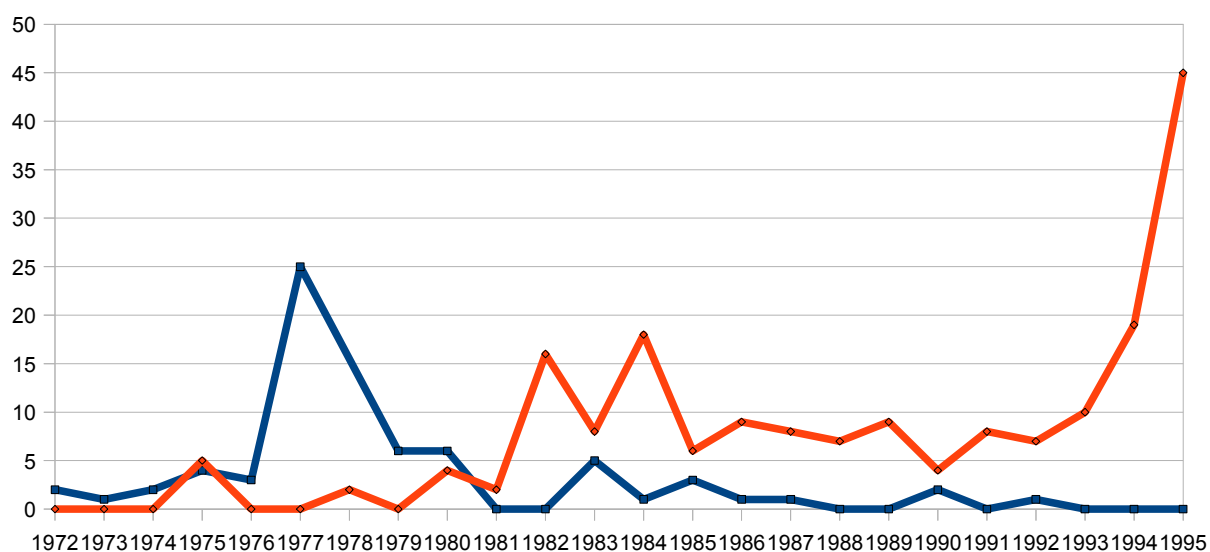
2.1. D'UN HISTORIEN À UN AUTRE

2.1.1. Le souffle de Ibrahima Baba Kaké

Que reste-t-il aujourd'hui de l'œuvre de notre ami Kaké ? L'émission *Mémoire d'un Continent* poursuit brillamment sa route avec le professeur Elikia M'Bokolo qui a su lui donner un second souffle⁴⁷¹.

Bien sûr, il ne fallait pas attendre de Jacqueline Sorel qu'elle fasse l'impasse sur l'émission qu'elle-même a encadrée pendant vingt-cinq ans mais le fait qu'elle retienne uniquement *Mémoire d'un continent* dans l'œuvre de Kaké n'est pas anodin car il est assez certain que c'est ce à quoi lui-même était le plus attaché. À sa mort – Kaké fut victime d'une attaque cardiaque le 7 juillet 1994 –, M'Bokolo fut effectivement désigné pour prendre les rennes intégrales de l'émission. Grâce au diagramme ci-dessous, on comprend facilement pourquoi, ce dernier mettant en parallèle les émissions où l'historien zaïrois ne fit que participer aux côtés de Kaké (courbe bleue) et celles où il fut seul à bord et les produisit entièrement sans la présence de son collègue guinéen (courbe rouge). On voit donc qu'il s'est particulièrement imposé à partir du début des années quatre-vingt, autrement dit il s'est emparé de plus en plus d'émissions indépendamment, sans l'apport de Kaké ; ce qui rend assez évidente sa « nomination » en 1994.

471 Jacqueline SOREL, « Il y a dix ans, Ibrahima Baba Kaké nous quittait (7 juillet 1994) », 07/07/2004, site de Radio France Internationale.



Étude parallèle entre les émissions où M'Bokolo fut coproducteur ou producteur

Néanmoins, le « souffle » de Kaké est, encore aujourd'hui, bel et bien présent et sa mémoire toujours entretenue. À l'été 1994, c'est à Kankan, en Guinée, qu'il fut enterré en présence, paraît-il, de 100 mille personnes, proches et admirateurs anonymes. Par ailleurs et jusqu'en 1995, M'Bokolo lui consacra trois émissions d'hommage : « Hommage au grand historien Ibrahima Baba Kaké » (19/07/1994), « Quand Ibrahima Baba Kaké retraçait le destin de Sékou Touré » (26/07/1994) et « Hommage à Ibrahima Baba Kaké, c'était le 7 juillet 1994 » (11/07/1995). Parmi les invités pour rappeler son œuvre, Catherine Coquery-Vidrovitch, 25 ans après sa première apparition en 1970 (voir page 56).

C'est l'énergie du professeur guinéen qui est restée gravée dans les mémoires ; pas seulement dans celles qui le côtoyaient à Radio France Internationale mais aussi dans celles de nombreuses personnes qui, manifestement, l'écoutaient et le lisaient. Aujourd'hui, les nouveaux moyens de communication ont permis à Kaké d'être toujours visible et apprécié. Pour exemple, ces quelques commentaires recueillis sur une page du réseau Facebook créée par des admirateurs :

J'ai eu à l'écouter sur les ondes de RFI. Il avait l'art du raisonnement, il ne mâchait pas non plus ses paroles.

C'est toute une encyclopédie qui nous quitte, mais qui reste gravée dans nos mémoires.

*Rien de moins que l'un des plus brillants savants et historiens africains du XXe siècle*⁴⁷². Que son âme repose éternellement.

472 Souligné par nous.

Kaké avait donc tout du « héros » africain, d'une part parce qu'il a manifestement fait se passionner nombreux de ses auditeurs pour une discipline qui n'était qu'a ses balbutiements en Afrique en 1970 ; d'autre part, parce qu'il pensait que l'histoire était le meilleur remède à l'« afropessimisme », courant qui avait le vent en poupe depuis les indépendances et qui ressurgissait à chaque fois qu'une tragédie frappait le continent (exemple : les grandes famines des années quatre-vingt en Éthiopie). D'après ses termes, l'histoire est donc ce « sursaut » nécessaire à la bonne image de l'Afrique dans le monde, tout autant nécessaire à cultiver :

Certains milieux n'hésitent plus à alimenter une véritable campagne de dénigrement qui entretient une psychose de « sinistrose » et risque si l'on ne prend garde de conduire tout droit au renoncement (...). Le sursaut ne consiste pas, bien sûr, à minimiser ou à nier l'extrême gravité de la crise politique et économique qui frappe l'Afrique. Il implique impérativement la prise de conscience par les Africains eux-mêmes de ce qu'est aujourd'hui l'Afrique et des difficultés à résoudre ; *la longue histoire de l'Afrique sans laquelle on ne peut à la fois comprendre la crise actuelle et appréhender les atouts dont elle dispose pour surmonter ses problèmes*⁴⁷³ ; ce que pourrait être demain l'Afrique si les Africains mettaient en œuvre sur le terrain, avec détermination et compétence, toutes les « raisons d'espérer ». Cette prise de conscience comporte deux volets : la connaissance des populations, de leurs civilisations, de leur histoire et de l'état actuel du continent ; l'analyse objective des pistes à explorer pour que l'Afrique s'organise et participe à la civilisation de l'universel, à une place digne de son passé et des qualités de ses populations⁴⁷⁴.

L'actualité de Ibrahima Baba Kaké reste donc de mise à l'heure où l'afropessimisme n'est pas mort. Mais utiliser la radio pour faire passer ce message et s'inventer une notoriété, aucun Africain ne l'avait fait auparavant ; en temps normal, animer une émission de radio est d'ailleurs, pour un historien, une activité censée clore, du moins compléter une carrière livresque et universitaire déjà importante : Kaké, lui, s'est lancé dans la radio au tout début de sa carrière et s'est fait connaître grâce à cela, et c'est même *Mémoire d'un continent* qui lui a donné envie de prolonger ses travaux de recherche et de vulgarisation par l'écrit et non l'inverse – exemple avec les « Grandes figures du monde noir ». La radio est donc chez lui absolument fondamentale ; c'est ce qui le rend profondément unique.

2.1.2. Les Grands Témoins aux oubliettes ?

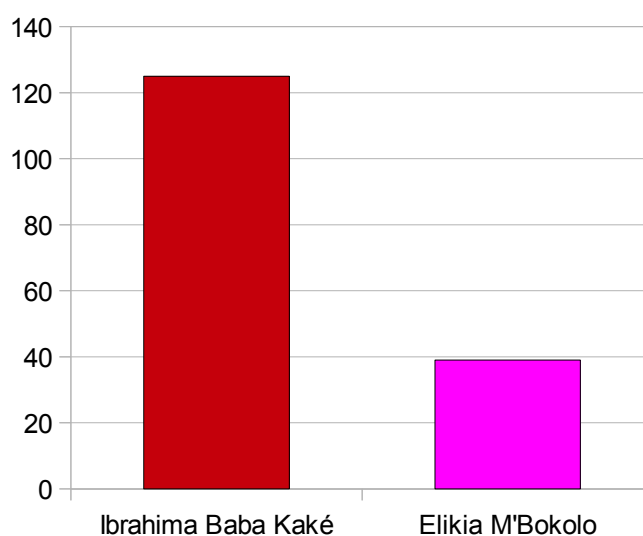
En 1979, Kaké disait à propos de la série des *Grands Témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique* qu'elle devait être poursuivie à l'échelle de tous les pays africains – car « c'est grâce aux témoignages directs des acteurs de l'histoire que celle-ci a le moins de chances d'être falsifiée⁴⁷⁵ ».

473 Souligné par nous.

474 Ibrahima Baba KAKÉ, Amouzouvi Maurice AKAKPO, « L'Afrique, terre d'espérance ? » in Rémy BAZENGUISSA, Bernard NANTET (dir.), *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Paris, éditions du Cherche Midi, 1995, p. 10.

475 « Pourquoi j'enregistre les Grands Témoins de l'histoire contemporaine de l'Afrique », *op. cit.*

Cette assertion faisait-elle l'unanimité ? De fait, la conception de la série des *Grands Témoins* était surtout le fait de Kaké. Pour M'Bokolo, cette dernière n'allait pas forcément de soi. Bien sûr, cela lui arrivait souvent d'y participer et de rejoindre l'équipe des intervieweurs – parmi laquelle on pouvait trouver Jacqueline Sorel, Bernard Schoeffler, le Sénégalais Demba Dieng, le Malien Fadjigui Sinaba... Mais lorsqu'on établit des comparaisons chiffrées au niveau de la fréquence des intervieweurs, on arrive à des différences énormes. Ainsi et comme on peut le voir ci-dessous, Kaké est à lui seul l'auteur de 125 émissions sur un total de 285, un chiffre qui inclue même les émissions produites jusqu'en 2007 ; ce dernier s'est donc emparé de 67% du travail quand M'Bokolo n'a produit que 14% des émissions des *Grands Témoins*.



Analyse comparée entre le nombre d'émissions des *Grands Témoins* prises en charge par Ibrahima Baba Kaké et par Elikia M'Bokolo de 1978 à 2007.

Quelles sont les raisons pouvant expliquer cette prédominance, outre le fait que la série fut imaginée, conçue et défendue bec et ongles par Kaké ? Ce dernier jouissait d'un rapport de proximité particulier avec les personnalités qu'il interviewait : il pensait que la meilleure émission était celle où le témoin était à l'aise. Par conséquent, il rencontrait souvent ce dernier quelques jours avant l'enregistrement, le familiarisait avec les questions qu'il voulait lui poser, adoptait volontairement le ton de la « causerie de tous les jours » pour qu'un maximum de spontanéité puisse être exprimé et ressenti sur les ondes le jour J⁴⁷⁶.

Une distanciation avec l'invité aurait-elle été préférable ? C'est l'avis de M'Bokolo qui nous a

⁴⁷⁶ *Ibidem*.

avoué, lors de notre entretien, avoir peu apprécié cet exercice un peu particulier : « quand on invite un homme politique qui évoque ses mémoires, on est derrière lui, on le suit, c'est difficile de le contrecarrer⁴⁷⁷ ». Chaque énoncé est en effet baigné, consciemment ou inconsciemment, d'une certaine logique politicienne qui ne rend pas de grands services à l'histoire. M'Bokolo a, par exemple, quelques mauvais souvenirs avec certaines émissions des *Grands Témoins*, non pas au niveau des rapports personnels qu'il a pu entretenir avec tel ou tel invité, mais bien vis-à-vis de la vérité historique en tant que telle – à laquelle, évidemment, il est très attaché :

Quand vous invitez un Senghor, vous êtes sûrs que le Sénégal, le Mali seront attentifs, c'est évident... mais pas forcément satisfaits ! Par exemple, je me souviens que l'explication que Senghor a donné de l'échec de la Fédération du Mali⁴⁷⁸ est une interprétation à laquelle je suis farouchement opposé : il a mis en parallèle la différence de tempérament, presque de « race » entre les Sénégalais et les Soudanais. Cela posait problème : si l'on prend l'Empire du Mali, ce que nous appelons maintenant Sénégalais et Soudanais étaient en fait dans le même espace⁴⁷⁹ !

Le fait est que la possibilité de critique ou de désaccord est restreinte, délicate voire impossible en fonction de la personnalité de l'invité. On le voit bien d'ailleurs avec le coffret *Afrique, une histoire sonore* : tous les extraits d'interviews réalisées pour le compte de la série des *Grands Témoins* ou de *Mémoire d'un continent* en général et insérés dans le coffret sont agrémentés d'un commentaire critique de M'Bokolo émis des années après. Exemple ici avec un premier discours émis en 1994 et son commentaire émis en 2001.

Émile DERLIN ZINSOU : La victoire de la France dans la guerre a été rendue possible par la présence de pays africains. S'il n'y avait pas eu ce ralliement (...), de Gaulle n'aurait pas pu incarner pleinement la France. Lorsqu'on dit qu'avec la conférence de Brazzaville le de Gaulle de la décolonisation est arrivé, on dit à la fois quelque de chose de vrai et de faux (...). Faux car comme c'est un réaliste, en 1960, il n'a pas pu hésiter car l'heure était vraiment venue. Mais vrai car il y a bien eu une ouverture à Brazzaville. Ce discours a annoncé les décolonisations.

Elikia M'BOKOLO : C'est le point de vue des Africains de dire que tout a commencé à Brazzaville. Il y a eu audace mais en réalité, il ne s'agit seulement que de l'esprit de Brazzaville⁴⁸⁰.

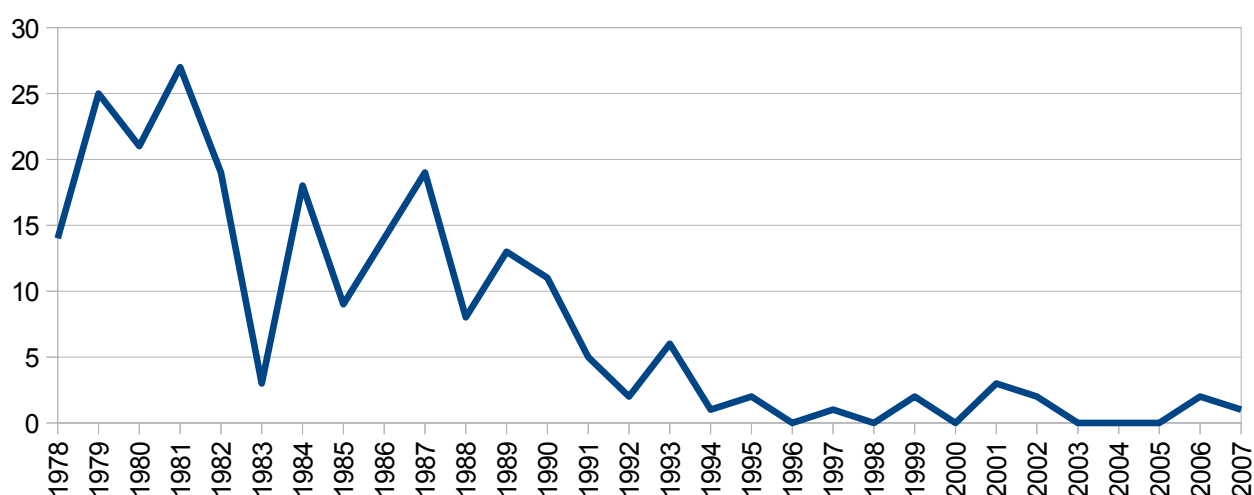
477 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 219.

478 Tentative de rapprochement politique éphémère qui dura de 1958 à 1960 jusqu'à l'indépendance effective des deux pays.

479 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1., page 219.

480 *Afrique, une histoire sonore 1960-2000*, CD 1 « Le temps des indépendances », éditions RFI / INA / Frémeaux & Associés, 2003.

« Les hommes politiques n'aiment pas l'histoire », disait le Malien Sékené Mody Cissoko⁴⁸¹ – il s'était, lui aussi, cassé les dents sur cet exercice. Ce qu'il veut dire par là c'est que les hommes politiques ont souvent leur vision de l'histoire : s'ils veulent l'utiliser à des fins personnelles, ils sont prêts à la déformer, à l'enjoliver ou à la minimiser. Par conséquent, on peut voir que le choix de M'Bokolo de se restreindre d'inviter des Grands Témoins fut manifeste à partir de 1994 : 13 seulement de 1995 à 2007 ! Dans le passé, rien qu'au cours de l'année 1981, 14 avaient été sollicités pour un total de 27 émissions soit 54% environ de la grille annuelle de *Mémoire d'un continent*. Mais ce qu'on observe surtout avec ce graphique, c'est que la série ne fut en fait dans une période ascendante que durant une très courte durée (de 1978 à 1980). Elle n'a donc jamais vraiment prospéré.



Fréquence des émissions des *Grands Témoins* jusqu'à 2007.

Dans la période 1995/2007 enfin, mais d'un point de vue qualitatif cette fois, on note une certaine volonté de la part de M'Bokolo d'inviter des Grands Témoins qui ne se distinguent pas seulement par une activité politique mais aussi par une activité intellectuelle : Samba Diarra en 1999, à la fois grand opposant de Félix Houphouët-Boigny et professeur de médecine, Mohammed Harbi en 2002, à la fois ancien membre du FLN et historien, Albert Tévoedjré en 2002, à la fois ancien secrétaire d'État au Bénin et chercheur en sciences politiques, Aly Talba en 2006, à la fois politique nigérien et politologue ou encore Roland Colin en 2007, à la fois ancien administrateur et anthropologue. Ainsi, plutôt que de parler d'une volonté d'abandonner la série culte des *Grands Témoins*, il nous faudrait plutôt parler d'une modération qui s'est traduite aussi bien

⁴⁸¹ Cité par Guy ROBERT, « La radio et l'histoire (2), témoignage de Sékené Mody Sissoko » in *Multiplex*, n° 18, août 1982, p.19-23.

quantitativement que qualitativement. Mais la préférence ultime de M'Bokolo reste le discours universitaire, la réflexion savante mais accessible. En Afrique d'ailleurs, mais c'est aussi le cas ailleurs, on peut remarquer que les historiens finissent souvent par faire de la politique.

2.2. D'UNE ÉMISSION À UNE AUTRE

Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, une première révolution toucha *Mémoire d'un continent* : après l'effondrement de la coopération, celle-ci rejoignit la bande FM de RFI. En l'an 2000, une deuxième apparut : elle passa de 45-50 minutes à 20 minutes d'antenne. Depuis le début en effet, *Mémoire* jouissait de trois quart d'heure pour aller au fond des sujets. La cause de ce rétrécissement de format ? La transformation de RFI en une radio d'information continue. France Info est née en 1987 et son influence se faisait sentir sur beaucoup de médias audiovisuels : rétrécissement des formats, des reportages etc. Par ailleurs, un nouvel auditoire prenait forme en Afrique : celui des grandes mégapoles africaines (Abidjan, Dakar, Brazzaville, Douala) à la manière des auditeurs pressés et médiatisés de l'Occident⁴⁸².

Toutefois, cette compression du format n'est qu'un cadre rassemblant en son sein bien d'autres changements plus intéressants vis-à-vis du contenu ; M'Bokolo, d'ailleurs, ne fut pas particulièrement troublé par cette compression mais la vécut au contraire comme une occasion de livrer à son émission des lignes conceptuelles nouvelles. Ces lignes conceptuelles touchent aussi bien à la vision de l'histoire qu'à celle du continent africain lui-même. Globalement, on peut dire que les émissions des années 2000 se partagent entre quatre grands thèmes – qui ne seront pas nos quatre parties mais qui serviront de repère au lecteur : l'histoire politique de l'Afrique (institutions, hommes politiques, gouvernements, idéologies) ; une histoire plus sociale et sociologique de l'Afrique (métiers, tribus, ethnies, paysannerie, us et coutumes) ; l'histoire des diasporas africaines (Brésil, États-Unis, France, Antilles, Amérique latine) ; l'historiographie de l'Afrique, enfin (livres, historiens, colloques, enseignements et éducation).

2.2.1. L'histoire « par le bas »

Par histoire « par le bas » ou « micro-histoire⁴⁸³ » nous entendons retour vers les hommes et les communautés pour les considérer, d'après une tradition qui remonte à Lucien Fèbvre, comme les premiers acteurs de l'histoire. Comme il nous l'a lui-même très justement rappelé dans notre entretien, M'Bokolo vient de l'EHESS, une institution qui prend en compte les faits humains et sociétaux avant tout. Au niveau des études sur l'Afrique, cette tendance à vouloir « rabaisser » le débat en direction des populations fut observée durant les années quatre-vingt. L'ethnologue Jean Copans a une vision très précise de cette transformation :

482 REVAULT Fabrice (dir.), PAPET Jacqueline (prés.), *Si RFI m'était contée (1931-2004)*, 5 CD + livret, éditions RFI/INA, France, 2004.

483 Claude-Hélène PERROT in « Un peuple de Côte d'Ivoire : les Éotilé », *Mémoire d'un continent*, RFI, 26/10/2008, INA.

Dans les années 1960-1970, les jeunes chercheurs africains faisaient une histoire plutôt nationaliste ou ethno-nationaliste qui valorisait les résistances à la conquête et à l'administration coloniale⁴⁸⁴. Les historiens des métropoles occidentales, eux, se tournaient vers l'histoire économique et politique de l'exploitation et de la domination⁴⁸⁵. Mais la démarche méthodologique était finalement identique : une macro-histoire vue du haut qui oubliait les jeunes, les femmes, les esclaves, les castes (...). La crise des années quatre-vingt réside dans le fait qu'on assiste à une histoire plus anthropologique et orale⁴⁸⁶.

Il est vrai qu'en 1969, la préoccupation dominante de *Mémoire d'un continent* était de rappeler les grands faits de l'histoire pour faciliter la réappropriation de l'identité culturelle africaine. À partir des années quatre-vingt et suivant ce que vient de dire Jean Copans, *Mémoire* devint plus spécifiquement intellectuelle et anthropologique avec Elikia M'Bokolo :

Au départ, c'est vrai, mon souci était de retracer surtout l'histoire événementielle, un certain nombre de grandes dates et de grands faits : fondations d'États⁴⁸⁷, guerres⁴⁸⁸, résistances⁴⁸⁹, conquêtes⁴⁹⁰, explorations⁴⁹¹ qui ont caractérisé l'histoire de l'Afrique pendant plusieurs siècles. De là, il m'a semblé qu'on pourrait essayer d'aborder vers le haut un niveau qui n'est pas perceptible dans la chronologie, mais qui est important dans la vie des hommes. Par exemple, les structures politiques, les religions, moins mobiles que les États, mais sans lesquelles on n'a pas une totale compréhension d'une société. *Vers le bas existe un gros secteur qui, je crois, doit être développé*⁴⁹² : par exemple celui de la fabrication des objets, des modes de nourriture, les vivres et la manière de les préparer... Cela évolue dans le temps, moins vite que l'histoire politique. On voit par exemple des pays qui avaient été des civilisations du mil devenir des civilisations du riz. D'autres sont passées de l'igname au manioc, du sorgho à la banane. Par ailleurs, il y a la technologie avec l'utilisation des métaux, l'artisanat, le tissage, tous ces domaines de la civilisation matérielle. Il faudra ajouter l'histoire de la mort, des maladies, des rites de guérison. Je pense que la juxtaposition de ces différentes matières et des dates dures de l'histoire événementielle, tout cela mis ensemble nous permettrait d'avoir une vision globale des sociétés africaines⁴⁹³.

Ce que réclame M'Bokolo pour *Mémoire d'un continent* reflète la voie prise par beaucoup de chercheurs. Dans les années 1995-1997, *Mémoire* se lance ainsi dans les débats sur des ouvrages scientifiques tels que *Textiles africains* de l'ethnologue Michèle Coquet, *La cause des prophètes* de Jean-Paul Dozon, *Échanges et pratiques monétaires en Afrique du XVIe au XIXe siècle* de Josette Rivalain ou encore *Le rôle des Antillais et Guyanais dans la colonisation française en Afrique* de

484 On l'a vu avec les biographies de El Hadj Omar, les livres à la gloire de Soudjata, de Lat Dior, les ouvrages sur l'empire du Mali...

485 Exemples : *Histoire de l'Afrique occidentale* (1960) de Jean SURET-CANALE, *Le partage de l'Afrique Noire* (1974) de Henri BRUNSCHWIG.

486 *Mythologies d'Afrique*, Paris, éditions Têradère, collection « L'anthropologie au coin de la rue », 2010, p. 27-28.

487 Exemple : M'BOKOLO (prod.), « Histoire du Zaïre colonial », *Mémoire d'un continent*, émission n°726, RFI, 1983.

488 « La guerre des Boers », émission n°397, 1977.

489 « Résistances anticoloniales au Zaïre », émission n°580, 1980.

490 « Les Européens en Afrique du Sud », émission n°395, 1977.

491 « Stanley et les grands lacs », émission n°381, 1976.

492 Souligné par nous.

493 Cité par Guy ROBERT, « *Mémoire d'un Continent* : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique » in *Multiplex*, n° 25, avril 1984, p. 65-68.

Véronique Hélenon : autant de sujets qui collent à l'esprit que l'historien a voulu insuffler à son émission dans les années quatre-vingt. Encore aujourd'hui, cet aspect subsiste : on peut le voir à travers des introductions comme celle-ci sur la pensée animiste au Bénin :

La pensée animiste est une pensée qui est difficile à explorer, en raison de sa densité et de la réticence compréhensible de ses acteurs à livrer des secrets essentiels. Il faut avoir le courage, le temps et la chance de donner la parole à ces personnes pour restituer ce que les gens disent de ces croyances et les interpréter⁴⁹⁴.

Qui a dit en effet que la mission de faire de l'histoire par le bas était une tâche facile ? La radio et le micro deviennent ici le témoin privilégié des méthodes et du métier quelque fois compliqué à mettre en place des chercheurs et des anthropologues en particulier.

2.2.2. L'Afrique : un continent « dans le monde »

Au fur et à mesure de l'analyse des sujets de *Mémoire* depuis une dizaine d'années apparaît la ré-actualisation par M'Bokolo d'un autre de ses thèmes de prédilection : l'importance accordée à l'Afrique « du dehors », celle qui se manifeste à travers ses diasporas. Il s'agit bien d'une ré-actualisation car, comme nous l'avons évoqué précédemment dans ce mémoire, Elikia M'Bokolo avait commencé sa carrière radiophonique à RFI avec une mini-série, indépendante de *Mémoire d'un continent* et extrêmement ludique d'après Jacqueline Sorel, les *Grands moments du tiers-monde*, un magazine destiné à redonner au tiers-monde tout entier, Afrique incluse, sa dimension historique. De cette émission qui n'a pas duré longtemps, nous avons pu écouter plusieurs extraits dans certains coffrets édités par RFI, un par exemple portant sur les soldats africains de la Première Guerre Mondiale – « tirailleurs sénégalais » – et datant du 1er septembre 1987⁴⁹⁵. Pour voir l'Afrique convenablement, M'Bokolo était passé donc par une première étape qui avait consisté à l'englober.

Aujourd'hui, il ne cesse de faire de même. En ce sens, il est à la lisière de la *world history* – qu'on peut traduire par « histoire globale » plus que par « histoire mondiale » et qui analyse les effets de la mondialisation sur les différentes cultures – et des *black studies* – une analyse « post-exotique » (Paul Gilroy) des sociétés venues d'Afrique et soumises au choc de la traite, du colonialisme et des différentes formes d'oppression raciale. La diaspora africaine représente, rappelons-le, 1/6^e de l'humanité. Pour M'Bokolo, elle constitue un élément constitutif de l'histoire

494 « Le sacré et la pensée animiste au Bénin », *Mémoire d'un continent*, Radio France Internationale, 07/11/2009, INA.

495 Théogène KARABAYINGA (prés.), *Mémoires de tirailleurs, les anciens combattants d'Afrique Noire*, 3 CD, RFI/Frémeaux & Associés/INA, 2009.

africaine et de l'histoire universelle qu'il faut absolument prendre en compte : les théories panafricanistes ne sont-elles pas nées dans le monde anglo-saxon occidental – États-Unis, Grande Bretagne ? Il n'est donc pas rare aujourd'hui de voir des émissions se téléportant en France – « Les étudiants africains en France » (02/11/2008), « La condition noire en France » (07/09/2008) –, aux États-Unis – « Les relations entre Juifs et Noirs aux États-Unis » (25/07/2010), « La longue marche des Noirs aux États-Unis » (01/01/2009) –, dans les Caraïbes – « L'émigration haïtienne vers la France : hier et aujourd'hui » (20/02/2011), « L'identité créole en question : les émigrés haïtiens en Guyane » (14/09/2008) – et même en Océanie avec « À la rencontre des Aborigènes d'Australie (XVIIIe-XIXe siècle) » (01/02/2009) ce qui montre que l'historien s'aligne sur la philosophie des congrès panafricanistes de Londres (1900) ou de Manchester (1945) qui avaient intégré les Aborigènes dans la lutte pour l'émancipation des Noirs. Pour chacune de ces émissions s'inscrivant dans un autre espace-temps que celui du continent à proprement parler, le lien avec l'Afrique est souvent justifié dès le début par l'historien de manière à bien rappeler aux auditeurs les justifications propres à cette démarche :

Le 12 février 2008, Kevin Rudd, Premier ministre australien, prononçait des regrets publics pour les torts causés par les colons australiens aux Aborigènes, ces « Noirs d'Australie ». Ces regrets ont attiré l'attention du monde entier sur ce peuple originel. Malgré leur couleur, les aborigènes ne sont pas venus d'Afrique, mais leur histoire rappelle étrangement celle des Noirs d'Afrique et des Amériques. C'est pourquoi, ces derniers les ont rapidement considéré comme des frères ; et depuis Marcus Garvey, le promoteur du retour des Noirs en Afrique, les organisateurs de tous les congrès et festivals en Afrique ou en Amérique les sollicitent systématiquement⁴⁹⁶.

Pour les Africains, Haïti n'est pas un pays comme les autres. Haïti c'est un peu le prolongement de l'Afrique mais c'est aussi un pays différent, une société autre porteuse d'une histoire très complexe, une histoire douloureuse, celle de la traite et de l'esclavage, une histoire glorieuse aussi, celle de l'indépendance gagnée de haute main par les insurgés de Saint-Domingue⁴⁹⁷.

Il y a une sorte de contradiction à première vue à associer les kimbanguistes et la France puisque cette église est née en Afrique centrale. Mais on est frappés de voir que les kimbanguistes ont émigré partout dans le monde et notamment en France. Leur émigration a commencé au milieu des années 1970 : d'abord arrivés en petit nombre, les effectifs ont grossi jusqu'à former aujourd'hui une communauté impressionnante, surtout en région parisienne. Qu'est-ce qu'être « kimbanguiste » dans une France laïque ? Quel sens à la question de l'« intégration » pour ces fidèles d'une Église née hors de France et acquise à la construction d'une nouvelle identité noire⁴⁹⁸ ?

L'Afrique se manifeste donc là où il y a des hommes ayant un lien plus ou moins direct avec elle, notamment du fait de leur couleur de peau, signe extérieur qui, dans les mentalités, est relié au

496 « À la rencontre des Aborigènes d'Australie (XVIIIe-XIXe siècle) », *Mémoire d'un continent*, 01/02/2009, INA.

497 « Retour à Haïti, la crise du développement », *Mémoire d'un continent*, 22/08/2010, INA.

498 « Les kimbanguistes en France », *Mémoire d'un continent*, 14/08/2010, INA.

continent africain. Le rôle de l'historien est donc de soulever les aspects pluriels et pas forcément connus de cette histoire, d'en dégager une certaine unité pour opérer chez les auditeurs un sentiment d'appartenance à une même culture : une démarche inspirée de la négritude ? Sans aucun doute puisqu'il est vrai que Elikia M'Bokolo ne s'est nullement caché d'affirmer que Senghor, Damas et Césaire ont toujours constitué ses pères spirituels :

Qu'est-ce que l'Afrique pour moi ? L'Afrique que je connais est une Afrique ouverte au monde. Pour voir l'Afrique, une manière de procéder est de la voir « hors d'elle », transportée ailleurs, soit en Europe soit dans d'autres parties du monde. Dans ces conditions, et je ne vais pas y aller par quatre chemins, *l'Afrique, pour moi, c'est la négritude*⁴⁹⁹. Ce que Césaire a dit en son temps vaut pour nous aujourd'hui. L'Afrique, c'est un continent « dans le monde »⁵⁰⁰.

2.2.3. La mise en lumière du présent pour la mise en valeur du passé

Comment définit-on l'histoire ? Doit-on ne parler que du passé ? Où s'arrête celui-ci ? On sait que Fernand Braudel avait défini trois niveaux dans le passé : l'histoire événementielle, celle vécue immédiatement par les contemporains et qui ne dépasse pas une année, l'histoire conjoncturelle, celle vécue par une génération et qui correspond à l'expérience d'une vie humaine, et l'histoire structurelle, celle qui dégage des facteurs permanents dans une durée beaucoup plus longue. Ce dernier niveau intègre le temps présent. Ce temps présent n'est rien d'autre que le temps où l'on se représente le passé.

En Afrique, cette conception est particulièrement vérifiable ; d'après M'Bokolo, la représentation que les Africains ont de leur histoire est une représentation quotidienne et ininterrompue : elle s'intègre dans la vie concrète et immédiate des gens et constitue un lieu de référence constant pour le comportement présent⁵⁰¹ dans la mesure où, comme le pense Robert Cornevin, « chaque Africain se sent l'héritier d'une tradition, d'une lignée⁵⁰² ». Ainsi, il serait naïf de penser que le présent n'a pas toute sa place au sein d'une émission d'histoire. Mais cette idée n'a-t-elle pas prévalu pendant un temps ?

J'ai amené dans l'émission ce que Ibrahima n'aimait pas, cette idée de croiser le présent et le passé, le présent permettant d'éclairer le passé. Tout cela donnait un nouveau ton à l'émission. Kaké était authentiquement historien : on part d'alpha vers oméga. Moi, j'ai remis ça en cause⁵⁰³.

499 Souligné par nous.

500 Elikia M'BOKOLO in *L'avenir commun de l'Afrique et de l'Europe au XXI^e siècle*, Paris, 18/05/2009.

501 Cité par Michel AMENGUAL (dir.), *Une nouvelle histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, Dakar, Nouvelles Éditions Africaines, 1975, p. 14.

502 *Ibidem*.

503 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 218.

Il ne serait pas malvenu de penser que la vision de Kaké est le produit d'une époque et que celle de M'Bokolo colle davantage à celle dans laquelle nous vivons. Dans la France sur-médiatisée de 2012, l'histoire est très souvent rappelée au moment d'anniversaires par exemple. À *Mémoire d'un continent*, l'année 2010, où l'on a célébré le cinquantenaire de la plupart des anciennes colonies africaines, a par exemple donné lieu à plusieurs émissions retraçant l'indépendance de chacune de ces colonies – « 22 septembre 1960 : indépendance du Mali » (19/09/10), « 1^{er} octobre 1960 : indépendance du Nigeria » (26/09/10)...

D'autres émissions permettent encore de comprendre de manière plus significative le rapport étroit que *Mémoire d'un continent* entretient avec le présent. Nous en avons sélectionné quatre : « Afrique du Sud : Jacob Zuma, un an après » (10/07/2010), « Retour à Haïti : la crise de développement » (21/08/2010), « L'histoire au présent : l'Afrique du Nord en ébullition » (13/02/2011) et « Les révolutions arabes, 18 mois après » (09/06/2012). Ces émissions sont rattachées à trois grands événements du XXI^e siècle qui ne concernent pas forcément l'Afrique en particulier : l'élection de Jacob Zuma à la présidence de la République sud-africaine (2009), le séisme en Haïti en janvier 2010 et les révolutions arabes de 2011. L'objectif unique de toutes ces émissions est de partir d'un fait contemporain pour remonter dans le passé et s'en servir pour mieux comprendre les causes et les enjeux de ce fait contemporain : on assiste donc à un aller-retour incessant entre présent et passé, entre alpha et oméga. À cet égard, les introductions de ces émissions sont souvent édifiantes :

L'Afrique du sud, depuis la fin de l'apartheid politique, connaît toute une série de transformations rapides. Lorsque Jacob Zuma est devenu président de l'Afrique du Sud, beaucoup se sont demandés si l'héritage présenté comme positif du président Nelson Mandela serait pris en charge par Zuma. Son itinéraire a souvent été invoqué pour contester ses qualités politiques. Qu'en est-il ? La proximité entre Zuma et Thabo Mbeki se trouve-t-elle confirmée à travers l'évolution du pays depuis un an⁵⁰⁴ ?

La crise à Haïti ? Tout le monde est d'accord sur ce point. Mais, comment l'analyser ? Pour certains, il faut revenir à l'antagonisme entre deux groupes sociaux : les Créoles, d'un côté, et les Bossales⁵⁰⁵, de l'autre. *Mais ces catégories sont trop tournées vers le passé. Il faut analyser la société haïtienne actuelle avec ses dysfonctionnements*⁵⁰⁶. Quatre systèmes ou sous-systèmes sont à la base de cette société et aucun ne fonctionne selon les exigences de l'État moderne : le système familial, le système éducatif, le système économique et le système politique. Pour avoir tout bouleversé, le récent tremblement de terre peut ouvrir des pistes de sortie à cette crise structurelle⁵⁰⁷.

Il a suffi de quelques jours pour voir toute une série de bâtisses qu'on croyait solides être ébranlées et emportées par des secousses venues des profondeurs de la société. C'est ainsi qu'après le suicide d'un jeune homme tunisien le 17 décembre 2010, on pensait que le

504 « Afrique du Sud : Jacob Zuma, un an après », 10/07/2010, INA.

505 Immigrés originaires du continent africain.

506 Souligné par nous.

507 « Retour à Haïti, la crise du développement », 22/08/2010, INA.

président Ben Ali était capable de reprendre la main. En moins d'un mois, il a dû quitter précipitamment le pouvoir. Dans la foulée, d'autres pays d'Afrique du Nord comme l'Égypte ont connu des mouvements comparables. Toute cette semaine, on a beaucoup commenté les péripéties de cette mutation. Il est temps d'aller un peu plus en profondeur pour s'interroger sur la nature des processus en cours et les perspectives sur lesquelles ils peuvent ouvrir⁵⁰⁸.

« Révolutions arabes », « printemps arabe », « réveil arabe » : la formule est aujourd'hui consacrée. Mais derrière ces mots, il y a des situations très particulières. Tout a commencé avec l'immolation de Mohamed Bouazizi. Cet événement tragique a secoué l'ensemble du monde arabe ainsi que les pays au sud du Sahara et a créé une situation inédite que les spécialistes ont voulu comparer à d'autres phénomènes analogues dans d'autres parties du monde : l'effondrement du bloc communiste, le « printemps des peuples » de 1848-1850... Les choses sont pour le moins compliquées. Aujourd'hui, 18 mois après, on y voit probablement un peu plus clair puisque la situation a changé. Mais comment a-t-elle changé⁵⁰⁹ ?

La morale de toutes ces émissions serait sans doute de dire que l'histoire a toujours le dernier mot sur une actualité martelée et interprétée trop hâtivement. *Mémoire d'un continent*, si elle n'est pas une émission de journalisme, s'intéresse malgré tout de très près aux phénomènes contemporains et aux analyses qui en découlent. En ce sens, on peut dire qu'elle fait du « journalisme d'histoire » comme aime souvent à le dire Emmanuel Laurentin de *La fabrique de l'histoire* sur France Culture, autre émission qui mélange allègrement présent et passé.

2.2.4. « Histoire-récit » ou « histoire-problème » ?

« Les débats que j'organise n'ont plus rien à voir avec ceux de Ibrahima Baba Kaké⁵¹⁰ » : à défaut d'avoir pu écouter ceux animés par Kaké, on devine cependant que cette différence est due au fait que M'Bokolo possède deux visions de l'histoire, pas forcément différentes sur tous les points, mais complémentaires : « l'histoire-récit » et l'« histoire-problème ». Ces deux distinctions sont assez récurrentes dans le discours des historiens. L'« histoire-récit », c'est le fait de remonter le fil du temps pour raconter le passé de manière épisodique et linéaire. L'« histoire-problème », c'est le fait de considérer que de grandes problématiques régissent le monde et que, par conséquent, on est en droit de rattacher plusieurs lieux et plusieurs situations à ces grandes problématiques. Pour l'histoire de l'Afrique subsaharienne, ces problématiques sont bien connues : les empires du Moyen Age, l'esclavage, la traite, la colonisation, la décolonisation, le post-colonialisme ou le néo-colonialisme. Pour M'Bokolo, ces grandes catégories sont avant tout des moyens de réflexion, et c'est ce qui fait toute la complexité et l'intérêt de l'histoire africaine :

508 « L'histoire au présent : l'Afrique du Nord en ébullition », 13/02/2011, INA.

509 « Les révolutions arabes, 18 mois après », 09/06/2012, INA.

510 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 219.

On pourrait bien sûr faire le roman de l'Afrique, la narration étant le mode d'expression le plus cher aux historiens, parce que la colonisation et la décolonisation, pour ne citer qu'eux, sont des moments forts de l'histoire du continent africain avec tout ce qu'il faut comme ingrédients pour alimenter un drame : des hommes, des idées, des forces collectives, des morts, hélas, des victoires, des joies, des pleurs, etc. Mais je pense qu'il faut faire autre chose : essayer de réfléchir au temps propre, voir les choses à distance, privilégier l'ensemble plutôt que les détails, les durées signifiantes, celles qui se situent à l'échelle du continent dans son ensemble plutôt qu'à celle des États colonisateurs et colonisés⁵¹¹.

Le problème posé est donc plus important que les exemples requis et beaucoup de numéros de *Mémoire* n'échappent pas à cette logique : « Les indépendances vues par la jeunesse africaine » (28/03/10), « Les malentendus de la démocratisation en Afrique » (28/08/10), « Raconter l'Afrique aujourd'hui » (04/07/10)... Sur Léon l'Africain par exemple, grand découvreur arabe du continent au XVI^e siècle, le fait de nommer l'émission « Léon l'Africain en débat » est significatif d'une certaine volonté de problématiser l'émission et, un en sens, de suivre les avancées de l'historiographie. En 2003, l'historien de l'Afrique François-Xavier Fauvelle-Aymard, dans un entretien accordé au *Magazine Littéraire*, avait pu dire en effet que l'historiographie africaniste avait gagné ses lettres de noblesse et pouvait s'exercer à part entière tout à fait indépendamment des travaux passés – sous-entendu de ceux de certains anciens administrateurs ou ethnologues de la période coloniale. Ainsi, ses modes d'explicitation actuels ne sont plus le récit comme il était de mise aux débuts de l'émission mais bien l'analyse, la confrontation des idées, l'interprétation, le débat.

La question est toutefois de savoir si la méthode de l'histoire-problème est efficace. À en croire M'Bokolo, oui. L'exemple qu'il convoque est le documentaire qu'il a conçu avec l'ancien journaliste à RFI Philippe Sainteny. Dans ce film diffusé à la télévision en 2010 et intitulé *Afrique(s), une autre histoire du XX^e siècle*, de nombreux pays sont passés en revue et étudiés. Ceux qui font l'objet d'une occurrence importante sont le Sénégal, le Kenya, le Zaïre, l'Afrique du Sud ou encore le Ghana. Mais certains pays, comme le Burkina Faso par exemple, ne sont pas cités une seule fois dans le film. Or, d'après M'bokolo, le film fut un jour projeté à Ouagadougou et bénéficia d'un accueil très chaleureux. Même sans évocations de leur pays, les Burkinabés se sentirent proches et concernés par cette histoire : voilà qui peut convaincre selon lui des bienfaits de l'histoire-problème.

511 Elikia M'BOKOLO, « Colonisation, Décolonisation, postcolonialisme », *Perspectives sur un monde global et éclaté*, Université de tous les savoirs, Vidéothèque du ministère de l'enseignement supérieur, 03/11/2000.

3. LE « JUSTICIER DE LA MÉMOIRE AFRICAINE⁵¹² »

Dans cette dernière partie, nous voudrions éclairer l'émission et ses enjeux pour nous pencher sur l'avenir, voir la manière avec laquelle *Mémoire d'un continent* constitue un levier pour le développement de la connaissance, du sentiment d'indépendance et de la réflexion critique en Afrique. Nous voulons également insister sur ce qui fait le succès de *Mémoire*, sur ce qu'a dû spécifiquement entreprendre Elikia M'Bokolo pour être écouté du plus grand nombre et ce sur quoi il aspire pour son continent d'origine à travers cette émission de radio parmi les plus réputées de RFI.

3.1. L'HISTOIRE AFRICAINE : UN « COMBAT » TOUJOURS D'ACTUALITÉ

3.1.1. Le message lumumbiste et la visée panafricaine

Le souvenir que M'Bokolo garde de Patrice Lumumba doit être pris en compte de manière sérieuse si l'on veut bien comprendre les motivations profondes de l'historien à travers son œuvre intellectuelle et radiophonique : « si j'ai opté finalement pour cette discipline plutôt que pour le droit ou la médecine, dit-il, c'est qu'il y avait quelque part une réminiscence des propos de Patrice Lumumba⁵¹³ ».

Comme dit Joseph Ki-Zerbo, l'historien africain a « un rôle à jouer qui est universel⁵¹⁴ » : l'annonce de Lumumba, en 1961, qui consistait à réclamer le droit pour les Africains de récupérer leur histoire, renvoie bien à cette réalité. Ce message universaliste n'a pas été omis par M'Bokolo un seul instant. Sans tomber dans une tonalité romanesque, on peut dire que sa carrière peut s'assimiler à un hommage à Lumumba qui, depuis, est rentré dans la catégorie des « héros » ou des « martyrs » de l'Afrique avec Thomas Sankara (Burkina), Ruben Um Nyobe ou Félix Moumié (Cameroun). Quand l'occasion se présente d'ailleurs, M'Bokolo consacre des émissions au Congolais et rappelle aux auditeurs toute la complexité de ce personnage et des interprétations variées qui ont pu circuler autour de lui, de son vivant et après sa mort⁵¹⁵.

512 Alissar CHEAÏB, « Elikia M'Bokolo, justicier de la mémoire africaine », *CNRS, Le journal*, n°203, décembre 2006.

513 Daniel BERMOND, « Le parcours africain de Elikia M'Bokolo » in *L'Histoire*, n°295, janvier 2005, p.

514 In Michel AMENGUAL (dir.), *Une nouvelle histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, op cit., p. 45.

515 « La mort de Patrice Lumumba était espérée par les uns, redoutée par les autres. Il faut dire que cette mort était programmée. Le complot a été noué dès le 30 juin 1960, jour de l'indépendance du Congo belge et du fameux discours de Lumumba prononcé devant le roi Baudouin » (« 17 janvier 1961 : assassinat de Patrice Lumumba », *Mémoire d'un continent*, RFI, 16/01/2011, INA).

Le discours de Lumumba visait à délégitimer l'œuvre coloniale depuis ses débuts ; son programme, en tant que Premier ministre du Congo, se distinguait par un anti-impérialisme et un panafricanisme radical. À la conférence d'Accra en 1958, première conférence organisée dans un territoire d'Afrique indépendant, il avait déclaré : « malgré les frontières qui nous séparent, nous avons la même conscience, les mêmes soucis de faire de ce continent un continent libre, heureux, dégagé de toute domination colonialiste. Nous sommes heureux de constater que cette conférence s'est fixée comme objectif l'unification de l'Afrique⁵¹⁶. »

M'Bokolo porte ainsi à l'égard de Lumumba une admiration non voilée : « mort, il devenait plus grand encore que de son vivant », dit-il par exemple pour clôturer son émission-hommage. Au sein de sa spécialisation dans l'histoire politique, intellectuelle et sociale de l'Afrique contemporaine, il est devenu également spécialiste des mouvements panafricains et a toujours gardé une certaine foi en cette idéologie. C'est en ce sens qu'il faut comprendre son projet de rédiger la biographie de Kwame Nkrumah – ce qui serait une première en français. C'est en ce sens également qu'il faut voir le fait chez lui d'inviter des chercheurs de tous horizons rattachés par le fait de s'intéresser au monde africain noir : des Français (Pap Ndiaye⁵¹⁷), des Guinéens (Abdoulaye Diallo⁵¹⁸), des Guyanais (Elvire Maurouard⁵¹⁹), des Rwandais (Joseph Gahama⁵²⁰), des Mozambicains (Maria Benedicta Basto⁵²¹), des Angolais (Vanda Lara⁵²²) etc. À la question que nous lui avons posée de savoir si, au fond, il n'essayait pas de recréer dans le studio de RFI une sorte de panafricanisme intellectuel, M'Bokolo nous a répondu :

Absolument, c'est ça ! Et je vois maintenant qu'en fait cette communauté-là existe, et elle est réellement solidaire⁵²³.

Chaque semaine, l'historien est donc conforté dans ses aspirations. En brisant symboliquement les frontières de la recherche, il unifie le discours africain et brise, du même coup, du moins symboliquement, les frontières établies par la conférence de l'OUA (1963) qu'il considère comme un échec politique. Ce que l'Afrique n'a donc pas réussi à faire sur le plan politique, à savoir une union des intérêts et des territoires d'évolution, il tente de le construire sur le plan de la réflexion.

Cette émission a suscité beaucoup de critiques passionnées sur le site internet.

516 Joseph MBUNGU NKANDAMANA, *L'indépendance du Congo belge et l'avènement de Lumumba, témoignage d'un acteur politique*, Paris, éditions L'Harmattan, 2008, p. 78.

517 « La condition noire en France », 07/09/2008.

518 « Sékou Touré, entre mythe et histoire », 12/10/2008.

519 « Haïti, le pays hanté » (19/10/08).

520 « Les Grands Lacs : une région difficile à connaître » (15/11/09).

521 « Littérature et politique en Afrique subsaharienne » (07/12/08).

522 « L'association Tchiveka : comment conserver et transmettre l'histoire contemporaine de l'Angola ? » (03/04/2011).

523 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 221.

Au fond, je suis resté fidèle à mes premières amours, à des penseurs panafricains comme Kwame Nkrumah ou Patrice Lumumba qui m'ont ouvert des horizons fascinants⁵²⁴.

3.1.2. Nicolas Sarkozy, l'« homme africain » et *Mémoire d'un continent*

Le discours de Dakar prononcé par l'ex-président de la République Nicolas Sarkozy le 26 juillet 2007 à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar qui, dans les années quatre-vingt avait accueilli nombre d'émissions de *Mémoire d'un continent*, doit résonner comme une insulte indirectement proférée à l'encontre de cette dernière qui, depuis presque quarante ans, prouvait toutes les semaines que l'Afrique possède une histoire et que les Africains s'y intéressent plus qu'il n'en faut. Sarkozy, en déclarant que l'homme africain « n'est pas suffisamment rentré dans le cours de l'histoire » et que le continent demeure encore trop en retard par rapport au reste du monde, s'est mis à dos toute une communauté des chercheurs, de journalistes ou d'étudiants travaillant sur le passé africain, et même au-delà.

RFI fut la première à faire entendre la voix de ceux que ce discours a choqué : l'ancien président du Mali Alpha Omar Konaré en personne fit le déplacement pour affirmer son désaccord avec les propos du président. Après de nombreuses autres émissions de la station mondiale sur ce sujet, ce fut au tour de Elikia M'Bokolo de mettre son grain de sel. En 2008, il consacra deux émissions entières de *Mémoire* à l'analyse critique du discours de Dakar : l'une en compagnie d'Élisée Coulibaly intitulée « Le discours de Dakar, une approche critique » ; l'autre intitulée « L'homme africain et l'histoire, mythes et réalités : le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar » (16/11/2008) en compagnie de trois invités, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps : Adama Ba Konaré (photo page 239, annexe n°6), ancienne première dame du Mali, femme de Alpha Omar et historienne, Djoar Sidoum Rahal, philosophe et Isidore Daïwell, historien.

Ces trois invités font partie d'un collectif de chercheurs ayant participé à la rédaction d'un ouvrage intitulé *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*. Le projet de ce livre avait été mené par Adama Ba Konaré en personne qui, suite au discours présidentiel, avait contacté tous les historiens et les intellectuels susceptibles de corriger les erreurs et les idées reçues proférées par le président. L'ouvrage fut édité en France mais aussi au Sénégal, au Mali et en Algérie par le biais d'un collectif d'éditeurs indépendants. L'auteur de la préface de ce petit livre, qui reçut le prix anticolonial en 2009, n'est autre que Elikia M'Bokolo. Dans celle-ci, il commence par comparer le discours de Dakar à un autre discours plus ancien et résolument colonialiste prononcé par Victor Hugo en personne lors d'un banquet organisé par Victor

524 Daniel BERMOND, « Le parcours africain de Elikia M'Bokolo » in *L'Histoire*, n°295, janvier 2005, p.

Schoelcher pour fêter l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage en 1879⁵²⁵ avant d'émettre son avis personnel sur le discours de 2007. Morceaux choisis :

« Aveuglement délibéré » ; « Ignorance béate » ; « Banalisation des thèmes de l'afropessimisme » ; « La partie immergée de l'iceberg d'une politique blâmable à l'égard de l'Afrique (projet de loi demandant aux professeurs d'enseigner le rôle positif de la présence française outre-mer, radicalisation des émeutes de banlieue création du ministère de l'Identité Nationale) ; « La réaction doit être urgente : il faut disséminer toujours plus l'histoire de l'Afrique en Afrique et *hors d'Afrique*⁵²⁶ ».

Les deux derniers mots doivent nous interpeler. Peut-on justement critiquer le fait que *Mémoire d'un continent* n'ait en fait commencé à être émise à Paris, puis dans d'autres parties du monde, qu'à partir de la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix (voire page 104) ? Est-cela que M'Bokolo cible à la fin de cet extrait ? Le discours de Dakar a-t-il mis les tenants et les acteurs de l'historiographie africaine et de sa médiation en face de leurs contradictions ? La priorité de « disséminer » l'histoire d'Afrique en priorité dans le continent africain était-elle une erreur ? Ou était-elle le stade nécessaire à un deuxième objectif plus puissant encore, l'objectif « du XXI^e siècle » dirions-nous, celui de parler à toute la planète ? Nous verrons tout à l'heure que les années 2000 sont effectivement novatrices vis-à-vis de la question de l'auditorat. Mais quoi qu'il en soit, ces émissions construites en réaction au discours de Dakar constituent un cap important dans l'histoire de *Mémoire d'un continent* ; car, en plus de réagir à l'actualité comme nous l'avons expliqué plus haut, elle réagit à un état d'esprit, un discours, une manière de penser trop répandue. Pour la première fois, l'émission devait revenir, contrainte et forcée, sur la philosophie et les fondements de tout ce qu'elle avait enseigné depuis 1969. On peut dire, par ailleurs, que le discours de Dakar reflète une époque où la société, les médias et les gouvernements savent très peu de choses sur le continent africain ou délivrent une vision erronée le concernant : répétition immuable des modes de vie, faible capacité de développement, instabilités politiques chroniques et handicapantes etc. Ce nouvel afropessimisme médiatico-politique ne fait donc que dégager de manière encore plus aigüe la nécessité de l'émission pour les années à venir :

Je pense que *Mémoire* est utile, car contrairement à ce qu'on pourrait croire, il y a

525 « Le moment est venu de dire à la Grèce, l'Italie, l'Espagne, la France, ces quatre nations d'où sort l'histoire moderne : Unissez-vous ! Allez au Sud (...) ! L'Asie a son histoire, l'Amérique a son histoire (...). L'Afrique n'a pas d'histoire ! Une sorte de légende vaste et obscure l'enveloppe (...). La marche humaine ne peut s'accommoder plus longtemps d'1/5e du globe paralysé (...). Au XIX^e siècle, le Blanc fait du Noir un homme ; au XX^e siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde (...). Allez peuples ! Emparez-vous de cette terre. Dieu donne l'Afrique à l'Europe. Prenez-là ! » (cité par Elikia M'BOKOLO, « Ce que sont ces étranges amis de l'Afrique » in Adame Ba KONARÉ (dir.), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, éditions La Découverte, 2008).

526 *Ibidem*.

aujourd'hui une érosion du savoir et même de la mémoire qui me semble dangereuse par rapport au devenir africain⁵²⁷.

Beaucoup d'historiens de l'Afrique n'en pensent pas moins. Le paradoxe de *Mémoire d'un continent* réside donc dans le fait qu'elle a extrêmement tardé à parler directement aux auditeurs du pays dans laquelle elle était produite. Ce faisant, très peu de gens la connaissent en France, contrairement en Afrique. Par conséquent, là où elle est très mal connue peuvent continuer à propager autant d'idées fausses et dépréciatives sur l'Afrique et sa capacité à s'inventer une histoire. Le nouveau défi de l'émission est donc, sans nul doute, de produire en France ce qu'elle a réussi à produire sur le continent africain, à savoir un changement des mentalités. Dans les deux cas, c'est contre une certaine France très critique vis-à-vis des Africains qu'elle s'est battue et qu'elle continuera à se battre tant qu'elle persistera à ne pas reconnaître une histoire aux peuples qu'elle a colonisé.

3.1.3. Une réflexion continue sur l'activité et l'enseignement de l'histoire africaine

« Sciences sociales en développement » (19/06/2000), « L'afrocentrisme en question » (07/08/2000), « Historiens africains et mondialisation » (19/11/2001), « Écrire autrement l'histoire de l'Afrique » (01/01/2002), « L'histoire racontée aux enfants » (28/06/2004), « L'historien et les enjeux du développement » (31/10/2005), « Comment enseigner l'histoire de la colonisation » (02/02/2008) : autant d'émissions qui font passer *Mémoire d'un continent* d'une émission d'histoire africaine à une émission de réflexion sur l'histoire africaine. La manière avec laquelle on écrit l'histoire, on la raconte et on la construit intéresse les auditeurs : c'est le parti pris de M'Bokolo. « L'histoire est une cuisine, un laboratoire, dit-il, et le public est intéressé de savoir comment on fait les plats et comment on mélange les ingrédients⁵²⁸ ». La manière de faire la cuisine n'est pas la même dans le monde, il en est donc de même de la manière de faire de l'histoire.

C'est sans doute parce que, dans ses activités littéraires et orales, il emprunte à la fois des éléments africains et européens dans sa manière de raconter l'histoire, qu'Elikia M'Bokolo manifeste de la curiosité à l'égard des innombrables autres façons de faire de l'histoire et de l'enseigner. Chaque exemple est donc représenté dans *Mémoire d'un continent* ; d'abord, celui de l'historien né en Afrique et formé au savoir-faire européen : c'est à ses yeux Joseph Ki-Zerbo qui incarne le mieux ce premier exemple. Ce dernier fit en effet l'objet d'un nombre d'émissions impressionnant dans les

⁵²⁷ Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 220.

⁵²⁸ Elikia M'BOKOLO, « Colonisation, Décolonisation, postcolonialisme », *Perspectives sur un monde global et éclaté*, Université de tous les savoirs, Vidéothèque du ministère de l'enseignement supérieur, 03/11/2000.

années 2000 – 2 en 2003, à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage⁵²⁹, 3 en 2004⁵³⁰, une émission-hommage enregistrée en 2006 seulement quelques jours après sa mort et enfin une émission-bilan produite en 2012⁵³¹.

Ki-Zerbo est un acteur politique important qui pense non pas à l'échelle de son pays, le Burkina Faso auquel il était très attaché, mais à l'échelle panafricaine, et donc mondiale. Ki-Zerbo a été de la première génération des historiens professionnels du continent africain (...). Aujourd'hui, cinq ans après sa mort, on se rend compte que non seulement son œuvre reste reconnue et travaillée par les générations qui ont succédé à la sienne, pas seulement en Afrique mais aussi dans les diasporas africaines comme au Brésil, mais aussi que sa pensée politique pour la démocratie et le panafricanisme continue de produire des effets⁵³².

Autre exemple : l'histoire afro-africaine, pourrait-on dire, c'est-à-dire l'histoire produite en Afrique par des Africains avec des méthodes africaines, ce qui n'est pas évidemment pas le cas de Ki-Zerbo qui fit toutes ses études à Paris (Sorbonne, IEP) et y résida un temps. Diallou Amadou est, en revanche, de ceux-là : ce dernier n'est pas un griot mais un intellectuel ayant reçu une formation de documentaliste avant de travailler au CNRST (Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique au Burkina) ce qui l'amena à connaître sur le bout des doigts l'histoire de son pays.

À côté des Africains qui sont partis en Europe, aux États-Unis ou dans le bloc de l'Est se former aux techniques du métier d'historien – les Cheikh Anta Diop, Djibril Tamsir Niane, Ki-Zerbo etc. – il y a des gens en Afrique qui ne sont pas au sens propre des techniciens de l'histoire et qui pourtant, depuis longtemps déjà, participent de l'écriture de l'histoire africaine. Ce sont des gens qui ont déployé des techniques personnelles. Cette figure se retrouve dans toutes les parties du continent et existe dans l'Afrique d'aujourd'hui. Ils sont pour beaucoup dans la transmission du savoir relatif au passé dans nos sociétés. J'ai la chance aujourd'hui de rencontrer l'un d'entre eux à Ouagadougou. J'ai rencontré ce personnage en lisant ces papiers et j'ai eu affaire à un historien, purement et simplement⁵³³.

D'autres exemples témoignent de cette volonté de *Mémoire* de rendre compte, sur place, des activités historiographiques africaines méconnues comme « L'Association Tchiveka : comment conserver et transmettre l'histoire contemporaine de l'Angola ? » (03/04/2011) ou « Congo : comment on apprend l'histoire aux enfants » (27/03/2006). Il faut enfin citer un dernier exemple, celui de l'histoire africaine écrite et enseignée hors d'Afrique, dans des pays où résident des diasporas importantes. L'exemple des États-Unis nous paraît être le plus fort et une émission

529 Intitulées « Joseph Ki-Zerbo, historien de l'Afrique » et « Joseph Ki-Zerbo, un historien contre la mondialisation ».

530 « Le métier d'historien en Afrique : l'héritage de Joseph Ki-Zerbo », « D'hier à aujourd'hui : l'histoire de l'Afrique vue par Joseph Ki-Zerbo », « D'aujourd'hui à demain : Joseph Ki-Zerbo et l'émancipation africaine »

531 « Cinq ans après : l'actualité de Joseph Ki-Zerbo ».

532 « Cinq ans après : l'actualité de Joseph Ki-Zerbo », *Mémoire d'un continent*, RFI, 10/12/2011, INA.

533 « Diallo Amadou ou comment on écrit l'Histoire aujourd'hui en Afrique », *Mémoire d'un continent*, Radio France Internationale, 24/10/10, INA.

diffusée en novembre 2009 sur l'enseignement de cette discipline dans les universités américaines permet aux auditeurs de mieux évaluer sa portée. Véronique Hélénon, professeure à Miami, y témoigna du développement considérable des *black studies* en Amérique, de la présence de beaucoup de caribéens dans ses cours, de l'intérêt général des étudiants pour des questions comme la traite et, surtout, de la formidable popularité de l'Afrique et du « fait noir » dans les discussions depuis l'élection de Barack Obama.

Tous ces sujets d'émissions se rejoignent donc par la prise de distance que l'historien met avec son métier, une tradition qui fut peut-être enclenchée à partir des débats sur la radiodiffusion, l'enseignement et l'utilité de l'histoire échangés lors du colloque de Dakar de 1984. *Mémoire d'un continent* continue donc d'avancer en même temps qu'elle réfléchit sur elle-même et sur les différents moyens, conventionnels (université) ou alternatifs (associations, radio, griots...), de faire connaître l'histoire africaine au grand public.

3.2. L'AUDIOVISUEL AU SERVICE DE L'AFRIQUE

Selon l'expression consacrée, le monde est devenu un village planétaire. Depuis la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre Froide, la libération de Nelson Mandela et la fin de l'*apartheid* en Afrique du Sud, l'Afrique est entrée dans une phase d'intégration dans cette nouvelle globalisation du monde. Les médias audiovisuels, et RFI en particulier, ont pris une part importante dans cette « planétarisation » du continent. Au jour d'aujourd'hui, peut-on dire que *Mémoire d'un continent* parle à sa manière à cette Afrique du XXI^e siècle dont beaucoup de spécialistes disent qu'elle s'apprête à se « réveiller », forte du milliard d'habitants qu'elle va bientôt compter et de la très forte majorité de jeunes que comprendra cette population ?

3.2.1. RFI, passerelle franco-africaine

En 2003, les Français redécouvrirent RFI, hélas d'une bien triste manière. Jean Hélène, l'un des envoyés spéciaux les plus célèbres de la radio, est assassiné en Côte d'Ivoire. La prégnance et le poids de RFI en terre africaine redevenaient évidents quoique problématiques⁵³⁴. En 2007, ses dirigeants remirent l'utilisation de certaines langues africaines – swahili, haoussa – au goût du jour, ce qui décupla sa crédibilité. En 2008, 46 millions d'auditeurs dans le monde l'écoutaient en FM dont 27 millions en Afrique. Aujourd'hui, elle émet dans 27 villes africaines. En 2009, 109 relais sur 165 avaient été implantés sur le continent africain. Elle est donc devenue la station la plus spécialisée et la plus active sur le continent devant les radios nationales. Ses bulletins d'information sont certainement les plus écoutés en Afrique.

RFI détient toutefois un rôle ambigu vis-à-vis de ce continent, éminemment politique et tout à fait singulier selon Théophile Vittin. Dans une certaine mesure, l'auteur est d'accord pour dire que RFI *construit* l'actualité de l'Afrique. En effet dit-il, « tant que certains évènements survenus dans les pays africains francophones ne sont pas repris et relatés par RFI, ils restent des non-évènements⁵³⁵ ». Par ailleurs, les relations entre certains chefs d'États et les administrateurs de la radio peuvent se révéler tout à fait étroites. RFI peut, dans certains cas de figure, rentrer dans la stratégie de communication politique ou électorale de ces derniers.

On a souvent dit, toutefois, de RFI qu'elle favorisait l'opposition en Afrique quand celle-ci tentait de faire tomber un président au pouvoir depuis trop longtemps. C'est qu'en fait, elle tente de

⁵³⁴ Thierry PERRET, « La France, l'Afrique et la radio mondiale », *Cahiers d'Études Africaines*, L (2-3-4), 198-199-200, 2010, pp. 1003-1032.

⁵³⁵ Théophile VITTIN, « Le rôle politique de RFI » in André-Jean TUDESQ (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*, Rennes, éditions Apogée, 1999, p. 168.

faire parler le plus possible le pluralisme, quand il existe. En ce sens, elle fut de nombreuses fois au cœur de polémiques avec le pouvoir en place en ce qu'elle joue un rôle de « forum aux expériences de démocratisation sur le continent⁵³⁶ » comme le veulent tous ses dirigeants depuis les années quatre-vingt.

L'explication selon laquelle RFI s'est considérablement imposée auprès des auditeurs en Afrique à partir des années quatre-vingt-dix renvoie à un grand mouvement politique général où le rôle de plus en plus important de l'Union Africaine (ex-OUA) et l'intégration de l'Afrique à la vie internationale accentuaient le besoin d'information des habitants. Les auditeurs voulaient jouir d'une liberté d'expression qu'ils n'avaient pas, voire peser sur le cours des événements. En ce sens, ils trouvèrent beaucoup plus facilement leur compte avec RFI, qui comprend par exemple de très nombreux programmes interactifs à succès (le plus bel exemple sont les *Appels sur l'actualité* de Juan Gomez), qu'avec les radios nationales, toujours souffrantes d'un manque de créativité, de moyens et d'innovation.

De plus, RFI ne fut jamais aussi présente aux côtés des populations que durant les grands événements de la fin du siècle : proche des Béninois pendant la Conférence Nationale de 1990, des Rwandais pendant le génocide de 1994, des Sud-Africains pendant la fin de l'*apartheid*, des Algériens pendant la guerre civile etc. En ce sens, elle a acquis une solide réputation auprès des civils renforcée par la traditionnelle estime que ces derniers accordent au poste de radio comme aime souvent à le rappeler Elikia M'Bokolo :

Dans l'Afrique d'aujourd'hui, on a la radio dans sa poche, dans le taxi, dans sa main, pour savoir ce qui se passe de politique, dans le reste du monde, quel est le meilleur tube au Sénégal ou en Afrique du Sud, ce qu'on aime, ce qu'on aime pas. Elle permet la circulation : circulation des langages, des mots, des choses (...). *Je pense que l'Afrique a été durablement et demeure encore aujourd'hui le continent de la radio*⁵³⁷ ; et la radio un objet du continent⁵³⁸.

En effet, d'après Marie J. Berchoud, un nombre considérable de lettres, sur les 1200 que RFI reçoit chaque année, provient d'Afrique : ils sont en grande majorité, soit en formation (école, université), soit dans l'enseignement (l'étude a été réalisée en l'an 2000). En ce sens, cela révèle le côté pédagogique et culturel de la radio, un aspect qui s'incarne à travers des émissions actuelles comme *Mémoire d'un continent* ou *La Marche du monde* (Valérie Nivelon) mais qui n'est pourtant que très peu connu par rapport aux émissions musicales (*Couleurs tropicales* de Claudy Siar par

⁵³⁶ *Ibidem*, p. 166.

⁵³⁷ Souligné par nous.

⁵³⁸ Sophia AOUINE (prés.), Elikia M'Bokolo (part.), « L'objet de la RDC. Le poste de radio par Eliika M'Bokolo », *Les objets*, France Culture, 28/07/2011, INA.

exemple) ou à l'information.

Nous n'avons pu résister à l'envie de faire figurer une de ces lettres d'auditeur qui nous éclaire, d'une manière éloquente, sur la réputation d'une radio qui, depuis les années 2000, connaît une succession de difficultés – de 1997 à 2011, *Mémoire d'un continent* ne fut pas diffusée pour cause de grève à quatre reprises et les motifs de protestation furent récurrents et nombreux :

En Afrique, nous ne mangeons pas à notre faim
 En Afrique, nous n'étudions pas à notre désir.
 En Afrique, nous ne buvons pas à notre soif.
 En Afrique, nous ne dormons pas à notre fatigue.
 En Afrique, nous ne logeons pas à notre peur.
 En Afrique, nous ne nous habillons pas à notre froid.
 MAIS NOUS ECOUTONS RFI⁵³⁹ !

3.2.2. Le nouvel auditoire de *Mémoire d'un continent*

Avant l'arrivée d'Internet, l'auditoire de *Mémoire d'un continent* était, d'après Elikia M'Bokolo, à majorité lycéenne et étudiante. Serge Mboukou est un exemple parmi d'autres de cet auditoire : philosophe et chargé de cours à l'Université de Metz, il participa à l'émission « Kimpa Vita Dona Béatrice, prophétesse au royaume de Kongo » le 15 novembre 2010. Quand nous l'avons rencontré à RFI le jour de l'enregistrement, le 12 novembre, celui-ci nous a confié qu'il écoutait régulièrement l'émission quand il était adolescent et que c'est même elle qui l'a persuadé à se lancer dans la recherche.

Avec l'arrivée d'Internet, les choses changèrent. Le site de RFI devint l'objet d'une fréquentation importante : la possibilité de traduire celui-ci en la langue du choix de l'internaute devint possible, de même que l'écoute de n'importe quelle émission à n'importe quel moment. L'auditoire de *Mémoire* devint donc beaucoup plus éclaté socialement et géographiquement : chauffeurs de taxi, prêtres, commerçantes, cadres supérieurs, messages laissés depuis Sherbrooke, Kinshasa ou Sao Paulo... Cette nouvelle diversité collait au contenu de l'émission puisque M'Bokolo allait puiser ses sujets dans diverses régions extra-africaines, comme on l'a vu. Il fut toutefois surpris par la rapidité du changement : plus que jamais, il devait donc, comme à l'époque des *Grands moments du tiers-monde*, parler en termes clairs et simples, faire de l'histoire africaine une affaire commune, une curiosité pour tous, tous âges confondus et toutes professions confondues.

Un autre événement qui fit évoluer le public de *Mémoire d'un continent* fut la parution du

⁵³⁹ Cité par Thierry PERRET, « La France, l'Afrique et la radio mondiale », *op. cit.*, p. 1032.

coffret *Afrique, une histoire sonore* dont nous avons parlé à plusieurs reprises. Contenant une centaine d'archives de RFI mais aussi des radios africaines, le coffret dévoila en filigranes le passé de *Mémoire d'un continent* fait de remémorations des événements par les grands hommes politiques africains (Madeira Keïta, Mamadou Dia, Ioussoufou Djermakoye) et d'analyses d'experts (Claude Wauthier, Jean-François Bayart, Edem Kodjo).

En France, le coffret reçut un accueil critique extrêmement favorable, fut recommandé par de nombreux journaux, émissions ou associations – *Marianne*, *La lettre Afrique*, *La Croix*, *2000 ans d'histoire*, *Les Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion*, *Le Magazine Littéraire* – et reçut de nombreuses distinctions comme le prix du rayonnement de la langue française de l'Académie française, le prix Pierre Mille du meilleur reportage et documentaire radiophonique ou encore le grand Prix de l'Académie Charles Cros. Les historiens de l'Afrique, enfin, s'intéressèrent à cet objet, notamment Catherine Atlan du Centre d'Études des Mondes Africains (CEMAF). Selon elle, *Afrique* et les archives qui la composent, de par leur puissance évocatrice, participent à eux seuls du renouvellement de l'histoire africaine⁵⁴⁰.

Sur le continent noir cette fois, le succès d'*Afrique, une histoire sonore* fut surtout d'ordre commercial même s'il faut dire que les CD furent piratés de nombreuses fois. Philippe Saintey, son auteur, nous a raconté qu'il avait pu voir quelques fois de fausses jaquettes du coffret sur les étalages des marchés africains. Pour M'Bokolo, cela reste toutefois le signe encourageant d'un intérêt populaire pour l'histoire de l'Afrique et les archives. Cela est d'autant plus positif que l'idée du projet avait été émise depuis très haut puisqu'elle est le fruit d'une concertation passée entre l'ancien président du Mali Alpha Omar Konaré, le PDG de RFI de l'époque Jean-Paul Cluzel et Philippe Sainteny, qui dirigea pendant longtemps la rédaction de la radio :

Le projet est né d'une mission de Jean-Paul Cluzel et moi-même au Mali. Alpha Omar Konaré nous avait manifesté son inquiétude quant à l'état d'indexation et de conservation des archives d'Afrique francophone. Les bandes se dégradaient ou avaient été carrément supprimées par les chefs d'État. Comme nous pensions qu'éliminer la voix de ses prédécesseurs était un crime, nous nous sommes dits qu'il fallait sauver ce qu'il y avait à sauver⁵⁴¹.

Cette entreprise de patrimonialisation constitue un premier pas dans la sauvegarde de la mémoire africaine et, entre autres, celle bien particulière que *Mémoire d'un continent* avait

540 Catherine ATLAN, « Les archives sonores, les sources radiophoniques et l'histoire politique de l'Afrique contemporaine. À propos de l'ouvrage de Elikia M'Bokolo et Philippe Sainteny, *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)* » in *Afrique et histoire*, janvier 2005, vol. 3, p. 165-180.

541 Laurence ALOIR (prés.), Philippe SAINTEY (part.), Elikia M'BOKOLO (part.), « Afrique, une histoire sonore », *Médias du Monde*, RFI, 28/04/2002, INA.

constituée depuis quarante ans. L'idée non dissimulée par les auteurs était donc de faire connaître les émissions de RFI et leur intérêt historique et patrimonial : autrement, Sainteny n'aurait pas pris la peine de rappeler l'origine de chaque extrait approprié – « écoutons, au micro de *Mémoire d'un continent*,... » ; « écoutons, au micro de Ibrahima Baba Kaké,... » ; « ...,à votre micro, Elikia M'Bokolo,... ». Mais ce premier pas peut, selon M'Bokolo, être dépassé.

Là où j'ai quelques regrets, c'est que la voix de monsieur tout-le-monde est absente. Il faudra continuer les recherches. Mais c'est vrai qu'à cette époque-là⁵⁴², on ne donnait pas le micro aux peuples. J'aimerais entendre la voix de la boulangère ou du chauffeur de taxi, c'est pourquoi je compte élargir mes recherches⁵⁴³.

3.2.3. M'Bokolo : la voix du passé africain

La réputation de M'Bokolo en Afrique est, d'une manière très importante, reliée au domaine audiovisuel. « Nous changeons d'époque, dit-il, nous allons vers d'autres supports, d'autres formes de savoir : l'oralité, l'image, vont gagner du poids : il est bon que les historiens d'Afrique soient au rendez-vous⁵⁴⁴ ».

L'image fut également un terrain d'exercice pour Elikia M'Bokolo avec le film *Afrique(s), une autre histoire du XXe siècle*⁵⁴⁵, diffusé sur France 5 à l'automne 2010. Est-cela qui a fondé sa légitimité dans le monde de l'audiovisuel ? En France, certainement pas. En Afrique c'est une autre histoire car, en 2011, il fut le parrain du FESPACO, le plus grand festival de cinéma africain organisé dans la capitale burkinabé, Ouagadougou, alors que ses connaissances techniques dans le domaine sont nettement moins importantes que ne l'est sa maîtrise de la radio.

Mais c'est surtout en République Démocratique du Congo – nom actuel du Zaïre – que sa renommée est la plus grande et qu'il passe le plus clair de son temps en Afrique – un tiers de l'année. Les gens le connaissent à la fois pour les cours qu'il donne à l'Université de Kinshasa, son titre de *doctor honoris causa* décerné par celle-ci en 2003, les discours officiels qu'il peut donner en sa qualité d'historien, quelques uns en français, d'autres en lingala, et, bien sûr, *Mémoire d'un continent*. Il est vrai qu'un nombre non-négligeable de figures marquantes du Zaïre et des pays environnants sont passés derrière son micro. Ces figures sont malheureusement assez méconnues en France : l'écrivain congolais Jean Malonga juste avant sa mort en 1985, l'ex président du Congo Joachim Yhombi Opango ou encore Abel Goumba, militant panafricaniste centrafricain très admiré

542 Les années soixante à quatre-vingt.

543 Laurence ALOIR (prés.), Philippe SAINTEY (part.), Elikia M'BOKOLO (part.), « Afrique, une histoire sonore », *Médias du Monde*, RFI, 28/04/2002, INA.

544 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 218.

545 « Remarquable épopée documentaire » (Sophie BOURDAIS, *Télérama*, novembre 2010).

de la jeune génération africaine. C'est pourquoi, en 2010, le magazine *Jeune Afrique* pouvait classer M'Bokolo parmi les 50 personnalités les plus influentes de la RDC : un fait de popularité qui avait fait certains historiens comme Joseph Ki-Zerbo se frotter à la politique. Néanmoins, et même si l'on a pu quelques fois voir M'Bokolo prendre parti en matière de politique⁵⁴⁶, sa priorité est aujourd'hui similaire à celle de ses débuts : contrer l'ignorance sur un champ de connaissances sans cesse réduit à la marginalité. En ce sens, son plus beau défi réside dans le fait d'encourager le mariage entre l'histoire et la radio.

Mon souhait est que cette émission soit reprise par un jeune historien, à RFI ou ailleurs. Mais je vois de jeunes étudiants en histoire qui ont envie de faire des choses semblables. Ça pour moi, c'est parfait, je trouve ça fabuleux ! J'ai envie de leur dire : « Allez-y. Inventez. Innovez⁵⁴⁷ ».

546 En France, lorsqu'il a participé à des colloques de soutien à Ségolène Royal ou en République Démocratique du Congo, lorsqu'il critique les gouvernements.

547 Voir *Entretien avec Elikia M'Bokolo*, annexe n°1, page 218.

CONCLUSION

La coopération radiophonique est-elle morte ?

En octobre 1991, se déroulait à Paris le dernier colloque inter-radiophonique franco-africain organisé par le service de coopération de RFI. Parallèlement, et comme les diagrammes que nous avons fait figurer dans notre deuxième partie peuvent en témoigner, les initiatives de coopération les plus importantes – c'est-à-dire, la participation des radios africaines à la production des émissions de *Mémoire d'un continent* (page 117) et les voyages de l'équipe sur le continent (page 128) – baissèrent considérablement en nombre au milieu des années quatre-vingt-dix. C'est ainsi qu'en 1995, moins de 5 émissions nécessitèrent l'aide des radios africaines et 2 voyages seulement furent organisés. Quant à l'envoi de documents sonores et écrits aux radios, il semblerait, même si nous ne possédons pas d'informations chiffrées sur cette question, que le même phénomène de chute se soit produit au même moment.

La thèse de Jacqueline Sorel serait que la coopération radiophonique ait été gelée au milieu des années quatre-vingt-dix suite à une décision venant de la direction de RFI (Jean-Paul Cluzel à l'époque) :

La politique changeait, la coopération avec l'Afrique n'était plus à la mode, alors tout a diminué : la durée de l'émission, les crédits etc. (...) Un beau jour, à RFI, on a supprimé la coopération. Il y a eu le désir de ne plus privilégier l'Afrique et de s'ouvrir à d'autres pays sur le « direct ». J'ai pensé que c'était une bêtise mais comme je partais bientôt à la retraite et que de toutes façons mon opinion n'avait pas d'importance, alors tant pis ! Mais je pense toujours que c'était une erreur : l'auditoire principal de RFI, c'était, c'est, et ça restera l'Afrique⁵⁴⁸ !

On aura beau chercher toutes les raisons politiques pour tenter d'expliquer la fin de la coopération radiophonique avec l'Afrique, la plus fondamentale d'entre elles est d'ordre stratégique et financier : le ministère de la Coopération n'avait plus les moyens de mener la politique qu'il menait depuis les années soixante et a coupé les crédits qui allaient en ce sens : de moins en moins de fonds furent distribués pour et vers le continent. Pour avoir un ordre d'idée, les investissements directs de la France en Afrique, qui étaient de 35% en 1980, étaient tombés en 2003 à 8%. Quant à l'Aide Publique au Développement (APD), elle passa de 0,6% du PIB dans les années quatre-vingt à 0,4% aujourd'hui – Mitterrand avait promis en son temps de la faire accéder à 0,8%⁵⁴⁹. La

⁵⁴⁸ Voir *Entretien avec Jacqueline Sorel (16/10/2011)*, annexe n°2.

⁵⁴⁹ « Aide » in Thierry PERRET, Michel LEYMARIE (dir.), Elikia M'BOKOLO (postface), *Les 100 clés de l'Afrique*, Paris, RFI /

coopération radiophonique paya donc les frais de cette rigueur budgétaire écrasante. Aujourd'hui, d'après Jean-François Bayart, cela fait vingt ans que la France ne se donne tout simplement plus les moyens de mener une politique digne de ce nom au sud du Sahara⁵⁵⁰.

D'autres raisons plus particulières peuvent être invoquées si l'on revient précisément sur *Mémoire d'un continent* : la mort de Kaké, d'abord. Le professeur d'origine guinéenne était un moteur extraordinaire et, comme le rappelle Sorel, les caractéristiques d'une production radiophonique préclitent souvent avec ses auteurs-animateurs – *Mémoire d'un continent* doit donc à Elikia M'Bokolo sa survie pure et simple ; le départ à la retraite de Jacqueline Sorel en 1995 ensuite, qui s'était considérablement impliquée pour que le continent noir ait les capacités de retrouver et de diffuser sa culture ; la fin de la compagnie Air Afrique enfin, qui était un formidabile atout pour l'équipe.

Pour autant, peut-on parler aujourd'hui d'une mort intégrale de la coopération radiophonique avec l'Afrique à travers l'exemple de *Mémoire d'un continent* ? Il faut d'abord rappeler que Elikia M'Bokolo se permet toujours épisodiquement d'enregistrer des émissions dans des studios de radio africains – ce fut le cas par exemple pour « Diallo Amadou ou comment on écrit l'Histoire aujourd'hui en Afrique », en octobre 2010. Que penser ensuite du coffret *Afrique, une histoire sonore* ? N'est-ce pas un exemple parfait d'une coopération entre les directeurs de radios africaines, les directeurs de RFI, les journalistes africains et français et les documentalistes qui firent un gros travail de recherche et de numérisation d'archives ? N'est-ce pas le fruit d'une concertation entre un haut dignitaire malien, Konaré, et un haut cadre de la sation-monde, Sainteny ? Par ailleurs, le projet fut soutenu par l'Office International de la Francophonie et salué par Abdou Diouf. À travers ces exemples, on peut donc dire qu'une autre forme de coopération a vu le jour depuis une dizaine d'années, celle qui consiste ironiquement à mettre en avant le riche passé coopératif des programmes de RFI avec l'Afrique. *Mémoire d'un continent* apparaît aujourd'hui, non seulement comme un reflet de relations tissées entre les deux continents, mais aussi comme un livre sonore d'histoire africaine. Par ailleurs, et il importe de la rappeler, *Mémoire d'un continent* est la seule émission du service de coopération qui continue d'exister et d'émettre, contrairement par exemple au *Concours théâtral interafricain*, qui ne se remet pas de la diminution des crédits accordés à ses projets, ou *Mille Soleils*. L'émission, en choisissant de ne faire confiance qu'aux bienfaits de la vulgarisation historique, a su donc vaincre la crise de la coopération.

Hachette Littératures, 2003, p. 30.

550 « Quelle politique africaine pour la France ? », 2e Congrès des Études Africaines en France, Bordeaux, 6-7-8 septembre 2010.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES RADIOPHONIQUES

1. Émissions datant de 1970 (INA) :

- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), DE MEDEIROS François (part.), « L' Afrique vue par les Européens », janvier 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), MOLLAT Michel (part.), « Navigation sur les côtes occidentales », février 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), DESCHAMPS Hubert (part.), « Les comptoirs », février 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), DESCHAMPS Hubert (part.), « La traite (1e partie) », mars 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), KAKÉ Ibrahima Baba (part.), « La traite (2e partie) », mars 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), BALANDIER Georges (part.), « Le royaume de Kongo (1e partie) », mars 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), BALANDIER Georges (part.), « Le royaume de Kongo (2e partie) », mars 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), MOLLAT Michel (part.), « Afrique de l'Est et Portugal », avril 1970.
- SOREL Jacqueline (prés.), CHRÉTIEN Jean-Pierre (part.), « Le royaume de Monomotapa », avril 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), DESCHAMPS Hubert (part.), « Mouvements antiesclavagistes anglais », juillet 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), DESCHAMPS Hubert (part.), « Lutte contre la traite », juillet 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), KAKÉ Ibrahima Baba (part.) (part.), « Les colonies d'affranchis », juillet 1970.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), MEILLASSOUX Claude (part.), « Explorations en AOF », septembre 1970.

- CHRÉTIEN Jean-Pierre (prés.), BRUNSCHWIG Henri (part.), « Commerce au XVIIIe en AOF », septembre 1970.

2. Extraits d'émissions compris entre 1971 et 2005 :

- Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY, *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)*, INA /RFI /Frémeaux & Associés, 8 CD, 2003.
- REVAULT Fabrice (dir.), PAPET Jacqueline (prés.), *Si RFI m'était contée (1931-2004)*, 5 CD + livret, éditions RFI/INA, France, 2004.
- Elikia M'BOKOLO, Philippe SAINTENY (dir.), *L'Afrique littéraire*, INA/RFI/Frémeaux & Associés, 3 CD, 2008.
- Théogène KARABAYINGA (prés.), *Mémoires de tirailleurs, les anciens combattants d'Afrique Noire*, RFI/Frémeaux & Associés/INA, 3 CD, 2009.

3. Émissions complètes comprises entre 2007 et 2012 (INA, Internet).

- Environ 300 émissions.

SOURCES ÉCRITES

- Jacqueline SOREL, *Mémoire d'un continent, histoire d'une émission*, RFI, Paris, janvier 2011.
- Françoise DELIGNON : listes des émissions de 1980 à 2010.

SOURCES ORALES

- Entretiens avec : Elikia M'Bokolo (annexe n°1), Jacqueline Sorel (annexe n°2), Jean-Pierre Chrétien (annexe n°3) et Elisée Coulibaly (annexe n°4).

BIBLIOGRAPHIE

I) Épistémologie de l'Histoire

- NORA Pierre (dir.), *Essais d'égo-histoire*, Paris, Gallimard, collection « Bibliothèque des Histoires », 1986, 375 p.
- POIRRIER Philippe, *Les enjeux de l'histoire culturelle*, Paris, éditions Point, collection « L'Histoire en débats », 1986, 435 p.

II) Ouvrages de sociologie ou d'ethnologie sur l'Afrique

- BALANDIER Georges, *Afrique ambiguë*, Paris, Plon, 1957, 430 p.
- BALANDIER Georges, *Histoires d'ailleurs*, Paris, éditions Stock, 1977, 320 p.
- DELAFOSSE Maurice, *Les Nègres*, Paris, éditions l'Harmattan, 2005 (réed.), 74 p.
- LEVI-STRAUSS Claude, *Race et histoire*, Saint-Amand, Folio essais, 1987, 127 p.
- MONOD Théodore, *L'hippopotame et le philosophe*, Arles, éditions Actes Sud, 2004, 462 p.

III) Sur les mythologisations et les dénis d'histoire de l'Afrique

- BARTHES Roland, *Mythologies*, Paris, éditions du Seuil, 1957, 233 p.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre (dir.), *L' Afrique de Sarkozy : un déni d'histoire*, Paris, éditions Karthala, collection *Disputatio*, 2008, 203 p.
- COPANS Jean, *Mythologies d'Afrique*, Paris, éditions Téraèdre coll. « L'anthropologie au coin de la rue », 2010, 136 p.
- GASSAMA Makhily (dir.), *L' Afrique répond à Sarkozy*, Paris, éditions Philippe Rey, 2008, 541 p.
- KONARÉ Adame Ba (dir.), M'BOKOLO Elikia (préface), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, Paris, éditions La Découverte, 2008, 348 p.

IV) Ouvrages d'histoire sur l'Afrique

- ADAMON Afise, DE SOUZA Isidore (préf.), *Le renouveau démocratique au Bénin : la Conférence National des Forces Vives et la période de transition*, Paris, L'Harmattan, 1994, 223 p.
- BATHILY Abdoulaye, *Mai 68 à Dakar, la révolte universitaire et la démocratie*, Paris, éditions Chaka, 1992, 191 p
- BAZENGUISSA Rémy, NANTET Bernard (dir.), AKAKPO Maurice Amouzouvi, KAKÉ Ibrahima BABA (avant-propos), *L'Afrique, mythes et réalités d'un continent*, Paris, éditions du Cherche-midi, collection « Documents et Guides », 1995, 234 p.
- BOURGES Hervé, WAUTHIER Claude, KI-ZERBO Joseph (préf.), *Les 50 Afrique (tome 1)*, Paris, Le Seuil, coll. « Histoire immédiate », 1979, 675 p.
- CISSÉ Youssouf Tata, KAMISSOKO Wâ, *La grande geste du Mali, des origines à la fondation de l'empire*, Paris, éditions Khartala, 2000 (réed.), 297 p.
- COQUERY-VIDROVITCH Catherine, *Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique au Sud du Sahara de la Préhistoire à nos jours*, Paris, éditions La Découverte, 2011, 222 p.
- DIOP Cheikh Anta, *Nations, nègres et culture. De l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire aujourd'hui*, Paris, Présence Africaine, 1954, 568 p.
- GAZIBO Mamoudou, *Introduction à la politique africaine*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal, 2006, 261 p.
- GRAH MEL Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny, l'épreuve du pouvoir*, Paris, Khartala, 2010, 868 p.
- KI-ZERBO Joseph, BRAUDEL Fernand (préface), *Histoire de l'Afrique Noire d'hier à demain*, Paris, Hatier, 1972, 731 p.
- LE CORNEC Jacques, *Laalebasse dahoméenne ou les errances du Bénin, vol. 2*, Paris, L'Harmattan, 2000, 589 p.
- M'BOKOLO Elikia, *L'Afrique au XXe siècle, un continent convoité*, Paris, Éditions du Seuil, 1980, 393 p.
- PERRET Thierry, LEYMARIE Michel (dir.), M'BOKOLO Elikia (postface), *Les 100 clés de l'Afrique*, Paris, RFI / Hachette Littératures, 2006, 691 p.

- ROCHE Christian, *Cinquante ans d'indépendance dans les anciennes possessions françaises d'Afrique Noire*, Paris, éditions L'Harmattan, 275 p.
- TAMSIR NIANE Djibril, *Soudjata ou l'épopée mandingue*, Paris, Présence Africaine, 1960, 153 p.

Audiovisuel :

- M'BOKOLO Elikia, SAINTENY Philippe (dir.), *Afrique, une histoire sonore 1960-2000*, éditions RFI/INA/Frémeaux & Associés, 2003, 8 CD.
- M'BOKOLO Elikia, SAINTENY Philippe (prod.), FERRARI Alain, *Afrique(s), une autre histoire du XXe siècle*, 2011 (France 5).

V) Histoire littéraire de l' Afrique

Ouvrages :

- KESTELOOT Lylian, *Histoire de la littérature négro-africaine*, Paris, éditions Karthala-AUF (Agence Universitaire de la Francophonie), 2001, 332 p.

Articles :

- MIDIOHOUAN Guy Ossito, « Le théâtre négro-africain d'expression française depuis 1960 » in *Peuples Noirs, Peuples Africains*, n° 31, 1983, p. 54-78.

Audiovisuel :

- M'BOKOLO Elikia, SAINTENY Philippe, *L' Afrique littéraire : 50 ans d'écriture*, éditions RFI/INA/Frémeaux & Associés, 2008, 3 CD.
- *Les Grandes Voix du Sud I, Négritude et poésie : Léopold Sedar Senghor, Jacques Rabemananjara, Tchicay U Tam' Si*, éditions CulturesFrance/RFI/Frémeaux & Associés, 2007, 3 CD.

VI) Méthodologie et déontologie de l'histoire africaine

- AMENGUAL Michel (dir.), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?*, Dakar, Les Nouvelles Éditions Africaines, 1975, 257 p.
- AMSELLE Jean-Loup, M'BOKOLO Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, éditions La Découverte, 1985, 224 p.

- CHRÉTIEN Jean-Pierre, PRUNIER Gérard, *Les ethnies ont une histoire*, Paris, éditions Khartala, 1989, 435 p.
- KAKÉ Ibrahima Baba, *Combats pour l'histoire africaine*, Paris, Présence Africaine, 1982, 300 p.
- SAHLI Mohamed Chérif, *Décoloniser l'histoire : introduction à l'histoire du Maghreb*, Paris, François Maspero éditeur, Cahiers Libres n°77, 148 p.
- VANSINA Jan, *De la tradition orale : essai de méthode historique*, Tervuren, Musée Royal de l'Afrique centrale n° 36, 1961, 180 p.

VII) Sur l'africanisme et les études historiennes sur l'Afrique

Ouvrages :

- COPANS Jean, *La longue marche de la modernité africaine : savoirs, intellectuels, démocratie*, Paris, éditions Karthala, 1990, 370 p.
- DESLAURIER Chrisitine, JUHE-BEAULATON Dominique (dir.), *Afrique, terre d'Histoire. Au cœur de la recherche avec Jean-Pierre Chrétien*, Paris, Khartala, 2007, 543 p.
- DIENG Doudou, DIOP Babacar Mbaye (dir.), *La conscience historique africaine*, Paris, L'Harmattan, 2007, 197 p.
- DULUCQ Sophie, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale*, Paris, éditions Khartala, 2009, 330 p.
- DULUCQ Sophie, ZYTNIKI Colette, *Décoloniser l'histoire ? De l'histoire coloniale aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer, 2003, 176 p.
- GONDOLA Charles-Didier, *Africanisme : la crise d'une illusion*, Paris, L'Harmattan, 2007, 250 p.
- KI-ZERBO Joseph, *À quand l'Afrique ? Entretiens avec René Holenstein*, Paris, Éditions de l'Aube, 2003, 201 p.
- LAYA Diouldé, PENEL JD, NAMAÏWA Boubé, *Boubou Hama, un homme de culture nigérien*, Paris, L'Harmattan, 2007 220 p.

- OBENGA Théophile, *Cheikh Anta Diop, Volney et le Sphinx*, Paris, Présence Africaine, 1996, 484 p.
- PAJOT Florian, *Joseph Ki-Zerbo, itinéraire d'un intellectuel africain au XXe siècle*, Bordeaux, éditions l'Harmattan collection « Les grandes figures de l'Afrique », 2007, 196 p.

Articles :

- CHRÉTIEN Jean-Pierre, « Le passé colonial : le devoir d'histoire » in *Politique Africaine* n°98, juin 2005, p. 141-148.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre, « Pourquoi l'Afrique, pourquoi l'Histoire ? » (éditorial) in *Afrique et histoire*, n°1, éditions Verdier, septembre 2003.
- CHRÉTIEN Jean-Pierre, « Une crise de l'histoire de l'Afrique en langue française ? » in *Politique Africaine* n° ?, p. 141-149.
- DULUCQ Sophie, ZYTNICKI Colette, « Penser le passé colonial français », *Vingtième siècle*, n°86, fév. 2005, p. 59-69.
- M'BOKOLO Elikia, « Historiens d'Afrique » in *Histoires, vues littéraires, Perspectives croisées*, chapitre 3, mars-mai 2006, p. 2-6.
- MONIOT Henri, « L'histoire des peuples sans histoire » in LE GOFF Jacques, NORA Pierre (dir.), *Faire de l'histoire, nouveaux problèmes (tome 1)*, Paris, Nouvelle Revue Française, 1975.
- SENGHOR Léopold Sédar, « Pour une histoire authentiquement africaine », in *Liberté 3 : Négritude et civilisation de l'Universel*, Paris, Le Seuil, 1977, 573 p.

VIII) Sur les relations entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique

Ouvrages :

- BAYART Jean-François, *La politique africaine de François Mitterrand*, Paris, Karthala, 1984, 149 p.
- BLANCHARD Pascal, BLANCEL Nicolas (dir.), *Culture post-coloniale 1961-2000, Traces et mémoires coloniales en France*, Paris, éditions Autrement, collection Mémoires / Histoire, 2005, 287 p.
- BLANCEL Nicolas, BERAULT Fabrice, BLANCHARD Pasacal, BOUBEKER A.,

MBEMBE Achille, VERGÈS Françoise (dir.), *Ruptures post-coloniales. Les nouveaux visages de la société française*, Paris, éditions la Découverte, 2010.

- CLAUZEL Jean, *La France d'Outre-Mer (1930-1960), témoignages d'administrateurs et de magistrats*, Paris, éditions L'Harmattan, 2003, 878 p.
- DE LA GUÉRIVIÈRE Jean, *Les fous d'Afrique, histoire d'une passion française*, Paris, éditions du Seuil, collection « L' Histoire Immédiate », 2001, 379 p.
- DOMENACH Jean-Marie, GOUSSAULT Yves, « Les coopérants et la Coopération », *Esprit*, n°7-8, juillet-août 1970, 320 p.
- SAAÏDIA Oissila, ZERBINI Laurick (dir.), *La construction du discours colonial, l'empire français au XIXe et XXe siècle*, Paris, Khartala, 2009, 246 p.
- VERSCHAVE François-Xavier, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris, éditions du Stock, 2000, 379 p.
- WAUTHIER Claude, *Quatre présidents et l'Afrique, De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, Paris, éditions du Seuil, collection « L'histoire immédiate », 1995, 718 p.

Articles :

- MBOUOPTA David, « La mentalité française à travers la coopération France-Afrique » in www.mondesfrancophones.com, 2009.
- ZAÏKI Laïdi, « La politique africaine de Mitterrand » in *Politique Étrangère*, vol. 50, n°1, 1985, p. 256-258.

Audiovisuel :

- BAYART Jean-François, « Quelle politique africaine pour la France ? », 2e Congrès des Études Africaines en France, Bordeaux, 6-7-8 septembre 2010.

IX) Sur les Africains en France

Ouvrages :

- DIENG Amady Aly, *Les grands combats de la FEANF, de Bandung aux indépendances, 1955-1960*, Paris, éditions l'Harmattan, 2009, 267 p.
- KAZADI Ntole, *L'Afrique afro-francophone*, Aix-en-Provence, Institut d'Études Créoles et

Francophones, collection « Langues et développement », 1991, 183 p.

- NDIAYE Pap, *La condition noire, essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, 370 p.
- PLANQUE Joël, *Le Rimbaud Noir : Tchicaya U Tam' Si*, Paris, éditions Moreux, collection « Archipels Littéraires », 2000, 125 p.
- SOT Michel (dir.), *Étudiants africains en France (1957-2000). Cinquante ans de relations France-Afrique, quel avenir ?*, Paris, éditions Khartala, 2002, 185 p.
- TARDIEU Marc, *Les Africains en France de 1914 à nos jours*, Monaco, éditions du Rocher, collection « Gens d'ici et d'ailleurs », 2006, 220 p.

Audiovisuel :

- M'BOKOLO Elikia, « Entre Kinshasa et Paris. Pour une égo-histoire des indépendances africaines », Aix-en-Provence, 18 janvier 2012, site de l'Université de Provence.

X) Sur l'histoire franco-guinéenne

- BAH Thierno, *Trente ans de violence politique en Guinée (1954-1984)*, Paris, éditions L'Harmattan, 2009, 420 p.
- KAKE Ibrahima Baba, *Sékou Touré, le héros et le tyran*, Paris, JA Presses, collection Jeune Afrique, 1987, 254 p.
- DIALLO Alpha Abdoulaye, *La vérité du ministre : dix ans dans les geôles de Sékou Touré*, Paris, Calman-Lévy, 1985, 203 p.
- DIANE Charles, KAKE Ibrahima Baba (intr.), *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, éditions Chaka, collection « Afrique contemporaine », Paris, 1971, 190 p.
- LEWIN André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984), Président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2010.

XI) Histoire de la radio

Ouvrages :

- CALLU Agnès, LEMOINE Hervé, *Le dépôt légal, les institutions partenaires (tome 2), Patrimoine sonore et audiovisuel français entre archives et témoignages, Guide de recherche en sciences sociales*, Paris, éditions Belin, 2004, 187 p.
- GARCIA Daniel, GARCIN Jérôme, *Le masque et la plume*, Paris, éditions Les Arènes, 2005.
- Jean-Noël JEANNENEY, *Une histoire des médias des origines à nos jours*, Paris, éditions du Seuil, collection « Points Histoire », 2001, 374 p.

XII) Histoire et historiens à la radio

Ouvrages :

- MATHIEN Michel, FAVIER Jean (préf.), *La médiatisation de l'histoire*, Paris, Bruylant, collection « Médias, Sociétés et Relations Internationales », 2005, 400 p.

Articles :

- KAKÉ Ibrahima Baba, « La radio et l'histoire (5) » in *Multiplex*, n° 21, juin 1983, p. 67-69.
- ROBERT Guy, « Radio et mémoire collective » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°17, oct. 1987, p. 14-24.
- ROBERT Guy, « La Tribune de l'Histoire vient de s'achever » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°55, janv-mars 1998, p. 215.
- ROBERT Guy, « André Castelot : « Je crois avant tout que l'Histoire est un spectacle » (entretien) » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°82, oct-dec. 2004, p. 160-190.
- ROBERT Guy, « La radio et l'histoire (2), témoignage de Sékéné Mody Cissoko » in *Multiplex*, n° 18, août 1982, p.19-23.
- ROBERT Guy, « Passé, mémoire, radio » in *Multiplex*, n°34, avril 1987, p. 20-30.
- SCHOEFER Bernard, « La radio et l'histoire (1), témoignage de Chérif Fall » in *Multiplex*, n° 17, mai 1982, p. 32-37.

XIII) L'Afrique et la radio

Ouvrages :

- BEBEY Francis, *La radiodiffusion en Afrique Noire*, Paris, éditions saint-Paul, 1963, 191 p.
- TUDESQ André-Jean , *Les médias en Afrique*, Lonrai, Ellipses, 1999, 312 p.
- TUDESQ André-Jean , *L'Afrique parle, l'Afrique écoute*, Paris, Khartala, 2002, 315 p.

Articles :

- ATLAN Catherine, « Les archives sonores, les sources radiophoniques et l'histoire politique de l'Afrique contemporaine. À propos de l'ouvrage de Elikia M'Bokolo et Philippe Sainteny, *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)* » in *Afrique et histoire*, janvier 2005, vol. 3, p. 165-180.
- SCHOEFFER Bernard, « Des dramatiques au sud du Sahara » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°98, oct-déc. 2008, p. 124-144.

Audiovisuel :

- AOUINE Sophie (prod.), M'BOKOLO Elikia (part.), « L'objet de la RDC. Le poste de radio », *Les objets*, France Culture, 28/07/2011.
- DAMOME Étienne, « La radio », *Réflexions sur les études des médias africains*, Réseau des Études Africaines en France, Bordeaux, 2006.
- Thomas BAUMGARTNER (dir.), *Une Afrique en radio, archives de Robert Arnaut, le griot blanc*, Radio France/INA/Musée du Quai Branly, Frémeaux & Associés, 3 CD, 2010.

XIV) Histoire de RFI et de la coopération radiophonique

Ouvrages :

- BERCHOUD Marie J., *RFI et ses auditeurs, « Chers émetteurs... »*, Paris, éditions L'Harmattan, 2001, 223 p.
- ARNAUT Robert, *Sur les traces de Stanley et Brazza*, Paris, éditions Mercure de France, 2010, 618 p.
- BOURGES Hervé, *De mémoire d'éléphant*, Paris, Grasset, 2000, 502 p.
- BRUNNQUELL Frédéric, *Fréquence monde. Du Poste colonial à RFI*, Paris, Hachette

Pluriel Références, 2001, 172 p.

- GILLARD-RISLER Francine, *André Clavé, Théâtre et résistances, utopies et réalités*, Dijon, Association des Amis d'André Clavé, 1998, 555 p.
- ROBERT Guy, *Le vent qui souffle dans la boîte, De la coopération radiophonique aux coulisses de RFI*, Paris, éditions l'Harmattan, 2007, 260 p.

Articles :

- MARTIN Olivier, « Lettres d'Afrique » in *Multiplex*, n°3, juin 1978, p. 102-103.
- PERRET Thierry, « La France, l'Afrique et la radio mondiale », in *Cahiers d'Études Africaines* L (2-3-4), 198-199-200, 2010, pp. 1003-1032.
- ROBERT Jean-Jacques, « Les actions de formation à RFI : 1984, une année prometteuse », *Multiplex*, n°27, avril 1985, p. 46.
- ROBERT Guy, « Pierre Schaeffer (1910-1995) » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°47, déc. 1995-févr. 1996, p. 136-139.
- ROBERT Guy, « L'OCORA absorbé par l'ORTF » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°62, oct-déc. 1999, p. 86-92.
- ROBERT Guy, « RFI en 1975 : recentrages et incertitudes » in *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion* n°86, oct-déc. 2005, p. 150-160.
- SCHOEFFER Bernard, « Le service de Coopération : réflexions et objectifs de 1984 » in *Multiplex* n°23, janvier 1984, p. 61-65.
- Théophile VITTIN, « Le rôle politique de RFI » in André-Jean TUDESQ (dir.), *Les médias, acteurs de la vie internationale*, Rennes, éditions Apogée, 1999, p. 142-177.

Audiovisuel :

- REVAULT Fabrice (dir.), PAPET Jacqueline (prés.), *Si RFI m'était contée (1931-2004)*, 5 CD + livret, éditions RFI/INA, France, 2004.

XV) Histoire de Mémoire d'un continent

Articles :

- BERMOND Daniel, « Le parcours africain de Elikia M'Bokolo », *L'Histoire*, n°295, janv.

2005.

- FALL Ibrahima, « 15^e anniversaire de Mémoire d'un Continent : les "Rencontres de Dakar", une fête de l'esprit sous l'arbre à palabres » in *Multiplex*, n° 26, juin 1985, p.62-68
- KAKE Ibrahima Baba, « Pourquoi j'enregistre les Grands Témoins de l'histoire contemporaine en l'Afrique » in *Multiplex*, n° 7, octobre 1979, p. 13-17.
- ROBERT Guy, « Mémoire d'un Continent : 15 ans d'émissions sur l'histoire de l'Afrique » in *Multiplex*, n° 25, avril 1984, p. 65-68.
- ROBERT Guy, « La radio et l'histoire (4), témoignage de Elikia M'Bokolo » in *Multiplex*, n° 20, mars 1983, p. 89-91.
- SOREL Jacqueline, « Mémoire d'un continent a dix ans » in *Multiplex* n°4, oct. 1978, p. 86-89.
- « Mémoire d'un Continent, n° 1000 » in *Multiplex*, n°39, juillet 1988, p. 52-53.

WEBOGRAPHIE

- www.rfi.fr
- www.ina.fr
- www.cnrs.fr
- www.ldh-toulon.net
- www.politique-africaine.com
- www.africultures.com
- www.enseignementsup-recherche.gouv.fr
- www.franceculture.fr
- www.jeuneafrique.com
- www.presenceafricaine.com
- www.ethiopiennes.refer.sn
- www.histoire.presse.fr

ANNEXES

1. Entretien avec Elikia M'Bokolo⁵⁵¹, le 03/11/2010 « *Mémoire d'un continent* est une démarche politique ! »

Jonathan Landau : Elikia M'Bokolo, vous qui animez et produisez actuellement *Mémoire d'un continent*, pouvez-vous nous décrire brièvement les étapes de la vie de l'émission ?

Elikia M'Bokolo : L'idée de créer une émission d'histoire de l'Afrique a été imaginée par Jean-Pierre Chrétien et Jean Dévisse. Ce sont eux qui ont pensé à Ibrahima Baba Kaké pour animer l'émission et l'ont contacté. En 1970, Ibrahima a amené Joseph Amegboh. Moi, à la même époque, je préparais l'agrégation. C'est en 1972 que j'ai commencé à collaborer à l'émission. Puis, j'ai entièrement repris l'émission à la mort de Ibrahima en 1994.

J.L. : Pourquoi avoir changé la forme de l'émission ?

E.M. : Les entretiens longs de 45 minutes n'étaient plus possible. C'était trop long. Il fallait changer ça. Le fait de casser le rythme obligeait à faire quelque chose de plus dense, de plus intéressant. Le modèle du flash lancé par France Info a influencé RFI et j'ai aussi pensé que 19 minutes étaient plus propices aux débats que j'organisais qui n'avaient plus rien à voir avec ceux d'Ibrahima Baba Kaké.

J.L. : Etes-vous d'accord pour dire que *Mémoire d'un continent* est l'aboutissement et le produit d'un processus historiographique destiné à réhabiliter l'histoire africaine ?

E.M. : À l'époque où Ibrahima avait la maîtrise totale de l'émission, on était en effet dans un processus de réhabilitation, de défense et d'illustration de l'histoire de l'Afrique. Il faut dire qu'on découvrait beaucoup de choses, on était encore dans la période de construction de l'histoire africaine, à savoir les années soixante-dix, l'époque de l'élaboration de *l'Histoire générale de l'Afrique* de l'UNESCO. Moi, je suis entré et fait mes papiers au début des années 80 : on passait alors dans une autre phase. Ce n'était plus le moment de la défense et de l'illustration de l'histoire de l'Afrique mais celle de l'ouverture, de la confrontation et des débats. Sur le plan épistémologique, c'est une perspective beaucoup plus excitante à mes yeux, moins « nationaliste » pourrait-on dire. Le fond restait le même : il s'agissait toujours de raconter l'histoire de l'Afrique mais de façon plus ouverte, en invitant des historiens de différentes nationalités africaines et en faisant intervenir d'autres sciences sociales (anthropologie, sciences politiques). J'ai amené aussi, ce que Ibrahima n'aimait pas, cette idée de croiser le présent et le passé, le présent permettant d'éclairer le passé. Tout cela donnait un nouveau ton à l'émission.

« Lorsque je suis arrivé, on n'était plus dans une ère de défense et d'illustration de l'histoire de l'Afrique mais d'ouverture, de confrontation et de débats, (...), une perspective beaucoup plus excitante à mes yeux »

J.L. : Pour quelle raison n'aimait-il pas cela ?

E.M. : Il était authentiquement historien : on part d'alpha vers oméga. Moi, j'ai remis ça en cause. Plus que lui et de manière systématique, j'ai ouvert le propos de l'émission, en tenant compte de la situation nouvelle de la présence africaine dans toutes les parties du monde et du renouveau des études sur cette question. J'ai tenté de montrer comment de l'extérieur on pouvait éclairer l'Afrique. Je crois que c'est vraiment un thème que j'ai amené *via* des émissions sur Cuba, les États-Unis... Je me souviens qu'avant l'investiture d'Obama, j'ai fait une série sur l'histoire des Noirs aux États-Unis, de la Guerre de Sécession jusqu'à Obama, en insistant sur les ambiguïtés de cette histoire dans ses relations avec l'Afrique – le

« J'ai tenté de montrer comment de l'extérieur, on pouvait éclairer l'Afrique »

panafricanisme est aussi un thème très important de mes numéros. En somme, chez Ibrahima, il y avait une dimension vulgarisatrice et consensuelle avant tout. Chez moi, je dirais qu'il y a davantage une dimension

⁵⁵¹ Ayant commencé à participer à *Mémoire d'un continent* durant les années soixante-dix, Elikia M'Bokolo produit et anime désormais l'émission depuis la mort de Ibrahima Baba Kaké, le 7 juillet 1994. Il est l'un des historiens de l'Afrique les plus réputés en France et l'auteur de nombreux ouvrages et articles. Il enseigne à l'EHESS à Paris ainsi qu'à l'Université de Kinshasa.

savante, même si j'oblige les gens à parler clair, et non polémique.

J.L : Mais du reste, Ibrahima Baba Kaké invitait déjà dans ses studios essentiellement des universitaires et des historiens.

E.M : Oui, bien sûr ! En revanche, ce qu'il faisait aussi et ce qui est un peu plus difficile maintenant compte tenu de l'évolution du paysage politique, c'était d'inviter directement les témoins des indépendances. De grands personnages sont passés: il y a eu Mamadou Dia, Senghor... Pour ma part, j'en ai reçu aussi un certain nombre, mais la configuration est difficile : je n'aime pas trop inviter des politiques qui viennent évoquer l'histoire. Je pense que faire l'histoire des indépendances se prête bien au phénomène *Mémoire*. L'histoire de l'Afrique indépendante, après coup, c'est plus compliqué, sauf si on tombe sur des conflits très violents (Tchad, Centrafrique) ou sur des figures exceptionnelles, mais en gros je n'aime pas beaucoup ça. Quand on invite quelqu'un qui évoque ses mémoires, on est derrière lui, on le suit, c'est difficile de le contrecarrer. Cela dit, quand vous invitez Senghor, vous êtes sûrs que le Sénégal, le Mali seront attentifs...

« L'explication que Senghor a donnée, dans l'émission, de la Fédération du Mali est une interprétation à laquelle je suis farouchement opposé »

« Ibrahima (...) était beaucoup plus dans un rapport de proximité avec le personnel politique que moi »

mais pas forcément satisfaits. Par exemple, je me souviens que l'explication que, dans l'émission, Senghor a donnée de l'échec de la Fédération du Mali est une interprétation à laquelle je suis farouchement opposé : il a mis en parallèle la différence de tempérament, presque de race entre les Sénégalais et les Soudanais. Cela posait problème : si on prend l'Empire du Mali, ce que nous

appelons maintenant Sénégalais et Soudanais étaient dans le même espace. Je trouve que Ibrahima, qui avait 15 ans de plus que moi, était davantage dans un rapport de proximité avec le personnel politique. Avec moi, la mayonnaise risquait de ne pas passer. Cela ne nous a heureusement pas empêché de collaborer, en revanche, je préfère les entretiens avec des syndicalistes, des anciens combattants, bref des acteurs sociaux. Je suis de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, je suis donc plus dans le bas que dans les hautes sphères du pouvoir.

J.L : Avez-vous une idée de la nature des auditeurs de *Mémoire d'un Continent* ? S'agit-il plus d'Africains, de Français ?

E.M : Tant que l'émission était diffusée exclusivement vers l'Afrique, les auditeurs n'étaient logiquement que les Africains. Certaines émissions de *Mémoire* étaient diffusées tant que Air Afrique a vécu. Des auditeurs non-africains qui allaient en Afrique écoutaient du coup l'émission dans l'avion au lieu d'écouter de la musique. C'est comme ça que beaucoup des mes collègues ont su que je faisais cette émission de radio et y ont porté de l'intérêt. Quand RFI est passé en mode ondulation de fréquence sur Paris (1991), on a commencé à avoir un auditoire parisien. L'auditoire africain était jeune, des adolescents pour qui l'émission était très utile pour leurs cours d'histoire. Le second public était constitué de cadres de la fonction publique de la moyenne bourgeoisie pour qui c'était un moment de culture intéressant. Aujourd'hui, l'auditoire est éclaté : des chauffeurs de taxi, des prêtres en mission, des femmes commerçantes... Avec le Net, l'émission est écoutée au Canada, aux États-Unis. Je reçois des lettres de gens de Sherbrooke qui me disent « vous avez fait une émission sur Um Nyobe⁵⁵² mais vous n'aviez pas d'archives de la voix de Um Nyobe, pourtant il en existe » etc. L'auditoire est très large, donc. Je m'en rends compte lorsque je fais des conférences en Afrique ou en France.

« Aujourd'hui avec le Net, l'auditoire est éclaté tant géographiquement que socialement »

J.L : Serge Mboukou⁵⁵³ vient justement de dire que c'est en écoutant régulièrement l'émission qu'il a décidé de devenir historien. Comme quoi l'émission peut susciter des vocations... Vous-même avez

⁵⁵² Ruben Um Nyobe, leader indépendantiste camerounais assassiné par l'armée française en 1958 avant la remise au pouvoir de Amadou Ahidjo, déclaré héros national en 1991.

⁵⁵³ Invité le jour de l'entretien pour une émission intitulée « Kimpa Vita Dona Béatrice, prophétesse au royaume de Kongo » diffusée le dimanche 14 novembre 2010.

éprouvé la volonté de faire de l'histoire en entendant un discours de Lumumba, c'est bien ça ?

E.M : Ayant vécu au Congo, j'ai en effet entendu ce fameux discours de Lumumba : il ne parlait pas à proprement parler de l'indépendance. Il a surtout évoqué les résistances africaines qui se sont passées sous la colonisation. Il a dit finalement qu'un jour, l'histoire de l'Afrique appartiendrait de nouveaux aux Africains. Quand je suis arrivé à Normale Sup', j'ai du choisir ce que j'allais faire : philo ? Lettres classiques ? Langues ? Sciences Sociales ? Histoire ? Presque naturellement, je me suis dit : « mais pourquoi tu te poses des questions ? Bien sûr, c'est de l'histoire qu'il faut que tu fasses ». Et il était tout aussi clair que c'était l'histoire de l'Afrique.

J.L : Et pas seulement pour votre plaisir personnel, ce choix était-il aussi une démarche politique ? Était-ce une façon de participer à l'émancipation et à l'épanouissement total du continent africain ?

E.M : Absolument, c'est une démarche politique. C'est absolument fondamental. Je pense que ce genre d'émission est utile, car contrairement à ce qu'on pourrait croire, il y a aujourd'hui une érosion du savoir et même de la mémoire qui me semble dangereuse par rapport au devenir africain. Voyez : cette année 2010, j'ai fait 17 émissions sur les indépendances. Je suis revenu ainsi à une formule ancienne : je raconte et illustre mon récit par des archives dans le souci de restituer exactement ce que les gens ont dit à l'époque, à la fois les combats qu'ils ont menés mais aussi comment, dans ce combat, ils étaient déjà en train d'inventer et de raconter une histoire sur les indépendances – avec des démarches comme celle entre autres de Lumumba. Beaucoup d'auditeurs ont été surpris de ce parti pris : je voulais avant tout montrer que les indépendances, c'est un processus long, populaire avec des ratés et des réussites. De Gaulle et Houphouët-Boigny ne se sont pas assis à une table un beau jour et ont décidé de l'indépendance !

J.L : Je me permets de mettre le doigt sur un sujet sensible : est-il vrai qu'on a tenté d'assassiner Ibrahima Baba Kaké ?

E.M : Kaké faisait en effet partie des dossiers guinéens. Ibrahima, français d'origine guinéenne, était anti-Sékou Touré. Nous n'étions pas d'accord sur ce dossier : je trouvais qu'il avait tendance à faire une histoire trop politique de la Guinée. Le Sékou Touré du camp Boiro n'est pas le Sékou Touré du « non » à la Constitution. Après la tentative de débarquement de Portugais et d'exilés guinéens à Conakry en 1970 – une

« Joseph Ki-Zerbo, avec qui j'étais assez proche intellectuellement, n'a jamais pardonné à Ibrahima Baba Kaké cette hostilité fondamentale à Sékou Touré »

sombre histoire, il y a eu quelque 90 condamnations à mort en Guinée –, la rumeur a circulé que Ibrahima était mêlé à cela. Mais en vérité, je ne sais pas grand-chose. C'est une rumeur dont nous n'avons jamais vraiment discuté avec Ibrahima. Certes, il était contre le régime de Sékou Touré mais il n'était pas aussi dissident que d'autres comme Alpha Condé⁵⁵⁴. Il était professeur, il gagnait bien sa vie... Des gens lui seraient donc tombés dessus et auraient voulu l'enlever. Moi j'étais sceptique, car si on avait voulu vraiment le tuer, c'aurait été très facile : il vivait rue

Richelieu, et tout le monde savait qu'il allait à la BNF tous les jours. Je lui disais de faire attention. Mais ca a toujours été une page un peu obscure. Lui ne s'en faisait pas trop. Joseph Ki-Zerbo, avec qui j'étais assez proche intellectuellement, n'a jamais pardonné à Ibrahima cette hostilité fondamentale à Sékou Touré. Il disait que les Guinéens avaient créé, diabolisé et acculé Sékou Touré à tel point que le leader fut nécessairement réduit à les pourchasser alors qu'ils avaient besoin de lui pour construire la Guinée. Ki-Zerbo et moi pensions que l'Afrique était à refonder et que c'est une mémoire avant tout critique du passé qui permet de refonder l'Afrique, et non pas une histoire « belle et gentille ». En tout cas, à l'époque de Sékou Touré, *Mémoire* n'était pas autorisée à être perçue en Guinée. Elle pouvait être écoutée par des Guinéens du Sénégal⁵⁵⁵ ou par les pays voisins.

J.L : L'émission a-t-elle fait des petits ?

E.M : Oui. J'ai fait le coffret *Afrique, une histoire sonore* avec un journaliste de RFI, Philippe Sainteny, tiré directement de certains numéros de l'émission. Le coffret – piraté de nombreuses fois, mais c'est bon signe –

⁵⁵⁴ Condamné à mort par contumace un mois après cet entretien. Élu Président de la République de Guinée un mois après cet entretien.

⁵⁵⁵ Pays d'accueil très important pour les Guinéens en exil (exemple : Djibril Tamsir Niane).

a tellement bien marché que nous avons décidé de passer à l'image avec le documentaire *Afrique(s), une autre histoire du XXe siècle*. C'est un cheminement intéressant. Les témoignages réalisés pour le documentaire avaient d'ailleurs un style un peu radiophonique. Nous avons trié toutes les interviews de manière à avoir plusieurs pays d'Afrique et aussi plusieurs générations, de la plus ancienne, celle née dans les années 1920 comme Émile Derlin Zinsou à la plus récente, celle née au milieu des années 1960 comme Jean-Luc Raharimanana⁵⁵⁶. Certes, nous n'avons pas parlé de tous les pays africains mais je pense qu'il y a deux manières de faire de l'histoire : l'histoire-récit et l'histoire-problème. Si c'est de l'histoire-récit, il faut que tous les pays soient dedans. Or, ce qui m'intéressait c'était les problèmes de l'histoire de l'Afrique au XXe siècle : conquêtes, résistances Donc, il suffit d'illustrer un problème par un ou deux exemples pour simplement couvrir la généralité du problème, et les témoignages étaient là pour ça. Je me souviens qu'on a diffusé l'épisode à Ouagadougou : le Burkina était presque absent du documentaire. Or, les gens se sont sentis concernés, c'étaient leurs problèmes qu'ils voyaient. Ça prouve qu'on n'a pas fait un trop mauvais choix. De plus, il faut dire qu'on avait plus facilement d'archives sur le Sénégal que sur le Burkina, on était donc obligés de privilégier certains pays par rapport à d'autres.

**J.L. : Du temps de vos études, y a t il des historiens qui vous ont ouvert la voie, qui vous ont inspiré ?
Cheik Anta Diop par exemple ?**

E.M. : Non, pas Cheik Anta, ça c'est clair. J'ai bien rencontré Cheik Anta, j'ai bien discuté avec lui par la suite, mais il ne m'a pas marqué comme historien. Le premier livre d'histoire africaine que j'ai lu et qui m'a servi, c'est le tout premier livre de Joseph Ki-Zerbo, *Le monde africain noir*, écrit je crois en 1963. Ensuite, j'ai l'impression que j'ai un peu oublié l'Afrique pour suivre mon cursus. Quand je suis entré rue d'Ulm, l'école était liée à quelques collègues d'Oxford, et il y avait quelques livres de l'Université d'Oxford. Il y en avait un qui pour moi est un pur chef-d'œuvre : c'est la thèse d'Onwuka Diké qui s'appelle *Trade and Politics in the Niger Delta, 1830-1885* qui date du milieu des années 60 : je trouvais enfin un historien professionnel – il faisait partie de ce que j'appelle la « génération de 1956 » – qui faisait une histoire ouverte à la sociologie et à l'anthropologie, qui combinait archives et traditions orales. Quand j'ai lu ce livre avant de préparer l'agrégation, je me suis dit : « c'est ça que je veux faire ! ». Mes parents, eux, admiraient profondément Cheik Anta, mais personnellement je trouve que dans son œuvre, l'historien, le philosophe et le politique sont trop entrelacés l'un à l'autre. La polémique, nécessaire, est trop mêlée à des projections du futur. D'une certaine manière, les démonstrations historiques ne sont pas poussées jusqu'au bout. Il y a une administration insuffisante des preuves, un côté inachevé, ce qui m'embarrasse. Là je parle de son grand livre *Nation, nègre et cultures*. Les autres livres sont mieux élaborés. De plus, Cheik Anta avait une telle capacité de convaincre que ceux qu'il avait convaincu s'enfermaient dans une posture passive de réception. Et du coup, ils n'inventaient pas à leur tour. D'où le reproche que je leur ai fait : ils étaient plus dans une position de fidèles que d'élèves qui poussent le maître vers l'avant pour prendre le relai. À la longue, je crois quand même que Théophile Obenga⁵⁵⁷ a fini par opérer ce travail, un peu tardivement. Mais quand même, la tendance des lecteurs de Cheikh Anta, dont d'ailleurs plusieurs ne sont pas historiens, c'est un peu la répétition de choses qui deviennent dogmatiques et c'est une lecture « raciologique » voire raciste de l'histoire. Ils font même dire des choses que Cheikh Anta n'avait pas dit, lui qui se basait plus sur les mouvements de civilisation et non sur la couleur de peau. Son but n'était pas de remplacer les Blancs par les Noirs : il voulait simplement corriger ce que les autres ont dit, remettre les pendules à l'heure.

J.L. : Qu'est-ce que *Mémoire d'un continent* vous apporte en plus de vos recherches ?

E.M. : Premièrement, ça m'apprend plein des choses. Je découvre des approches, des sources, des bibliographies ... Oui ça m'apprend beaucoup. Mon seul regret, c'est que les livres en anglais ou en portugais que je lis et qui sont très intéressants, on ne peut pas en faire état de la même manière. Deuxièmement, je crois beaucoup à l'instruction, c'est mon côté instituteur de la IIIe République. Je crois que c'est un travail qu'il faut sans cesse renouveler parce qu'on tombe très facilement dans des simplifications ou des mythologies dans les pays colonisés. Je pense au contraire qu'on a besoin de véritables histoires et pas simplement d'une mémoire ou de choses qui tiennent lieu d'histoire et qui ne sont pas de l'histoire. Je pense aussi que, tout en restant un homme d'écrit, car j'écris beaucoup, nous changeons d'époque, nous allons vers d'autres supports et d'autres formes de savoir : l'oralité, l'image, vont gagner du poids et il est bon que les historiens d'Afrique soient au rendez-vous. Mon souhait est que cette émission soit

⁵⁵⁶ Écrivain malgache.

⁵⁵⁷ Égyptologue congolais disciple de Cheikh Anta Diop.

reprise par un jeune historien, à RFI ou ailleurs.

J.L : Je suppose que ce contact permanent que vous avez avec les chercheurs africains est essentiel à vos yeux pour faire avancer la discipline.

E.M : Oui !

J.L : Ceci afin de créer une sorte de panafricanisme intellectuel ?

E.M : Absolument, c'est ca ! Et je vois maintenant qu'en fait cette communauté-là existe, et elle est réellement solidaire. Beaucoup de gens n'ont pas forcément les moyens de s'acheter et de lire les livres que j'évoque. Mais ils écoutent ! Les jeunes étudiants en histoire ont même envie de faire des choses semblables. Ça pour moi, c'est parfait, je trouve ca fabuleux ! Je leur dis : « Mais oui. Allez-y. Inventez. Innovez ». En France, nous avons à faire connaître cette histoire aux Français, plus largement aux Européens parce que l'Afrique concerne tout le monde, mais il y a aussi tous ces jeunes Africains qui se posent les mêmes questions que je me suis posées.

« Mon souhait est que cette émission soit reprise par un jeune historien, à RFI ou ailleurs »

2. Entretien avec Jacqueline Sorel⁵⁵⁸ le 16/10/2011

« Les relations ambigües qu'il pouvait y avoir entre la France et l'Afrique ne se situaient certainement pas au niveau de la culture ! »

Jonathan Landau : Elikia M'Bokolo a repris en main *Mémoire d'un continent* mais de quelle manière est-il progressivement arrivé dans l'émission ?

Jacqueline Sorel : Je me souviens d'un colloque en Afrique entre RFI et les radiodiffusions africaines qui recevaient nos programmes⁵⁵⁹. Nos partenaires nous ont reproché de trop parler de l'Afrique de l'Ouest – il est vrai que Ibrahima Baba Kaké venait de Guinée, il parlait donc de ce qu'il connaissait le mieux – c'est pourquoi, dans les années quatre-vingt, nous avons demandé à Elikia M'Bokolo d'intervenir dans les émissions. Cela s'est fait d'une manière douce car il ne fallait pas froisser Kaké qui s'en sentait producteur. Mais comme M'Bokolo était très intéressant, nous lui avons commandé, par ailleurs, une série hebdomadaire de quinze minutes sur « Les Grands Moments du tiers-monde ». Il a été extraordinaire ! Il arrivait seul au micro et, comme il m'avait demandé de lui servir d'interlocuteur, je me plaçais derrière la vitre pour l'écouter. Au démarrage de l'enregistrement, il mettait son chronomètre en marche, racontait un épisode de thème du jour sans jamais qu'il y'ait une reprise – il faut dire qu'il était professeur – et, lorsqu'il voyait qu'il ne lui restait que trois minutes, hop ! il amorçait la fin. Du grand art ! Il avait un don extraordinaire pour la parole et la radio, même s'il a eu la gentillesse de reconnaître que c'est moi-même qui l'ai initié à la radio. En fait, il m'épatait !

J.L. : Quand êtes-vous partie de RFI ?

J.S. : J'ai pris ma retraite en 1995. Elikia a continué avec quelqu'un d'autre. La suite de l'histoire ca n'est donc pas moi qui peux vous la donner.

J.L. : Vous aviez fait des études d'histoire ?

J.S. : Non pas du tout. J'ai fait des études de lettres et de droit. C'est le hasard qui a voulu que je travaille avec Pierre Schaeffer, lorsqu'il était chargé d'orchestrer la mise en place de nouvelles radios nationales en Afrique Noire dans les années 50. J'ai commencé en étant sa secrétaire littéraire et c'est comme ça que je suis rentré à la SORAFOM lorsqu'il est devenu directeur en 1954.

« Si Kaké n'étais pas le plus grand intellectuel africain du XXe siècle, il était certainement l'un des plus médiatiques ! »

J.L. : Votre premier associé africain, le réalisateur Joseph Amegboh, qu'est-il devenu ?

J.S. : Amegboh – c'est effectivement son vrai nom – était un exilé du Togo. Un jour, Eyadema est venu en voyage à Paris et a demandé à voir Amegboh. Un mois après, il reçut une lettre le nommant chef du protocole. Il est reparti au Togo et je n'ai plus jamais eu de nouvelles...

J.L. : Est-il vrai qu'il y a eu énormément de collections et de livres édités par RFI et inspirés par *Mémoire d'un continent* ?

J.S. : Nous envoyions chaque semaine aux radiodiffusions africaines des textes et de la documentation qui permettaient de faire des émissions. Cela faisait partie des actions de la Coopération de RFI et cela a donné lieu à des livres comme *Lieux et peuples d'Afrique* ou *l'Agendafrrique*, qui rassemblaient des textes pour l'antenne. Par exemple, avec *l'Agendafrrique*, un animateur pouvait faire chaque jour une chronique historique en disant : « Aujourd'hui, nous sommes le 23 juillet et le 23 juillet 1897 en Oubangui-Chari, il s'est passé ceci et cela etc. ». Quant à la collection des *Grandes Figures de l'Histoire Africaine*, c'est une entreprise d'Ibrahima Baba Kaké éditée par les NEA (Nouvelles Éditions Africaines), sans doute facilitée par la notoriété de l'émission du professeur.

558 Jacqueline Sorel fut l'attachée de production de *Mémoire d'un continent* de 1970 jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix avant d'être remplacée par Anne Blancard. Elle eut un rôle très important dans l'organisation du programme et dans les relations avec les historiens africains et les radios africaines.

559 Colloque organisé en 1979.

J.L : Nous allons aborder cela dans un instant, mais auparavant, pouvez-vous nous parler des relations tendues entre Ibrahima Baba Kaké et Sékou Touré ?

J.S : Ibrahima a passé l'agrégation au moment où Sékou Touré a pris le pouvoir – cet épisode, entre parenthèses, est magnifiquement décrit par Demba Diallo dans la série des *Grands Témoins*⁵⁶⁰. S'opposant à Touré, il est parti en pensant qu'il pourrait enseigner en France. Il est en effet devenu professeur au lycée Turgot à Paris. Beaucoup de jeunes ont trouvé que Sékou Touré était un héros parce qu'il avait dit « non » à la France du général de Gaulle mais, par la suite, nombre d'entre eux ont quitté la Guinée. Kaké lui, n'avait pas attendu car il avait tout de suite senti que Sékou deviendrait un dictateur. Dans les années quatre-vingt, il y a eu une manifestation des Guinéens de Paris contre la venue de

« Kaké connaissait très bien les Guinéens qui avaient voulu l'enlever ; il s'agissait de deux diplomates de l'ambassade de Guinée à Paris ».

Sékou Touré en France. Deux jours plus tôt, deux hommes en petit costume noir étaient venus chez Kaké : « Vous êtes Monsieur Kaké ? » « Oui » « Vous êtes Guinéen ? » « Oui » « Nous allons vous suivre durant le voyage de Sékou Touré à Paris, nous serons discrets, nous ne vous gênerons pas ». C'est ainsi que chaque fois qu'Ibrahima sortait, il était suivi. Le jour de la manifestation, Kaké arrive place de la Madeleine. Là, une voiture s'arrête devant lui, une porte s'ouvre, des gens le tirent en lui cassant ses lunettes et tentent de l'emmener. C'est là que les deux policiers de la DST (Direction de la Surveillance du Territoire, service de renseignements du ministère de l'Intérieur) qui étaient chargés de le surveiller sont intervenus. Grâce à eux, Kaké a eu la vie sauve. Il connaissait très bien les Guinéens qui avaient voulu l'enlever, il s'agissait de deux diplomates de l'ambassade de Guinée à Paris. Ce qui est étonnant c'est que, plus tard, il n'a montré aucune rancune à leur égard.

J.L : J'ai vu d'ailleurs qu'aujourd'hui beaucoup d'Africains rendaient hommage en des termes très chaleureux à Ibrahima Baba Kaké, autant pour son savoir que pour son militantisme en faveur de l'histoire et de la Guinée.

J.S : Mais sa notoriété était déjà très impressionnante de son vivant en Afrique de l'Ouest. En Guinée je ne sais pas, puisque l'émission était interdite de diffusion, mais dans les pays voisins, dans le milieu étudiant surtout, bien sûr que oui ! Ce n'était pas le plus grand historien africain du XXe siècle, mais certainement l'un des plus médiatiques. *Mémoire d'un continent*, je pense, a été une émission très importante. À l'époque où j'y étais, beaucoup d'Africains connaissaient l'émission. Un étudiant

« Un étudiant d'Abidjan m'a dit un jour que toutes les chambres des résidences étudiantes résonnaient de *Mémoire d'un continent* le dimanche matin »

d'Abidjan m'a dit un jour que toutes les chambres des résidences étudiantes résonnaient de *Mémoire d'un continent* le dimanche matin. Ça, c'est grâce à Kaké.

J.L : Quelles sont selon vous, les différences entre Kaké et M'Bokolo ?

J.S : Ils n'ont rien à voir l'un avec l'autre ! M'Bokolo touche un auditoire plus instruit que ne le faisait Kaké. Les interviews de Kaké étaient très vivantes, très dialoguées, très « match de boxe ». M'Bokolo, c'est quand même l'universitaire très haut placé par excellence. Ses interviews étaient d'un niveau au-dessus en matière d'érudition. Et puis, Kaké avait écrit beaucoup de manuels d'enseignement secondaire : ça se ressentait dans sa manière de faire de la radio. En somme, il y avait l'historien du scolaire et l'historien du supérieur.

« Kaké était l'historien du scolaire, M'Bokolo est celui du supérieur »

J.L : Eikia M'Bokolo m'a pourtant dit que désormais l'auditoire n'était plus uniquement étudiantin mais éclaté...

J.S : Oui et d'ailleurs aujourd'hui, il est plus difficile de savoir si l'émission a du succès ou pas, ça n'a plus

⁵⁶⁰ Interviewé par Shitwa Kibambi de Radio Mali en 1981 (voir page 115).

rien à voir. Je pense que oui, mais je ne peux pas le vérifier parce qu'il n'y a plus d'enquêtes.

J.L. : Pour vous, le fait d'inviter des universitaires et de donner la parole à des universitaires, c'était très important ?

J.S. : Capital, ce n'était pas fréquent à l'époque.

J.L. : Et proposer une histoire de l'Afrique à la radio en 1969, c'était fréquent ?

J.S. : Pas fréquent mais à RFI, dans mon entourage, nous nous intéressions beaucoup à l'Afrique et nous voulions que son histoire soit mieux connue des Africains. Notre démarche a été soutenue par notre direction et nos destinataires, à tel point que, dans les années 1970, *Mémoire d'un continent* a été considérée comme une des émissions vedettes du service coopération de RFI.

J.L. : Venons-en à cette fameuse coopération avec les radios africaines pilotée par RFI et expérimentée par *Mémoire d'un continent*. Vous y avez d'abord contribué avec Pierre Schaeffer c'est bien cela ?

J.S. : Oui, quand *Mémoire d'un continent* fut lancée, il y avait déjà un long passé de coopération avec les radiodiffusions africaines. Du temps de Pierre Schaeffer, dans les années 1950, ce fut leur création sur le plan technique, puis la formation de cadres au Studio-École. Après les indépendances en 1960, de nombreux pays

« Le service de coopération était un petit service et nous étions tous passionnés par ce que nous faisons. Mais notre travail n'était pas très connu et reconnu ».

africains voulaient conserver des liens avec la France : on a parlé de *Françafrique*, mais entre nous, gens de radio, les liens amicaux prévalaient. Personnellement, quand j'allais en Afrique, je ne passais pas par les ambassades, j'allais directement dans les radios où j'étais reçue chaleureusement. Nous étions quatre ou cinq créateurs qui tenions à pérenniser le lien RFI-Afrique : Guy Robert, qui a créé les radios-clubs au Niger et la revue *Multiplex*, Françoise Ligier, qui a créé tous les concours

africains de théâtre, de musique et de nouvelles qui ont eu un très grand succès et une grande influence à l'époque ; je citerai aussi Bernard Schoeffler, Guy Breton, nos directeurs, et enfin moi-même. Le service de coopération était un petit service et nous étions tous passionnés par ce que nous faisons. Mais notre travail n'était pas très connu et reconnu. Les gouvernements attachaient plus d'importance au direct, à l'information, tandis que nous nous occupions uniquement des magazines. Hervé Bourges, lorsqu'il a pris la direction de RFI, était très sceptique à propos de la coopération qu'il envisageait de supprimer. Ce n'est qu'après avoir accompagné Françoise Ligier au Togo, lors d'un enregistrement public de la pièce de théâtre du lauréat de l'époque, qu'il en a compris l'importance et a soutenu nos actions.

J.L. : Quels sont vos souvenirs des moments forts de cette coopération ?

J.S. : Un des moments forts de *Mémoire d'un continent* fut la période où des producteurs africains vinrent travailler pour nous. Déjà, Demba Dieng à la radio dakaroise, interviewait des grands témoins du Sénégal et me les envoyait pour que je les programme dans la série⁵⁶¹. Demba est venu à Paris avec l'ivoirien Paul Kwamé, sous la direction d'Elikia M'Bokolo, interroger les grands témoins français. Il s'agissait de réciprocité. Autre grand moment : les débats publics en présence des ambassadeurs et des historiens présents à Paris. Ils eurent lieu dans une petite salle du XVI^e arrondissement. Deux invités avaient été programmés : Gaston Defferre, qui rappela ses souvenirs de ministre de la France d'Outre-Mer et, le lendemain, Pierre Messmer qui évoqua à son tour son action envers l'Afrique. Kaké anima le premier débat, M'Bokolo le second. À cette occasion, Gaston Defferre fut tellement irrité d'une question de Kaké lui demandant si sa loi

« J'ai essayé de faire de *Mémoire d'un continent* une plaque tournante pour toutes les radios africaines francophones »

de 1956 n'avait pas pour but de balkaniser l'Afrique, qu'il quitta l'assemblée sans participer au débat qui devait suivre. Les années 1984, 85, 86, furent des années extraordinaires. Enfin, il y a eu le colloque de Dakar où, pour célébrer le quinzième anniversaire de *Mémoire d'un continent*, nous avons convié un historien de chacun des pays qui diffusaient l'émission. Sont venus

⁵⁶¹ On peut citer l'interview de Senghor faite à Dakar en 1986 par Dieng, devenue l'émission n°910 de *Mémoire d'un continent*.

d'Afrique, entre autres, Henriette Diabaté, Jean Noël Loucou, Théophile Obenga, Joseph Ki-Zerbo etc. et de France Fouad Ben Allah, directeur de RFI, Michèle Cotta et l'historien Jean-Noël Jeanneney, président de Radio France. D'après Robert Cornevin, ce fut une réussite. Je le crois aussi. Cette réunion symbolisait tout ce que j'avais toujours souhaité, à savoir faire de *Mémoire d'un continent* une plaque tournante pour toutes les radiodiffusions africaines francophones. Un autre moment-clé, ce fut notre collaboration avec le directeur d'Air Afrique pour la France, Delafosse.

J.L. : Delafosse ??

J.S. : Oui, un des fils métis reconnus de Maurice Delafosse, le célèbre historien-ethnologue qu'il avait eu en Côte d'Ivoire. Il était directeur pour la France de la compagnie Air Afrique à l'époque et était très intéressé par l'histoire et *Mémoire d'un continent*. Il nous a proposé de faire des émissions spéciales pour les diffuser dans les avions, en échange de quoi nous aurions des billets gratuits pour nous rendre en Afrique. Pour nous, ce fut un bel échange?

J.L. : Comment la coopération a t elle évolué par la suite ?

J.S. : Elle a périclité dans les années 90 à 2000. La politique changeait, la coopération avec l'Afrique n'était plus à la mode, alors tout a diminué : la durée de l'émission, les crédits etc. Je tiens à dire que les relations ambiguës qu'il pouvait y avoir entre la France et l'Afrique n'existaient pas au niveau des radios. Au niveau des banques ou des grands commerçants peut-être, mais pas au niveau de la culture. Malheureusement, les gouvernements ont tout mis dans le même sac, et un beau jour, à RFI, on a supprimé la coopération. Il y a eu le désir de ne plus privilégier l'Afrique et de s'ouvrir à d'autres pays sur le « direct ». J'ai pensé que c'était une bêtise mais comme je partais bientôt à la retraite et que de toutes façons mon opinion n'avait pas d'importance, alors tant pis ! Mais je pense toujours que c'était une erreur : l'auditoire principal de RFI, c'était, c'est, et ça restera l'Afrique. D'ailleurs, la direction a fini par s'en rendre compte. Quant à la coopération radiophonique, j'ai toujours pensé qu'elle allait s'évanouir un jour ou l'autre car l'esprit de coopération était d'aider les radiodiffusions partenaires pour qu'elles deviennent autonomes. Par conséquent, nous formions ou aidions des animateurs pour qu'ils nous remplacent ; il était évident que cela ne pouvait pas durer éternellement. D'ailleurs, je pensais honnêtement que notre coopération durerait moins longtemps qu'elle n'a duré.

« Notre auditoire, c'était, c'est et ça restera l'Afrique ! »

J.L. : Comment comprendre les liens entre la coopération telle que la faisait RFI et la coopération gouvernementale ?

J.S. : Notre budget nous était directement donné par le ministère de la Coopération, tout comme auparavant la SORAFOM était financée par le Ministère de la France d'Outre-Mer, successeur du ministère des Colonies.

« Le ministère de la Coopération avait un budget spécialement consacré aux actions radiophoniques ».

Le ministère avait un budget spécialement consacré aux actions radiophoniques. À part cette dépendance économique, qui a d'ailleurs connu des hauts et des bas, nous étions libres de notre action et nous n'avons jamais reçu de consignes particulières. Nous étions indépendants dans nos décisions. C'est en tout

cas comme cela que je l'ai vécu. Vous savez, nous autres du service de coopération radiophonique, nous étions dans notre petite bulle et les dirigeants n'attachaient apparemment que peu d'importance à ce que nous faisions.

3. Entretien avec Jean-Pierre Chrétien⁵⁶², le 19/03/2012.

« *Mémoire d'un continent* est au cœur des activités africanistes en France »

Jonathan Landau : Quel est votre parcours avant d'arriver à l'OCORA en 1970 ?

Jean-Pierre Chrétien : J'avais passé l'agrégation puis j'avais enseigné deux ans en lycée à Rouen. De 1964 à 1968, je suis parti en coopération enseigner l'histoire au Burundi à l'École Normale des Instituteurs. La coopération dans l'enseignement était une manière très formatrice de découvrir d'autres cultures et beaucoup d'autres historiens comme moi étaient passés par cette étape : c'est grâce à ce service national qu'on a connu

« Jean Devisse est à l'origine de beaucoup de choses, dont *Mémoire d'un continent* »

l'Afrique., car comme tout le monde, je ne connaissais rien à l'Afrique avant d'y aller. C'était toute une époque, celle de René Dumont⁵⁶³, où l'on parlait beaucoup du tiers-monde et du

développement, où l'on militait pour les indépendances deux ans après la fin de la guerre en Algérie etc. A Bujumbura, c'est moi qui ai adapté les programmes, qui étaient encore plutôt belges que français d'ailleurs, et qui étaient un combiné d'histoire générale et d'histoire du pays. En fait, j'avais fait en sorte d'insérer à chaque fois que je le pouvais un peu d'histoire d'Afrique. A mon retour, j'ai été en quelque sorte « limogé », c'est-à-dire que j'ai été envoyé au lycée Gay Lussac de Limoges, et ensuite, grâce à Jean Devisse, j'ai trouvé un poste à la fac de Lille III en histoire, où il était aussi, et j'ai commencé à y enseigner en février 69. C'est donc là que j'ai fait la connaissance de Devisse : on ne se connaissait pas auparavant, moi j'étais au Burundi, lui s'occupait d'Afrique de l'Ouest, mais on avait la même sensibilité sur l'histoire d'Afrique, et puis un article qui traitait du Moyen Age africain⁵⁶⁴ que j'avais publié dans *l'Information historique*, une revue de vulgarisation pour les enseignants du secondaire avait attiré son attention. Il faut bien voir que Jean Devisse est à l'origine de beaucoup de choses, y compris de *Mémoire d'un continent*. Le rôle qu'il y a joué peut s'apparenter au rôle qu'il a joué pour *l'Histoire générale de l'Afrique* avec Amadou Mahtar M'Bow ; il était vraiment engagé sur la piste de la diffusion et de la vulgarisation des connaissances sur l'histoire d'Afrique et de la sensibilisation à la dimension historique de l'Afrique. Bref, au bout d'un moment et à mesure qu'on sympathisait, Devisse m'a dit : « Voilà, on lance une émission, ça pourrait être intéressant pour toi etc. », et ça a commencé comme ça.

J.L. : Et vous avez choisi alors de remonter le fil chronologique ...

J.P.C. : Oui parce que dans l'esprit de l'époque, faire connaître l'histoire d'Afrique, faire savoir que l'Afrique a une histoire, c'était tout bêtement prendre le fil chronologique de l'histoire en partant de la Préhistoire et en allant vers l'actualité. C'est ce qu'on a fait et c'est déjà comme ça que j'avais fait dans mes cours pour mes étudiants de l'École Normale Supérieure à Bujumbura. Et donc, avec l'aide de Devisse, qui connaissait beaucoup mieux que moi les partenaires possibles, on s'est mis à chercher des invités qui pourraient, en français nous apprendre des choses, et on s'y mettait longtemps en avance, c'était du travail ! Mais on a vraiment fait ces émissions de façon toute bête, dans l'ordre chronologique !

« Au départ, je voulais me spécialiser dans l'histoire contemporaine de l'Allemagne (...). Je ne connaissais rien à l'Afrique avant d'y aller »

Après je suis parti de mon plein gré parce que, quand j'ai été recruté au CNRS, c'est-à-dire en 71, j'ai voulu m'investir à fond dans mes recherches sur le Burundi et donc j'ai passé la main, fort de cette expérience radiophonique que j'avais mené grâce à Devisse pendant un an et demi.

562 Jean-Pierre Chrétien, éminent historien de l'Afrique des grands Lacs, anima l'émission de 1970 à la mi-1971. Il est aujourd'hui à la retraite mais continue d'écrire de livres.

563 Agronome français réputé pour son ouvrage *L'Afrique noire est mal partie* (1962).

564 « Intitulé « Le Moyen Age, âge d'or de l'Afrique ».

J.L. : Pour vous, cette émission, c'était une parenthèse dans votre travail ?

J.P.C. : C'était même plus qu'une parenthèse c'était une respiration parce que ça me permettait de garder contact avec l'histoire d'Afrique. A Lille, vu que je comprenais et lisais l'allemand, je faisais des cours d'histoire sur l'Europe centrale et l'Allemagne. Au tout début de ma carrière d'ailleurs, je voulais me spécialiser dans l'histoire de l'Allemagne contemporaine car j'avais fait mon diplôme d'études supérieures sur l'avènement de Hitler au pouvoir vu par la presse française. Bref, l'histoire d'Afrique n'était pas du tout mon horizon, elle m'était absolument étrangère, et m'intéresser au Burundi relevait de la conversion – même si mes connaissances en allemand m'ont aidé⁵⁶⁵. Et faire cette émission était une façon de garder contact avec Devisse et l'histoire d'Afrique. Mon travail de prof à Lille était majeur, mais l'émission était tout de même une activité importante dans la mesure où, à l'époque, sur

« À l'époque, sur l'Afrique, je ne faisais que cette émission »

l'Afrique, je ne faisais que ça – mes recherches sur le Burundi était dans les cartons à ce moment-là, mises entre parenthèses. Et puis, l'émission était surtout une façon formidable pour moi de m'enrichir : j'ai appris plein de choses et en plus je faisais connaissance avec des chercheurs de renom.

J.L. : Justement, quelles étaient les références en matière d'histoire de l'Afrique à ce moment-là ?

J.P.C. : C'était une époque bizarre, parce qu'il n'y avait pas beaucoup d'historiens de l'Afrique en tant que tels. Y avait Raymond Mauny, avec tout son travail d'archéologue et d'historien⁵⁶⁶, y avait Jean Devisse, qui comme vous le savez était médiéviste et avait fait sa thèse sur l'évêque Hincmar de Reims et avait fini par travailler sur le Moyen Age africain en venant à Dakar. Le polygraphe incontournable c'était Robert Cornevin, un ancien administrateur colonial, tout comme l'était aussi Yves Person qui avait profité de son statut pour faire des recherches sur Samori.

J.L. : Cornevin a continué d'être une référence pour Kaké car, au lendemain de sa mort, une émission lui rendant hommage fut organisée...

J.P.C. : Ça ne m'étonne pas car il était vraiment incontournable. Agaçant, parce qu'il pensait tout savoir sur l'Afrique et parfois à tort, mais incontournable.

Et puis, il gérait la bibliothèque de documentation d'Afrique contemporaine du quai Voltaire, donc c'était un monsieur archive ! On ne se met pas mal avec des gens

« On était encore en manque d'historiens qui travaillaient sur l'Afrique à l'époque »

comme ça (*rires*). Si on l'avait pas mis dans l'émission, c'aurait été un scandale, et on l'a effectivement invité sur les colonies allemandes. Et puis Cornevin a commencé très tôt à une époque où l'histoire d'Afrique n'était dans aucun programme d'enseignement, c'était un pionnier.

J.L. : Un pionnier comme tous les autres que vous avez invité...

J.P.C. : Tout à fait ! Sur l'Afrique contemporaine y avait Brunshwig qui enseignait déjà aux Hautes Études. Y avait l'ancien gouverneur de Madagascar, Hubert Deschamps, qui avait été recruté à la Sorbonne sur le poste créé par Charles André Julien. Balandier, on avait pensé à lui à cause de sa « sociologie dynamique » et son livre sur la vie quotidienne au royaume de Kongo⁵⁶⁷, un vrai livre d'histoire qui remontait dans un passé lointain. Et puis Devisse connaissait très bien l'égyptologue Jean Leclant ainsi que Michel Mollat. Voilà. Mais en fait, c'est peu de gens, on était un peu en manque d'historiens d'Afrique à cette époque, c'était délicat. C'est pour ça que j'avais besoin de Devisse, c'est lui qui connaissait et qui trouvait les gens ! Moi, il n'y avait que Brunshwig que j'avais déjà rencontré car j'avais travaillé avec lui sur le Burundi. Les autres, j'ai fait connaissance avec eux grâce à cette occasion-là. Mais je dois vous dire que comme j'étais encore relativement jeune, j'étais très intimidé quand je les recevais. Et puis, je revenais du Burundi et j'avais une grande ignorance de tout ce qui n'était pas l'Afrique de l'Est.

⁵⁶⁵ Jean-Pierre Chrétien a commencé à travailler sur le Burundi en traduisant les ouvrages allemands sur ancienne colonie allemande.

⁵⁶⁶ *Les siècles obscurs de l'Afrique*, Paris, Fayard, 1970.

⁵⁶⁷ *La vie quotidienne au royaume de Kongo, du XVIe siècle au XVIIIe siècle*, Paris, Hachette, 1965.

J.L. : C'est également Devisse qui vous a fait rencontré Kaké ?

J.P.C. : Oui ainsi qu'un historien tout à fait intéressant qui s'appelait Medeiros et qu'on a invité, un dominicain béninois qui préparait une thèse très intéressante avec Devisse sur le regard médiéval et moderne sur les côtes d'Afrique.

J.L. : Un Africain, donc, comme Kaké. Ce sont les deux seuls Africains que vous avez invité.

J.P.C. : Oui c'est ça, il n'y a eu qu'eux. Mais vous savez déjà qu'il n'y avait pas beaucoup d'historiens de l'Afrique français alors les historiens qui venaient d'Afrique ! Je me rappelle quand j'étais étudiant, il y avait vraiment très peu d'Africains !

J.L. : Mémoire est véritablement née en 1969, dans quelle mesure mai 68 a-t-il joué un rôle ?

J.P.C. : Ça a d'abord joué un rôle dans la vie de Devisse parce que Devisse s'était retrouvé avant 68 nommé à Dakar, première université francophone d'Afrique, pour enseigner le Moyen Âge. Par la suite, il a vraiment milité pour offrir des changements dans l'enseignement : il a été à Vincennes avec Jean Bouvier, spécialiste en histoire économique. A Vincennes, ce couple-là a amené un souffle d'air frais dans l'enseignement. Ensuite, les deux ont été à Lille. L'ouverture de Devisse à l'Afrique précède donc mai 68 mais son militantisme au niveau de l'enseignement l'a accompagné tout du long et particulièrement pendant mai 68.

J.L. : Affirmer l'histoire africaine en 1969, c'est dans l'air du temps ?

J.P.C. : Je dirais que oui mais attention, du côté français, il y avait un retard considérable par rapport aux Britanniques et d'ailleurs, avec Joseph Amegboh, on est allés à Londres faire deux émissions avec Roland Oliver, historien anglais qui avait enseigné à Makerere, en Ouganda et qui parlait très bien français. C'était l'un des premiers européens à développer une vision historique sur cette région.

J.L. : Un premier voyage en Europe qui allait annoncer les autres puisqu'après que vous soyez parti, c'est l'Afrique francophone qui allait devenir très sollicitée par l'équipe avec un nombre de voyages assez impressionnant.

« On partait du B.A.BA : il fallait que les auditeurs entendent parler d'histoire africaine de façon la plus générale possible »

J.P.C. : Oui tout à fait, je me rappelle même avoir écouté quelque unes des émissions qu'avait faites Elikia M'Bokolo lorsqu'il avait été envoyé au Congo par RFI

pour entamer une enquête orale avec un interprète swahili, enregistrements qu'il a réutilisés pour des émissions⁵⁶⁸. C'est ce genre de programmes tout à fait ambitieux dont je n'ai pas fait partie mais qui ont titillé ma curiosité car cela s'est fait dans une région qui n'était pas loin de celle sur laquelle j'ai toujours travaillé⁵⁶⁹ et parce que moi aussi, quand j'étais au Burundi, j'avais été converti à la collecte de l'histoire orale. Mais ce genre de démarche tout à fait énorme lancé par RFI est très éloigné de ce qu'on faisait au départ. On partait du B.A.BA : il fallait que les auditeurs entendent parler d'histoire africaine de façon la plus générale possible et si possible avec les meilleurs spécialistes possibles.

J.L. : Vous savez que l'émission telle que vous l'animiez fait partie des seules sources sonores que j'ai pu écouter parce qu'elles ont été reprises par France Culture en 1996 ?

J.P.C. : Ah, c'est donc ça ! Une fois, quelqu'un m'a dit qu'il m'avait entendu à la radio et je n'avais pas la moindre idée de ce que ça pouvait être (*rires*) !

J.L. : Mémoire n'a pas lésiné sur les personnalités comme avec le nigérien Boubou Hama. Le connaissiez-vous ?

J.P.C. : Non pas vraiment mais je peux dire que Boubou Hama faisait partie d'une génération d'Africains qui se posaient à la fois en détenteurs des traditions et en fondateurs de l'historiographie de leur pays. Aujourd'hui quelqu'un comme Boubou Hama est pas mal critiqué, autant que les historiens européens d'Afrique de cette époque. Y avait un côté nationaliste chez Hama mais c'est normal, tous les historiens

⁵⁶⁸ Il s'agit des voyages effectués en 1982 dans la province du Shaba – autre nom du Katanga – pour les émissions n°662 (« Peuples frontaliers Zaïre / Rwanda »), n°663 (« Peuples frontaliers Zaïre / Congo ») et n°665 (« Sur les traces du roi Msiri au Shaba »).

⁵⁶⁹ La région du Katanga se situe à l'ouest du lac Tanganika et le Burundi se situe à son extrémité nord.

africains étaient des militants de la cause nationale. Mais surtout, le gros problème, c'est que c'étaient des gens qui acceptaient difficilement la critique historique sur les sources orales : qui a dit quoi, où, comment, dans quel contexte ? Ils respectaient la tradition orale à l'outrance. Il faisait partie de ces gens qui avaient plusieurs autorités : historien-griot-homme politique.

J.L. : Vous partagez, si je puis me permettre, les réticences de beaucoup d'historiens d'Afrique envers Cheikh Anta Diop, l'égyptologue étonnamment peu sollicité par l'émission.

J.P.C. : Oui ! C'est effectivement l'un des premiers africains à mettre le doigt sur l'historicité de l'Afrique. Le gros problème c'est que, pour donner un supplément de dignité à cette historicité, il s'est focalisé absolument sur l'africanité de l'Égypte. Bien sûr que l'Égypte est dans la vallée du Nil et que par conséquent l'Égypte fait partie intégrante de l'histoire africaine contrairement à une historiographie qui l'a trop souvent orientalisée, tout cela est vrai. Là où ça ne va plus, c'est

« *Mémoire d'un continent est presque devenue dans les années quatre-vingt, un centre de recherche à sa manière* »

qu'il a voulu en faire une partie d'une Afrique monolithique et semblable à celle qu'il connaissait, celle du Sénégal. Or, l'Afrique est multiple. Toute cette volonté de rattacher les différentes langues et de négrier absolument l'Égypte n'est pas

gênant – il y a au vraisemblablement des pharaons noirs – mais le peuplement de l'Égypte comme le peuplement du reste de l'Afrique est multiple. En plus, la conséquence serait de dire que les populations au sud du Sahara ont tout oublié de l'Égypte. En fait, Cheikh Anta Diop a voulu faire de l'Égypte les gréco-romains de l'Afrique. C'est ça le problème car ça devient parfaitement idéologique. Il n'empêche qu'il incarne un moment dans l'historiographie africaine.

J.L. : Comme Ki-Zerbo qui, pourtant ne fut pas si présent que ça au sein de l'émission...

J.P.C. : Ki-Zerbo fut le premier africain à écrire une histoire générale de l'Afrique mais vous oubliez quelque chose c'est qu'il était parti enseigner en Guinée... D'autre part, c'était un homme très occupé de par ses occupations politiques.

J.L. : L'année 1985 est pour l'émission une année tout à fait puissante en termes d'invités, en termes d'investissement, en termes de prise en charge de la mémoire...

J.P.C. : Oui, ils ont fait un gros investissement là-dessus, et ils ont constitué de véritables archives orales à ce moment-là. C'est ce qui me permet de penser qu'ils ont joué un rôle multiple, au départ au niveau de l'historiographie, puis au niveau des sources de l'histoire. Ils ont fait de l'émission presque un centre de recherches à leur manière. Françoise Ligier, mais c'était aussi le cas de Jacqueline Sorel, n'était pas simplement une dame qui organisait l'émission : elle s'investissait grandement dans la curiosité historique ! Par la suite, l'émission était vraiment au cœur des activités africanistes en France, c'est certain !

J.L. : La Tribune de l'Histoire a duré 46 ans, c'est l'une des plus longues émissions de radio. Mémoire d'un continent en est à sa 43e année... En termes de longévité, l'émission est bien partie pour battre des records non ?

J.P.C. : Oui, parce qu'il y a une demande, une curiosité à ce sujet et une grande liberté de parole sur cette émission. Et puis c'est une émission très écoutée. Je dois dire que, me concernant, cette émission a décuplé,

« La radio permet une diffusion incomparablement plus importante que celle des livres »

je ne vais pas dire ma célébrité, mais ma réputation ou la connaissance de ce que je faisais, et c'était tout à fait

fascinant de s'en rendre compte. Des gens m'ont dit « Ah c'était vous à la radio » dans des pays où je n'ai jamais les pieds. C'est la vraie puissance de la radio qui permet une diffusion incomparablement plus importante que celle des livres, et en même temps de bon niveau. Je crois qu'en plus il n'y a pas que des étudiants qui écoutent l'émission, il faut pas penser ça qu'en termes universitaires, il y a aussi des gens instruits de toute sorte qui l'écoutent, surtout depuis que la FM s'est installée dans différents pays. Et puis les

radios nationales ont été tellement ennuyeuses pendant longtemps, pas seulement parce que c'était trop uniforme au niveau des idées, mais parce que c'était répétitif... Là au moins, il se passait des choses. Et puis y a aussi cet aspect : on avait mis en Afrique l'histoire du continent au programme du secondaire. C'est très lié ! On complétait à la radio ce qu'on mettait dans les livres d'école.

J.L. : Les cours la semaine et l'émission le dimanche, en quelque sorte...

J.P.C. : Oui, c'est ça. Je peux vous dire que quand j'ai enseigné au Burundi, il y avait une véritable passion des jeunes pour l'histoire de leur pays. L'émission avait un rôle pédagogique très important chez les lycéens. On était dans une ambiance politique des indépendances et de dignité de l'Afrique. Quand l'histoire d'Afrique était abordée, ça marchait très bien !

4. Entretien avec Elisée Coulibaly⁵⁷⁰ (janvier 2012)

Jonathan Landau : Quels sont vos premiers souvenirs de *Mémoire d'un continent* ?

Elisée Coulibaly : Le générique : je me souviens de ce générique à base de grands tambours et de flûtes. Il frappait l'oreille ! Ca nous faisait peur (*rires*). Ils l'ont changé au cours des années 90. Chez moi au Burkina, ça passait le jeudi soir à 22h. Comme tout le monde n'avait pas de radio, on écoutait ça dehors à plusieurs avec les copains, c'était dans les années 70.

Récemment, je me rappelle que Elikia M'Bokolo a choisi comme générique le discours de Mandela juste après sa libération, je trouvais que c'était une bonne idée. Je me rappelle aussi des gens qui venaient parler comme Boubou Hama, Tamsir Niane ... Beaucoup de ces gens-là avaient été formés à l'Ecole Normale William Ponty à Dakar et ils avaient, je m'en rappelle, une très bonne formation et une maîtrise du français que les intellectuels africains d'aujourd'hui n'ont pas autant.

« Chez moi au Burkina, *Mémoire d'un continent* passait le jeudi soir à 22h. Comme tout le monde n'avait pas de radio, on écoutait ça dehors à plusieurs avec les copains »

J.L. : Quand commence votre participation régulière à l'émission ?

E.C. : A partir du milieu des années 90. Je me rappelle avoir été invité par Elikia plusieurs fois sur le thème de l'archéologie africaine et une fois en 1997 pour une émission sur Cheikh Anta Diop. C'était très intéressant, j'expliquais en gros que je vouais personnellement une admiration sans faille envers Cheikh Anta Diop, car c'est un pionnier, mais que j'estimais que ses disciples s'étaient égarés et ne lui arrivaient pas à la cheville. Bref, au total, j'ai dû être invité cinq ou six fois je pense et RFI a eu la gentillesse de m'envoyer les copies des enregistrements. C'était encore le temps où l'émission faisait trois quart d'heure. C'était un format que j'aimais bien, on pouvait vraiment aller au fond des choses, ce qui est quand même rare à la radio.

J.L. : Avez-vous une idée de ce que représente Elikia M'Bokolo aujourd'hui en Afrique francophone ?

E.C. : Franchement, en Afrique francophone il est devenu l'égal de Ibrahima Baba Kaké, c'est-à-dire que tout le monde le connaît à cause de *Mémoire d'un continent*, surtout au Zaïre ! Même si on ne le connaît pas, on connaît sa voix, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a parrainé le FESPACO⁵⁷¹ l'année dernière. Moi je pense que Elikia M'Bokolo réussit là où beaucoup d'historiens de ma génération échouent : il parvient à dessiner des grandes problématiques d'ensemble. Les historiens qui restent coltinés dans des études trop régionalisées ou nationalisées oublient ce que l'Histoire et les Africains attendent réellement d'eux. Pourquoi les Africains ne se lancent-ils pas dans des études d'histoire de France ? Ce serait très intéressant ! Au lieu de cela, ils restent prisonniers de leurs régions et de leurs valeurs.

« Je pense que Elikia M'Bokolo réussit là où beaucoup d'historiens de ma génération échouent : il parvient à dessiner des grandes problématiques d'ensemble »

J.L. : D'après Jacqueline Sorel, la possibilité pour les radios africaines de se doter d'émissions semblables est très difficile vu qu'ils ont peu d'historiens sous la main et peu de moyens. Vous partagez cet avis ?

E.C. : Oui et je dirais même que le fait d'habiter à l'extérieur de l'Afrique me fait réaliser à quel point les pays d'Afrique manquent de confiance en eux et manquent d'initiatives concrètes. Au lendemain des indépendances, la culture demeurait une priorité, aujourd'hui c'est beaucoup moins le cas. *Présence Africaine*, *Mémoire d'un continent*, le travail de l'UNESCO, tout ça fait partie d'une même politique culturelle et d'un même combat que les pays d'Afrique n'ont pas réussi, je pense, à s'approprier réellement. Ils

⁵⁷⁰ Archéologue d'origine burkinabé, ancien auditeur de *Mémoire d'un continent* et invité régulier de l'émission pendant les années quatre-vingt-dix, Elisée Coulibaly est actuellement président de la Société des Africanistes.

⁵⁷¹ Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou.

ont été incapables de faire pareil et c'est fort dommage. Il y a un manque d'ambition tout à fait notable. Et un continent en construction qui manque d'ambition, moi je ne comprends pas ça. *Mémoire d'un continent* est à mon avis pour l'instant un exemple inégalé.

J.L. : Vous faisiez référence au temps des indépendances... C'est donc une question de génération ?

E.C. : Absolument : les Alioune Diop, Amadou Kourouma, Camara Laye, Boubou Hama, Sekene Modu Cissoko, tous ces gens-là ont beaucoup écrit et se sont énormément impliqués, et de manière souvent désintéressée. Le contraste est fort avec aujourd'hui : je fais partie de cette génération d'intellectuels que je qualifierais d'inactive. Les chercheurs actuels produisent beaucoup moins qu'avant et attendent beaucoup trop que l'Europe les serve. C'est sans doute parce qu'ils n'ont pas vécu la décolonisation, je pense.

« Le fait, pour moi, de vivre à l'extérieur de l'Afrique me fait réaliser à quel point les Africains manquent d'ambition »

« Le discours de Dakar est une bêtise qui mérite amplement d'être oubliée. Nicolas Sarkozy n'est pas le premier président à avoir des lacunes en matière d'histoire africaine »

J.L. : Pourtant, le discours de Dakar en a fait réagir plus d'un...

E.C. : Oui, il a fallu le discours de Dakar mais vous savez ce discours est une bêtise qui mérite amplement d'être oubliée et Nicolas Sarkozy n'est pas le premier président de la République à avoir des lacunes en matière d'histoire africaine...

5. Paroles d'anciens présidents d'Afrique.

Extraits de *Mémoire d'un continent* et des *Grands Témoins de l'Histoire* contenus dans *Afrique, une histoire sonore (1960-2000)*

- **Emile Derlin ZINSOU, président de la République du Dahomey (Bénin) de 1968 à 1969, au cours de l'émission n°1283, « Il y a cinquante ans la conférence de Brazzaville », le 18/01/1994 à propos de la conférence de Brazzaville de 1944 :**

« Le général de Gaulle a précisé dans son discours les raisons qui ont à ses yeux justifié la tenue en ce moment là et en ce lieu là de la conférence de Brazzaville. Je peux la résumer en quelques mots. C'est que, comme chacun s'en souvient, la participation de la France à la guerre après la défaite française, sa présence à la victoire plus tard, était conditionnée, motivée, soutenue, encouragée, rendue possible par la présence des pays africains dans le combat aux cotés du général de Gaulle. S'il n'y avait pas eu le ralliement des territoires africains, le général de Gaulle, malgré tout son courage, n'aurait été que le chef d'une petite bande de français se refusant à la défaite et n'aurait pas pu incarner aussi pleinement, aussi totalement, aussi efficacement la France comme il en avait le dessein. Lorsque l'on dit du Général de Gaulle qu'il a été le grand décolonisateur et que l'on dit que c'est à partir de la conférence de Brazzaville qu'il

« S'il n'y avait pas eu la conférence de Brazzaville, il n'y aurait peut-être pas eu les décolonisations des années soixante »

l'a été, on dit à la fois quelque chose de vrai et de faux. Faux en ce sens qu'à Brazzaville, il n'était pas question d'indépendance ni de décolonisation. Mais vrai en ce sens qu'à Brazzaville, le verre rentrait dans le fruit, et que les dispositions de Brazzaville, *nonobstant* ceux qui présidaient la conférence, conduisaient malgré eux à une évolution qui tôt ou tard aurait débouché sur l'indépendance. Mais la volonté de l'indépendance ne date pas de Brazzaville, le de Gaulle décolonisateur c'est après ! (...) Mais comme c'est un réaliste, un homme qui sait tirer les leçons des événements de l'Histoire, en 60 il n'a pas hésité car l'heure était venue. Donc, on peut dire que la conférence de Brazzaville a été dans l'histoire de la décolonisation française un grand moment, parce que d'un seul coup d'un seul il y avait une ouverture sur l'émancipation : et ça a quand même ouvert les perspectives qui ont débouché sur les années soixante. S'il n'y avait pas eu la conférence de Brazzaville, il n'y aurait peut-être pas eu la décolonisation des années soixante ».

- **Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1994, au cours des émissions n° 914-915-916 « Naissance du RDA », du 18 au 25 octobre 1986 lors du colloque-anniversaire du RDA où l'équipe de *Mémoire* était invitée, à propos du RDA :**

Le extrait : « Pourquoi nous avons créé le RDA ? En 1945, beaucoup de chercheurs n'étaient pas nés (*rires*). En 1945, après la grande promesse qu'il avait faite à Brazzaville en 44, (...) le Général de Gaulle, ce grand homme, qui a beaucoup fait pour notre pays et dont nous ne saluerons jamais assez la mémoire, avait promis de conduire les peuples dont la France avait la charge jusqu'à la liberté de gérer démocratiquement

« L'ambition du RDA était de rassembler les Africains pour une lutte commune en vue de l'émancipation politique et sociale de notre cher continent »

leurs propres affaires. C'est la raison pour laquelle, pour la première fois dans l'histoire de la République Française, nous, colonies françaises de l'Afrique, avons été

sollicitées pour envoyer des représentants au Parlement français, alors que seul, avant 1947, était représenté le Sénégal. Je vous éviterai les détails, la lutte difficile que nous avons dû mener pour nous faire élire librement par nos chers compatriotes. Ce que vous devez savoir, c'est que les candidats suscités par la colonisation, appuyés par la colonisation, ont tous été battus dans tous les territoires africains (*applaudissements*). Le RDA ce n'est pas que Abidjan ! Le Rassemblement Démocratique ne se limitait pas aux seuls pays de Côte d'Ivoire. Il s'étendait, c'était son ambition, de rassembler les Africains pour une lutte

commune en vue de l'émancipation sociale, politique de notre cher continent. Nous avons eu des sections dans presque tous les pays francophones de l'AOF et de l'AEF. Nous avons même créé une section à Djibouti. Et le président actuel du Djibouti⁵⁷² était notre secrétaire général (*applaudissements*). Au Sénégal, malgré la très forte opposition de feu Lamine Gueye et de Senghor, le RDA s'est fait l'honneur d'y créer une section territoriale. Il a mené la lutte pour l'ensemble des pays que défendait le RDA »

2e extrait : « Et le jour où en 1956, pour la première fois Guy Mollet m'a appelé à son gouvernement, j'ai dit au président, phrase que Mendès France a longtemps retenu : « Nous allons nous efforcer en Afrique Noire d'éviter les heurts et les incompréhensions qui ailleurs ont conduit la France aux situations que nous déplorons tous en Asie et en Afrique ». Et nous avons respecté cet engagement ».

- **Léopold Sedar SENGHOR, président du Sénégal de 1960 à 1980, au cours de l'émission n°910, « Grand Témoin du Sénégal : L.S. Senghor », le 25/11/1986, à propos du référendum de 1958 sur la Communauté :**

« J'essaye toujours d'être cohérent avec moi-même. Notre but c'était l'indépendance dans l'amitié avec la France et même dans la confédération. Parce que nous songions au Commonwealth. Or, que nous proposait de Gaulle ? De Gaulle nous proposait, si nous votions oui, de pouvoir exercer notre droit à l'autodétermination... mais

revenons à la commission chargée d'élaborer la Constitution de la Ve République. Nous étions deux à demander que l'on inscrive

« Nous n'étions que deux à demander que l'on inscrive dans la Constitution le principe de l'autodétermination (...), et malgré tout de Gaulle inscrive ce principe »

dans la Constitution le principe de l'autodétermination : chaque colonie pourrait choisir entre l'autonomie et l'indépendance. Nous avons donc été battus. C'est alors que j'ai écrit à mon ami Pompidou, alors directeur du cabinet de de Gaulle, une lettre que Mme Pompidou a encore dans ses archives. Je lui demandais d'intervenir pour l'inscription dans la Constitution du principe de l'autodétermination. Et de Gaulle, passant outre l'avis de la Commission, inscrive ce principe. Vous voyez, de Gaulle était un grand homme ! Dans ces conditions, la logique de ma politique et l'honnêteté me recommandait de voter oui et là encore l'Histoire m'a donné raison ».

- **Maurice YAMEOGO, président de Haute-Volta (Burkina Faso) de 1960 à 1966, au cours de l'émission n°1102, « 30 ans après les indépendances, d'anciens présidents s'expriment », le 31/07/1990, à propos du système de parti unique en Haute-Volta en 1960 :**

« D'abord, chez moi à l'époque de la proclamation de l'indépendance, il y avait trois partis : le PRA, le MLN et le RDA. Je ne me souviens pas avoir porté dans mes concessions une atteinte quelconque à la liberté des partis. Seulement, un seul parti a été supprimé par moi-même, c'est le PRL, c'est le parti de Nazi

« Nous sommes arrivés au parti unique par voie de fait »

Boni, parce que il a dit que son parti avait pour objectif de faire sécession, et comme je n'entendais pas affronter une telle affaire, j'ai préféré supprimer son parti immédiatement par décret. Mais les autres partis ont demeuré. Le fait que nous ne les ayons pas supprimé

suppose que nous les avons admis démocratiquement. Maintenant, en ce qui me concerne, quand j'ai fait les élections qui devaient installer la nouvelle assemblée, il s'est trouvé que mon parti a eu 65 députés sur 75. Les deux autres partis qui restaient n'ont eu que dix députés. Ils se sont dilués d'eux même dans le RDA et tout et finalement on est arrivé au parti unique par voie de fait ».

⁵⁷² Assan Gouled Aptidon à l'époque.

- **Hubert MAGA, président du Dahomey de 1960 à 1963, au cours de la même émission, à propos du monopartisme au Dahomey en 1960 :**

MAGA : « Ce parti unique était nécessaire. Si on avait dès le départ accepté le pluralisme (...) chaque ethnie aurait eu son parti. Cela aurait été la division totale. Au Dahomey, il y avait trois partis et les trois partis étaient répartis ainsi : Nord, Centre, Sud. Donc, cela faisait se distinguer déjà plusieurs régions. Ça ne faisait pas du tout l'unité, et on s'est combattu, et malheureusement, n'est-ce pas, il y a eu des combats sanglants qui ont laissé des séquelles. Encore même à l'indépendance, nous avons un parti d'opposition et ce parti d'opposition s'est éteint de lui-même d'autant plus qu'il avait perdu les élections et que l'indépendance avait été proclamée par une majorité importante qui s'est imposé. Voilà comment ça s'est éteint. Nous n'avons pas interdit ! Nous n'avons pas interdit, ça s'est éteint et...

KAKE: « Oui mais la Constitution l'a interdit ? »

MAGA : « La Constitution, je ne crois pas ! »

KAKE : « La Constitution n'a pas interdit le parti ..? »

« Si on avait dès le départ accepté le pluralisme, (...) chaque ethnie aurait eu son parti et c'aurait été la division totale »

MAGA : « Je ne crois pas du tout. En élaborant notre concession, on ne pouvait même pas penser qu'un jour le multipartisme, n'est-ce pas, devait être gênant. On n'a pas pensé à ça nous autres, on pensait que les choses allaient se passer normalement, tranquillement. Mais je dis que moi j'estime que si on arrive à avoir un parti unique dans lequel il y a ceux qui se disent de gauche ou de droite et qui sont élus librement et démocratiquement, cela fait l'unité du pays »

- **Mokhtar Ould DADDAH, président de la Mauritanie de 1961 1978 (renversé par un coup d'État militaire), au cours des émissions n° ?,?,?, « Grand témoin de l'Histoire : Mokhtar Ould Daddah », les 03/09/2001, 10/09/2001 et 17/09/2001 pour une interview datant de 1995, à propos de son parti, le PPM, et de sa politique économique socialiste :**

1^e extrait : « Le Parti du Peuple Mauritanien est la fusion des quatre partis politiques qui existaient au moment de l'indépendance. Les quatre partis avaient décidé lors d'un congrès à Nouakchott en 61 de fusionner et de faire le Parti du Peuple Mauritanien. Nous avons œuvré dans cette direction parce que nous nous sommes aperçus de l'immensité de la tâche qui nous attend et il fallait unifier les efforts, créer un seul parti, qui deviendra d'ailleurs constitutionnel en 1964, mais un parti qui n'était pas un parti dictatorial, un parti où les libérations existaient du sommet à la base et de la base au sommet. C'est ainsi que dans nos congrès, dans nos séminaires, dans nos congrès nationaux, tout le monde avait la parole et les militants de base ne se privaient pas de critiquer tous les responsables y compris les premiers, c'est-à-dire moi-même.

« Le socialisme mauritanien était un socialisme inspiré ou dicté par aucun autre »

Mais ce parti nous apparaît comme une nécessité absolue à cette étape de l'évolution historique de notre pays, mais il était entendu qu'au moment venu il allait s'ouvrir et permettre le multipartisme ce

qui n'a pas été fait parce que les événements ont évolué autrement que nous l'avions prévu ».

2^e extrait : « Ma politique économique consistait à affirmer autant que faire se pouvait l'autorité de l'État sur tous les secteurs, le secteur économique étant un secteur clé comme vous le savez : tout en ménageant nos partenaires, nous avons nationalisé les mines de fer de Mauritanie. Nous avons parlé de socialisme mauritanien, c'est vrai, un socialisme inspiré ou dicté par aucun autre ; c'était notre conception de la justice sociale et de l'intérêt du grand nombre qui a inspiré notre politique. Nous avons dans le cadre du PPM, qui était un centre de décision, mais cette politique en place et cette politique consistait à garder pour l'État les secteurs clés, les secteurs sensibles : immigration, santé, agriculture, l'élevage étant perturbé par les sécheresses épisodiques qui secouaient notre pays. Tout cela n'était pas facile. Le point central de tout cela, ça a été le PPM qui comme je l'ai dit a été un centre de décision important ».

- **Moussa TRAORE, président du Mali de 1968 à 1991, au cours des émissions n°1020 et 1021, « Grand Témoin du Mali : Moussa Traoré » enregistrées le 12/10/1988 et diffusées les 03/01/1989 et 10/01/1989, à propos du rapport de l'Afrique avec la démocratie :**

« Dans l'Afrique traditionnelle, la démocratie a existé. C'est le droit de parler, c'est le droit de s'exprimer et à un moment donné le droit d'écrire. La démocratie a toujours accepté que, lors d'une réunion de famille, ses membres s'expriment de l'homme à la femme, du jeune au vieux, et que, lorsqu'on estime que les débats sont épuisés, c'est à ce moment que le chef de famille tire la conclusion et là la balance pèse en faveur de la majorité. Notre démocratie se jouait sous l'arbre à palabres. Mais si cette forme de démocratie s'allie à la démocratie occidentale, on risque de perdre pied ».

« Si la démocratie africaine s'allie à la démocratie occidentale, on risque de perdre pied »

6. Portraits des historiens de *Mémoire d'un continent*

1. Créateurs/producteurs-animateurs :



Jean Devisse (hommage-
jean-devisse.com)



Ibrahima Baba Kaké
(presenceafricaine.com)



Elikia M'Bokolo (rfi.fr)

2. Participants réguliers :



Boubou Hama, Niger
(africultures.com)



Sékéné Mody Cissoko, Mali
(essor.ml)



Amadou Hampaté Bâ, Mali
(presenceafricaine.com)



Youssouf Tata Cissé, Mali (soninkara.org)



Djibril Tamsir Niane, Guinée
(presenceafricaine.com)



Alpha Omar Konaré, Mali
(africa-union.org)



Henriette Diabaté, Côte d'Ivoire (verite-reconciliation.org)



Georges Niangouran
Bouah, Côte d'Ivoire
(pensesnoires.info)



Adame Ba Konaré, Mali (rfi.fr)

Table des matières

INTRODUCTION.....	7
PREMIÈRE PARTIE :	26
LE PATRIMOINE AFRICAIN SUR BANDE MAGNÉTIQUE FRANÇAISE (1964-1974).....	26
1. LES ANTÉCÉDENTS DE MÉMOIRE D'UN CONTINENT (1964-1969).....	28
1.1. TERRE DE LÉGENDES ET LE PATRIMOINE ORAL AFRICAIN (1964-1967).....	28
1.1.1. L'héritage coopératif de la SORAFOM.....	28
1.1.2. Indépendances et identité culturelle : des États africains demandeurs d'histoire ?.....	30
1.1.3. Conter les mythes africains à la radio : rupture ou continuité ?.....	32
1.1.4. Des Africains à la radio	35
1.2. AU REGARD DE L'HISTOIRE OU L'HISTOIRE THÉATRalisée (1967-1969).....	38
1.2.1. Émission éphémère pour période propice.....	38
1.2.2. Un parisianisme dérangeant ?.....	40
1.2.3. Suite et fin de la schizophrénie.....	42
1.2.4. Les débuts hésitants de Mémoire d'un continent.....	44
2. L'ÉMISSION DES AFRICANISTES (1970-1971).....	47
2.1. UN CASTING POST-COLONIAL.....	48
2.1.1. Jean-Pierre Chrétien : de la coopération enseignante à la coopération radiophonique.....	48
2.1.2. Quand les anciens coloniaux racontaient l'Afrique.....	51
2.1.3. La radio et les chercheurs français sur l'Afrique : histoire d'une première rencontre.....	54
2.1.4. Le point de vue africain : une « autre version » ?.....	57
2.2. UN VENT NOUVEAU ?.....	61
2.2.1. Mémoire d'un continent, projet post-soixante-huitard ?.....	61
2.2.2. Les mutations radiophoniques des années 1968-1970.....	63
2.2.3. Dix ans d'indépendance en Afrique francophone : entre ouvertures à l'international, régression politique et progrès sociaux.....	65
2.2.4. De Neil Armstrong à Vasco de Gama.....	67
3. L'AFRICANISATION DE MEMOIRE D'UN CONTINENT (1971-1973)	69
3.1. DEUX OPPOSANTS EN EXIL.....	69
3.1.1. Joseph Amegboh et Gnassingbé Eyadéma : de l'opposition à la récupération.....	69
3.1.2. Ibrahima Baba Kaké : un rapport familial et affectif avec l'histoire.....	71
3.1.3. L'historien et le dictateur : de la suspicion à la détestation.....	74
3.2. LES GRANDES FIGURES DU MONDE NOIR À LA RADIO (1971-1973).....	77
3.2.1. Le crépuscule des idoles et la mission de l'historien	77
3.2.2. Redonner aux Africains leur fierté.....	79
3.2.3. La diaspora à l'honneur.....	81
3.2.4. Redonner de la visibilité aux Noirs de France.....	82
DEUXIÈME PARTIE :	84
MÉMOIRE D'UN CONTINENT , « ÉMISSION PHARE DE LA COOPÉRATION » (1974-1995)	84
1. UNE ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES HISTORIENS AFRICAINS.....	87
1.1. LES RENCONTRES INDIVIDUELLES : UNE PROGRESSIVE PARTICIPATION DES HISTORIENS À L'HISTOIRE DE LEUR PAYS.....	87
1.1.1. Au commencement, la Culture.....	88
1.1.2. La préférence maliennne.....	90
1.1.3. Des livres, des livres, encore des livres !.....	94
1.1.4. Une africanisation définitive ?.....	96
1.2. LES RENCONTRES COLLECTIVES : L'ESPRIT DE CORPS DE MÉMOIRE D'UN CONTINENT.....	98

1.2.1. Afrique, terre de colloques	98
1.2.2. Quand Mémoire d'un continent organisait sa propre tribune	100
1.2.3. Dakar ou le point de départ d'une nouvelle ambition : Mémoire d'un continent et les émissions-débats.....	102
2. LA COOPÉRATION INTERRADIOPHONIQUE.....	105
2.1. MÉMOIRE D'UN CONTINENT, UN MODÈLE D'ÉMISSION EN AFRIQUE ? LA COOPÉRATION JUSQU'EN 1983.....	105
2.1.1. Les échanges intellectuels et l'influence des colloques.....	106
2.1.2. Les dons matériels : entre l'écrit et le sonore.....	107
2.1.3. Effets stimulants pour émissions fragiles.....	112
2.1.4. Une génération d'étudiants à l'écoute.....	114
2.2. LA COOPÉRATION APRÈS 1983 : VERS UNE PLUS GRANDE ÉQUITÉ ?.....	116
2.2.1. Le retour à l'envoyeur.....	116
2.2.2. Demba Dieng et Paul Kwamé : les « meilleurs élèves ».....	118
2.2.3. Le cas béninois: un effet « la Baule » ?.....	120
2.2.4. RFI : soutien ou concurrente des radios africaines ?.....	122
3. MÉMOIRE D'UN CONTINENT ET L'AFRIQUE DE 1976 À 1995 : COOPÉRATION OU COOPÉRATIONS ?.....	125
3.1. UNE AFRIQUE CIBLÉE ?.....	128
3.1.2. L'autre Delafosse.....	132
3.1.3. Les lieux de mémoire du continent noir.....	134
3.2. UNE AFRIQUE EN RETRAIT.....	137
3.2.1. Des ténèbres à la lumière : le cas de la Guinée.....	138
3.2.2. Mémoire d'un continent et les pays marxistes : une coopération en demi-teinte.....	140
3.2.3. À la rencontre d'une autre Afrique.....	144
4. L'ÉMISSION DES GRANDES VOIX DE L'AFRIQUE.....	147
4.1. LES « GRANDS TEMOINS » D'AFRIQUE, LES GRANDES HEURES DE RFI.....	147
4.1.1. Gabriel d'Arboussier : la perte de trop.....	147
4.1.2. « Toute l'Afrique Noire francophone a parlé ! ».....	149
4.1.3. La colonisation vue de France.....	152
4.2. Y A T-IL UNE « FAMILLE » MÉMOIRE D'UN CONTINENT ?.....	154
4.2.1. Un refuge pour la diaspora guinéenne	154
4.2.2. Les autres opposants en exil : l'exemple de Jacques Rabemananjara (Madagascar), Gabriel Lisette (Tchad) et Émile Derlin Zinsou (Bénin).....	155
TROISIÈME PARTIE :.....	158
MÉMOIRE D'UN CONTINENT AUJOURD'HUI (1994-2012) : UNE ACTUALITÉ INTACTE.....	158
1. ELIKIA M'BOKOLO : UN PASSEUR D'HISTOIRE ENTRE DEUX CULTURES.....	161
1.1. DE LÉOPOLDVILLE À PARIS : ITINÉRAIRE JUVÉNILE D'UN HISTORIEN EN PUISSANCE.....	161
1.1.1. Une enfance africaine au rythme de la décolonisation (1944-1962).....	161
1.1.2. La formation universitaire et les ouvrages fondateurs (1962-1971).....	163
1.1.3. Afrique Noire, histoire et civilisations : un objet pour la nouvelle génération africaine	165
1.2. HISTORIEN DE L'AFRIQUE OU HOMME DE CULTURE DE L'AFRIQUE ?.....	167
1.2.1. La littérature : miroir d'un continent.....	167
1.2.2. L'histoire : une synthèse des sciences humaines.....	169
1.2.3. Quelle place pour la musique dans une émission d'histoire ?	171
2. LES NOUVELLES DONNÉES DE MÉMOIRE D'UN CONTINENT.....	173
2.1. D'UN HISTORIEN À UN AUTRE.....	173
2.1.1. Le souffle de Ibrahima Baba Kaké	173

2.1.2. Les Grands Témoins aux oubliettes ?.....	175
2.2. D'UNE ÉMISSION À UNE AUTRE.....	180
2.2.1. L'histoire « par le bas ».....	180
2.2.2. L'Afrique : un continent « dans le monde ».....	182
2.2.3. La mise en lumière du présent pour la mise en valeur du passé.....	184
2.2.4. « Histoire-récit » ou « histoire-problème » ?.....	186
3. LE « JUSTICIER DE LA MÉMOIRE AFRICAINE ».....	188
3.1. L'HISTOIRE AFRICAINE : UN « COMBAT » TOUJOURS D'ACTUALITÉ.....	188
3.1.1. Le message lumumbiste et la visée panafricaine.....	188
3.1.2. Nicolas Sarkozy, l' « homme africain » et Mémoire d'un continent.....	190
3.1.3. Une réflexion continue sur l'activité et l'enseignement de l'histoire africaine.....	192
3.2. L'AUDIOVISUEL AU SERVICE DE L'AFRIQUE.....	195
3.2.1. RFI, passerelle franco-africaine.....	195
3.2.2. Le nouvel auditoire de Mémoire d'un continent.....	197
3.2.3. M'Bokolo : la voix du passé africain.....	199
CONCLUSION.....	201
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	203
ANNEXES.....	217